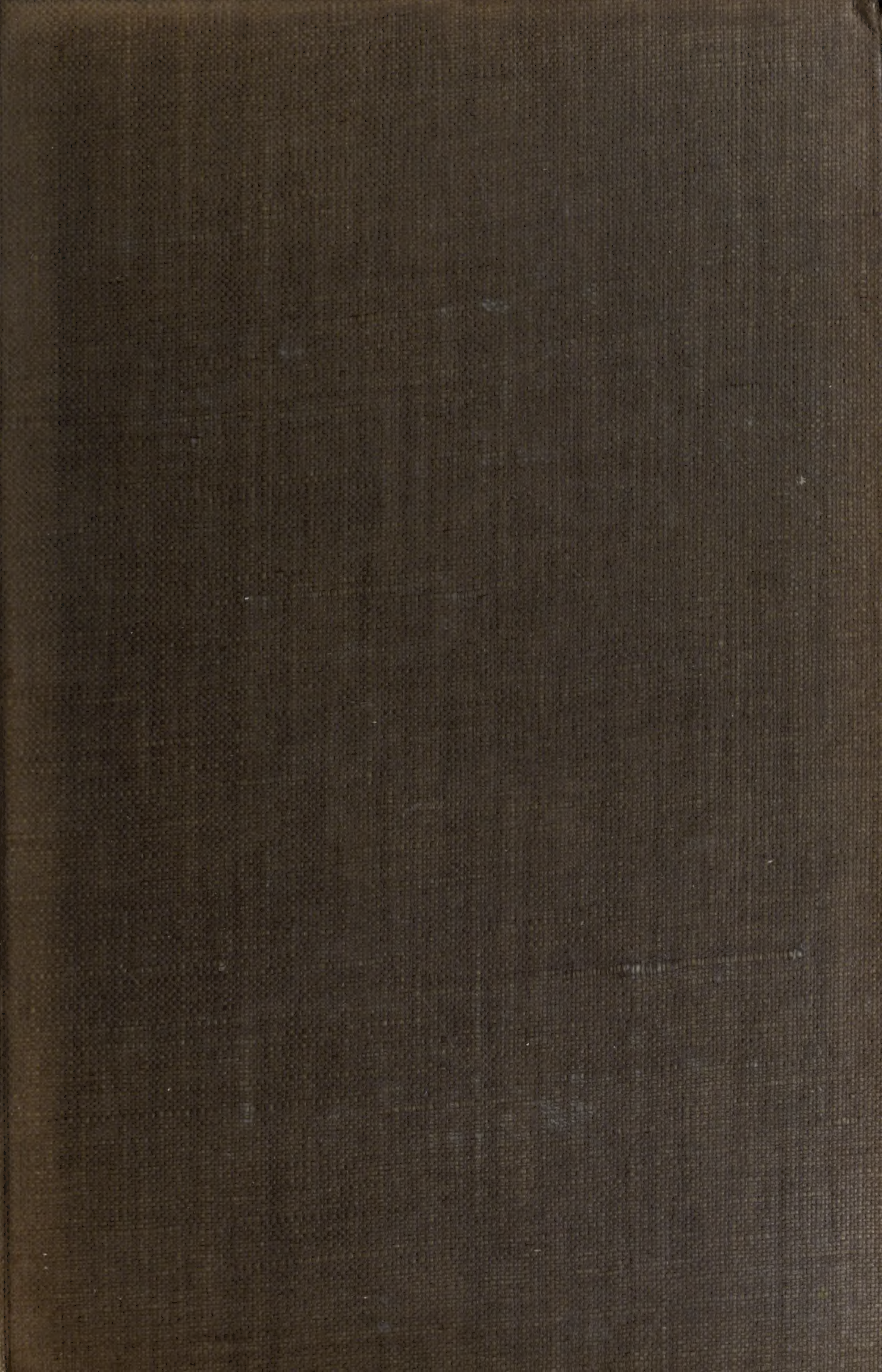


# LETTRES ET PAPIERS

DU CHANCELIER

# COMTE DE NESSELRODE

1760-1856

# LETTRES ET PAPIERS

DU CHANCELIER

# COMTE DE NESSELRODE

1760-1856

EXTRAITS DE SES ARCHIVES

Publiés et annotés

AVEC UNE INTRODUCTION

Par le Comte A. DE NESSELRODE

TOME IX

1847-1850



PARIS
A. LAHURE, IMPRIMEUR-ÉDITEUR
9, RUE DE FLEURUS, 9



# INTRODUCTION

Ce volume est composé en majeure partie, comme le précédent, des lettres adressées par le chancelier, comte de Nesselrode, à son ami le baron Pierre de Meyendorff. Les événements graves dont l'Europe a été le théâtre, de 1847 à 1850, leur donnent un puissant intérêt. La politique conservatrice de la Russie, les constants efforts de l'empereur Nicolas pour défendre l'idée monarchique, menacée de toutes parts, et sauver les principes d'ordre, sa ferme attitude au milieu de la tempête que la révolution française de 1848 avait déchaînée sur le continent, ébranlant jusque dans leurs fondements les monarchies les plus anciennes et en apparence les mieux assises, s'y montrent sous leur plein jour. La lutte que poursuit avec succès sur le terrain de la diplomatie le chancelier contre le chef de la politique anglaise, lord Palmerston, y est relatée dans toutes ses phases, enfin quelques lettres du prince de Metternich, du baron Brunnow et du comte Michel Chreptowitch fournissent de précieux renseignements sur la situation en Autriche, en Angleterre et en Italie durant cette période de bouleversements.

Notre publication touche à sa fin et ne comportera plus que deux volumes qui sont prêts dès à présent et paraîtront dans un délai très rapproché.

A. de Nesselrode.

# ARCHIVES

DU

# COMTE CH. DE NESSELRODE

## 1847-1850

---

*Le comte Charles de Nesselrode au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 4 janvier 1847.

Le cabinet prussien nous bombarde depuis quelque temps de communications, les unes plus saugrenues que les autres. Ses peurs, ses agitations continuelles finiront, si elles sont connues, par nous faire le plus grand tort dans l'opinion. Comment ne pas avoir le courage de soutenir avec calme et dignité une détermination une fois arrêtée et exécutée, surtout lorsque tout nous prouve qu'il ne peut en rien résulter de sérieux et que tout se réduira à des bavardages. Que Bunsen[1] se soit

1. Bunsen (Chrétien-Charles-Josias, chevalier de), diplomate allemand, né en 1791, mort en 1860. S'occupa d'abord de travaux philologiques ; secrétaire d'ambassade à Rome (1818); ministre de Prusse auprès du Saint-Siège (1827); puis de la Confédération Helvétique (1839) ; ministre à Londres (1842) où il sut gagner l'amitié de la

laissé intimider par Palmerston[1], cela ne m'étonne pas : les hommes de lettres n'ont jamais brillé par un excès de courage. Mais que Canitz[2] partage de telles impressions, cela me passe.

Je vous envoie ci-jointes, cher baron, deux dépêches de Brunnow ; montrez-les à Canitz. Le langage de John Russel devrait le calmer et le rassurer complètement ; c'est la meilleure réponse que nous puissions faire à la dépêche qu'il a adressée à Arnim.

Quant à la question des mariages espagnols, j'ai longuement exposé notre manière de voir dans une pièce que vous recevrez aujourd'hui et à laquelle, par ménagement pour le cabinet prussien, j'ai préféré donner la forme d'une lettre particulière. Rien ne s'oppose toutefois à ce que vous la laissiez entre les mains de Canitz pour qu'il la soumette au Roi, car j'ai lieu de croire que l'Empereur s'y réfère dans la lettre ci-jointe, que Sa Majesté lui adresse en réponse à la sienne et que vous voudrez bien lui faire parvenir dans les voies que vous

reine Victoria, du prince consort et de Peel. Il a laissé de nombreux ouvrages scientifiques et littéraires.

1. Palmerston (Henri-John Temple, vicomte), célèbre homme d'État anglais, né en 1784, mort en 1865.

2. Canitz et Dallwitz (Charles-Guillaume-Ernest, baron de), général et homme d'État prussien, né en 1787, mort en 1850. Prit part à la campagne de 1813, comme capitaine, et devint en 1821 aide de camp du prince Guillaume, frère de Frédéric-Guillaume III, fut envoyé en 1828 comme ministre plénipotentiaire à Constantinople, fut successivement, de 1833 à 1845, ministre de Prusse près des conrs de la Hesse électorale, du Hanovre et de l'Autriche. En 1845, reçut le portefeuille des affaires étrangères, qu'il abandonna en 1848 pour devenir commandant de la division de Dusseldorf.

jugerez les plus convenables. La dépêche que nous adressons à Brunnow prouvera au cabinet prussien que nous sommes très loin de vouloir repousser Palmerston et le gouvernement anglais; que nous ne demandons pas mieux que de former avec lui l'union la plus intime, pourvu que ce ne soit pas aux dépens de notre considération et de nos principes, et je dirai même du bon sens ; car convenez pourtant que cette première de toutes les conditions a complètement manqué aux propositions que Palmerston nous a faites et que Bunsen, Canitz et le Roi surtout, ont appuyées avec tant de chaleur. Tâchez de les convaincre qu'une telle combinaison était vraiment inadmissible.

Une autre tâche que vous aurez à remplir et qui ne sera pas moins ardue, c'est de calmer l'irritation que le cabinet prussien manifeste envers l'Autriche. Je ne disconviens pas qu'on aurait pu et dû peut-être vouer, à Vienne, avant la conclusion de l'affaire, plus de sollicitude aux intérêts commerciaux de la Prusse ; mais celle-ci élève après coup des prétentions aussi exagérées qu'injustes. Relisez le protocole de Tœplitz ; vous verrez qu'il y a été nommément stipulé que, pour arriver graduellement à l'incorporation de Cracovie, on ferait entrer la ville et le territoire dans le rayon commercial de l'Autriche, et aujourd'hui la Prusse exige qu'on en fasse une espèce de port franc. Ce qui est le plus plaisant, c'est qu'elle demande que nous appuyions cette prétention à Vienne, tandis que cette mesure est directement dirigée contre nous, car la consommation d'une aussi

faible population que celle que renferme le territoire de Cracovie n'est guère un objet de convoitise pour le commerce de Breslau. Ce qu'il a en vue, c'est d'introduire en fraude ses marchandises par Brody dans nos provinces polonaises, ainsi que cela s'est pratiqué jusqu'à présent ; et l'on veut à Berlin que nous soutenions une pareille mesure. Nous ne sommes pas assez bêtes pour cela. Nos braves Prussiens ont toujours le mot justice à la bouche, mais convenez qu'ils ne sont guère équitables envers leurs alliés.

Que dites-vous du projet de déclaration élaboré à Vienne? C'est du Metternich tout pur. Il a la rage de vouloir tout rédiger lui-même, tandis qu'il a Ficquelmont à côté de lui qui pourrait lui épargner cette peine et ferait beaucoup mieux. Si nous étions à temps, j'aurais proposé une autre rédaction à Vienne. Peut-être Canitz le fera-t-il, car sans son approbation la pièce ne sera pas expédiée à Londres et à Paris. Outre la rédaction, un autre défaut que je lui trouve, c'est d'être un fac-similé pour les deux gouvernements ; tandis qu'il aurait fallu maintenir, coûte que coûte, la différence qui caractérise le ton et le sens même de leurs protestations. Nous verrons ce que dira le grand mémorandum que m'annonce Médem[1]. Dieu veuille qu'il soit mieux fait !

1. Médem (Alexandre-Ivanovitch, comte), né en 1803, mort en 1859, diplomate russe, représenta la Russie en Perse et au Brésil.

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 5 janvier 1847.

J'apprends, mon cher baron, qu'à Berlin on est très préocupé de la supposition, répandue en occident par l'émigration polonaise, que l'Empereur aurait l'intention d'incorporer le royaume de Pologne. Je me hâte donc de vous envoyer copie d'une dépêche que j'ai adressée à Brunnow pour le charger de démentir cette nouvelle de la manière la plus formelle ; veuillez en donner connaissance au baron de Canitz ; j'espère qu'elle rassurera le cabinet prussien. Conjurez-le, en général, de se calmer et d'opposer un sentiment de sécurité aux agitations de Londres et de Paris. Tout ce qu'on m'écrit de là, tout ce que débitent les journaux, tout ce qu'on hurlera dans les Chambres ne m'émeut et ne m'impressionnera le moins du monde. Je sais que la France et l'Angleterre ne nous feront pas la guerre pour Cracovie, et cela me suffit pour avoir l'âme complétement en repos. La mauvaise humeur de Palmerston passera, et ce n'est pas Cracovie qui renversera le ministère. Tenons bon, soyons bien unis tous les trois, n'offrons à nos adversaires aucun défaut de cuirasse, et soyez sûr que nous sortirons de cette crise avec honneur et profit.

Tout à vous, cher baron, de cœur et d'âme.

---

### *Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 22 janvier 1847.

Écrire deux fois les mêmes choses est fort ennuyeux, mon cher baron, lorsque surtout on n'a pas beaucoup de temps de reste. Trouvez donc bon que, pour vous mettre au fait de mes plus secrètes pensées sur les questions en instance, je vous renvoie à la copie ci-jointe de ma lettre autographe à Brunnow qu'emporte le présent courrier, qui de Paris ira à Londres. Je n'ai rien à y ajouter ni pour vous ni pour le cabinet prussien. J'espère qu'il approuvera notre lettre à Kisselef[1]; elle prouvera du moins que si nous ne donnons pas tête baissée dans les combinaisons espagnoles de Palmerston, nous ne sommes pas devenus plus Français que nous ne l'étions autrefois.

J'ai reçu avant-hier l'intéressante expédition que vous m'avez adressée après le retour de Vielhorski. Je n'ai pas vu l'Empereur depuis qu'il en a pris connaissance; je suis sûr qu'elle lui fera beaucoup de peine et qu'il attendra, comme nous tous, avec une vive anxiété les résultats d'une triste détermination qui paraît

1. Kisselef (Paul-Dmitrievitch, comte de), général et diplomate russe, né en 1788, mort en 1882. Fut nommé ambassadeur extraordinaire à Paris, en 1856, pour rétablir les relations rompues entre les deux cabinets et représenta, en 1858, la Russie aux conférences de Paris pour l'organisation des principautés.

irrévocablement arrêtée et qu'il n'est malheureusement plus au pouvoir de personne d'empêcher.

Ce qui m'a fait toutefois plaisir, c'est l'espoir que vous donnez à la fin de votre lettre particulière : que le conflit commercial, qui s'était élevé entre la Prusse et l'Autriche, se terminera à l'amiable. Simultanément avec les fortes remontrances que nous avons adressées à la Prusse, nous avons écrit à Vienne pour engager l'Autriche à être contente de son côté et à accorder à la Prusse toutes les facilités compatibles avec l'établissement d'une ligne de douanes le long de la nouvelle frontière. De cette manière, nous croyons avoir rempli en âme et conscience le rôle de conciliateur qui nous revenait dans ce débat entamé si mal à propos par la Prusse.

Il faut convenir que dans les questions commerciales elle est vraiment insupportable ; je m'attends à ce qu'elle nous adresse des réclamations sur la suppression projetée de la ligne des douanes qui sépare le royaume de l'empire. Déjà le commerce de Kœnigsberg a fait parvenir sur cette question une adresse au Roi. Empêchez qu'il y soit donné suite, car toute réclamation sur ce point serait fort mal reçue par l'Empereur. En général, on se fait à Berlin de singulières idées sur toutes ces questions commerciales. C'est un chapitre que je me propose, mon cher baron, de traiter un jour à fond avec vous ; mais je n'en ai plus le temps aujourd'hui, car je tiens à ce que ce courrier arrive à Paris le plus tôt possible.

Je prends donc congé de vous en vous renouvelant mes invariables amitiés.

---

*Le comte Charles de Nesselrode au baron de Brunnow.*

Saint-Pétersbourg, 22 janvier 1847.

A l'heure qu'il est, vous avez lu et jugé les pièces sur Cracovie, émanées de la conférence de Vienne; ainsi je n'ai rien à vous en dire. Les journaux et les Chambres n'en parleront que trop, et pour moi c'est un véritable chagrin que de voir une si belle cause si mal défendue. Notre ami, le prince Metternich, nous a abîmé cette affaire : d'abord en adressant *in simile* la même déclaration à la France et à l'Angleterre, et ensuite en éparpillant, dans une foule de pièces semi-officielles et confidentielles, d'excellents raisonnements et arguments qu'il eût fallu réunir un peu systématiquement dans une bonne dépêche ostensible, propre à être soumise aux Chambres française et anglaise et à influer favorablement sur l'opinion publique. L'affaire une fois gâtée à Vienne, il devenait fort difficile de la réparer d'ici. Nous avons toutefois pensé qu'il y avait dans la protestation française des assertions et même des prétentions qui demandaient à être un peu fortement

relevées de notre part; c'est ce qui nous a suggéré l'idée d'adresser à Kisselef, ou plutôt à Guizot, la lettre particulière dont vous recevrez la copie pour être communiquée à Palmerston. Je pense qu'il n'en sera pas mécontent quoiqu'il puisse y trouver plus d'une remontrance qui va également à son adresse et que je n'ai pas été fâché de lui administrer indirectement. Vous pourrez lui laisser copie de ma lettre, et vous ne feriez pas mal non plus de la faire lire à Aberdeen et au duc de Wellington. Si celui-ci n'a pas encore tout à fait perdu la mémoire, il doit se rappeler que les membres du congrès de Vienne, loin d'avoir été les protecteurs de la nationalité polonaise, ont été les opposants les plus acharnés aux combinaisons par lesquelles l'empereur Alexandre cherchait à la rappeler à la vie; Talleyrand n'y était pas moins opposé que Metternich et Castlereagh. La publication de la correspondance de celui-ci dans le *Times* vient très à propos pour réfuter victorieusement ce que les publications françaises cherchent à établir, savoir : que les puissances n'auraient consenti à ce que le duché de Varsovie fût réuni à la Russie qu'à la condition qu'il reçût des institutions nationales et le nom de royaume de Pologne. C'est tout juste contre ses institutions et contre ce nom que les protestations ont été les plus vives de la part de ces mêmes puissances, car c'est là où elles voyaient le danger pour l'avenir de l'Europe; le fait a malheureusement prouvé que leur prévoyance n'avait pas été en défaut. Je n'ai pas eu le temps de faire fouiller aux archives, mais, autant que je

puis me le rappeler, les deux documents publiés par le *Times* sont exacts.

J'ai lu avec beaucoup de plaisir et d'intérêt les détails de votre séjour à Brodlands; vous y avez fait de bonnes affaires. La lettre espagnole, de Metternich à Dietrichstein, vous y est tombée comme une bombe, comme elle m'est tombée à moi; c'était de l'imprévu, s'il en fut jamais. Formulée d'une manière aussi laconique, sans développements, sans être motivée, cette proposition m'a paru étrange et fort en contradiction avec les opinions précédentes soutenues par le cabinet autrichien. Je vous avoue que je n'y comprends rien, et j'attends le grand travail que nous annonce le prince Metternich pour y voir clair et juger s'il nous convient d'adhérer à cette proposition ou de nous y refuser. Si notre refus de reconnaître à la descendance du duc de Montpensier le droit de succéder à la couronne d'Espagne est motivé sur notre non-reconnaissance de la pragmatique de Ferdinand VII et, par conséquent, de la reine Isabelle, je ne verrais, pour ma part, aucune difficulté à souscrire à une pareille manifestation. Si par contre il devait être simplement fondé, comme le voudrait lord Palmerston, sur l'interprétation qu'il donne au traité d'Utrecht, sans allusion quelconque à la position particulière dans laquelle nous nous trouvons placés vis-à-vis de l'Espagne, je doute que l'Empereur y consente, car il tient beaucoup à se maintenir dans cette position.

Je vous dis tout cela pour votre gouverne; ne pré-

cipitez rien et attendez, avant de vous prononcer, un second courrier que je vous enverrai immédiatement après avoir appris ce qui aura été convenu entre Metternich et Ponsonby. Jusqu'ici Bloomfield[1] n'a pas reçu encore les instructions que Palmerston a adressées à ce dernier.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*à M. Fonton.*

Saint-Pétersbourg, 28 janvier 1847.

Recevoir des lettres de ses amis est une des grandes jouissances de la vie. C'est avec ce sentiment, mon cher Fonton, que sont toujours accueillies les vôtres. Malheureusement il s'y mêle le regret de ne pas pouvoir y répondre immédiatement et souvent même pas du tout. Si cela est précisément arrivé dans ces derniers temps, vous n'aurez pas eu de peine à en deviner les causes. Cracovie, les mariages espagnols, et surtout celui de mon fils ont absorbé tout mon temps et toutes nos pensées. Ce dernier est, grâces à Dieu, depuis mercredi un fait accompli; aucune puissance étrangère ne protestera; je crois que je puis être parfaitement tran-

1. Bloomfield (John-Arthur Douglas, baron), diplomate anglais, né en 1802, mort en 1879. Après avoir été secrétaire de légation à Vienne, à Lisbonne, à Stuttgart et Stockholm, fut nommé secrétaire d'ambassade à Saint-Pétersbourg, en 1839, et y obtint le poste d'envoyé extraordinaire près la cour de Russie en 1844, fut accrédité au même titre à Berlin (1851) et appelé à l'ambassade de Vienne (1860).

quille sous ce rapport, les Chambres anglaises et françaises n'ont pas à s'en occuper. Nous sommes dans ce moment au milieu de leurs divagations et je ne vous ai plus là, mon bon Fonton, à côté de moi pour m'indiquer dans le *Moniteur* ce qu'il faut lire et ce qu'il faut passer. Il en résulte que je ne lis presque plus aucun de ces longs discours. Comme j'ai la certitude que la guerre ne s'ensuivra pas, ni aucun acte hostile contre la Russie, je regarde comme tout à fait inutile et comme très malsain de me mettre la bile en mouvement en avalant les infamies que les Montalembert[1] et C^ie^ débitent contre nous. Je me suis donc borné à la lecture des pièces officielles dont vous avez eu connaissance par les journaux. Vous aurez sans doute remarqué la différence qu'il y a entre la protestation anglaise et française.

Celle-ci ayant à nos yeux une plus grande portée politique par les assertions qu'elle renferme et les prétentions qu'elle élève, il nous a paru indispensable de nous en expliquer franchement avec M. Guizot, au moyen d'une lettre confidentielle à Kisselef dont je veux vous faire cadeau, pour que vous restiez au courant de nos faits et gestes. Comme de raison, elle est pour vous seul. Pendant que ces nuages s'accumulaient à l'horizon politique de l'Occident, l'Orient nous a, grâces à Dieu, laissé tranquille. Il paraît que jusqu'ici Oustinof[2] ne

1. Montalembert (Charles Forbes, comte de), publiciste et homme politique français, né en 1810, mort en 1870.

2. Oustinof, chargé d'affaires de Russie à Constantinople, en l'absence de M. Titof.

mène pas mal sa barque. En même temps, nous profitons ici de la présence de Titof pour régler avec lui plusieurs questions purement religieuses, les questions politiques étant éminemment du ressort de notre Séniavine[1].

Merci, pour le brillant tableau du commerce d'Odessa. J'en ai tiré bon parti et j'ose espérer que de si beaux résultats exerceront une influence favorable sur la question du port franc, qui n'est pas décidée encore. Est-il vrai que le haut commerce d'Odessa n'attache qu'un faible intérêt à ce qu'il soit conservé et que ce sont plutôt les boutiquiers qui le désirent? Des personnes venues de chez vous récemment cherchent à accréditer ici cette opinion et notre ami Kisselef, qui a été l'automne dernier à Odessa, la partage jusqu'à un certain point, sans se montrer toutefois trop opposé aux désirs du prince Worontzof.

Adieu, mon cher Fonton, je voulais vous dire un mot de notre Opéra Italien, mais je n'en ai plus le temps. Tout à vous de cœur et d'âme.

1. Séniavine (Léon-Grégorevitch), né en 1805, mort en 1862, homme d'État russe, adjoint au ministre des affaires étrangères.

*Le comte Charles de Nesselrode au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 27 février 1847.

Vous avez reçu par la poste notre réponse à la communication prussienne sur la convocation des États : c'est tout ce que nous pouvions répondre. L'empereur est toujours préoccupé et très inquiet des conséquences de cette grande détermination ; il trouve Canitz bien téméraire. Et son projet éventuel de faire jeter dehors les députés récalcitrants n'a pas fait fortune ; la plaisanterie lui a paru déplacée dans une affaire si sérieuse.

Ce matin, Colloredo m'a remis de volumineuses dépêches du prince Metternich. La même communication a été faite à Berlin ; je suis curieux d'apprendre ce qu'on en dira. Demain, je saurai seulement ce que l'Empereur en pensera. Pour ma part, je vois plus d'inconvénients que d'avantages à donner suite à l'idée du prince Metternich ; moins on parlera de l'affaire de Cracovie, mieux cela vaudra. Une déclaration, telle que Metternich la conçoit, ne renfermerait que des généralités ; elle s'adresserait à la fois en termes identiques à la France et à l'Angleterre. Ne serait-ce pas fournir bien gratuitement de notre part aux deux puissances, encore si divisées par le mariage espagnol, un terrain sur lequel il leur serait si facile de se réunir de nouveau ?

Je reçois, à l'instant, la dépêche par laquelle vous

m'annoncez que la Prusse adhère à la proposition de l'Autriche, mais elle veut que ce soit nous qui rédigions la déclaration. C'est facile à dire, mais comment enlever cette jouissance à Metternich? Voilà une raison de plus pour ne rien faire. Si l'Empereur partage à cet égard mon opinion, l'adhésion de la Prusse rendra notre refus bien pénible pour l'Autriche. Le seul bien que j'entreverrais dans la combinaison, ce serait de faire figurer la Prusse dans un acte public à côté de nous, au moment où on s'imagine en France et en Angleterre que ses nouvelles institutions la détacheraient des deux cours impériales. Quoi qu'il en soit, j'aime mieux que l'on s'abstienne de toute nouvelle profession de foi politique, qui ne peut conduire qu'à une guerre de plume tout à fait inutile lorsque les faits parlent si haut en notre faveur.

Que dites-vous du scandale de Munich? Pour moi, j'en pleure. Il est bien triste de voir dans notre siècle la royauté se dégrader à un tel point, et cela peut avoir des conséquences sérieuses. Du temps de Louis XV, cela n'eût été rien; aujourd'hui, c'est bien grave.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 14 mars 1847.

Votre lettre du 6 mars m'a fait bien plaisir par les arguments qu'elle m'a fournis pour soutenir une thèse qu'on veut à toute force me contester, savoir : que la Prusse n'est pas irrévocablement perdue encore pour nous. La dernière expédition de Brunnow, qui n'a pour la juger que les faits et gestes de Bunsen, n'était pas couleur de rose sous ce rapport; votre lettre est donc venue fort à propos pour mitiger les impressions qu'elle avait produites. Le langage que Canitz vous a tenu ne laisse absolument rien à désirer, et je fais des vœux pour qu'il trouve bientôt une occasion *opportune* de le faire également entendre à la France et à l'Angleterre afin de détruire une bonne fois les illusions qu'on veut à toute force se faire dans les deux pays sur les conséquences des changements introduits dans la constitution de l'État sous le rapport de sa politique extérieure.

Le prince Metternich travaille toujours à sa déclaration; mais il paraît qu'il a de la peine à en venir à bout, et je le conçois; car, en vérité, je ne sais trop ce que pourra contenir ce document, si ce n'est des lieux communs. Ce que j'aimerais bien mieux, ce serait une bonne circulaire de Canitz, rédigée de manière à pouvoir être rendue publique et convaincre les plus incrédules; elle suffirait, à mes yeux, pour répondre aux

nécessités de la situation. Nous verrons ce que le prince Metternich nous communiquera. A mon avis, il devrait s'occuper davantage de l'Allemagne, où l'influence de l'Autriche diminue, hélas! tous les jours. Ce n'est pas par un fanatisme ultra-catholique qu'il la regagnera. Sous ce rapport, cette coquine de Lola Montès[1] et les maladresses de Senft ont fait beaucoup de mal.

Ce qui se passe à Munich est déplorable. Rauch m'a régalé d'une collection de plaisanteries berlinoises sur la gitana; mais on a plus envie de pleurer que de rire. C'est à quoi au fond nous passons notre temps.

La mort du prince Wassiltchikof nous a profondément affligés; l'Empereur en a été très affecté; pour moi, c'est une perte cruelle. Un tel ami ne se remplace pas à mon âge, et il l'était depuis plus de quarante ans.

1. Lola Montès (Maria-Dolorès Porris y Montès, dite), célèbre aventurière, dont la nationalité est indécise, née, suivant les uns, à Séville, en 1818, d'un père espagnol, suivant d'autres en Écosse, à Montrose, d'un père anglais, et, selon son dire, en 1824 à Limerick, en Irlande, morte à New-York en 1861. Fut la maîtresse du roi Louis de Bavière (1847-1848).

*Le comte Frédéric de Nesselrode à la comtesse Charles de Nesselrode, sa cousine.*

Baden, avril 1847.

La révolution polonaise de 1846 a été de bien courte durée — cela avait tout à fait l'air d'un feu follet — mais ne vous y trompez pas, c'était bien le plan de conspiration le plus vaste qui ait jamais été conçu; et si la police prussienne n'en avait pas à temps et si admirablement saisi les fils et par là étouffé la chose dans son origine, Dieu sait ce que ce serait devenu. Le coup est parti de Paris, du sein de la propagande sans aucun doute, mais pas du parti Czartoryski. Celui-ci y a bien donné son adhésion après l'explosion, mais le parti démagogue en était la cheville ouvrière. Aussi trouverez-vous bien peu de grands noms compromis, des magnats pas un, mais en revanche la petite noblesse (appelée szláchta en Pologne) en était tout entière. Et c'est ce que, moi, je nommerai le tiers-état en Pologne. Mais le phénomène le plus extraordinaire dans tout cela a été l'attitude des paysans. Vous connaissez les massacres de la Galicie et savez que chez nous il n'y en a pas eu. Mais pourtant ce M. Potocki (un petit gentillâtre n'ayant aucune parenté avec les Potocki magnats) a été pendu avec deux de ses complices, après avoir été saisi, garrotté et remis aux mains de l'autorité par ses propres paysans. De même des émissaires ont été pris

et livrés par les paysans. Ceux-ci, comme de raison, ont été largement récompensés après, mais je vous donne bien ma parole que le gouvernement n'avait pas pensé à leur promettre d'avance des récompenses. Je vous cite cela comme un fait qui doit vous prouver que cette prétendue mise à prix des têtes des nobles de Galicie de la part du gouvernement autrichien est tout bonnement un mensonge. Mais les libéraux le soutiennent à cor et à cris, parce que pour eux c'est la plus grande honte, que sans un coup de fusil tiré par la troupe, les paysans, c'est-à-dire le peuple — qu'ils ont toujours en bouche et prétendent sans cesse vouloir rendre heureux — le peuple seul a mis fin à la révolution. C'est une terrible leçon pour ces messieurs, et, croyez-moi, dorénavant ils y réfléchiront à deux fois avant de recommencer. Sous ce rapport, je regarde cette échauffourée comme le plus grand malheur qui ait pu nous arriver.

Malgré cela cependant je suis loin de voir l'avenir couleur de rose. L'esprit en Allemagne est détestable.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 19 avril 1847.

Voilà, mon cher baron, Mathieu Vielhorski qui va s'amuser à Berlin. Je ne sais pas si l'endroit est bien

choisi pour atteindre ce but; n'importe, c'est son affaire. Pour moi, ce départ m'offre une occasion sûre de vous écrire; mais que vous dire? Votre estafette est arrivée hier. J'ai lu et relu le discours du Roi. Ce n'est pas l'éloquence et les nobles sentiments qui y manquent; ce qui y manquera, c'est l'appréciation de ces belles intentions, et, je le crains bien, surtout le courage de les maintenir. Les déclarations du Roi sont si positives, si énergiques, qu'il ne peut plus reculer d'un cheveu : ou bien les États adhèrent en plein à des principes qui sont diamétralement opposés à leurs vues, et alors tout est dit; ou bien, ils insistent avec persévérance sur une extension de droits, alors ils se rendent presque coupables de haute trahison, et il ne restera au Roi qu'à les renvoyer s'il veut être conséquent avec lui-même. Voilà l'alternative dans laquelle il s'est si gratuitement placé. Comment en sortira-t-il? C'est ce que le plus prochain avenir nous apprendra; pour nous, il ne nous reste qu'à craindre et attendre. J'ignore encore ce que l'Empereur dit et pense de ce discours; je sais seulement que l'Impératrice a été très émue en le lisant.

Dites, je vous prie, à Canitz que nous approuvons en plein le projet de déclaration à la Diète, sur laquelle il est tombé d'accord avec Werner, et que nous sommes occupés à formuler la communication à faire à la Diète, de notre côté. Si Werner a fait de bonnes affaires à Berlin, j'en suis enchanté, surtout s'il est parvenu à s'entendre sur la question du commerce et à écarter

cette pierre d'achoppement qui obstruait les relations des deux cours; c'était une mauvaise queue que l'affaire de Cracovie nous avait laissée. Ce point réglé, nous n'en entendrons plus parler.

Brunnow a très sagement empêché qu'elle ne se reproduisît à la Chambre haute, en engageant Londonderry à renoncer à une motion qu'il voulait faire dans le but, très louable d'ailleurs, de provoquer une occasion de défendre les trois cours. Or, c'était pour le moins inutile et notre cause ne pouvait guère gagner à être défendue par Londonderry; il est de ces amis plus incommodes qu'un ennemi. D'ailleurs, moins on parlera de Cracovie, mieux cela vaudra, je me suis tué de l'écrire à Vienne.

Nos 50 millions ont fait une heureuse diversion à toutes les clameurs que l'affaire de Cracovie avait excitées; même en Angleterre, elle a eu un bon effet, dans ce sens qu'elle a prouvé à Palmerston que nous ne sommes pas si mal avec la France qu'il voudrait que nous le fussions. Que l'on se persuade à Berlin d'une vérité : c'est que toutes les fois qu'il verra les trois cours du Nord bien unies, il les laissera tranquilles, sans renoncer toutefois à son projet de profiter de chaque occasion pour chercher à les désunir.

En général, il s'est beaucoup calmé, et il me paraît qu'il y a beaucoup d'exagération dans les alarmes que l'on a prises à Vienne et à Paris sur ses intentions hostiles et violentes contre la Grèce; vous en jugerez par l'extrait ci-joint d'une dépêche de Brunnow, du 6 avril.

Il ne serait peut-être pas mauvais de faire peur à Colettis, pourvu que ce soit dans une juste mesure, car c'est un mauvais drôle qui se moque de nous, avec une rare impudence, avec ses budgets falsifiés et sa vente de terres nationales que personne ne veut acheter; c'est à la lettre nous renvoyer aux calendes grecques. Sa supposition, que l'Angleterre puisse soutenir l'infâme projet de Kalergis, de placer Louis-Bonaparte sur le trône de la Grèce, est une si grande absurdité qu'il ne vaut guère la peine de s'en préoccuper.

Sur cela, je vous embrasse, très cher baron, et vais m'occuper des affaires de Rome, que notre excellent Bloudof traîne beaucoup trop en longueur.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 5 mai 1847.

Impossible, mon cher Meyendorf, de nous tenir plus exactement au courant que vous ne l'avez fait; il ne s'est presque pas passé de jour que je n'aie reçu de vous un rapport; les derniers sont ceux confiés au feldjaeger venu d'Altembourg. L'Empereur a été très sensible à cet empressement dans ce moment de crise, il attendait, comme vous le pensez bien, avec une vive anxiété, les nouvelles de Berlin, et comme un fait exprès les postes étaient toujours en retard.

Voilà donc le premier acte de ce drame joué. Il a commencé par un coup de tonnerre, il a fini par une *concession*. Vous comprendrez que chez nous on ne soit pas très émerveillé d'un pareil dénouement et qu'il ne diminue pas les craintes pour l'avenir. Le Roi a écrit à à l'Impératrice : « Je suis d'airain » ; deux jours après, l'airain, hélas! s'est converti en coton. C'est précisément ce peu de consistance qu'offre le caractère du Roi, joint au manque de savoir-faire de ses ministres actuels, qui est fait pour inspirer plus d'appréhension que les bavardages des États et leurs mauvaises dispositions ; et comme vous l'observez fort bien, il eût mieux valu, si déjà on ne pouvait se dispenser de leur promettre de les réunir de nouveau avant quatre ans, le réserver pour la fin de la session comme récompense du bon vouloir qu'ils auraient montré pendant sa durée. La phrase par laquelle le Roi reconnaît que les institutions établies par l'ordonnance du 3 février sont susceptibles de développement, me semble en contradiction manifeste avec le discours du Roi, qui cherchait au contraire à donner à ces institutions un caractère définitif. Ce mot *développement* peut mener loin.

Telles sont les réflexions qui se sont présentées à mon esprit en lisant cette néfaste réponse. C'est un peu envoyer de l'eau à la rivière que de vous en faire part, car vous vous êtes sans nul doute fait cent fois ces observations, en vous rappelant combien de fois nous nous sommes dit que le Roi entrait dans une voie bien dangereuse, sans trop savoir et sans bien se rendre compte

où elle le conduirait. Je vous sais gré, en attendant, du calme et de la modération avec lesquels vous rendez compte des événements qui se passent sous vos yeux, et qui, par leur nature, sont déjà suffisants pour déplaire et aigrir sans avoir besoin de commentaires. Le discours du Roi avait produit un excellent effet; la réponse à l'adresse a considérablement affaibli cette bonne impression. Tel est, mon cher Meyendorff, le thermomètre du Palais d'Hiver dans le moment où je vous écris.

Dans trois ou quatre jours, je vous enverrai, par un courrier destiné à Brunnow, une expédition sur les affaires de la Grèce. En attendant, on aura appris à Berlin que Palmerston n'est pas si violent en actions qu'il l'a été en paroles, et qu'au fond il n'a voulu que faire peur aux Grecs. En cela il n'y a peut-être pas de mal, car Colettis s'est moqué de nous et de nos réclamations avec trop d'impudence.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 8 mai 1847.

Vous recevrez des communications à faire sur les affaires de la Grèce tellement étendues que je ne trouve rien à y ajouter, sinon le vœu que le cabinet prussien se mêle le moins possible de ces tristes débats. Il n'y

est pas obligé, et, à sa place, je m'en garderais bien et m'en féliciterais sincèrement ; je ne sais que trop ce qu'en vaut l'aune.

J'ai reçu par la poste votre dépêche du 1er mai. Elle me prouve que les bavards de la salle blanche commencent à se calmer. Je ne serai tranquille que quand je les saurai rentrés chez eux et plantant tranquillement leurs pommes de terre, ce qui vaut mieux pour leur gloire et leur bonheur que de raisonner à tort et à travers sur les constitutions des États.

---

*La comtesse Charles de Nesselrode*
*à son mari.*

Berlin, 14 mai 1847.

Il y a toujours eu des abus dans notre pays, mais ils n'ont jamais autant qu'à présent crevé les yeux ; il y avait autrefois un patriotisme qui jetait un voile sur toutes choses ; c'est à qui maintenant étalera au grand jour ce qu'on avait la pudeur de cacher. Je me demande quand et comment nous nous relèverons de cet état d'abaissement.

Meyendorff t'écrit en détail ce qui se passe. Il n'est question en ce moment que de Canitz et du fiasco complet qu'il vient de faire si gratuitement. On dit qu'il est lui-même inquiet, autant que le Roi, de l'impres-

sion qu'en ressentira l'Empereur. Le prince de Prusse parle trop et Meyendorff dit qu'un de ces jours on le fera taire. Sa femme cajole l'opposition et laisse de côté les conservateurs. Les mêmes fautes se renouvellent malgré les exemples frappants du mal qu'on a fait en s'écartant de la ligne tracée par la saine raison. Rochow prétend que le Roi est très gai ; d'autres disent qu'il affecte de se sentir en pleine sécurité, mais qu'il s'enferme souvent seul et est très loin d'être tranquille. La Reine ne reçoit personne et laisse voir une réelle tristesse. Ne passant ici qu'un jour et demi j'ai fermé ma porte afin de m'épargner la fatigue d'entendre un tas de gens rabâcher sur le même sujet.

---

*La même au même.*

Berlin, 15 mai 1847.

On va discuter ici dans quelques jours des questions de la plus grande importance. Pourra-t-on l'emporter sur l'opposition, je me le demande. C'est Savigny[1] qui parlera au nom du gouvernement. Que le bon Dieu l'inspire mieux que ne l'ont été ses collègues et puisse-t-il devenir un second Guizot !

1. Savigny (Frédéric-Charles de), jurisconsulte et homme politique allemand. Né en 1779, mort en 1861. Ministre de la justice (1842-1848).

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 17 mai 1847.

Par le Wladimir qui vous porte ces lignes, mon cher baron, vous arrive notre excellent Rochow[1]; cela me dispense au fond de vous écrire. Il sait beaucoup et m'a promis de vous dire tout ce qu'il sait; vous serez donc très incessamment aussi bien informé que nous le sommes nous-mêmes. Rochow nous quitte le cœur bien gros de tout ce qui l'attend à Berlin. Il y a bien de quoi, car vos tout derniers rapports ne sont pas couleur de rose. Évidemment, l'esprit qui règne dans les États n'est pas bon; j'y vois bien une opposition fortement constituée, mais je cherche en vain le parti monarchique qui défende avec énergie et talent la prérogative royale; cela ne peut avoir qu'une mauvaise fin. Il est le seul de notre corps diplomatique avec lequel je me sente à l'aise, et puisse parler à cœur ouvert. Il me manquera beaucoup.

1. Rochow (Théodore-Henri Rochus de), né en 1794, mort en 1864, entra de bonne heure dans l'armée prussienne et fit les campagnes de 1814 et de 1815. En 1835, il passa dans la diplomatie, fut d'abord ambassadeur en Suisse et en Wurtemberg, et fut appelé en 1845 à l'ambassade de Saint-Pétersbourg, qu'il occupa jusqu'à sa mort.

---

*La comtesse Charles de Nesselrode à son mari.*

Baden, 10 juin 1847.

Le journal de Francfort satisfait ma curiosité sur le compte de la petite reine d'Espagne; elle chasse de race décidément. On répand des bruits qui doivent être peu agréables à Louis-Philippe et à Madame Adélaïde[1], au sujet du procès de Cubières. On prétend que le Roi est compromis dans cette affaire, il se peut que cela ne soit pas vrai, mais il n'en est pas moins fâcheux qu'il puisse prêter à de pareils propos. Il paraît que Guizot tient ferme : tant mieux!

Nous manquons ici de diplomates, aussi est-ce dans les gazettes que je puise des nouvelles. Émile de Girardin a fait beaucoup de bruit pour ne rien prouver. C'est louche sans doute, mais cela ne suffit pas. Cette affaire de Cubières est bien regrettable pour le gouvernement; les révélations auuquelles elle peut entraîner, les compromissions qu'elle est susceptible de dévoiler peuvent rendre grave sa situation. Quoi qu'en dise la princesse Lieven, je crois que le règne de son ami est à son déclin et que M. Duchâtel ne tardera pas à recueillir sa succession.

1. Adélaïde (Eugénie-Louise, Mme), princesse d'Orléans, sœur de Louis-Philippe Ier, née en 1777, morte en 1847.

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 12 juin 1847.

La politique prussienne n'est pas seulement triste et grosse de dangers pour l'avenir, elle devient tous les jours plus bête. D'après votre dépêche et votre lettre du 6 juin que j'ai reçues, il y a une heure, les choses vont de mal en pis ; les États deviennent tous les jours plus exigeants et les ministres plus pitoyables. C'est bien le cas de dire :

Tant d'outrecuidance, d'une part, et tant de maladresse et de bêtise, de l'autre, ne se sont guère rencontrées encore. Comment le Roi se tirera-t-il de ce guêpier? c'est ce que mon esprit ne saurait prévoir. L'Empereur ne veut même plus s'en préoccuper ; il ne s'inquiète pour le moment que de l'avenir du prince de Prusse. Il trouve peut-être, non sans raison, qu'il a gâté sa position : d'abord par l'adhésion donnée à la convocation des États, ensuite par une participation trop directe et trop fréquente à leurs délibérations.

---

*La comtesse Charles de Nesselrode*
*à son mari.*

Baden, 17 juin 1847.

A Berlin la marche des affaires va plus vite qu'on ne le supposait et les embarras du gouvernement ne font qu'augmenter.

Quelqu'un qui est très à même de savoir ce qui se passe s'est arrêté pour me voir pendant une journée ; il m'a dit qu'on ne pouvait se faire une idée des débordements de la reine d'Espagne ; elle en était à son sixième préféré, un acteur. Une autre personne, non moins bien instruite, m'a affirmé que la reine Christine avait reçu de Louis-Philippe six millions pour arranger ce mariage et que le premier ministre de cette époque à Madrid avait été largement rétribué. La France peut être entraînée à de grosses dépenses, si elle est appelée à rétablir le calme dans ce pays. La nomination de Bresson à Naples ne fera pas plaisir au Roi, je suis même étonnée qu'il l'ait acceptée. Je trouve que Bresson a rendu un bien mauvais service à la France en arrangeant ce mariage et, s'il a les moyens qu'on lui accorde, il a dû prévoir les suites de cette aventure.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 18 juin 1847.

Il est sûr et certain, mon cher baron, qu'il est impossible de mieux nous tenir au courant que vous le faites de tout ce qui se passe sous vos yeux, et par vos dépêches et par vos lettres particulières. Malheureusement vous n'avez que des faits bien tristes à enregistrer. En rejetant le chemin de fer de Kœnigsberg, les États ont comblé la mesure de leur mauvais vouloir. Ce qui est curieux, c'est que ce soit précisément pour obtenir ce chemin de fer que le Roi les a réunis ; et ils ne lui ont pas même accordé cela. Et ce sont les députés de la Prusse, qui a tant à gagner à cette voie de communication, qui sont les plus acharnés à s'y opposer ; ce qui prouve que le bien du pays n'entre pour rien dans leurs calculs. Il me semble que cette thèse, développée avec force dans une bonne déclaration que le gouvernement lancerait dans le pays à la fin de la session, en guise d'appel à la nation, devrait trouver de la sympathie. Au reste, dans peu de jours cette triste session sera close et nous saurons à quoi le Roi se sera décidé. Il en sortira quelque chose de bizarre auquel on n'aura jamais pensé. Notre pauvre Rauch qui, en place de Rochow, vient me faire ses doléances, est abîmé ; il

prend les choses si vivement à cœur que je crains qu'il n'en fasse une bonne maladie.

Une dépêche d'Oustinof, du 5 juin, m'annonce que la Porte a accepté les termes d'accommodement avec la Grèce, proposés par le prince Metternich. Nous pourrons donc, j'espère, considérer le différend turco-grec comme vidé, à moins que Colettis ne nous joue encore un tour de sa façon. Voilà la seule nouvelle politique à vous donner. Je suis curieux de savoir ce qu'on pensera à Berlin de la nomination d'Ochsenbein, et surtout d'apprendre ce que l'on fera à Vienne.

J'apprends avec plaisir par votre dépêche du 12 juin, apportée à l'instant par la poste, la mesure prise par le Roi pour le chemin de fer de Kœnigsberg. Puisse cette démonstration énergique être suivie de quelques autres non moins nécessaires.

---

*La comtesse Charles de Nesselrode*
*à son mari.*

Baden, 6 juillet 1847.

L'horizon politique paraît des plus calmes. En Prusse, selon moi, les choses ont mieux fini qu'on ne l'avait espéré. Le Roi a été avare de concessions ; les Chambres et le gouvernement savent maintenant à quoi s'en tenir. Si le Roi peut choisir de bons ministres, son pouvoir a

des chances de se consolider et le parti libéral, après réflexion, se décidera peut-être à devenir plus raisonnable.

On dit qu'à Paris on est inquiet pour le plaisir de l'être et pour se défaire d'un homme qu'on ne remplacera pas, Guizot. Lamartine est tout à fait fou; le discours qu'il a tenu à ses commettants est inouï; on parle de lui faire un procès, je le conçois, car ce qu'il a dit est cent fois plus dangereux que tout ce qui s'imprime.

La lecture *des Girondins* nous fâche, nous intéresse et nous fait pleurer tout à la fois.

---

*La même au même.*

Cologne, 21 août 1847.

La haine contre Guizot est à son comble dans toute la France. L'ouvrage *des Girondins* a fait un mal infini; il suffit de le lire pour n'en pas douter. Michel Chreptowitch, d'Ostende ira passer quelques jours en Angleterre, d'où il se rendra à Paris, mais si les affaires en Italie prenaient une tournure alarmante, il ne tarderait pas à rejoindre son poste; il a vu à Baden le ministre de Prusse à Naples, qui l'a tranquillisé sur la situation de ce pays, mais dans l'État papal et la Toscane règne une fermentation effrayante. Si l'Autriche ne se montre

pas énergique, c'est elle qui souffrira le plus de cette effervescence des esprits. Notre négociateur, si peu satisfait qu'il soit, aura été heureux de quitter ce séjour que tout a contribué à lui rendre peu agréable, même le climat. Le désordre qu'on constate en toutes choses devient fatigant; le moindre individu pérore, signifie ses *desiderata*, veut que son opinion triomphe, s'agite et réussit à avoir une clientèle.

Les Français prétendent que le Roi a changé de caractère, qu'il est très peu maniable et que les ministres souffrent de cette volonté qu'il déploie maintenant à tout sujet. On s'accorde à dire généralement qu'une grande agitation règne en France.

Je ne te parle pas de l'assassinat de la duchesse de Praslin[1]. La Chambre des Pairs aura fait parler d'elle cette année; cela doit être très pénible pour le gouvernement.

L'Italie me préoccupe et m'inquiète, je crains que l'Autriche n'agisse pas avec la fermeté nécessaire. Toute faiblesse de sa part serait à son détriment et l'Italie serait perdue.

1. Praslin (Altarice-Rosalba-Fanny Sébastiani, duchesse de), fille du maréchal Horace Sébastiani, devint en 1824 la femme du duc Charles-Laure-Hugues-Théobald, de Choiseul-Praslin et fut assassinée par celui-ci le 18 août 1847.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au comte Michel Chreptowitch.*

Saint-Pétersbourg, 11 septembre 1847.

Je regrette, mon cher Michel, que votre séjour en Allemagne se soit tant prolongé. Si cette lettre vous trouve encore à Paris, je vous engage instamment à partir de suite pour Naples. Il est grandement temps que vous soyez à votre poste. Les affaires s'embrouillent tous les jours davantage en Italie et ce n'est pas précisément un canonicat que vous trouverez à Naples. Vous aurez de quoi donner de l'intérêt à votre correspondance, et pour vous au moins la fermentation qui règne sera une véritable bonne fortune. Les rapports de Hvostof sont pitoyables et nous avons besoin d'être un peu mieux renseignés sur ce qui se passe dans un pays dont le souverain est devenu un si intime ami de l'Empereur. Boutenief m'a écrit une excellente dépêche sur l'état de l'Italie et m'a demandé des instructions sur l'attitude à prendre et le langage à tenir. Je vais le satisfaire et vous enverrai à Naples une copie de cette instruction qui pourra également vous servir de direction. Pour vous la tâche se réduit à empêcher que le Roi ne se jette dans les bras de la France et ne se réconcilie franchement avec l'Autriche. Comme Guizot et Palmerston lui donneront des conseils qui ne seront pas de son goût,

j'espère que cette tâche sera plus facile à remplir qu'elle ne l'était lors de votre dernier séjour.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 18 septembre 1847.

Le courrier de Brunnow, arrivé par le dernier pyroscaphe de Lubeck, m'a apporté, mon cher Michel, votre lettre du 6 septembre. Vous alliez partir de Londres et vous rendre d'un trait à Naples. Je ne risque donc rien en vous adressant une réponse par un courrier que je vais envoyer à Boutenief. Il vous porte une instruction générale sur les affaires d'Italie. Vous y puiserez le langage que vous aurez à tenir au Roi de Naples et à ses plus intimes confidents. Quoique vous aimiez mieux Scilla que Palmerston, vous lui en direz le moins possible. Il ne vous comprendrait pas. Quant à Palmerston, il voit les affaires d'Italie tout à fait de travers. Il n'y a pas de logique dans son raisonnement, et son action est en contradiction ouverte avec le but auquel il vise. Ce n'est pas en soutenant les révolutionnaires de l'Italie qu'il empêchera la France d'y prendre pied. En les encourageant par ses discours et les mauvais articles qu'il fait insérer dans le *Morning Chronicle*, il provoque les commotions qu'il veut éviter et qui, en dernier résultat, tourneront nécessairement au profit de la

France. Au lieu de cela, il devrait se rallier franchement à l'Autriche, la soutenir par le langage de ses agents en Italie ; alors il serait sûr de déjouer toute intrigue, toute mauvaise pensée de la France. Indépendamment de cette fausse manière d'envisager les choses, il a encore le malheur de croire comme à l'Évangile à tout ce que lui écrivent les ministres anglais à l'étranger, qui ne sont pas toujours très bien informés. Pour éviter les inconvénients qui en résultent, il est indispensable que vous vous mettiez sur un bon pied avec Temple[1] et que vous cherchiez à influer dans un bon sens sur son opinion, afin qu'il ne représente pas sous des couleurs trop sombres ce qui se passe et ce qui se fait à Naples, où Palmerston voudrait aussi voir une *Constitution*, qui, à ses yeux, est le remède à tous les maux. Ce qui lui arrive en Portugal, en Espagne et même en Grèce, devrait pourtant le guérir de cette manie de vouloir introduire des Constitutions partout. Ainsi rendez le

1. Temple (sir William), diplomate anglais, né en 1788, mort en 1856. Il était frère de lord Palmerston. Fut successivement envoyé comme secrétaire de légation, puis d'ambassade à La Haye, à Vienne, à Stockholm, à Francfort (1817), à Berlin (1823), à Saint-Pétersbourg (1828). Après avoir occupé pendant quelques mois les fonctions de chargé d'affaires à Dresde (1832), William Temple fut envoyé comme ministre plénipotentiaire à Naples, où il resta pendant près de vingt ans. Comme il avait des idées très libérales, il fit inutilement, à diverses reprises, des représentations au roi Ferdinand sur le despotisme qu'il faisait peser sur ses sujets. En 1848, il se joignit avec aussi peu de succès à M. Gladstone pour essayer de faire accorder aux Napolitains quelques réformes réclamées par l'opinion. Sa santé s'étant altérée, il demanda son rappel et mourut au moment où il allait entrer à la Chambre haute.

Temple un peu bienveillant pour notre bon Roi de Naples, dût-il vous en coûter quelques bouteilles de Xérès de plus. Prenez surtout garde qu'il ne prenne ombrage de vos rapports avec Bresson qui est très entraînant et cent fois plus intéressant que son collègue d'Angleterre. Voilà pourquoi il faut être sur ses gardes avec lui. La mort du pape Grégoire XVI a rendu tous nos postes en Italie très intéressants. Pour un débutant comme vous, c'est une bonne fortune ; c'est à vous maintenant à tirer parti de cette situation et je suis sûr que vous ne laisserez pas échapper une si bonne occasion de vous distinguer.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 23 octobre 1847.

Notre bon Rochow m'a écrit des volumes de Varsovie. Ce que j'y ai trouvé avec le plus de plaisir, c'est qu'il nous revient cet hiver. Veuillez le remercier pour les informations intéressantes qu'il m'a données, en attendant que je puisse trouver un moment pour lui écrire moi-même. Le seul reproche que je lui fais, c'est de voir le monde par trop en noir et d'avoir peut-être inoculé cette disposition à l'Empereur dans ses conversations politiques. Je sais bien qu'il n'est pas autrement cou-

leur de rose; mais en se laissant trop aller à l'exagération et au découragement, on affaiblit ses propres facultés si nécessaires pour tenir tête à l'orage.

La Frezzolini[1] a débuté avant-hier avec un immense succès; il est sûr que nous n'avons pas encore possédé ici une pareille chanteuse.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 16 novembre 1847.

Notre ami Rochow m'a écrit des volumes de Varsovie; depuis, j'ai encore reçu une lettre de lui; le tout en allemand. Y répondre en détails dans la même langue est au-dessus de mes forces; et vraiment, avec la meilleure volonté du monde, je n'en aurais pas le temps, surtout depuis le retour de l'Empereur, dont la présence amène toujours plus ou moins un surcroît d'affaires. Priez donc cet excellent homme de se contenter de la réponse que vous trouverez ci-jointe, quelque biscornue qu'elle soit; je l'y engage surtout à ne pas trop différer son départ. Veuillez appuyer ce vœu auprès de lui; je n'ai vraiment plus avec qui parler un peu confidentiellement dans notre corps diplomatique depuis le départ de Colloredo.

Figurez-vous que jusqu'à présent aucune décision sur

1. Frezzollini (Erminia Nencini, dame), célèbre cantatrice italienne, née en 1820, morte en 1884.

l'affaire des raskolniki de la Bukowine. C'est impardonnable à Metternich et cela nous fait faire beaucoup de mauvais sang ici. Toutefois, on s'est bien séparé de Colloredo; c'est notre pauvre Medem qui est le bouc émissaire; jusqu'à présent il n'a pas vu l'Empereur. Ce malheureux incident influe sur nos relations avec l'Autriche; c'est fâcheux, en ce moment surtout où les affaires se compliquent.

Celles de la Suisse se termineront, je le crains, d'une manière déplorable; je ne vois pas comment le Sonderbund pourra résister. Sa chute sera une honte éternelle pour les grandes puissances et particulièrement pour l'Autriche et la France. C'est maintenant que M. Guizot nous propose une délibération commune; mais, grâce à Dieu, le moment de bavarder et de conférer est passé depuis longtemps. 20 000 Français d'un côté, et 20 000 Autrichiens de l'autre, réunis sur les frontières de la Suisse pour appuyer une déclaration claire et nette à la Diète, dans laquelle on ne dirait pas qu'on *avisera*, mais qu'on tombera sur les 12 cantons, s'ils osent attaquer le Sonderbund, auraient, j'en suis convaincu, empêché, sans coup férir, la guerre civile d'éclater. Mercier m'a lu une excellente lettre du duc de Broglie, dans laquelle il rend compte d'une conversation avec Bunsen sur les affaires de la Suisse. Faites-vous montrer cette dépêche; je suppose qu'on en aura également envoyé une copie au duc de Dalmatie.

Ce Bunsen s'agite beaucoup trop à Londres. N'est-il pas singulier que sur ce terrain les ministres de Prusse

deviennent toujours intrigants et remuants? C'était le cas de Bulow, et Bunsen marche complètement sur ses traces. Le meilleur service que celui-ci pourrait rendre à son cabinet, ce serait de lui éviter toute polémique directe avec Palmerston sur des questions qui ne touchent pas aux intérêts de la Prusse; sa correspondance, sur la Grèce notamment, est, à mes yeux, un hors-d'œuvre plus scandaleux qu'utile en pratique. La réponse de Canitz est poivrée. Pour le fond, il a complètement raison, et Palmerston méritait une leçon, mais le langage aurait pu être plus diplomatique. Nos puristes y ont trouvé à regret plus d'une expression que notre langue ne comporte pas. Par votre lettre du 6 novembre, que le jeune Apraxine m'a apportée hier, je vois que Palmerston est devenu depuis plus calme à l'endroit de la Grèce. Brunnow ne m'en dit rien. Serait-ce la dépêche de Canitz qui aurait opéré ce miracle?

Je vous prie, cher baron, de ne donner aucune suite aux pourparlers que le duc de Dalmatie a entamés avec vous au sujet de l'ambassade de Pétersbourg. Si un changement devait s'opérer, ce qui est encore très éloigné, et si les chargés d'affaires se transformaient en ministres plénipotentiaires, ce serait en faveur de Rayneval que cette métamorphose se ferait. Sa femme va mieux, et les médecins de Paris ont déclaré qu'un hiver passé en Italie la remettra. Nous avons donc l'espoir de le revoir au printemps; jusqu'à ce moment nous laisserons dormir cette question.

---

*Le comte Charles de Nesselrode au comte Michel Chreptowitch.*

Saint-Pétersbourg, 27 novembre 1847.

En fait de haute politique, je n'ai rien de nouveau à vous apprendre. Lisez les journaux et vous saurez ce qui se passe. Les affaires de la Suisse sont les seules qui nous donnent de la tablature et à moi-même un véritable dégoût. Je ne puis pas pardonner à l'Autriche et à la France d'avoir laissé écraser le Sonderbund. A présent, on nous parle de conférence, de notes à adresser aux Cantons, de médiation, tandis qu'il faudrait des coups de canon pour mettre les radicaux de Berne à la raison. C'est pitoyable.

---

*Le comte Charles de Nesselrode au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 30 novembre 1847.

Que voulez-vous, cher baron, que je vous dise des affaires suisses au delà de ce que contiennent mes dépêches ; j'en suis dégoûté au plus haut point. La chute du Sonderbund sera une honte éternelle pour les cinq puissances, surtout pour celles qui avaient en

main tous les moyens de prévenir un si déplorable dénouement. Au lieu d'agir, on nous a proposé des notes, des conférences, une médiation, comme si par de pareilles inepties nous ne faisions autre chose que de compromettre notre dignité et notre considération ; avec des brigands comme Ochsenbein[1] et Turrer, il faut un autre langage et d'autres mesures. Tout ce que l'on veut à présent, c'est de la moutarde après dîner; c'était bon, il y a six mois, et encore même eût-il fallu alors 30 000 Autrichiens d'un côté et 30 000 Français de l'autre pour appuyer notre langage. La combinaison dont on est accouché à Berlin ne me paraît pas non plus très heureuse et très logique. De deux choses l'une : ou bien les Suisses acceptent la médiation et font cesser les hostilités, ce qui en est la conséquence naturelle, alors Neuchâtel devient neutre *ipso facto*; ou bien ils déclinent notre médiation et nous déclarent, avec leur insolence habituelle, qu'ils repoussent toute intervention étrangère. Comment alors faire respecter aux radicaux la neutralité de Neuchâtel? Vous voyez

1. Ochsenbein (Ulrich), homme politique et général suisse, né en 1811, mort en 1890. Fut en 1848, un des rédacteurs de la constitution nouvelle qui augmentait l'autorité du pouvoir central, représenté par deux Chambres et par le conseil fédéral, investi du pouvoir exécutif, puis devint membre du conseil de la diète. Il reçut la direction des affaires militaires qu'il réorganisa. N'ayant point été réélu membre du conseil en 1854, il entra, l'année suivante, avec le grade de général de brigade, au service de la France, et fut chargé de l'organisation et du commandement d'une légion étrangère qui devait être envoyée en Crimée; mais le traité de Paris amena la dissolution de ce corps, et Ochsenbein fut mis en disponibilité.

bien, mon cher baron, que dans cette question toute solution convenable ne peut être amenée que par une imposante réunion de troupes sur les frontières de la Suisse; sans elle, les puissances et leur conférence ne feront que de l'eau claire. L'Empereur est si convaincu et si pénétré de la dangereuse réaction que la chute du Sonderbund doit exercer sur l'Allemagne qu'il veut en écrire lui-même au Roi. Je serai donc probablement dans le cas de vous envoyer par ce courrier une lettre pour Sa Majesté.

Je vous remercie pour celle de la princesse Lieven, sur la mort de Bresson. Je vous avouerai que je le regrette; tout n'était pas mauvais en lui; il y avait moyen de raisonner et de s'entendre avec lui plus qu'avec d'autres diplomates français; j'en excepte toutefois Rayneval, qui en est la perle.

Je viens de recevoir de Vienne les modifications que le prince Metternich propose à la rédaction de la note de M. Guizot. Cela va donner lieu à des nouvelles délibérations; ensuite, il faudra envoyer cette note à nos ministres, qui sont dispersés; ceux-ci devront en faire tirer 22 exemplaires. Tout cela demande un temps infini; en attendant, Lucerne aura le sort de Fribourg; les petits cantons seront soumis, et lorsque nos notes arriveront en Suisse, il n'y aura plus entre qui exercer notre médiation, et les radicaux nous répondront que tout est dit. Tout cela, cher ami, est pitoyable, et je vous avoue que j'aimerais bien que nous n'eussions pas à nous mêler du tout de cette affaire, où il n'y a pour

nous, Russie, que beaucoup d'ennuis et de tracas à gagner.

Je viens d'achever une histoire de Frédéric le Grand. Elle m'a donné l'envie de lire deux ouvrages anciens, qu'on ne trouve, dit-on, qu'à Berlin, savoir : les Mémoires de Pœlnitz et ceux de la margrave de Bayreuth, sœur de Frédéric II, et dont une nouvelle édition a récemment paru. Ayez la bonté de me les expédier par la première occasion, en y ajoutant les Mémoires de Dohm.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 2 décembre 1847.

Le présent courrier, qui est un employé du ministre des finances, porte à Londres les communications qui vous ont été expédiées avant-hier par le feldjaeger Damisch. Les pourparlers qui ont eu lieu dans l'intervalle entre Londres et Paris ont amené une nouvelle phase dans l'affaire suisse, sur laquelle nous ne nous prononçons pas encore : 1° parce que nous ignorons les termes de l'arrangement qui doit avoir été définitivement arrêté à Londres, et, 2°, parce que nous ne savons pas ce qu'en pense le prince Metternich.

Hier, Otterstaedt[1] est venu me communiquer les

1. Otterstaedt (Joachim-Frédéric, baron d'), diplomate allemand né en 1769, mort en 1850. Après avoir suivi pendant quelque temps la

dépêches de Canitz, du 24 novembre. Avec beaucoup de raison, il insiste pour que la conférence soit établie à Neuchâtel, et non à Londres. Vous pouvez lui dire que j'ai prescrit à Brunnow, par courrier, d'appuyer cette proposition, qui est tout à fait rationnelle; tandis qu'une conférence sur les affaires de la Suisse, établie à Londres, sous la direction, en quelque sorte, d'un ministre qui ne veut, pour ainsi dire, que nous jeter des bâtons dans les roues, me paraît une véritable absurdité.

Adieu, très cher baron, je n'ai pas le temps de vous en dire davantage aujourd'hui.

*P.-S.* — Jusqu'à présent, l'Autriche ne nous a proposé aucun candidat pour remplacer Colloredo. Je n'ai, pour *ma part*, aucune objection contre Buol; je ne crois pas cependant qu'il soit question de lui. On pense toujours à Vienne, à Schwartzenberg, et l'Empereur m'a autorisé à dire à Colloredo qu'il l'accepterait et n'avait plus aucune prévention contre lui.

carrière des armes, il alla rejoindre à Paris en 1803, son oncle, le fameux comte de Schlabrendorf, retourna en Allemagne en 1806, s'attacha alors au ministre des affaires étrangères de Wurtemberg, comme secrétaire de cabinet et conseiller de légation, fut nommé ensuite par le roi Jérôme Bonaparte, inspecteur général des domaines et des forêts de la couronne et reçut, en 1814, du baron Stein, la mission d'administrer le département du Mont-Tonnerre. Après avoir assisté au congrès de Vienne en 1815, il prit du service en Prusse, et fut successivement chargé d'affaires de cette puissance à Francfort (1816), à Darmstadt (1817), à Wiesbaden (1818), à Carlsruhe (1823), enfin ambassadeur près la Confédération helvétique.

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 13 décembre 1847.

Par la dépêche que je vous ai expédiée mardi par la poste, vous aurez appris, mon cher baron, la détermination que l'Empereur a prise sur les tristes affaires de la Suisse. Ce courrier porte à Paris et à Londres la même communication; ainsi je n'ai rien de plus à vous dire. En attendant, ce beau projet de médiation que les grands hommes d'État de France et d'Angleterre ont si tardivement mis au monde, est tombé dans l'eau. On conviendra donc, j'espère, que nous n'avons pas eu si tort de ne pas nous y associer.

Canitz a lancé à Otterstaedt une dépêche passablement impertinente sur la levée de la ligne de douanes. J'en ai eu connaissance par la perlustration. Le pauvre Otterstaedt est occupé depuis huit jours à transformer cette dépêche en note officielle, qu'il a ordre de me remettre. Je ne serai pas embarrassé pour répondre à cette note, mais je serai très peiné d'être obligé de le faire. Cette polémique ne peut conduire à aucun résultat; elle irritera les deux souverains gratuitement. On a eu grand tort à Berlin d'entrer tout de suite dans une voie officielle; il fallait nous envoyer Rochow et faire traiter l'affaire confidentiellement.

J'ai lu à l'Empereur l'article de votre lettre particulière, où vous m'informez de ce que le Roi vous a dit,

et voici ce qu'il a répondu : « Si le Roi veut envoyer une armée en Russie pour soutenir son injuste réclamation, il trouvera à qui parler ». Ceci entre nous. D'après cela, jugez comment la note d'Otterstaedt sera reçue et quelle réponse j'aurai ordre de faire. La La dépêche de Canitz a été écrite *ab irato* et sans qu'il se soit suffisamment rendu compte du fond de la question, et surtout de la différence qui existe à présent entre le tarif de la Pologne et notre tarif *actuel*. Si vous voulez savoir ce qui en est véritablement, lisez la petite note ci-jointe, que Tengoborski m'a remise; il est déjà en pleine délibération sur le nouveau tarif, et nous ferons l'impossible pour l'achever assez à temps, de telle sorte qu'il puisse être introduit en Pologne *avant* la levée de la ligne de douanes qui le sépare encore de l'empire. Mais soumettre ce tarif au cabinet prussien avant de l'avoir adopté et publié, voilà une prétention à laquelle l'Empereur ne souscrira jamais; et moi, qui passe pour être un ministre conciliant et modéré, je serais le premier à m'y opposer, s'il le voulait. Ce qui dans tout cela est le comble de l'arrogance et de l'absurdité, c'est de parler du traité de Vienne, comme si on ne savait pas à Berlin que, depuis la création du Zollverein, la Prusse est hors d'état de l'exécuter elle-même en ce qui concerne les stipulations commerciales qu'il renferme sur l'ancienne Pologne.

Otterstaedt s'est ravisé. Ce n'est pas une note, mais un memorandum confidentiel qu'il veut me remettre

demain. Soit! la forme vaudra un peu mieux, le fond restera toujours mauvais.

Ce sont les contrebandiers de Kœnigsberg et de Mémel qui nous suscitent cette tracasserie. Peu leur importe la différence de droits entre les deux tarifs; ce qu'ils prévoient et ce qu'ils craignent, c'est une ligne de douanes à l'extrême frontière du royaume de Pologne, mieux surveillée qu'elle ne l'a été jusqu'à présent. Elle est la véritable cause de cette tracasserie.

Je regrette, mon cher baron, que dans votre dépêche vous ayez un peu affaibli la valeur et le mérite de la sentence de la Chambre civile. A mes yeux, elle a surpassé notre attente; elle prouve du moins qu'il y a encore des juges intègres et courageux en Prusse et qu'ils ont bien subi cette première épreuve de la publicité des débats.

L'évêque schismatique de la Buchowine a été renvoyé. L'Empereur a vu Medem, hier, et l'a traité avec bienveillance. Mille et mille amitiés.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 18 décembre 1847.

Plus je lis, mon cher ami, les pièces qui me pleuvent de toutes parts sur les affaires de la Suisse, moins j'y vois clair; tous les jours de nouvelles idées, de nou-

velles propositions. A peine avions-nous répondu, que ce qui était vrai la veille ne l'est plus le lendemain. Décidément nous sommes trop loin pour prendre part à de pareilles délibérations ou plutôt à une telle confusion d'idées. Ce qu'il y a de mieux pour nous, et je dirai même pour les trois autres puissances, Autriche, France et Prusse, c'est de nous tenir pour le moment à l'écart; nous ne pourrions être qu'une gêne pour elles. Qu'elles établissent une conférence à Neuchâtel; qu'elles déclarent, proclament tout ce qu'elles jugeront nécessaire; qu'elles négocient même, nous n'avons rien à y faire. Nos relations avec le gouvernement actuel de la Suisse sont rompues par le départ de Krudener; il n'y reparaîtra que lorsqu'un ordre de choses, tel que le veut le pacte de 1815, y sera rétabli. Je doute que l'Empereur consente à ce qu'il prenne part aux conférences de Neuchâtel. En attendant que je puisse recevoir ses ordres, je vous communique ces idées par le prince Auguste qui part cette nuit.

Michel Kotchoubei est arrivé hier. Je vois avec un bien vif regret que nous avons peu de chances de conserver notre excellent Rochow. Pour l'amour de Dieu, que ce ne soit pas Doenhof qui le remplace; c'est un fagot d'épines qui a été désagréable partout où il a passé. Bernstorf ne vaudrait pas mieux; il s'est dernièrement très ridiculement conduit à Munich avec le duc de Leuchtenberg. Brockhausen serait encore le meilleur. Cela deviendrait tout à fait un pendant de Bray : commode, bon diable, des formes agréables et plus d'esprit qu'il

n'en faut. Pourquoi ne nommerait-on pas Rauch, avec un bon secrétaire de légation, sachant écrire le français. Ce ne serait peut-être pas une mauvaise combinaison; reste à savoir si elle conviendrait à l'Empereur. Il n'a pas paru aujourd'hui à la réception de l'Impératrice; une fièvre catarrhale le retient depuis avant-hier dans sa chambre.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*à M. Fonton.*

Saint-Pétersbourg, 31 décembre 1847.

Je saisis mon cher Fonton, avec un véritable plaisir la bonne occasion que m'offre le départ du jeune Minciaky pour causer un peu avec vous. J'éprouve le besoin de suppléer, en quelque sorte, à nos bonnes conversations dans certain corridor après nos petits dîners. C'est une privation à laquelle je me fais difficilement; sous ce rapport comme sous beaucoup d'autres, vous n'êtes pas remplacé ni remplaçable. J'ai successivement reçu plusieurs lettres de vous et vous remercie de me tenir si exactement au courant du mouvement commercial de notre cher Odessa. Grâces à Dieu, la question du port-franc dort en ce moment d'un profond sommeil. Je me garderai bien de la réveiller et fais des vœux pour qu'elle ne soit de nouveau remise sur le tapis que lorsque le prince Worontzof viendra un jour ou l'autre

nous faire de nouveau une visite. En attendant, je vois avec plaisir que la place d'Odessa a tenu bon au milieu des grandes crises qui n'ont pas cessé encore en Angleterre et dont le contre-coup s'est fait plus ou moins ressentir sur toutes les autres bourses. Celle de Pétersbourg a eu aussi quelques malheurs à déplorer, mais au total elle s'est encore assez bien tirée d'affaires.

Mais si vous le voulez bien parlons un peu politique. L'Orient, grâces à Dieu, ne nous a pas donné cette année beaucoup de fil à retordre. Pour l'hérédité servienne nous exposerons à la Porte les inconvénients qu'il y aurait à décider cette question *dès à présent* et la laisserons maîtresse de faire ce qu'elle voudra. N'est-ce pas ainsi que vous l'entendez? Si l'Orient nous a laissé tranquille, l'Occident, en revanche, nous a fait user beaucoup de plumes et d'encre, et malheureusement en pure perte, car l'affaire de la Suisse qui y figure en première ligne, a été si pitoyablement menée par Guizot et le prince Metternich qu'elle a fini par un dénouement honteux pour les grandes Puissances. Notre considération en a le moins souffert, car Krudener a eu le bon esprit de ne pas lancer la note si absurde que les trois Puissances ont tardivement présentée à la Diète. Maintenant on voudrait réparer le mal qu'on a laissé faire, car tout le monde, à l'exception de lord Palmerston, est convaincu que de tolérer au centre de l'Europe l'existence d'un foyer permanent de révolution et de communisme de la nature la plus abjecte, tel que nous le voyons aujourd'hui en Suisse, serait une

faute grave et menacerait les pays limitrophes des plus graves dangers. Nous verrons comment on s'y prendra. Ce n'est pas chose facile et nous ne nous en mêlerons qu'à bonnes enseignes.

Voilà, mon cher Fonton, ma longue épître, à laquelle je n'ai plus que le temps d'ajouter mes plus sincères et invariables amitiés.

*P.-S.* — Dites, je vous prie un mot au préfet d'Odessa sur les irrégularités de la quarantaine au sujet des paquets ou pour mieux dire des lettres, adressées à Bloomfield. Rachette se plaint de ne pas pouvoir faire entendre raison aux employés de la quarantaine.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 3 janvier 1848.

Quand l'Empereur est malade, il n'est pas facile, cher baron, de faire les affaires; voilà pourquoi toutes nos réponses et toutes nos communications sont en retard. Au reste, peu importe; à mes yeux, les affaires de la Suisse sont perdues. De la manière dont on s'y prend, on ne les relèvera pas; on ne réparera pas le mal qu'on a laissé faire. Si quelque chose pouvait me confirmer encore dans cette conviction, c'est le projet

de déclaration de Guizot que Mercier vient de me remettre : elle ne dit et ne demande à la lettre rien du tout à la Suisse. Ce n'est pas ainsi que le prince Metternich l'entendait dans ses instructions à Colloredo. Voyons ce que celui-ci obtiendra à Paris ; jusque-là je ne me prononcerai pas sur cette nouvelle composition du cabinet français. D'ailleurs, quant à la Russie, nous sommes heureusement dehors et n'avons pas à participer à toutes ces pauvretés. N'en déplaise à la princesse Lieven, c'est bien son Guizot qui a gâté l'affaire : d'abord, en perdant un temps précieux dans des négociations avec Palmerston, dont il était facile de prévoir l'issue ; ensuite, en ordonnant à Bois-le-comte de remettre la note lorsqu'il savait que le Sonderbund n'existait plus, et aujourd'hui en nous proposant une déclaration à l'eau de rose, dont Ochsenbein et le club de l'ours se moqueront comme de toutes les notes précédentes adressées à la Diète. En attendant, Stratford Canning inspirera peut-être un peu de modération au gouvernement fédéral, obtiendra que l'occupation des cantons de Sonderbund ne soit pas prolongées, et que les mesures de rigueurs contre les individus soient mitigées. Il rapportera ces résultats à Paris et on y trouvera qu'il n'y a plus rien à faire en Suisse. Guizot voudrait peut-être davantage, mais n'osera pas ; l'Autriche n'agira pas sans la France, et la Prusse ne le pourra pas sans l'Autriche. Tout cela finira donc par de l'eau claire, et le radicalisme triomphant se renforcera tous les jours davantage en Suisse et réagira puissamment sur les

États voisins. Ne regrettez pas, cher baron, que l'Empereur s'obstine à ne pas vouloir s'associer à une politique qui doit nécessairement amener un si triste résultat. Le jour où les trois puissances et même deux seront d'accord et décidées à exécuter le plan tracé par le prince Metternich et adopté par la Prusse, nous ne demanderons pas mieux que de parler haut, et le langage que nous tiendrons ne laissera certes planer aucune incertitude sur nos principes et nos intentions. D'ailleurs, je ne sais, en vérité, comment l'Europe pourrait encore se méprendre à cet égard : le départ de Krudener me semble prouver suffisamment que nous ne voulons rien avoir à faire avec les radicaux de Berne.

Ce qui m'amuse beaucoup dans tout cela, car les affaires les plus sérieuses ont toujours leur côté plaisant, c'est la princesse Lieven qui, dans la lettre que vous m'avez envoyée, jette feu et flamme contre l'idée d'une conférence, comme si ce n'était pas du cerveau de son Guizot qu'est sortie cette combinaison, qu'il a même soutenue contre les objections très sensées que le duc de Broglie s'est permis de lui adresser à ce sujet. Ne voulait-il pas encore, il y a quinze jours, à toute force une conférence? Lisez ma dernière lettre particulière à Kisselef et vous y trouverez, contre l'opportunité d'une conférence les mêmes raisonnements que ceux que vous a faits Guizot par l'organe de la princesse Lieven; tout cela est bien étrange. Ce qui ne l'est pas moins, c'est la résignation avec laquelle on accepte à Berlin l'amende imposée à Neuchâtel.

Je lirai à l'Empereur l'article de votre lettre aussitôt qu'il pourra me recevoir. Mandt me fait espérer que ce sera dans trois ou quatre jours; depuis hier, il s'occupe de nouveau d'affaires, mais il est encore faible.

Je ne sais si je vous ai dit que Medem était tout à fait rentré en grâces; il est invité aux petits dîners de l'Impératrice et à ses soirées intimes. Au reste, rien de nouveau ici, et je termine ma lettre en vous offrant mes vœux les plus sincères pour la nouvelle année.

*P.-S.* — L'Empereur a lu, dans je ne sais quel journal français, que l'on construisait à Berlin quatre casernes casematées et crénelées. Je l'ai assuré qu'il n'y avait pas un mot de vrai dans tout cela; il m'a toutefois ordonné de vous demander ce qui en est. Ditesmoi donc deux mots à ce sujet dans l'une de vos prochaines lettres particulières.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 19 janvier 1848.

Faute d'autre occasion, j'ai été obligé de vous envoyer par la poste notre Memorandum en réponse à celui de la Prusse. Je n'ai pas voulu différer, tenant à me débarrasser encore dans l'année qui vient de finir de cet inutile et désagréable échange de communications. Comme

il est possible que les Prussiens ne se tiennent pas encore pour battus et que vos discussions avec Canitz et les conseillers privés qui jouent à Berlin un si grand rôle dans ces sortes de questions se prolongent sur ce triste chapitre, je vous envoie pour votre usage personnel le rapport de Tengoborski, dans lequel vous trouverez encore quelques bons arguments à opposer aux économistes prussiens. Grâce à Dieu, je n'ai que des nouvelles satisfaisantes à vous donner de nos augustes malades. Ils sont l'un comme l'autre complètement sur pied, mais ne sont sortis encore qu'en voiture, attendu que tous ces jours-ci nous avons joui d'un froid de 15 à 20 degrés. J'ai reçu par un voyageur votre lettre du 10 janvier. J'y répondrai par un autre qui partira avant la fin de la semaine, et vous renouvelle en attendant, mon très cher baron, mes invariables amitiés.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 22 janvier 1848.

Cette lettre vous sera remise, mon cher ami, par le capitaine Duplat, un de nos héros du Caucase, quoique Danois. Si vous voulez exactement savoir ce qui se passe au Caucase, vous n'avez qu'à le questionner, il est en état de répondre à tout. C'est un enthousiaste pour cette guerre, le prince Worontzof et notre armée. Il ne

répandra donc pas de notions malveillantes sur nous dans l'Europe occidentale. C'est quelque chose, car c'est rare. Après ce préambule, destiné à vous recommander le susdit capitaine, parlons de la Suisse, sur laquelle nous serons encore condamnés à beaucoup écrire et parler sans produire un résultat quelconque. Le nouveau projet de déclaration, arrêté entre Guizot, Colloredo et Radovitz, laisse beaucoup à désirer, comme l'observe avec infiniment de justesse Canitz dans sa dernière dépêche à Otterstaedt. Je vous dirai même qu'il a souverainement déplu ici, en hauts lieux. Nous y associer serait donc impossible, présenter à la diète une déclaration identique n'aurait pas le sens commun, car c'est une réplique à une réponse que nous n'avons jamais reçue. Nous n'avons, par conséquent, rien à faire dans cette correspondance, si maladroitement entamée. Ce que nous pourrons faire et ce que je compte proposer à l'Empereur aussitôt que j'aurai appris le parti que le prince Metternich aura pris à l'égard de ce projet de déclaration, c'est s'il l'adopte de faire remettre par Krudener une note à la diète fédérale pour lui notifier :

Que nous adhérons aux principes de la déclaration des trois Puissances;

Que notre ministre ne retournera pas en Suisse, tant qu'il ne sera pas donné satisfaction à leurs justes réclamations;

Que pendant cet intervalle la garantie de la neutralité de la Suisse sera suspendue de la part de la Russie.

Éloignés comme nous le sommes, c'est tout ce que

nous pourrons accorder en fait d'appui moral, et une manifestation conçue dans ce sens fera bien vite taire les feuilles libérales qui s'évertuent à chercher la preuve que nous nous sommes placés dans cette question sur la même ligne que l'Angleterre. C'est, il me semble, ce que veut Canitz ; j'espère qu'il sera satisfait ; mais ne lui dites encore rien, je n'ai fait encore que préluder avec l'Empereur, il faut que j'aie son « ainsi soit-il » sur une pièce qui n'est pas rédigée encore, pour être sûr de mon fait. Il est, au reste, bien entendu que, si le prince Metternich n'adopte pas le nouveau projet de Guizot, nous demeurerons en panne et ne dirons ni n'écrirons rien du tout. Cela ne serait pas impossible, car, après avoir mis en avant les quatre demandes à faire à la Suisse, je trouve dans une communication subséquente qu'il ne veut plus qu'on en fasse mention dans la déclaration. Le brave homme écrit trop et nous assomme de dissertations sur la distinction qu'il y a entre les questions sociales et politiques. A force de raisonner dans le vide, il les perdra les unes et les autres comme il a perdu le Sonderbund. Décidément notre ami s'est survécu. C'est triste, car, après lui, Dieu sait ce qui nous attend. J'espère que l'excellent Rochow nous arrivera dans le courant de la semaine prochaine. Je m'en réjouis sincèrement, j'aurai au moins avec qui m'expectorer dans le corps diplomatique. Comprenez-vous que Metternich laisse, dans un moment comme celui-ci, des affaires entre les mains d'une nullité comme Lebzeltern?

Duplat a vu l'Empereur et vous dira comment il l'a laissé. Il a paru déjà au spectacle, mais ne sort encore qu'en voiture fermée. Le grand-duc héritier est de même entièrement remis et a paru aux bals qui commencent à devenir fréquents en ville. La grande-duchesse Marie en donne un demain.

Adieu, mon très cher baron; mille et mille hommages à Mme de Meyendorff.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 3 février 1848.

Achille ne boude plus, il sort de sa tente, élève la voix et parle haut et ferme. Lisez, cher baron, notre déclaration. Après cela, nos chers alliés ne nous accuseront certes pas de les abandonner. Je prévois même qu'ils pourront trouver notre langage un peu fort, mais ils devront en prendre leur parti, l'Empereur Nicolas n'en parlera jamais un autre ou bien il se taira. Je ne sais pas même, si se taire n'eût pas été au fond le meilleur parti à prendre, car je suis loin d'être convaincu encore que de la part des trois cours l'action succédera aux paroles. Celles que Ochsenbein nous adressera, en réponse à notre déclaration, ne seront pas douces et nous serons bon gré, mal gré, forcés de les empocher, car nous sommes trop loin pour tirer vengeance

de ses insolences, auxquelles il sait pouvoir se livrer impunément. Voilà pourquoi nous avons hésité si longtemps à prendre la parole. Maintenant c'est fait, nous verrons ce qui en résultera.

Rochow est arrivé ici, lundi soir. Dès le lendemain, il a dîné chez l'Empereur. Je n'ai eu encore avec lui qu'une courte conversation. Aujourd'hui, il dîne chez moi et, le soir, j'espère que nous nous en donnerons à cœur joie. Il a bien supporté les fatigues du voyage.

Au reste, rien de nouveau ici, l'Empereur se porte parfaitement bien et, hier, il a assisté à une grande parade sur la place du Château.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au comte Michel Chreptowitch.*

Saint-Pétersbourg, 19 février 1848.

Les lettres de ma femme ont dû vous prouver, mon cher Michel, avec quelle impatience on attendait, en haut lieu, votre courrier. De toutes part nous arrivaient les tristes nouvelles de Palerme, les plus fraîches toujours par Paris; les gazettes, celle d'Augsbourg en tête, en étaient remplies, et de vous, rien. Pendant cinq ou six jours, j'ai été sans cesse interpellé sur les causes probables d'un tel retard et obligé d'inventer des circonstances qui pouvaient l'expliquer, telles que les

mauvais chemins, les neiges dans les Alpes et les Apennins, des communications interrompues dans le royaume de Naples par des insurrections, des quarantaines, des paquets confiés aux courriers autrichiens et oubliés à Vienne à la Chancellerie de Cour et d'État, etc. J'étais au bout de mon latin quand m'est parvenue par la poste votre dépêche n° 1 du 18 janvier et le lendemain, celle en chiffres, par la voie de Gênes, qui me semble la plus prompte. Enfin le lundi 14 février est arrivé chez moi le trimestriel qui m'a remis à la fois vos deux expéditions du 21 et du 28 janvier. Un grand poids m'est tombé des épaules. En haut lieu, on a été content ; le ciel s'est éclairci et je n'ai, comme vous le verrez par mes dépêches que des éloges à vous transmettre. Ces dépêches sont courtes et n'entrent peut-être pas assez dans le détail de la situation, mais je tenais à mettre le plus tôt possible un feldjeager à votre disposition et à vous faire connaître l'approbation de l'Empereur. Quant aux questions de politique générale, sur lesquelles vous aimeriez à être éclairé, en tant qu'elles se rattachent aux déplorables événements de Naples et de Sicile, nous sommes encore dans les ténèbres. Nous ignorons ce que veut et surtout ce que peut faire l'Autriche. Je doute qu'elle veuille et puisse dégarnir la Lombardie, afin d'aller à Naples y rétablir pour la quatrième fois le pouvoir royal dans toute son intégrité. Elle a, à côté d'elle, Gênes et le Piémont en fermentation, avec un souverain dont les dispositions deviennent, tous les jours, plus équivoques. Elle a

contre elle l'Angleterre dont, par parenthèse, la conduite en Italie est infâme, et même le conservateur Guizot ne saurait admettre une intervention dont le but serait de renverser une Constitution, à laquelle la Charte française a servi de modèle. Dans ces discours sur les affaires d'Italie, d'ailleurs si favorables pour l'Autriche, il s'est prononcé très catégoriquement sur ce point. Malheureusement je ne vois donc, mon cher Michel, que bien peu de chances de salut pour notre pauvre Roi. Il subira le système représentatif, une Constitution à Naples, une autre en Sicile, avec toutes leurs conséquences. Quant à l'indépendance de celle-ci, sous le protectorat exclusif de l'Angleterre, je ne crains pas que les choses en viennent là. La France ne le souffrirait pas et cela deviendrait immédiatement une cause de guerre entre elle et l'Angleterre. Palmerston y penserait à deux fois, avant d'allumer un pareil incendie en Europe et ses collègues ne le lui permettraient pas. Dans ce conflit l'Angleterre serait un contre quatre. Je vais écrire à Brunnow pour appuyer votre démarche. Ces consuls anglais sont partout de véritables fléaux. Ils veulent tous être des ambassadeurs au petit pied.

Je n'ai rien à redire à votre memorandum, ni au projet de proclamation, présentés au Roi, mais j'en veux à celui-ci d'avoir communiqué ces pièces à ses ministres, en plein Conseil. Il y a dans ce procédé peu de tact et de délicatesse, d'autant plus qu'il n'y avait nulle nécessité de vous compromettre gratuitement avec des individus que vous traitiez assez mal dans ce memorandum.

Il aurait suffi de leur faire part du plan d'action que vous y proposiez, comme venant de lui. C'eût été, à la fois, plus habile et plus loyal.

Voilà tout ce que j'ai à vous dire pour aujourd'hui, mon cher Michel. Écrivez-nous le plus souvent possible et chaque jour de poste. Ainsi le veut l'Empereur, il m'a chargé expressément de vous le recommander. Figurez-vous qu'aucune révolution ne peut éclater en Europe, sans que j'aie, en même temps, la goutte. Celle de Palerme m'est tombée au milieu d'un violent accès. L'Empereur et le Grand-Duc, héritier, sont entièrement remis de leur dernière maladie. L'Impératrice pleure son, et je dirai notre cher Palerme. Ne perdez pas courage, mon cher Michel; gardez votre sang-froid, suivez le Roi partout où il ira se réfugier. Dans les idées de l'Empereur, c'est auprès de sa personne que vous êtes accrédité et non auprès de tout autre pouvoir qui pourrait être substitué au sien.

Les journaux de Paris, arrivés hier, par la poste, donnent des nouvelles de Naples du 31 janvier. Ils rendent compte de la promenade constitutionnelle que le Roi a faite dans les rues de Naples. Dans cette occasion je pense bien que vous n'aurez pas été tenté de monter à cheval.

Je reçois, à l'instant, un courrier de Brunnow. Il me communique la réponse qu'il vous a faite. Il me paraît que Palmerston ne se fâche pas trop à propos de l'affaire du consul de Palerme et qu'en général, ce qui s'est passé à Naples et en Sicile n'est pas de son goût. On a

trop fait, d'après lui, comme si on pouvait arrêter les mouvements révolutionnaires, lorsqu'on les a une fois excités. Tout cela devient stupide. Ce qui le contrarie encore, c'est la nomination du Serra Capriola, dans lequel il voit une âme damnée de Louis-Philippe. S'il connaissait comme moi ce pauvre sire, il n'en aurait pas peur. Quelle pitoyable politique que celle d'un ministère whig!

---

*Le comte Charles de Nesselrode au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 22 février 1848.

Dispensez-moi, mon cher ami, de vous parler politique dans cette lettre particulière. Les révolutions dont notre belle Italie a été affligée m'ont abîmé. Ajoutez-y un accès de goutte, dont je suis à peine délivré et pendant lequel il a fallu faire partir plus d'un courrier et vous comprendrez que je ne sois guère de bonne humeur. Je vous dirai seulement que l'Empereur a été très content de Chreptowitch; il a très bien compris son rôle et l'a mieux joué que le pauvre Catacazy dans une pareille bagarre. Reste à savoir si les nouveaux acteurs qui vont figurer dans le drame napolitain le lui pardonneront et si sa position ne s'en ressentira pas. Dans le mémoire présenté au Roi, il a eu pour complices Schwarzenberg et Schulembourg. Dites-moi très

confidentiellement dans l'occasion comment on a jugé cette démarche à Berlin, l'Empereur l'a approuvée, comme en général tout ce que Chreptowitch a dit et fait. La seule bonne nouvelle que je puisse vous donner, c'est que Metternich vient de nous proposer votre beau-frère Buol et que l'Empereur l'a agréé. Comme le terrain de Pétersbourg sera tout à fait nouveau pour lui, il n'y aurait pas de mal que vous eussiez une entrevue avec lui, avant qu'il ne se rendît à son poste, pour le mettre au fait de bien des choses qu'il doit ignorer. Pourquoi ne passerait-il pas par Berlin. C'est maintenant le chemin le plus court pour venir de Vienne à Pétersbourg. Je présume que la proposition de nommer enfin un ministre chez nous sera enfin venue à la suite de l'insinuation que vous avez faite à Colloredo. Samedi, je proposerai à l'Empereur de faire partir Medem. Cette malencontreuse affaire du couvent de Czernowitz est presque finie, l'évêque est renvoyé; reste la suppression du couvent pour laquelle on demande quelque délai, mais dont les autorités locales s'occupent déjà. J'espère donc que nous serons bientôt entièrement délivrés de cette tracasserie.

Notre famille Impériale se porte, grâce à Dieu, très bien. On ne fait que danser; la semaine prochaine sera sous ce rapport peu commode pour ceux qui par devoir ne peuvent se dispenser de prendre part à ses bruyants plaisirs. Notre ami Rochow supporte jusqu'à présent très bien notre hiver.

Adieu, très cher baron, souhaitons-nous mutuelle-

ment de bien résister aux tribulations d'une année qui a commencé sous de si tristes auspices.

*P.-S.* — Priez Canitz de ne communiquer à personne, excepté au Roi, ma lettre à Metternich. Je vois par les questions que Bloomfield me fait après l'arrivée de ses courriers que Westmorland[1] apprend à Berlin plus qu'il n'est bon qu'il sache.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 7 mars 1848.

L'Empereur est si pressé d'expédier ce courrier, cher baron, que j'ai à peine le temps de vous dire un mot. Au travail, il m'a ordonné d'ajouter encore la seconde dépêche à la première. Il m'a lu sa lettre au Roi, ma dépêche s'y réfère. Si vous pouviez obtenir du Roi qu'il vous en fît donner communication vous seriez complètement au fait de ce que pense et veut l'Empereur. La

1. Westmorland (John Fane, comte de), diplomate anglais, né en 1784, mort en 1859. Connu jusqu'en 1841 sous le nom de lord Burgersh, entra de bonne heure dans l'armée et fit les campagnes de Portugal et d'Espagne sous les ordres de Wellington, dont il épousa la nièce en 1811. Fut attaché, en 1814, avec lord Aberdeen au quartier général de Schwarzenberg et, pendant le congrès de Vienne, fut nommé ambassadeur à Florence, où il résida quinze ans en cette qualité. Membre du conseil privé et lieutenant-général (1838); ambassadeur à Berlin (1841), à Vienne (1851); fut élevé au grade de général (1854).

tâche qu'il assigne au Roi n'est pas facile à remplir. Dieu sait comment il s'en acquittera. Pour moi j'avoue que j'ai peu de confiance dans cette tête plus poétique que politique. Pourvu qu'il empêche le contre-coup de la révolution de Paris de se faire sentir chez lui et que la Prusse reste tranquille et je serai déjà très content. Vous verrez à Berlin votre ami, le roi de Wurtemberg. C'est le seul souverain en Allemagne sur lequel je compte. Engagez-le seulement à ne pas trop voir les choses en noir. Avec cette disposition d'esprit on croit toujours la bataille perdue avant qu'elle ne le soit effectivement et on néglige de faire usage des moyens qui vous restent encore pour remporter la victoire.

Adieu, très cher ami, écrivez-nous le plus souvent possible et n'épargnez ni courriers ni estafettes. C'est par vous seul que nous pouvons recevoir des nouvelles, car les communications directes avec Paris seront longtemps difficiles.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au comte Michel Chreptowitch.*

Saint-Pétersbourg, 9 mars 1848.

Ce courrier, mon cher Michel, ne vous est pas destiné. Il est chargé plus spécialement de porter à Boutenief des dépêches sur des questions qui se rattachent à la négociation de Bloudof. Malgré cela, je le fais aller

jusqu'à Naples, pour vous fournir une occasion sûre de nous écrire. J'aurais bien voulu que l'Empereur en profitât pour adresser une bonne lettre à son ami, le Roi de Naples, mais, entre nous soit dit, il est embarrassé, il ne sait que lui dire. Il m'a donc ordonné de vous charger d'exprimer au Roi : « la profonde douleur qu'il a éprouvée, en apprenant les circonstances si affligeantes qui ne lui ont laissé d'autre alternative que de prendre des résolutions contraires à ses principes et à ses propres sentiments. L'intérêt amical de l'Empereur accompagnera le Roi dans toutes les phases que les changements opérés dans la constitution de son royaume peuvent amener et fera toujours les vœux les plus ardents pour qu'ils n'entraînent pas les conséquences funestes dont, dans le moment même où je vous écris, nous voyons la France être le sanglant théâtre ».

C'est dans ce sens, mon cher Michel, ou à peu près, que vous ferez votre speech au Roi de Naples. Je ne tiens pas à la rédaction; si des considérations locales vous indiquent quelques variantes ou quelques épithètes ronflantes à y ajouter, je vous laisse complètement le champ libre, en formulant sous la dénomination d'extrait de dépêche à remettre *brevi manu* au Roi ou à son grand ministre des Affaires étrangères.

Je crains bien que celui-ci n'ait, tôt ou tard, le sort de ce pauvre Guizot qui était une autre paire de manches que ce cher Nicolo, comme l'appelait feu son père, notre bon vieux duc de Serra-Capriola.

A côté de la terrible tragédie qui vient de se jouer à Paris, vos révolutions de Naples et de Palerme ne sont que des jeux d'enfants. Vous comprendrez aisément, mon cher ami, que nous nous préoccupons un peu moins, en ce moment-ci, de ce qui se passe chez vous. Les conséquences de la chute de Louis-Philippe sont incalculables. Chez nous on se prépare à tout événement; on adoptera pour règle de conduite de ne point s'immiscer dans les affaires intérieures de la France, de laisser ces féroces Français cuire dans leur jus, comme disait Pozzo; mais de repousser vigoureusement toute aggression de leur part.

A cet effet, nous engageons les Puissances allemandes à réunir, dès à présent, des forces imposantes sur le Rhin. Nous pensons que celles-ci n'hésiteront pas à se rendre à cet appel, car il y va de leur propre existence.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 21 mars 1848.

Dimanche, à 8 heures du soir, nous avons reçu la première nouvelle, par le télégraphe de Varsovie, du plus grand malheur politique qui pouvait nous arriver dans cette terrible époque de l'histoire des peuples et des gouvernements. Hier, un courrier de Fonton nous

a apporté les premiers détails de ce qui s'est passé à Vienne dans les journées du 13 et du 14. Les paroles manquent pour caractériser une si grande catastrophe, les prévisions humaines ne vont pas au point de calculer les conséquences qui peuvent en résulter. Vous comprendrez aisément, mon cher baron, ce que l'Empereur, la famille impériale, ce que, nous tous, nous éprouvons. J'ai travaillé ce matin avec l'Empereur; je l'ai trouvé calme et comme toujours plein de courage. Il m'a ordonné de vous charger de faire immédiatement savoir au Roi que cette nouvelle révolution ne change en rien les résolutions qu'il a prises et qu'il lui a fait connaître, tant par ses lettres autographes que par les communications dont il a chargé le général Berg. Prévenez celui-ci qu'il devra attendre à Varsovie de nouveaux ordres avant de se rendre à Vienne. Sa mission devient sans objet à la suite des malheureux changements qui ont eu lieu, et avant que nous sachions quel sera le résultat définitif de cette révolution. Notre pauvre ami Metternich me fait une peine que je ne saurais décrire.

J'ai reçu, mon cher baron, toutes les lettres et dépêches que vous m'avez adressées. La dernière est du 15 mars. La poste d'aujourd'hui ne nous est pas encore arrivée. Je pense que vous pourrez déjà nous parler du premier effet que les nouvelles de Vienne auront produit à Berlin et des résolutions qu'on y aura prises en conséquence. Elles changent tout à fait la face des affaires et me semblent devoir annuler ou pour le

moins modifier les excellents arrangements arrêtés avec Radowitz. Le prince Metternich me les a envoyés, accompagnés d'une lettre particulière, en date du 9 mars, qui était encore pleine de vigueur et de sécurité.

Adieu, mon cher baron, vous avez bien raison de dire que nous faisons des pas de géant vers le jugement dernier.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 26 mars 1848.

Que vous dire? Tout est de nouveau mis en question. Il faut que ce chaos politique se débrouille pour que nous puissions arrêter nos propres idées et prendre des déterminations quelconques. Que du moins l'affaire danoise s'arrange. Palmerston la mène pitoyablement à mon avis. Au lieu d'en imposer à ce brouillon de Brunswick, il prend une attitude d'impartialité timide et scrupuleuse qui ne conduira à rien. Voyons ce que produiront les nouvelles instructions d'Arnim.

Adieu, mon cher baron, ne vous préoccupez pas trop des prétendus armements de la Porte. Les bruits que répandent à dessein les aventuriers réunis en foule à Péra pour amener une rupture entre nous et la Turquie sont très exagérés.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 29 mars 1848.

Dans l'incertitude où je suis que nos courriers sont encore respectés en Prusse, j'aime mieux profiter aujourd'hui d'un courrier anglais pour vous dire quelques mots. C'est aussi à lui que je confie une expédition pour Londres. Jusqu'à présent tout ce que vous m'avez envoyé m'est parvenu très exactement, y compris l'estafette du 19 mars, malgré l'aventure qui lui est arrivée à Kœnigsberg. Wielgorski en a eu une aussi à Elbing, et ce n'est même pas sans quelque peine qu'il a traversé Kœnigsberg. Malgré cela, il est entré dans mon cabinet dimanche 26 mars à 7 heures du matin. Je l'ai mené tout de suite chez l'Empereur auquel il a fait un récit complet des tristes événements qui se sont passés sous ses yeux. A peine ce récit terminé, l'Impératrice est entrée et il a fallu le recommencer. Vous pouvez aisément vous figurer, mon cher ami, quelle impression il a produit. Heureusement que jusqu'ici la santé de l'Impératrice n'en a pas souffert. Je l'ai vue encore hier et lui ai communiqué les dépêches subséquentes venues par la poste. Celles-ci du moins m'ont rassuré sur vous et les vôtres. Un peu d'ordre matériel paraît être établi à Berlin et nous n'avons, grâce à Dieu, plus rien à craindre pour votre personne. Vous avez été, cher baron, admirable de courage et de sang-froid

au milieu de cette crise. Que Dieu vous soutienne dans une si terrible épreuve. Comment la Prusse et l'Allemagne sortiront-elles de ce chaos ? Je ne saurais vraiment le dire. Quant à nous, nous les laisserons faire et ne nous mêlerons pas de leurs sanglantes extravagances. Notre attitude sera complètement défensive. Le manifeste n'a pas d'autre tendance. Nous réunirons en Pologne autant de troupes que possible, nous réprimerons vigoureusement toutes les insurrections qui pourront éclater chez nous et nous verrons venir. Il aura été impossible au Maréchal de ne pas réunir quelques troupes sur les frontières de Posen, après ce qui vient de s'y passer. Comme c'est sur des villages allemands que se sont portées les premières vengeances polonaises, je pense que les sympathies des Berlinois pour les Polonais se seront considérablement refroidies.

A ma grande surprise, j'ai reçu hier, de Ratibor, une lettre de Médem qui m'annonce qu'il a pris la résolution de ne pas aller à Vienne et d'attendre de nouveaux ordres à Berlin ! ! ! C'est un peu tomber de Charybde en Scylla. J'ai soumis cette lettre à l'Empereur et voici ce que Sa Majesté a décidé : Deux considérations ont guidé Médem dans cette détermination. La première, de ne pas compromettre la dignité de son caractère public ; la seconde, de ne pas causer par son arrivée des embarras au gouvernement autrichien dans un moment où à Vienne comme partout ailleurs en Allemagne les esprits sont très montés contre la Russie. En conséquence, l'Empereur m'a ordonné de charger

Fonton de s'expliquer à ce sujet franchement avec le comte de Ficquelmont et de lui prescrire d'informer Médem directement du résultat de cette explication. Si le comte de Ficquelmont pense qu'il n'y a aucun inconvénient à ce que Médem reparaisse à Vienne, il devra y retourner immédiatement. Au cas contraire, il s'en abstiendra. Je lui en donne avis par la lettre ci-jointe que vous voudrez bien lui remettre s'il est à Berlin ou lui faire tenir là où il se sera arrêté, car je pense qu'il vous en aura informé.

A ce moment même, je reçois par la poste vos dépêches et lettres du 23 mars. Quelle cruelle situation que la vôtre! Que Dieu vous en délivre le plus tôt possible! C'est ce que vos amis demandent au ciel, matin et soir.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 31 mars 1848.

Le courrier anglais arrive presque au moment où part l'agent de la maison Rothschild qui vous remettra la présente. Je n'ai donc que le temps, mon cher baron, de vous accuser réception de vos lettres et dépêches du 25 mars, et de vous envoyer ci-joint le manifeste de l'Empereur, traduit en français avec un article explicatif que nous avons cru nécessaire d'ajouter pour prévenir toute fausse interprétation. Il serait bon, je pense, de

faire traduire cet article en allemand et de le faire insérer dans les journaux de Berlin. Il prouvera à ces bons Allemands qui ne sont plus bons, que nous ne voulons en aucune façon nous mêler de leurs affaires ; mais que s'ils veulent, eux, se mêler des nôtres, ils trouveront à qui parler.

Comme cet agent de Rothschild a un passeport de courrier autrichien, je pense que la présente vous parviendra sûrement ; pour ma correspondance ultérieure j'observerai les précautions que vous m'indiquez.

D'ailleurs, que voulez-vous que je vous dise? Quelles instructions vous donner? Gardez une attitude réservée envers les hommes qui sont aujourd'hui au pouvoir ; rendez-nous compte de ce qui se passe sous vos yeux, avec l'infatigable activité que vous avez déployée jusqu'à présent et voyez venir.

L'incident de l'estafette à Kœnigsberg ne paraît pas valoir la peine d'être relevé, l'Empereur, du moins, ne m'a donné à ce sujet aucun ordre spécial, et ne paraît pas y attacher de l'importance. Si nous n'avions que ce petit malheur à déplorer, nous serions bien heureux.

Nous avons reçu aujourd'hui la nouvelle de l'émeute qui a eu lieu à Stockholm, et qui heureusement a été réprimée sans concession aucune, grâce à l'énergie que le Roi, les Princes et les troupes ont déployée. En Danemark, il n'en est pas de même, et je regarde cette monarchie comme dissoute. Tout à vous.

*P.-S.* — Prenez les instructions annoncées par l'arti-

cle du journal de St-Pétersbourg et les opinions qu'il exprime comme règle de votre langage et de votre conduite. Vous y puiserez la meilleure et la seule instruction dont je puisse pour le moment vous munir, au nom de l'Empereur.

---

### *Le comte Charles de Nesselrode à M. Fonton.*

Saint-Pétersbourg, 2 avril 1848.

J'ai reçu, mon cher Fonton, les deux lettres que vous m'avez adressées, en date des 5 et 15 mars, relativement aux violentes commotions qui ont ébranlé le midi et l'ouest de l'Europe, et je m'empresse de vous répondre, quant à la première, que l'intention de l'Empereur n'est pas que ces événements déplorables apportent aucun changement, aucun obstacle, ni aucune restriction quelconque aux relations de commerce et de navigation que les nations étrangères entretiennent avec la Russie. Le gouverneur général d'Odessa a dû recevoir du ministère des finances des instructions qui lui prescrivent la marche à suivre à cet égard. Nous admettons, comme par le passé, toutes les marchandises sous quelque pavillon qu'elles se présentent et quelles que soient les couleurs et les dénominations des républiques présentes et à venir auxquelles appar-

tiennent les bâtiments qui entrent dans nos ports; il n'y a que les individus à l'égard desquels nous ne pouvons observer la même tolérance et que nous devons considérer un peu comme des marchandises pestiférées dont l'introduction dans l'intérieur du pays ne saurait se faire sans danger et doit nécessairement être soumise à certaines restrictions.

Relativement à la seconde de vos lettres, je ne saurais, mon cher Fonton, vous donner en présence d'événements qui se succèdent avec une rapidité qui déroute toute prévision, d'autres nouvelles que celles qui vous parviennent par la voie des journaux et qui vous arriveraient un peu tard si vous deviez les recevoir de Pétersbourg. Quant à la ligne politique que le gouvernement impérial compte suivre au milieu de cette crise, je ne puis mieux vous éclairer sur ce point qu'en vous envoyant au manifeste publié par ordre suprême dans le numéro du 16/28 mars du journal de St-Pétersbourg, ainsi qu'aux explications qui ont paru dans le numéro du 19/31 mars du même journal. La marche, à la fois ferme et modérée, que l'Empereur s'est tracée dans ces circonstances critiques s'y trouve exposée avec une clarté et une précision qui me dispensent d'entrer dans aucun développement. J'espère qu'elle contribuera d'une manière efficace à calmer l'agitation des esprits, que vous me signalez et à rassurer partout les intérêts justement alarmés par le bouleversement de l'ordre social en Europe.

---

*Le comte Charles de Nesselrode au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 6 avril 1848.

C'est, mon cher baron, un courrier déguisé qui vous porte cette lettre. Au milieu de ce bouleversement général, je ne sais si je puis risquer l'envoi d'un courrier russe ou d'un feldjaeger. Je garde donc Wielgorski jusqu'à ce que vous me disiez que je puis vous le renvoyer en toute sûreté. La navigation va, j'espère, se rouvrir incessamment, les communications deviendront alors plus faciles. En mer, il n'y a heureusement pas encore d'émeutiers. En attendant, continuez à m'écrire en chiffres par la poste; c'est pour le moment la voie la plus prompte et la plus sûre. J'ai très exactement reçu vos dépêches, le nº 75 y compris. Quelle réponse y faire? En vérité, je n'en sais rien. Il n'y a plus de politique à faire avec aucun gouvernement du continent. Rester l'arme au bras et se défendre soi-même, voilà à quoi est réduite notre tâche. La danse commencera maintenant dans le royaume de Pologne. Le gouvernement prussien laissera le champ libre à Czartoryski et consorts. Il n'a plus le pouvoir de rien empêcher. Dans cette question notre cause est pourtant la sienne, car si les Polonais triomphent, la Prusse perdra Posen, Dantzig et Thorn. Voilà ce que le bon sens allemand devrait comprendre, mais cet ancien bon sens a disparu

de la surface de l'Allemagne. La philosophie de Hégel[1] l'a remplacé et nous en voyons les fruits. Comment elle se tirera de ce chaos, Dieu le sait. Ce qui me parait démontré, c'est que ce ne sera pas le roi de Prusse qui opérera ce miracle. Il ne deviendra pas empereur d'Allemagne. On n'en veut plus nulle part, aussi peu dans le nord que dans le midi. Quelle triste destinée ! ! ! Je n'ai pas besoin de vous dépeindre l'état moral de notre pauvre ami Rochow. C'est pour moi un grand bonheur de l'avoir ici dans un tel moment, mais hélas ! ce bonheur ne durera pas. Sa santé se soutient.

Adieu, mon cher ami, je n'ai plus rien à vous dire. Mille tendres hommages à Madame de Meyendorff.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 11 avril 1848.

Comment trouver le temps, cher ami, de vous écrire, quand j'ai à peine celui de vous lire. Cependant voilà Bray qui part et il ne faut pas qu'il vous arrive les mains vides. Il y a une heure que j'ai reçu les dépêches et la lettre particulières que vous aviez confiées à Stackelberg et que celui-ci m'a envoyées par estafette de la frontière. Elles nous annoncent Pfuel et Manteuf-

1. Hégel (Georges-Guillaume-Frédéric), philosophe allemand, chef d'une école célèbre, né en 1770, mort en 1831.

fel[1]. Voyons ce qu'ils nous diront. Tout ce que nous demandons au Roi de Prusse, c'est qu'il ne se laisse pas entraîner à jouer le rôle perfide du Roi de Sardaigne, c'est d'empêcher que Posen ne devienne le foyer des comités polonais d'où partiront toutes les incursions dans le royaume, et je crains de trop lui demander quoique ce soit dans son intérêt peut-être autant que dans le nôtre. Jusqu'à présent tout est tranquille dans le royaume comme dans nos provinces polonaises. Ce délai tourne à notre avantage, car il donne aux renforts le temps nécessaire d'arriver sur le champ de bataille et au lieu de 55 mille hommes, le Dr Luber se cassera, à la fin du mois, le nez contre 200 mille. Je m'attends à chaque courrier de Varsovie à la nouvelle d'une irruption de bandes armées. La date que vous aviez fixée au maréchal (6 avril) paraît cependant ne pas s'être vérifiée.

Je me suis beaucoup occupé ces jours-ci de la question du Schleswig. Ce que vous avez écrit à Brunnow est parfait. Si sur cette base l'Angleterre veut entreprendre une œuvre de médiation, nous nous y associerons, c'est dans ce sens que je répondrai à Oxholm que le Roi de Danemark nous a envoyé pour nous demander une médiation réunie à celle de l'Angleterre. Les communications à faire à ce sujet s'élaborent dans ce moment. Aussitôt qu'elles auront été approuvées par l'Empereur, je vous les enverrai par le courrier de

1. Manteuffel (Edwin-Hans-Charles, baron de), 1809-1885, général, feld-maréchal prussien.

Bloomfield qui part après-demain. Si, par hasard, Dachkof revenait, en attendant, de Copenhague, retenez-le à Berlin : il serait possible que l'Empereur consentît à l'employer à cette œuvre de médiation. Je compte au moins le lui proposer.

Très entre nous, je crains que le choix de Pfuel ne soit pas très agréable à l'Empereur. Je ne sais trop pourquoi il est prévenu contre lui. Rochow a déjà cherché à mitiger ses impressions et, moi, je le seconderai de mon mieux. C'est une de mes plus anciennes connaissances, datant du quartier général de l'année 12 et très certainement un homme de beaucoup d'esprit. Pour moi, il sera donc le très bien venu.

Berg nous est enfin arrivé. A Lubeck on l'a pris pour le Prince de Prusse et c'est un barbier qui l'a sauvé des conséquences de cette erreur. A ma grande satisfaction, il m'a confirmé ce que vous me dites de votre santé, et assuré que les révolutions vous avaient délivré de votre vilaine migraine ; puisse-t-elle ne jamais revenir !

L'Empereur est avec raison indigné de la conduite du Roi de Sardaigne. Il approuve le départ de Kokochkine[1]. Demain je remettrai par son ordre à Azeglio[2] ses passe-

1. Kokochkine (Nicolas-Alexandrovitch), diplomate russe, successivement ministre de Russie près les cours de Sardaigne, des Deux-Siciles et de Saxe.

2. Azeglio (Massimo Tapparelli, marquis d'), homme d'État et écrivain italien, né en 1801, mort en 1866. S'adonna d'abord à la peinture où il acquit une certaine célébrité. Ayant épousé en 1831 la fille de Manzoni, il s'occupa sous l'influence de celui-ci, plus spécialement de littérature et écrivit plusieurs romans. Rentré, en 1846, à Rome, il prit une part active aux réformes libérales du pape Pie IX, fut élu

ports. C'est un libéral à l'eau de rose que je verrai partir sans regret.

Je reviens de mon travail. Pfuel sera bien reçu. J'espère qu'il donnera des explications satisfaisantes sur l'envoi de Willisen[1] qui déplaît comme de raison. L'Empereur a approuvé l'idée de charger Dachkof de la médiation, si médiation il y a. Je crains bien qu'il ne faille appliquer à cette combinaison la phrase à la mode : « Il est trop tard ».

---

*Le comte Charles de Nesselrode au comte Michel Chreptowitch.*

Saint-Pétersbourg, 19 avril 1848.

N'ayant pu voir l'Empereur, à cause d'un accès de goutte qui m'a tenu au lit, je ne sais ce qu'il pense du contenu de votre dépêche chiffrée. Je trouverai le moyen

député à la Chambre de Sardaigne, en 1848, et nommé par le roi Victor-Emmanuel, l'année suivante, président du conseil et ministre des affaires étrangères, poste qu'il occupa jusqu'en 1852. Ambassadeur à Londres (1859), puis gouverneur de Milan. Il prit sa retraite en 1860.

1. Willisen (Guillaume de), général prussien, né en 1790, mort en 1879. Il prit part aux guerres de 1813-1814, devint chef d'état-major du 5e corps d'armée en 1840 et commandant en chef de l'armée du Schleswig-Hostein, en 1850. La même année, à la suite d'opérations malheureuses, il quitta son commandement et rentra dans la vie privée. Il est connu surtout comme écrivain militaire.

de vous le faire savoir par une voie qui sera peut-être plus prompte encore que celle-ci, car je sais combien c'est important pour vous. Pour le reste, je n'ai qu'à vous approuver. Tout ce que vous avez dit et fait, *in questi tempi calamitosi*, ne me laisse rien à désirer, y compris votre billet à Minto[1]. Vous avez bien raison, ces agents anglais ont été pitoyables en Italie. Le résultat final de leurs sottes menées sera l'introduction dans tout l'occident du continent du programme des chartistes contre lequel ils prennent des mesures si rigoureuses chez eux. Jusqu'à présent, nous ignorons encore comment le meeting monstre s'est terminé. L'Angleterre traîne aussi son boulet et elle a grand tort de faire la fière. Avec son Irlande, elle est à peu près dans la même position que nous avec notre Pologne. Celle-ci ne remue pas jusqu'ici, mais d'un jour à l'autre, il faut s'attendre à quelque irruption des bandes accourues de Paris

1. Minto (Gilbert Elliot-Murray-Kynynmond, comte de), homme d'État anglais, né en 1782, mort en 1859. Entra à la Chambre des lords en 1814. Comme il appartenait au parti whig, il fut tenu à l'écart des affaires tant que les tories conservèrent le pouvoir, et il vota à la Chambre haute pour la réforme parlementaire et pour l'émancipation des catholiques. Lors du triomphe de son parti, en 1832, le comte de Minto devint ministre plénipotentiaire à Berlin. En 1835, il prit la direction générale des postes, qu'il échangea peu après contre les fonctions du premier lord de l'Amirauté, dans le ministère Melbourne, fonction dont il se démit en 1841. Cinq ans plus tard, il entra dans le ministère formé par lord John Russell, son gendre, en qualité de lord du sceau privé, passa, l'année suivante, avec une mission en Suisse, puis en Italie, pour examiner l'état de l'opinion dans ce dernier pays et encourager dans leurs tendances libérales Pie IX et Charles-Albert, et reprit, après son retour en Angleterre, ses fonctions ministérielles qu'il remplit jusqu'en 1852

pour soulever des troubles chez nous. En Prusse, les sympathies se sont singulièrement refroidies à leur égard, depuis qu'on les voit à l'œuvre à Posen et en Prusse occidentale. Il s'y manifeste déjà contre eux une réaction allemande dans l'opinion publique, qui pourra nous devenir fort utile. Aussi est-ce maintenant vers Cracovie et la Gallicie qu'ils refluent et de là que partiront vraisemblablement les premiers corps francs. En entrant chez nous, ils trouveront à qui parler, car journellement le nombre de troupes concentrées dans le royaume et les provinces polonaises augmente, et si la lutte devenait sérieuse, soyez assuré que ce serait une lutte à mort, car l'exaltation dans l'intérieur de la Russie pour l'Empereur et la défense de l'intégrité de l'Empire est poussée au point où elle s'est montrée en 1812.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 21 avril 1848.

Notre grande affaire, en ce moment-ci, est d'élargir autant que possible la brèche qui commence à se manifester dans les sympathies allemandes en faveur des Polonais. Aucun moyen ne doit être épargné pour cela, et nous venons, à cet effet, de rédiger une lettre dans le style du jour, qui, insérée dans une des feuilles les

plus libérales de l'Allemagne, par exemple, la Gazette de Leipsik ou celle de Heidelberg, ne saurait manquer de produire un effet salutaire. La voici, cette lettre, et c'est à vous, cher baron, que je confie le soin d'obtenir cette insertion sans qu'on puisse le moins du monde se se douter qu'elle soit de provenance russe. Pour cela, vous verrez que la Russie n'y est pas ménagée, C'est comme si Welcker écrivait à Rœmer. Voulant profiter encore du courrier de Bloomfield, nous n'avons plus le temps de la faire recopier. Vous y trouverez quelques incorrections que je vous prie de corriger; je vous donne même carte blanche pour tout changement ou suppression que vous jugerez utile d'y faire. Mille amitiés.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 27 avril 1848.

Ecrivez, mon cher ami, autant et le plus que vous pourrez, sans toutefois vous tuer. Vos lettres et vos dépêches sont d'un intérêt palpitant d'actualité, comme le diraient les auteurs de l'école moderne, et nous ne saurions trop en recevoir. N'exigez pas que je donne à mes lettres le même intérêt, car elles ne peuvent, grâce à Dieu, que se résumer dans la phrase connue de nos rapports militaires : « Tout va bien chez nous ». Je ne pourrai donc vous entretenir que du calme dont nous

jouissons et des protestations de dévouement qui nous arrivent de toutes les provinces de l'intérieur. L'enthousiasme pour l'Empereur ne connaît pas de bornes. Le manifeste a été compris et a produit le meilleur effet partout. On est surtout reconnaissant de l'attitude défensive que l'Empereur a prise; on ne veut pas que le sang russe coule pour un intérêt ou une cause qui n'est pas directement nôtre. C'est ainsi que raisonnent les barbus comme les membres du conseil. Ainsi une attaque à repousser de la part des Polonais est du goût de tout le monde. Pour cela, on se lèverait en masse, quand même cette attaque serait soutenue par le monde entier. Mais une armée envoyée au dehors pour relever des trônes renversés ou soutenir l'Allemagne contre la France, ne serait pas une combinaison populaire chez nous. Que les autres pays s'arrangent comme ils le peuvent et comme ils l'entendent, nous les laisserons faire, pourvu qu'ils ne nous touchent pas.

Votre courrier du 19 avril vient de nous arriver sans encombre. Grâce à Dieu, voilà donc la communication par terre rétablie. Mais quel triste courrier et quel monstre qu'Arnim. Dieu veuille qu'il soit bientôt relégué parmi les tigres du faubourg Saint-Antoine et que ce brave Usedom[1] nous arrive bientôt. Avec celui-là, du moins, on pourra causer sérieusement.

1. Usedom (Charles-Georges-Louis-Guido, comte de), diplomate prussien, né en 1805, mort en 1884. Secrétaire de légation à Rome de 1835 à 1837. Conseiller rapporteur au ministère des affaires étrangères en 1838. Conseiller au ministère de l'intérieur en 1844. Ministre

Je vous plains du fond de mon cœur d'avoir un tel non-sens à combattre. La question danoise devient très embarrassante pour nous. Il n'est pas de notre intérêt de laisser détruire la monarchie danoise à nos portes, et si nous prenions des mesures fortes, pour soutenir énergiquement le Danemark, telles qu'apparition de notre flotte sur les côtes de la Prusse, nous risquerions de soulever toute l'Allemagne contre nous et de réveiller à nouveau les sympathies pour la Pologne, qui viennent à peine de s'éteindre. Nous ne prendrons définitivement notre parti que lorsque nous saurons ce que l'Angleterre fera. Vous avez bien fait d'envoyer Dachkof à Londres et vous avez surtout admirablement bien parlé à Arnim. Malheureusement vous avez prêché à de sourdes oreilles et je crains bien que dans le moment où je vous écris le sort du Schleswig ne soit décidé par les armes. Dans tous les cas, nous devrons, je pense, protester contre l'incorporation du Schleswig, qui est une véritable usurpation de l'Allemagne, et que nous avons garanti au Danemark par nos traités de 1772 et 1773. On vient même dans une dépêche à notre Plessen d'invoquer cette garantie et je ne sais vraiment pas comment nous pourrions nous dédire. J'ai préparé une dépêche par laquelle vous seriez chargé d'exposer

à Rome (1846), à Francfort (1848). Signa en 1850 la paix avec le Danemark. De nouveau à Rome de 1851 à 1854. En 1858, de nouveau à Francfort, fut fait comte en 1863 et nommé en même temps ambassadeur auprès du roi d'Italie, poste d'où il fut rappelé en 1869, à la suite d'une brouille avec Bismarck. Fut nommé en 1872, directeur général des musées de Berlin.

cette considération au gouvernement prussien et de lui faire pressentir l'obligation dans laquelle nous nous trouvons de protester. Si j'ai le moyen de faire approuver cette dépêche dans la matinée vous la recevrez par ce courrier.

Je vous remercie pour l'extrait de la lettre de Buol. Elle dépeint admirablement bien en deux mots la triste position de la monarchie autrichienne. Ce que Fonton et Médem m'ont écrit dans ces derniers temps n'est guère plus édifiant. Le gouvernement est encore plus faible que le gouvernement prussien et nous ne parvenons pas à obtenir qu'il prenne quelques mesures de vigueur contre les bandes d'émigrés polonais qui se réunissent à Cracovie et en Gallicie. Il nous faudrait là un second Colomb. Ficquelmont a dit à Médem qu'il confirmait la nomination de Buol et nous l'enverrait incessamment en qualité d'envoyé extraordinaire et de ministre plénipotentiaire. Le titre d'ambassadeur me paraît mort et enterré. Les démagogues de Francfort ne veulent plus même de ministres; des consuls leur suffisent. Cela deviendra l'âge d'or des Schlotzer, des Guerrazzi[1], des Reineke et nous verrons encore un jour Chreptowitch remplacé par Fiamingo.

L'Empereur vient d'approuver ma dépêche sur la

1. Guerrazzi (François-Dominique), littérateur et homme d'État italien, né en 1805, mort en 1873. Fut appelé le 13 octobre 1848 à former avec Montanelli un ministère libéral. Le 7 février 1849, la déchéance du grand-duc de Toscane ayant été proclamée, la Chambre des députés nomma un gouvernement provisoire composé de Guerrazzi, Mazzone et Montanelli.

question du Holstein-Schleswig et vous la recevrez par ce courrier. Elle n'a pour but que de donner un avis au lecteur. Vous pourrez donc la faire lire *in extenso* à Arnim et, si vous le jugez nécessaire, la lui laisser pour qu'il la mette sous les yeux du Roi.

Pour la bonne bouche, je vous dirai que je reçois d'excellentes nouvelles de nos provinces allemandes d'abord par une lettre de Souvarof et puis par Anrep[1] qui en revient. La noblesse est admirable et a porté par sa conduite dans les circonstances actuelles un coup terrible à ses ennemis; j'espère qu'il sera mortel.

---

### *Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 2 mai 1848.

Répondre à vos deux dernières expéditions, serait, mon cher ami, vous envoyer de l'histoire ancienne. Les événements marchent si vite que mes observations ne seraient plus de saison lorsqu'elles vous parviendraient. Le télégraphe nous a annoncé, hier, la dissolution de la seconde Chambre. J'espère que le rappel des députés de Francfort ne tardera pas à suivre. Dès lors, je ne

1. Anrep (Joseph-Romanovitch), général aide de camp et homme d'État russe, fils du général du même nom, tué à la bataille de Mohrungen, reçut, en 1853, le droit d'ajouter à son nom celui d'Elmpt avec le titre de comte, ayant épousé la dernière comtesse d'Elmpt.

sais trop pourquoi Arnim quitterait le ministère qui agit dans son sens. Dieu veuille que vous soyez parvenu à le retenir. Tout ce qui pourra le remplacer vaudra moins que lui. Je comprends qu'il soit dégoûté, on le serait à moins, mais quitter la partie dans un tel moment de crise serait un crime, c'est plus que jamais le cas pour tout homme bien pensant de mourir sur la brèche. C'est parce qu'il ne le faut pas et que la peur et l'égoïsme sont les traits distinctifs des conservateurs que la minorité révolutionnaire a si beau jeu et que la société est exposée à de si grands dangers. L'Empereur s'est beaucoup entretenu à Moscou avec Rochow sur les questions du jour. Il écrit une longue lettre à Rauch que celui-ci vous fera sans doute lire. Elle vous mettra complètement au fait de ce que pense et veut l'Empereur. Il quittera Pétersbourg, de nouveau, le 14 mai et m'a ordonné de me rendre également à la même époque à Varsovie. Le cœur me dit que nous nous y rencontrerons. Ce sera une grande jouissance pour votre vieil ami.

Je ne vois pas clair encore dans l'affaire de Wurtemberg. Avant-hier, le télégraphe nous annonçait que le Roi avait quitté Stuttgardt et qu'il était à Ulm; hier, qu'il avait accepté la constitution de Francfort. Je ne sais comment accorder cette dernière détermination avec la déclaration si positive et si énergique qu'il a faite aux Chambres.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 8 mai 1848.

Mon cher ami, l'affaire danoise devient tous les jours plus grave et plus mauvaise. Il paraît qu'on oublie tout à fait à Berlin et à Francfort que nous avons aussi notre mot à dire et que la Russie ne peut pas laisser détruire à sa barbe la monarchie danoise. Voilà ce que nous cherchons à prouver en termes clairs et précis dans la dépêche qui motive l'envoi de ce courrier. Comme la chose presse et que les Prussiens avancent toujours, nous avons senti la nécessité de nous prononcer catégoriquement et sans détour, sans même attendre ce qu'on aura arrêté à Londres. La dernière dépêche de Brunnow est du 28 avril et, à mon vif regret, elle ne m'apprend rien ; les vôtres ne nous éclairent pas encore sur les intentions ultérieures de la Prusse. Il se peut que les appréhensions du cabinet danois soient exagérées; il est probable même que les opérations militaires ne seront pas poussées aussi loin qu'il le croit. Absorber toute la monarchie danoise dans la Confédération germanique est une idée si extravagante qu'elle ne saurait entrer dans la tête d'un homme d'État quelconque, mais, hélas! les professeurs de Francfort qui président aux destinées de l'Alle-

magne ne sont pas des hommes politiques et tout est possible de leur part. Il a donc fallu se prémunir à temps contre une pareille éventualité et à cause de cela agir énergiquement. Avec un peu de bonne volonté et d'esprit de justice dans le ministère prussien, il y aurait facilement moyen de nous faire sortir tous de cette odieuse complication, et ce moyen, c'est vous qui, le premier, l'avez suggéré. Faire avec le Schleswig ce qu'on a fait avec Posen, réunir à la Confédération germanique ce qui parle allemand et laisser au Danemark ce qui parle danois. Ce serait même une concession de notre part, mais nous nous y prêterions volontiers pour sortir de cette crise. Je vois que Ficquelmont a proposé la même combinaison au cabinet prussien. Les hommes sages comme les hommes d'esprit se rencontrent donc encore partout. Reste à désirer que Palmerston adopte également ce terme moyen, alors je verrai jour à sortir convenablement de cette malencontreuse complication. Je vois d'après vos dernières lettres qu'à Berlin on commence à avoir peur de la France. Ce sentiment peut être salutaire, car il doit inspirer le désir d'en finir un moment plus tôt avec le Danemark. Je vous confierai que Lamartine nous fait beaucoup d'avances et *qu'ici on ne les repousse pas.*

Depuis avant-hier, vos lettres et dépêches ont été nombreuses et comme toujours les unes plus intéressantes que les autres. Ne vous lassez donc pas de m'écrire, je ne me lasserai pas de vous lire. Emmanuel

Narischkin[1] m'a exactement remis, ce matin, votre lettre du 20 avril/1er mai et la poste m'a apporté la dépêche du 21 avril/2 mai. La petite brochure est excellente, j'en devine l'auteur. Je suis curieux d'apprendre ce que vous aurez pu faire de nos articles. Je crains qu'ils ne deviennent un peu de la moutarde après dîner à la suite de cette bonne brochure.

Je ne puis, cher baron, assez vous remercier pour la lettre de la princesse Mélanie. Elle m'a fait verser des larmes et faire de bien tristes réflexions sur les vicissitudes auxquelles notre pauvre humanité est soumise. J'allais terminer ma lettre lorsque l'Empereur m'envoie une dépêche télégraphique concernant la chute de Ficquelmont. On est donc plus malade encore à Vienne qu'à Berlin. Cela ne me fait pas changer un mot à ma dépêche. Que Dieu nous accorde du courage et du sang-froid et nous sortirons sains et saufs de cette fièvre chaude. Ne vous inquiétez pas de mes accès de goutte. Ils reviendront peut-être, mais ne m'empêcheront pas de travailler.

1. Narischkin (Emmanuel-Dmitrivitch), philanthrope russe, 1815-1898, grand chambellan de la cour de Russie.

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 10 mai 1848.

L'idée d'adresser au Roi de Prusse la lettre dont vous recevez copie, mon cher baron, était venue à l'Empereur avant l'arrivée de Strogonof. Ce que celui-ci nous a apporté de votre part était certainement fait pour nous confirmer dans la conviction de la nécessité de cette démarche. Je ne sais si vous avez eu connaissance de l'autographe du Roi de Prusse, dont Strogonof a été le porteur. Pour notre part, nous ne comprenons absolument rien à la marche qu'il veut suivre. D'un côté, il veut rompre avec Francfort et s'est engagé du moins dans une voie où il lui sera difficile de reculer, demande notre secours pour les éventualités que ses récentes déterminations peuvent amener; — et de l'autre, loin de faire cesser la guerre avec le Danemark et de rappeler ses troupes, il envoie de la grosse artillerie de Magdebourg pour bombarder l'île d'Alsen. Et cela dans un moment où les hommes de Francfort répondent par un quasi-refus aux propositions d'armistice venues de Copenhague. Je ne comprends pas non plus ce que le général Neuman doit y faire. La demande de suspendre les hostilités a été adressée par le gouvernement danois, il y a plus de quinze jours, à Berlin et à Londres. Sous ce rapport, il n'y avait donc plus rien à demander aux Danois. C'est à Francfort

qu'il eût fallu envoyer un général avec des déclarations catégoriques qui auraient fait voir à Gagern[1] qu'on ne peut pas plaisanter avec une Puissance telle que la Prusse. On vous donnera, sans doute, connaissance de la dépêche où Rochow rend compte de sa conversation avec l'Empereur sur la question danoise, et dans laquelle S. M. est allée plus loin encore que dans sa lettre au Roi. Toutefois je pense que nous attendrons une réponse à ce courrier, avant de prendre une attitude hostile contre la Prusse et l'Allemagne. En attendant la flotte se prépare à sortir et cherchera à rendre au Danemark tous les services qu'elle pourra pour la défense des îles, sans cependant en venir encore à une participation directe au blocus des ports allemands. A vous dire vrai, je pense que c'est à des opérations navales que devront même se borner pour le premier moment les secours que nous sommes à même de prêter au Danemark, ainsi que vous l'observez dans votre dernière lettre. Attaquer la Prusse et l'Allemagne par terre ne serait pas prudent dans un moment où nous avons en Hongrie une guerre véritable sur les bras. Vous aurez déjà appris que le Maréchal a envoyé une division par le chemin de fer, au secours de Vienne, tandis que l'armée principale, qui sera de 60 000 hommes, marche par Cracovie, sur la vallée de la Waag. Le Maréchal a proposé à l'Empereur de se mettre lui-même

1. Gagern (Henri-Guillaume-Auguste, baron de), homme d'État allemand, né en 1799, mort en 1880. Président de l'Assemblée nationale de Francfort en 1848.

à la tête de cette armée. C'est une question qui se décidera définitivement à Varsovie où l'Empereur se rend en droiture. Le départ reste toujours fixé au 3 mai, vieux style, de grand matin. Je partirai le lendemain. Le Prince de Wurtemberg et la Grande-Duchesse Olga restent ici jusqu'à nouvel ordre. C'est, il me semble, le meilleur parti qu'ils avaient à prendre, et qui me paraît conforme aux intentions du Roi, ainsi que vous l'aurez vu dans la dépêche de Stofrigen. J'ai demandé ce matin à l'Empereur s'il fallait vous faire venir à Varsovie. Il m'a répondu que, dans les circonstances actuelles, il serait difficile de vous faire quitter, même momentanément, votre poste. Malgré cela, je ne renonce pas encore entièrement au plaisir de vous rencontrer. Nous posséderons Rochow à Varsovie, l'Empereur l'a invité à y venir.

C'est avec une vive impatience que j'attends la poste de demain qui pourra nous apprendre ce que le Roi de Prusse a décidé à la suite des événements de Dresde.

Veuillez réexpédier mon feldjaeger à Varsovie avec la réponse du Roi et les décisions de son cabinet. Tout à vous.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 20 mai 1848.

C'est Struve qui vous remettra la présente. Il va faire une cure à Wiesbaden, sa santé en a besoin. A côté de

cela, il verra de près le mic-mac de Francfort et nous reviendra après quelques mois de séjour en Allemagne. Il vous dira comment nous voudrions en tirer parti. Veuillez l'assister de vos bons conseils. Il vous dira aussi, très cher baron, ce que nous pensons et ce que nous faisons ici. Pour le moment, c'est toujours l'affaire danoise qui nous préoccupe le plus. Au lieu d'avancer vers un dénouement tant soit peu équitable, il me semble qu'elle s'embrouille tous les jours davantage. D'après une dépêche de Budberg[1], reçue hier, la Diète n'accepte pas la médiation anglaise. Le Danemark, de son côté, ne l'accepte que pour la conclusion de l'armistice et demande que nous en soyons lorsqu'il s'agira de décider du fond de la question. Tout cela fait perdre un temps précieux. Nous ne ferons et ne dirons rien, jusqu'à ce que nous recevions votre réponse à notre expédition du 26 avril. Je calcule qu'elle peut nous arriver demain. Le Grand-Duc Constantin s'est embarqué, hier, et va à Stockholm; une division de notre escadre a mis à la voile à Reval et va croiser dans la Baltique. Le prince Mentschikof accompagne le

1. Budberg (André, baron de), diplomate russe, né en 1820, mort en 1881. Issu d'une famille d'origine allemande, il est petit-fils d'un ministre d'Alexandre Ier et fils du général Budberg qui fut gouverneur de Saint-Pétersbourg. Chargé d'affaires à Francfort, puis ministre plénipotentiaire à Berlin (1851), à Vienne (1856) et ambassadeur à Paris (1862). Il donna sa démission d'ambassadeur, en 1868, pour pouvoir se battre en duel avec le baron de Meyendorff qui l'avait gravement insulté. La rencontre eut lieu à Munich au pistolet et M. de Budberg fut légèrement blessé. Plus tard, il devint conseiller secret du gouvernement russe et membre du conseil de l'Empire.

Grand-Duc pour le cas où une intervention navale deviendrait nécessaire de notre part dans les affaires du Schleswig. J'espère toujours que nous n'en viendrons pas là, et que l'on entendra raison à Berlin. Toutes les propositions venues de là, jusqu'à présent, sont d'une injustice criante et, par conséquent, inacceptables pour le Danemark. Vouloir lui faire payer les frais d'une guerre qu'il n'a pas provoquée et dans laquelle il ne fait que se défendre contre une infâme agression, est une véritable monstruosité.

C'est hier seulement que j'ai reçu par un voyageur votre expédition du 22 avril/3 mai. Je vous remercie d'avoir donné cours à nos productions littéraires, et vous remercie, en outre, d'y avoir apporté les modifications voulues par des considérations locales. A la distance où nous sommes il nous est impossible de juger de la disposition des esprits qui, d'ailleurs, est sujette à changer du jour au lendemain. Il n'y a aucun calcul à faire. La manière dont on fait revenir le Prince de Prusse n'a que médiocrement satisfait en hauts lieux. Le renvoi des aides de camp dans l'écrit du Roi était certainement de trop et choquera, sans doute, beaucoup de monde. Je ne me permets pas de juger la mesure du retour du Prince en elle-même. Vous la jugez indispensable et même salutaire, soit. L'Empereur craint qu'il ne compromette son avenir par une adhésion à un ordre de choses qui ne peut durer et qu'il s'engage dès lors, par serment, à soutenir. Par là son influence sur le parti de la réaction doit nécessaire-

ment s'affaiblir. Tels sont les raisonnements que j'ai entendus. Pour moi, je pense comme vous que nous sommes loin encore de toute espèce de réaction; j'y ajouterai que le Prince de Prusse, si respectable d'ailleurs, ne me paraît posséder aucune des qualités nécessaires pour faire un 18 Brumaire à Berlin.

Que vous dirai-je d'ici? Tout y est encore pour le mieux; le temps depuis deux jours est beau et chaud. La Cour est à Tzarkoe-Selo. Avant-hier, nous avons eu une grande parade de 39 800 hommes présents sous les armes; jamais je n'ai vu la troupe plus belle. L'esprit du public est excellent ici comme à Moscou.

Je viens de recevoir la dépêche par laquelle vous rendez compte de l'émeute causée par l'annonce du retour du Prince. C'est détestable, et ce qui est plus pitoyable encore, c'est la publication qui a paru dans le Staatsanzeiger du 14. Ce voyage qu'on fait faire au Prince pour calmer les esprits est souverainement ridicule. Je vous plains sincèrement, cher baron, d'être obligé de vivre au milieu d'un tel délire. Malheureusement il n'y a pas de fin à prévoir. — Tout à vous.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 24 mai 1848.

Cette expédition qui n'en est pas une se réduit à la réponse aux questions que vous m'avez posées dans votre lettre du 3/15 mai. J'ai pensé qu'il devait vous importer de recevoir un moment plus tôt les décisions de l'Empereur sur les tristes éventualités que vous nous signalez. Dieu veuille qu'aucune d'elles ne se réalise, mais votre lettre est si noire, qu'on ne peut plus rien prévoir de bon pour cette pauvre monarchie prussienne.

L'article sur la question du Schleswig est parfait. J'accepte avec délice les espérances que vous me donnez de voir cette malencontreuse affaire se dénouer pacifiquement. Pour vous prouver que nous sommes loin de souffler le feu à Copenhague, je vous envoie une dépêche que j'ai adressée, il y a trois jours, à Ungern. Le ministère danois nous supplie de prendre part à la médiation sur le fond de la question; nous allons lui répondre que l'Empereur compte rester dans l'attitude que Brunnow nous a faite, qu'il sera toujours un ferme appui du Danemark contre les prétentions injustes et exagérées de l'Allemagne, mais qu'il ne veut plus être médiateur. De cette manière, notre rôle se trouve nettement tracé.

Il paraît que nous ne verrons pas arriver de sitôt le général Pfuel. Les Polonais lui donnent à ce qu'il

paraît encore beaucoup de fil à retordre à Posen. J'avoue que je ne suis nullement édifié de ses faits et gestes. Promettre à Mierolawski[1] qu'il serait renvoyé en France, au lieu de le faire fusiller sur place, passe toute permission. Je crois que, si on avait laissé ce brave colonel agir seul à Posen, tout serait fini depuis longtemps. Maintenant voyons ce que feront les 900 Constituants de Paris pour les Polonais. J'avoue que je ne les crains pas. Au milieu d'une désorganisation sociale aussi complète, la France n'est pas en état de rien entreprendre de bien sérieux; elle ne peut pas faire à la fois une guerre au Midi et une autre au Nord. Si l'Allemagne accorde le passage à une armée gallo-polonaise, elle sera la première victime d'une pareille faute. C'est là ce que probablement un des Arago viendra négocier à Berlin, en comptant sur l'appui de Humboldt, l'ami scientifique du vieil Arago, dont, en 1810, il m'a fait faire la connaissance au haut de l'Observatoire de Paris. J'espère qu'il aura trop d'esprit pour soutenir une si funeste combinaison.

Nous avons reçu par télégraphe la nouvelle du départ de la famille impériale de Vienne pour le Tyrol. Mais les détails nous manquent et nous ne savons à quoi attribuer cette fuite clandestine. Le comte de Buol a bien raison d'attendre la fin de l'anarchie qui règne dans le gouvernement autrichien, ou, pour mieux dire, de l'absence de tout gouvernement. Je conçois qu'il

1. Mieroslawski (Louis), homme politique et général polonais, né en 1814, mort en 1878.

ne se soucie pas d'être le représentant d'un M. Schmerling[1]. On prétend qu'on a proposé le ministère des Affaires étrangères à mon vieil ami Wessemberg. Ce serait un singulier choix, il a 78 ans et n'aurait d'autre mérite, aux yeux des démagogues de Vienne, que celui de s'être brouillé lors de la négociation hollando-belge avec le prince de Metternich. Il n'a, certes, jamais été un homme d'action et, à son âge, on ne le devient pas. A propos du prince de Metternich, il faut que je vous régale d'un joli mot qu'il a dit au prince de Prusse, en comparant sa destinée à la sienne : « J'ai un passé très lourd et point d'avenir, Votre Altesse n'a pas de passé, mais a un avenir très lourd ».

Il est vrai que l'avenir de cet excellent prince est bien chargé de nuages. Il me répugne encore de croire que le prince Charles intrigue réellement contre lui. Ce serait une trop grande infamie. D'ailleurs, je ne m'explique pas trop d'où lui serait venue tout d'un coup cette popularité dans le parti libéral, lui qui passait toujours pour le moins libéral des princes de la famille royale. Au reste, tout est possible dans les temps où nous vivons.

1. Schmerling (Antoine, chevalier de), homme d'État autrichien, né en 1805, mort en 1893. L'archiduc Jean, vicaire de l'empire, le choisit, le 15 juillet 1848, pour premier ministre, et lui donna les portefeuilles des Affaires étrangères et de l'Intérieur; il ne conserva que le dernier jusqu'au mois de décembre de la même année. Il fut ministre de la Justice de 1849 à 1851, et nommé en 1871 président de la Chambre haute, où il était entré en 1867, comme membre à vie. Il prit sa retraite en 1891 comme président à la Cour de cassation.

J'ai reçu, hier, un rapport très satisfaisant du général Duhamel. Sa présence a beaucoup calmé les esprits en Moldavie. On y est moins révolutionnaire qu'exaspéré contre l'Hospodar Stourdza qui est, au fond, un mauvais drôle. Pour le moment, nous sommes malheureusement obligés de le soutenir, car sa fermeté a préservé le pays d'un bouleversement. Il n'a pas tenu au consul de Prusse qu'une révolte n'y éclatât ; il a fait tout pour cela. Vous en jugerez par l'extrait ci-joint d'une lettre particulière de Duhamel. N'y aurait-il donc aucun moyen de nous délivrer de ce gredin. Faites comprendre à Arnim que, s'il continue ses intrigues, nous serons obligés de demander à la Porte qu'elle lui retire son exéquatur et le renvoie des Principautés. Nous avons, grâce à Dieu, encore assez de crédit à Constantinople pour obtenir qu'il soit fait droit à une réclamation de cette nature. Que le ministère prussien nous épargne cette tracasserie diplomatique.

---

*La comtesse Chreptowitch*
*à sa mère, la comtesse Charles de Nesselrode.*

Naples, 1er juin 1848.

Je m'étonne moi-même, toutes les fois que j'ose faire des projets pour un lendemain éloigné, car je ne me fie nullement au calme qui nous entoure, par l'excel-

lente raison qu'il ne repose sur une aucune sage mesure. Toutes les mesures souhaitables existent sur le papier, mais non en fait, et je crois que les éléments de désordre ne feront qu'augmenter de plus en plus. Je crains beaucoup le retour des troupes, si toutefois elles reviennent, ce qui est encore douteux et je pense qu'une fois envoyées on n'aurait pas dû les rappeler. Elles rapporteront un mauvais esprit, dont je redoute pour les autres la contagion, tandis que, si on les avait laissées où elles sont, les quelques défaites qui ne pouvaient leur manquer auraient réussi à calmer leur exaltation. Si elles se révoltent, comme on le craint, les libéraux feront retomber sur le Roi tout le *crime* de leur rappel et sauront profiter de cette occasion pour l'accuser de tous les méfaits, car leur tactique actuelle consiste à attaquer autant que possible la personne du Roi, pour mettre Charles Albert à la tête de toute l'Italie et en arriver ainsi à la réalisation de leur utopie. Il se trouve des Napolitains assez bêtes pour donner là dedans, comme si cesser d'être un beau royaume indépendant pour devenir simple province d'Italie ne devait pas amener un état de choses dont ils seraient les premières victimes.

Que dis-tu de la révolution de Vienne qui a éclaté en même temps que celle d'ici et celle de Paris? Cela donne une idée de la trame qui enveloppe l'Europe. On avait à Vienne, mot pour mot, le même programme qu'ici.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 3 juin 1848.

Rochow m'a lu une dépêche d'Arnim, apportée par Egloffstein[1], dans laquelle il a ordre de nous annoncer l'évacuation du Jutland. Par une nouvelle télégraphique, nous avons appris que cette évacuation s'est déjà effectuée; pour nous le *casus belli* n'existe donc plus. Cependant nous continuerons à prêter notre appui au Danemark, tant que le différend ne sera pas entièrement terminé. Il en a effectivement besoin, à en juger par les conditions qu'Arnim a proposées, pour l'armistice dont Rochow m'a également donné connaissance. Elles diffèrent dans plusieurs points, même de celles que Bunsen a acceptées à Londres. Je ne comprendrais pas comment le Danemark pourrait consentir à ce que l'administration du Schleswig, après l'évacuation, reste confiée au gouvernement provisoire et ne soit pas remise entre les mains des autorités nommées par le Roi. Il me semble que Westmorland aurait dû faire de fortes objections contre cette clause, ainsi que je me suis permis de le faire à Rochow. L'article 4 semble impliquer l'évacuation de l'île d'Alsen par les troupes danoises, à laquelle on ne consentira certes pas, à

1. Egloffstein (Frédéric-Guillaume-Charles-Philippe, comte), homme d'État prussien, né en 1808, mort en 1895.

Copenhague. Je crains donc que nous ne soyons encore loin de la fin de cette triste complication. Arnim est évidemment de mauvaise foi; ses dépêches à Rochow sur cette question sont remplies de faux raisonnements et presque de mensonges. D'un autre côté, on est très monté à Copenhague; j'écris aujourd'hui même à Ungern de verser autant d'eau qu'il peut sur ce feu scandinave, car si, d'un côté, on est injuste, il ne faut pas que, de l'autre, on veuille l'impossible. C'est ce que je charge notre ministre de bien faire comprendre au comte de Knuth qui, au reste, me paraît plus raisonnable que ses collègues.

Ce que vous me dites de l'état des choses à Berlin est pitoyable. Comment se tirera-t-on de cette Assemblée constituante mal composée. Je ne puis et ne veux rien prévoir, ce serait peine perdue. A Paris, c'est le hasard qui a sauvé la France, lors de la dernière émeute, et certainement pas la Commision exécutive. Il en sera de même à Berlin, car le gouvernement, tel qu'il est composé, avec un Roi fantasque à la tête, ne sauvera jamais rien. C'est hier que le Prince de Prusse a dû faire son entrée à Berlin. Voyons comment il y sera reçu. Je crois que les éléments d'une salutaire réaction augmentent tous les jours. Mais ce que je n'aperçois pas encore, c'est l'homme assez fort pour s'en servir avec succès. Le Roi sera toujours un grand obstacle à tout ce qu'on pourra entreprendre dans ce sens, et, quant à une abdication de sa part, j'en doute. Il a trop d'amour-propre pour cela.

Vous faites très bien de vous donner un peu de repos à Potsdam, malheureusement vous n'y serez pas sans souci, mais vous y aurez vos fils. L'Empereur vous les accorde tous les deux et je vais dès aujourd'hui m'aboucher à Tzarskoe-Selo avec votre cousin le général Meyendorff pour organiser leur voyage et leur départ.

L'Empereur est très monté sur les errements du gouvernement prussien à Posen. Une sotte proclamation de Pfuel (la première), la libération de Mierolawski, le rappel probable de Colomb[1], les éloges donnés à Willisen, tout cela n'est que trop fait pour lui remuer la tête. Il en est résulté une dépêche sérieuse, écrite, presque sous la dictée de l'Empereur et l'ordre de vous en expliquer directement avec le Roi. L'Empereur pense que votre séjour aux environs de Potsdam vous en fournira les moyens et les facilités. Le point sur lequel l'Empereur insiste principalement, c'est qu'on ne forme pas dans la partie polonaise du duché de Posen un noyau d'armée polonaise avec ses couleurs et tous ces oripeaux faits pour enflammer les voisins. Voyez ce que vous pourrez obtenir. Je regrette de devoir vous endosser encore cette peu agréable explication avec ce butor d'Arnim, au moment où vous espériez goûter un

1. Colomb (Ferdinand-Auguste de), général prussien, né en 1775, mort en 1854. Prit part aux campagnes de 1813 et 1814, avec le grade de capitaine. En 1815, reçut le commandement du 8e hussards; en 1838, devint commandant de Cologne; en 1841, commandant de Berlin et chef de la gendarmerie; en 1843, commandant du 5e corps d'armée à Posen, où il se distingua par une répression énergique des troubles polonais. Prit sa retraite en 1849.

peu de calme et de repos. Croyez que personne n'entre plus dans votre terrible position et ne vous plaint davantage que votre fidèle ami.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 16 juin 1848.

Le présent courrier, mon cher Meyendorff, est votre fils Alexandre. Il emporte des dépêches et son frère cadet. Vous voyez qu'il jouit de la confiance du ministère avant même d'y être entré. C'est bon signe pour l'avenir. Au reste, cette expédition se réduit à la transmission de la dépêche que nous venons d'adresser à Copenhague. A peine est-elle expédiée, que nous arrive le général Oxholm avec les propositions arrêtées à Malmœ et une explication apolégétique de cette attaque sur les troupes hanovriennes qui a si fort gâté cette affaire. Il cherche à prouver par le rapprochement des dates que cette attaque avait été ordonnée à Copenhague avant qu'on y ait eu connaissance de l'évacuation du Jutland et lorsque cette nouvelle y est parvenue, qu'on n'était plus à temps de contremander ce mouvement. Quoi qu'il en soit, le mal est fait. Comment le réparer? Je n'en sais absolument rien au milieu de cette excessive agitation des esprits, qui existe de part et d'autre. Le seul moyen d'en sortir serait la prompte conclusion

d'un armistice. Le ministre de Suède vous donnera connaissance des propositions de Malmœ. Elles me paraîtraient acceptables pour la Prusse, car elles ne s'éloignent pas trop de celles qu'Arnim a mises en avant. Quant au fond de la question, je ne vois pas de solution possible. Chacun veut garder le Schleswig tout entier. L'idée d'un partage est repoussée par l'Allemagne comme par le Danemark, et, en effet, il ne serait pas facile à effectuer. Oxholm prétend que même la population allemande du Schleswig n'en veut pas. Je ne sais encore ce que dira l'Empereur de tout cela; je ne le verrai que demain à Péterhof et ne serai, par conséquent, plus à temps de vous écrire officiellement à ce sujet.

J'ai exactement reçu vos lettres du 28 mai/9 juin. Il n'y a pas de mal à ce qu'Arnim ait vu de près le peuple souverain et qu'il ait *senti* ce dont il est capable. Il ne l'aimera plus autant à l'avenir. Voilà donc le Prince de Prusse réinstallé; nous verrons quel effet son retour produira à la longue. L'accueil à la Chambre aurait pu être meilleur; et lui avoir ôté le commandement de la Garde me paraît une mesure déplorable, qui déplaira à l'armée, sans pour cela rendre le parti radical plus favorable au gouvernement.

Le temps est divin chez nous; j'en jouirais davantage, si je n'avais pas l'affaire danoise sur les bras. Je crains bien qu'elle ne nous gâte tout notre été.

---

*Le comte de Ficquelmont*
*au comte Charles de Nesselrode.*

Tœplitz, 20 juin 1848.

J'étais, hier soir, encore seul, entre femme et fille, quand on m'annonça un grand Monsieur, venu de Russie, qui demandait à me parler; je sortis. Quelle fut ma joie en revoyant M. de Seebach[1] qui me remit votre lettre, mon cher comte. Ma femme eut un grand plaisir à le revoir. Cela nous replaçait dans une sphère de choses et d'idées qui nous faisait du bien, tout en nous faisant cependant sentir encore davantage le contraste qu'elle présente avec ce qui nous entoure. Quel chemin nous avons fait, ou plutôt quelle chute, car cela ne s'appelle pas marcher!

L'empereur Nicolas, avec la sagacité profonde qui le caractérise, le prévoyait, car depuis plusieurs années, il ne cessait, à chaque occasion, de nous donner les plus sages et les plus pressants avis; mais les gens qui ne veulent pas voir sont pires que les aveugles, qui, au moins, se laissent conduire. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'un Empire comme le nôtre ne peut pas tout à coup crouler comme il vient de le faire, sans que de

1. Seebach (Albin-Léon, baron, puis comte de), homme d'État et diplomate saxon, né en 1811, mort en 1888. Fut ministre à Saint-Pétersbourg et épousa la comtesse Marie de Nesselrode, la seconde fille du chancelier de Russie.

nombreuses causes aient depuis longtemps concouru à préparer l'événement.

Vous avez, dans les dernières circonstances qui me touchent personnellement, pensé à moi, mon cher comte, avec l'intérêt d'une ancienne amitié; c'est à cela que je veux répondre, parce que je n'y trouve pas de motif de parler contre un passé que je ne veux pas accuser. Je me bornerai donc à vous dire quelques mots sur ce qui me regarde. Quand j'ai obéi à l'ordre de l'Empereur de prendre la direction de la chancellerie d'État, je savais ne pas pouvoir garder cette place longtemps; je ne voulais pas dépasser l'époque de notre Reichstag; je désirais conduire cette barque jusqu'à cette espèce de port, puis la remettre aux mains d'un autre; je m'étais, un instant, flatté de pouvoir le faire, car je n'avais pas d'ennemis personnels dans les hommes nouveaux de Vienne, et personne n'ambitionnait la place. Aussi le mouvement dirigé contre moi a-t-il été suscité et conduit par les agents de cette vaste conspiration polonaise qui se montre sur tant de points à la fois; ils ont voulu me faire tomber, parce qu'ils me regardaient comme un principe d'ordre et, par conséquent, de force. Le gros public viennois, qui n'a — il le prouve chaque jour davantage — aucun sens politique, s'est laissé entraîner dans ce mouvement, sans le comprendre. Ce qui l'a distingué de tous les autres, c'est qu'il s'est exécuté au su, et, pour ainsi dire, avec leur connivence, de tous ceux qui auraient eu charge de le prévenir et de l'empêcher. La Cour avait désiré me

voir conserver la place; j'ai répondu que je ne pouvais pas continuer de faire partie d'un ministère qui venait de me livrer pendant deux jours, sans opposition, ni répression, au mouvement populaire, uniquement dirigé contre moi ; j'ai observé, qu'il m'était, d'un autre côté, impossible de composer un autre ministère, car j'étais, par mes antécédents, entièrement étranger aux hommes qui pourraient en faire partie; que ma retraite était une nécessité plus encore pour la Cour que pour moi.

Je vous donne ces détails, mon cher comte, afin de vous faire comprendre pourquoi le comte de Stadion n'a pas pu se soumettre à la charge que lui voulait donner l'Empereur de composer un nouveau ministère et d'en être le président. Cela lui eût été cependant moins impossible qu'à moi, car sa carrière administrative l'a mis depuis longtemps en contact avec les hommes les plus éminents de l'intérieur; M. de Pillersdorf[1] restera donc le chef du ministère qu'il devra former; il tombera devant le Reichstag, et, ce n'est que là qu'il doit tomber, pour que sa chute ne porte pas un nouveau dommage à la situation qu'il a cependant rendue si mauvaise.

Le sanglant épisode de Prague est venu ajouter à toutes nos difficultés; il pourrait cependant en résulter du bien, si le gouvernement avait le courage de rester

1. Pillersdorf (François-Xavier, baron de), homme d'État autrichien, né en 1786, mort en 1862. Ministre de l'Intérieur en mars 1848, ministre président au mois de mai de la même année.

ferme après que Windischgraetz[1] se serait retiré. Il a été admirable de sang-froid, de courage personnel et de fermeté; et quelle position que la sienne de voir tomber sa femme dans sa propre demeure au commencement de cette lutte. C'est couvert de son sang qu'il est allé monter à cheval. La lutte a été longue, difficile, comme elle l'est toujours, quand il faut se battre contre les habitants d'une ville; cependant il a fini par rester le maître; les troupes occupent, depuis hier, toutes les parties de la ville; on lui a livré des otages, pas encore tous ceux qu'il a exigés; on dit qu'il est en possession de papiers qui prouveront la nature de cette conspiration, qui est autre chose qu'un mouvement populaire, si vous ajoutez à cela ce qui se passe en Hongrie, la réaction croate, et puis cette guerre en Italie, et puis l'inconcevable folie des nobles Polonais et

1. Windischgraetz (Alfred-Candide-Ferdinand, prince de), général autrichien, né en 1787, mort en 1862. Feld-maréchal lieutenant (1833), il prit, après les événements de mars 1848, le commandement de Vienne, mais, sur sa demande, fut bientôt rappelé à Prague, son poste antérieur. Il comprima avec beaucoup d'énergie le soulèvement qui éclata dans cette ville le 11 juin suivant et pendant lequel sa femme, née princesse de Schwarzenberg, fut, par accident, tuée d'un coup de fusil dans sa chambre. Pendant l'insurrection d'octobre à Vienne, il fut nommé feld-maréchal et commandant en chef de toutes les troupes cantonnées hors de l'Italie. Il prit Prague pour point de départ de ses opérations contre la capitale, établit, le 24 octobre 1848, son quartier général à Hetzendorf et, le 30, battit, à Schwachat les Hongrois qui marchaient au secours de Vienne. Le lendemain soir, après avoir canonné la ville toute la journée, il y pénétra par la porte du château avec des forces imposantes. Investi d'une autorité sans limite, le prince de Windischgraetz, soumit, en 1848, Vienne à un terrorisme excessif.

puis cette lutte intérieure de nationalités si différentes, si fortement excitées. J'ai cependant la conscience que nous triompherions de tout cela si l'Allemagne n'était pas dans un aussi grand désordre. Il n'y a qu'un seul remède à tous les maux de l'Europe : c'est le rétablissement d'un gouvernement fort et monarchique en France; cela ferait cesser toutes les utopies républicaines allemandes; mais ce remède sera-t-il possible assez promptement pour sauver ce qui n'est pas entièrement détruit? J'admire la sagesse de la position calme et forte qu'a prise l'empereur Nicolas; conservez-la, mon cher comte. Je crois qu'il est réservé à la Russie d'avoir une seconde fois la gloire de sauver l'Europe de ses propres fureurs et de ses erreurs.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au comte Michel Chreptowitch.*

Saint-Pétersbourg, 22 juin 1848.

Bravo, mon cher Michel, s'il y avait à Vienne et à Berlin des hommes comme vous à la tête des gouvernements, nous n'en serions pas où nous en sommes. Voilà, grâce à vous et à ces braves Suisses, la première réaction qui ait réussi, que ce soit le Roi de Naples qui donne ce bon exemple aux autres souverains de l'Europe, cela est curieux, convenez-en. L'Empereur a été

très content de vous, et c'est pour vous le dire que j'expédie ce courrier. Il ne vous porte qu'une dépêche très courte, mais significative. En effet, que vous dire de plus? Que le Roi maintienne fort et ferme le pouvoir qu'il a reconquis. Avec un peu d'énergie et d'habileté, il me semble que cela ne devrait pas être si difficile. La seule chose qui m'inquiète, c'est que je ne vois pas autour de lui des hommes capables de diriger la barque au milieu du roulis qui suit toujours pendant quelque temps la tempête. Le comte M. Chreptowitch ne peut pas être premier ministre à Naples. A la réception de la nouvelle donnée par les journaux sur la révolte qui a éclaté chez vous, nous avons été bien inquiets pour vous et Hélène. Heureusement une lettre assez burlesque de ce brave Peterson, arrivée assez promptement à Stieglitz par la voie de Marseille nous a complètement rassurés. Il continue à lui écrire et à lui donner des détails plus ou moins intéressants. Sa dernière lettre est du 4 juin et confirme que tout est tranquille à Naples comme dans les Provinces. Écrivez-nous au moins une fois par semaine, voie de Gênes ou de Marseille. Je n'ai pas abordé encore avec l'Empereur la question du bateau à vapeur à mettre à votre disposition. J'ai attendu pour cela le retour du prince Mentschikof[1] qui a accompagné le Grand-Duc Constantin dans sa promenade navale à Copenhague et à Stockholm. A propos de cette excursion, je vous dirai que la seule

1. Mentschikof (Alexandre-Sergervitch, prince), amiral et homme d'État russe, né en 1789, mort en 1869.

affaire difficile et désagréable que nous ayons sur les bras, c'est la question du Schleswig, dont votre favorite, la *Gazette d'Augsbourg* vous a entretenu à satiété. C'est l'Angleterre qui est médiatrice, nous n'avons pas voulu l'être et avons préféré prendre conjointement avec la Suède le rôle d'allié et de soutien du Danemark contre les injustes prétentions des professeurs allemands réunis à Francfort. Nous ne pourrons pas admettre que la monarchie danoise soit englobée dans l'Allemagne, *in Deutschland aufgehe*, comme dit le Roi de Prusse. J'ai tout lieu de croire que l'affaire se terminera pacifiquement et que nous n'aurons pas besoin d'intervenir, les armes à la main. Dans tous les cas, cette affaire me donne beaucoup de tracas. Il n'est pas facile de faire entendre raison à des enragés, et il y en a malheureusement à Copenhague, comme à Berlin et à Francfort. Pour le reste, tout va bien et est tranquille chez nous. Les Polonais ne remuent pas et nos armées sont au grand complet dans le royaume et les provinces; nous ne saurions donc être pris au dépourvu, comme nos amis, les Autrichiens, l'ont été en Italie. Il paraît que la Lombardie est irrévocablement perdue pour eux. C'est, en général, le plus triste chapitre de notre histoire contemporaine que celui de la Monarchie autrichienne. Elle tombe en lambeaux, et je ne vois pas la main assez puissante pour la sauver. Pour la Prusse, je conserve encore une lueur d'espoir.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 22 juin 1848.

Vos dépêches du 15 juin qui me sont parvenues, je ne sais par qui, ni comment, me donnent l'espoir qu'à Berlin, on est devenu plus raisonnable sur la question danoise et que l'on sent sérieusement la nécessité d'en finir. Les communications que je vous adresse aujourd'hui en offrent un moyen. Dieu veuille que l'on en profite! Ce n'est pas tout ce que veut la Prusse, mais après les concessions du Danemark, il faut aussi qu'elle fasse quelques pas en avant. L'évacuation de l'île d'Alsen est, à mon avis, un grand sacrifice auquel, pour ma part, je n'aurais jamais consenti, à la place du Danemark, car elle lui enlève une très belle position militaire. Cela seul prouverait ses dispositions *désormais* pacifiques. En retour, la Prusse devrait consentir à l'arrangement que le cabinet danois propose pour l'administration du Schleswig. Livrer celle-ci aux démagogues de Rendsbourg serait inadmissible, et l'exiger du Danemark souverainement injuste. Quelle que soit, de part et d'autre, la répugnance pour un partage du Schleswig, je crois pourtant que ce sera le seul moyen d'en finir. Le général Oxholm est personnellement très opposé à cette combinaison; j'ai cherché à lui prouver qu'elle vaut mieux qu'un état

de guerre prolongé qui ruinera le Danemark de fond en comble. Je crois pourtant que, de guerre lasse, on y consentira, que le gouvernement danois voudrait avoir, en quelque sorte, la main forcée pour se justifier envers l'opinion publique qui est très prononcée contre le partage. Ce qu'il propose maintenant serait un Schleswig, ni allemand, ni danois, avec des institutions séparées : cela serait plus simple et vaudrait mieux qu'un partage qui, dans l'exécution, présentera toujours beaucoup de difficultés et de complications. Mais les enragés de Francfort n'en voudront pas et malheureusement tout le monde, les souverains comme les peuples, leur obéit encore en Allemagne. Tout ce que ces grands savants ont produit jusqu'à présent n'a été que de la poudre aux moineaux, et beaucoup de sang sera encore versé avant qu'un peu d'ordre ne se rétablisse en Allemagne. Hier, nous avons reçu votre rapport sur les scènes du 14 juin que le télégraphe nous avait annoncées trois jours avant. Je suis curieux des conséquences qu'elles auront et si le gouvernement profitera du succès de la garde nationale pour reprendre un peu de force. Dans tous les cas, nous voilà débarrassés de ce butor d'Arnim, car j'espère bien que sa démission aura été acceptée; c'est surtout vous, cher baron, que j'en féliciterai sincèrement. Je ne puis vous dire si l'Empereur sera satisfait des explications que vous avez obtenues sur la question polonaise. Vos dépêches du 15 me sont parvenues après mon dernier travail, je n'ai pas vu l'Empereur depuis, et il ne me

les a pas renvoyées. Je doute cependant qu'il puisse approuver la détermination de relâcher Mieroslawski et de le renvoyer en France. En effet, ce serait fort et pousser un peu loin le respect pour une capitulation, qui, au fond, ne stipule rien en faveur des insurgés. Ils se sont soumis à discrétion. Cela leur donnerait tout au plus un titre pour avoir la vie sauve, mais ne saurait du moins, d'après mes idées du droit, empêcher le gouvernement de retenir en prison un être aussi dangereux que Mieroslawski et le mettre par là hors d'état de nuire, à la Prusse en première ligne. C'est elle qui sera d'abord la victime d'une si insigne faiblesse, car Mieroslawski ne se tiendra pas tranquille. Je vous engage beaucoup à revenir encore à la charge, l'Empereur y tient beaucoup.

Il y a de par le monde un autre gredin qui travaille beaucoup contre nous et qui, par dessus le marché, est Russe. N'y aurait-il pas un moyen quelconque de nous faire livrer cet infâme Bakounine[1] s'il reparaissait dans

1. Bakounine (Michel), révolutionnaire russe, né en 1814, mort à Berne en 1876. Après avoir été élevé à l'école des Cadets de Saint-Pétersbourg, il entra, avec le grade d'enseigne, dans l'artillerie de la garde impériale, et prit son congé en 1838. Il alla étudier la philosophie à Berlin en 1843, où par la liberté de son langage et les relations qu'il se créa dans les milieux ultra-libéraux, il ne tarda pas à attirer sur lui l'attention de la police politique russe ; ne se sentant plus en sûreté en Allemagne, il se retira en Suisse et y devint un des membres les plus actifs du parti socialiste et communiste. Il vint à Paris en 1846, et en fut expulsé sur la demande du gouvernement russe en 1848 et alla se réfugier à Bruxelles. Peu de temps après, la révolution de février 1848 lui rouvrit les portes de la France. Il n'y resta que quelque temps et se rendit sur tous les points de l'Europe

les États prussiens? Il s'est ouvertement associé aux menées polonaises. Je sais combien c'est difficile dans les circonstances actuelles; voilà pourquoi je voudrais, avant de vous prescrire une démarche officielle à faire pour réclamer Bakounine, en vertu des stipulations de Munchengratz et de Tœplitz, savoir votre opinion sur le plus ou moins de chances qu'il y aurait à la faire réussir. Faites-la moi connaître dans une lettre séparée. Les nouvelles que je reçois de Medem et de Fonton sont désolantes. Wessenberg est pitoyable et Pillersdorf évidemment un traître. Le bon effet qu'avait produit le départ de la Cour est perdu et n'aura aucun résultat. Elle reviendra à Vienne, et les étudiants et les démagogues de la plus basse classe gouverneront la monarchie sans la sauver. Elle est perdue irrévocablement et ne formera désormais qu'une masse incohérente d'États séparés, sans ensemble et sans unité. Vous aurez sans doute pleuré cette pauvre princesse Windischgraetz[1]

où éclataient des troubles. Nommé en 1849, à Dresde, membre du gouvernement révolutionnaire, il fut arrêté au mois de mai de cette année et condamné à mort, mais sa peine fut commuée et on le livra au gouvernement autrichien qui demandait son extradition. Condamné, par un conseil de guerre tenu à Prague, à la pendaison, il vit sa peine, de nouveau, commuée en celle de la détention perpétuelle. Livré, la même année, à la Russie, il fut, pour la troisième fois, condamné à la peine capitale qui fut d'abord commuée en celle de la détention dans la forteresse de Sehluesselbourg; déporté en 1855, dans la Sibérie orientale, puis dans la contrée de l'Amour, il parvint à s'évader en 1860 sur un navire japonais et prit part jusqu'à sa mort à toutes les manifestations de l'Internationale.

1. Windischgraetz (née princesse de Schwarzenberg, princesse de), avait épousé le général autrichien, prince de Windischgraetz et fut tuée, en 1848, par accident, d'un coup de fusil, dans sa chambre.

que nous avons tous connue et aimée et qui était une des perles de la société de Vienne.

L'idée d'envoyer Neumann à Copenhague est excellente. Il y est connu et aimé, et pourra y faire du bien. Ce n'est pas le cas de Wildenbruck[1] qui a souverainement nui, en voulant traiter les Danois comme il traitait les Turcs en Syrie. Son ancien collègue Basile est ici et m'a dit qu'il était insupportable, en voulant constamment se mêler d'affaires auxquelles il n'entendait rien et qui ne le regardaient d'aucune manière. Richthofen[2] est son digne pendant dans les Principautés. Tâchez de nous en délivrer. Si nous sommes forcés de les occuper, c'est le premier que nous expulserons, sans en demander la permission à l'Assemblée constituante de Berlin. Heureusement que nous n'en sommes pas là encore, et quoiqu'il y règne beaucoup de fermentation, la tranquillité matérielle se maintient.

Adieu, cher baron, je regrette vivement de devoir terminer mon épitre par une mauvaise nouvelle. Le choléra a paru, hier, à Pétersbourg. Que ne puis-je l'envoyer à Francfort!

1. Wildenbruck, diplomate prussien, consul général à Beyruth, puis ministre à Athènes et à Constantinople.

2. Richthofen (Émile, baron de), diplomate prussien, né en 1810, consul général à Yassi, en 1846; à Madrid, en 1849. Ministre résident au Mexique (1851) et à Stockholm (1867).

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 1er juillet 1848.

L'Empereur avait fait venir lundi, à Peterhof, notre ami Rochow. Mardi, je m'y suis rendu, de mon côté. Après mon travail, j'ai été invité avec Rochow à dîner. En arrivant au cottage, l'Empereur nous dit que le télégraphe de Cronstadt venait de lui annoncer l'arrivée de Wladimir. En nous levant de table, nous nous trouvons face à face avec Pfuel. Il est resté deux jours à Péterhof, et pendant ces deux jours il s'est complètement ouvert à l'Empereur; après quoi, il est venu en ville conférer avec moi et me communiquer les pièces dont il est porteur. Elles se rapportent à deux questions, savoir :

1° *Posen*. Ce qu'il nous a dit jusqu'à présent doit suffire à nous contenter. Je ne sais encore ce qu'en pense l'Empereur, il est aux manœuvres et je ne le verrai qu'après le départ du pyroscaphe. Moi, à sa place, je n'en demanderais pas davantage, car je ne vois pas ce que le Roi pourrait faire de plus dans notre sens et dans l'état d'impuissance auquel il se trouve réduit lui-même. Le danger me semble conjuré de ce côté.

2° *Schleswig-Holstein*. Nos propositions ou, pour mieux dire, les propositions danoises que nous avons appuyées se sont croisées avec celles dont Pfuel a été le porteur. Nous cherchons maintenant à mettre de l'accord entre ces propositions et contre-propositions, à les rap-

procher, autant que possible, les unes des autres, et à voir s'il y aura moyen d'arriver à un résultat que nous puissions convenablement appuyer à Copenhague. Une idée nouvelle et qui, même pour moi, a été une véritable surprise, je l'ai trouvée dans le grand mémoire allemand, c'est que la Prusse n'insiste pas sur ce que le Schleswig soit incorporé à l'Allemagne. Il me semble que cette déclaration devrait beaucoup faciliter la négociation, et nous faire trouver quelque terme moyen pour l'organisation future de ce Duché. Le Danemark propose d'en faire un État séparé sous la domination du Roi avec une administration des finances et même un ministère à part. Il ne serait donc, ni incorporé au Danemark, ni réuni au Holstein, ni englobé dans l'Empire germanique. Cette combinaison devrait convenir à tout le monde, si le monde n'était pas peuplé de fous, dans les temps où nous vivons. Contentez-vous, cher ami, pour aujourd'hui, de ces notions préliminaires. Lorsque je serai parvenu à quelque conclusion avec Pfuel, je vous écrirai sur tout cela des dépêches.

Je ne vous dirai rien de la Prusse, et ce que Pfuel m'en a dit n'est pas consolant. Sur certains points délicats, je serai discret envers lui. En attendant, je vous félicite d'être délivré d'Arnim. Schleinitz[1] n'est pas

1. Schleinitz (Alexandre-Gustave-Adolphe, baron de), homme d'État allemand, né en 1807, mort en 1885. Il venait d'être nommé ambassadeur à Constantinople lorsque les événements de 1848 l'empêchèrent de partir et le firent appeler à une autre destination. Vers la fin d'avril, il fut envoyé à Hanovre, pour y décider la cour à prendre part à la guerre contre le Danemark, et après l'achèvement de sa

*lumen mundi*, mais c'est un homme de bon sens, auquel on peut faire entendre raison. Dieu veuille qu'il vous écoute. Dans sa lettre à Rochow, il se loue beaucoup de vous. Ce n'est donc plus cette malveillance qui, à chaque pas, caractérisait les allures de son prédécesseur.

Nous sommes ici en plein choléra; nous prenons certaines précautions, nous observons un régime sévère, nous n'en avons pas peur, voilà ce qui, j'espère, nous en préservera. La Cour ne s'est pas enfermée; cela m'aurait beaucoup contrarié. C'eût été, au reste, une précaution inutile, car il y a eu à Péterhof des cas de choléra comme ici. Heureusement que le temps est froid et pluvieux. Le chiffre des malades s'élève chaque jour de 400 à 500; il en meurt à peu près la moitié, mais, depuis deux jours, on a remarqué que le nombre des morts avait beaucoup diminué.

mission, y fut accrédité comme représentant de la Prusse; rappelé à Berlin en juillet de la même année, il y succéda à Henri d'Arnim dans le poste de ministre des Affaires étrangères qu'il n'occupa qu'une semaine. Il reprit ce portefeuille à diverses reprises et l'abandonna définitivement, en 1861, pour devenir ministre de la Maison royale.

*La comtesse Chreptowitch*
*à sa mère, la comtesse Charles de Nesselrode.*

Castellamare, 3 juillet 1848.

Mon mari a été extrêmement sensible à la marque de faveur qu'il vient de recevoir de l'Empereur et surtout de la manière dont, d'après ce que tu nous en écris, chère et bonne petite mère, elle lui a été accordée et qui est bien faite pour nous toucher. Le pauvre Naples a été mis tout en émoi, ces jours-ci, par l'arrivée de la flotte anglaise et l'attitude hostile qu'elle avait prise ainsi que lord Napier, digne représentant de la politique de lord Palmerston, qui, je l'avoue, me révolte, ce que je ne puis m'empêcher de dire, malgré l'intimité qui règne entre nous. C'est vraiment bien indigne d'une grande nation que de menacer ainsi un malheureux pays qui n'a aucun moyen de défense. Michel, en offrant sa médiation, a fort heureusement réussi à arranger tout pour le mieux. Il était bien placé pour cela, les deux parties ayant une égale confiance en lui, car, en dehors de cette question, Napier est agréable et bon enfant, mais il est intraitable dès qu'il s'agit de Naples. Il n'y a pas de querelle qu'il ne cherche à lui faire, s'accrochant à tout pour en trouver le prétexte. Le Roi et toute la société ont été très reconnaissants à Michel de son intervention et il a été reçu par tout le monde de la manière la plus aimable, au gala de la reine, qui

a eu lieu pendant le différend, mais nous avions eu la preuve, en nous rendant au palais, que Michel avait pleinement réussi, les vaisseaux anglais ayant pavoisé et donné toutes les marques possibles d'amabilité. Grâce encore à mon mari, nous avons en ce moment ces mêmes vaisseaux à Castellamare où ils contribuent à la beauté du panorama. Tout cela cependant ne m'empêcherait pas, si j'étais Napolitaine, de désirer qu'ils fussent loin d'ici ; aussi toute la société est-elle dans une indignation bien naturelle contre les Anglais. Michel se prépare à écrire sur tout cela d'ici à quelques jours. Je suis bien impatiente de voir comment se terminera l'affaire de Sicile pour laquelle je fais bien des vœux, mais je crains encore les intrigues et les menées sourdes de l'Angleterre qui ostensiblement déclare ne pouvoir s'opposer à l'expédition. En attendant, nous avons de bonnes nouvelles du Nord, où, paraît-il, Radetzky a avancé en battant Charles-Albert. On dit aussi que toute la Sardaigne est en émoi. Mais ce qui est triste, c'est qu'il faille se demander à quoi serviront toutes ces victoires en ce moment où l'Allemagne entière est dans l'anarchie. J'ai une vraie antipathie pour l'archiduc Jean, pour ses bons mots qui roulent toujours sur sa femme, Allemande, sur l'eau allemande qui lui est présentée dans un verre allemand par une jeune fille allemande. Peut-on imaginer patriotisme plus trivial, plus commun dans son expression, plus bête en un mot?

---

*Le comte Charles de Nesselrode au baron de Meyendorff.*

Peterhof, 15 juillet 1848.

Je suis ici, depuis trois jours, mon cher baron, et ne veux en repartir que lorsque Pfuel aura été dûment embarqué et expédié, ce qui va se faire aujourd'hui même entre midi et une heure. Je ne suis donc pas à même de vous adresser des dépêches, en réponse à votre intéressante et satisfaisante expédition du 23 juin/7 juillet. Je tâcherai d'y suppléer par ma lettre particulière.

1° Je commencerai d'abord par Pfuel. Il s'est parfaitement bien acquitté de sa mission. Pour ma part, j'ai un grand plaisir à le voir et à causer avec lui. C'est un homme d'esprit et qui voit juste, mais très découragé. L'Empereur a été constamment bienveillant pour lui, et sans trop se laisser aller, comme il le ferait avec Rochow ou Rauch, il lui a parlé avec confiance et avec la franchise que vous lui connaissez. Ainsi, à tout prendre, la mission de Pfuel a fait du bien. L'Empereur répond par lui au Roi. Je n'ai pas vu sa lettre, mais ce que j'en ai appris me ferait penser qu'une correspondance entre les deux souverains, si différents de caractère et d'opinions, ne saurait offrir un avantage vraiment pratique dans les circonstances actuelles.

2° Question danoise. Votre dépêche ne me laisse pas de doute que l'armistice est conclu à l'heure présente.

C'est un grand pas de fait. Ne jugeriez-vous pas le moment favorable pour vider le fond du sac. Si l'Archiduc Jean se donne un ministre des affaires étrangères raisonnable, il y aurait peut-être quelque chance de faire accepter la dernière proposition danoise d'après laquelle le Schleswig formerait un État, séparément constitué, qui ne serait ni réuni au Holstein, ni incorporé dans le Danemark, ni englobé dans la Confédération germanique. Cela me paraît être une solution raisonnable, malheureusement c'est précisément pour ce motif qu'il faut craindre que cette combinaison ne fasse pas fortune. Veuillez toutefois la faire valoir et l'appuyer de votre mieux. Je pense que Manderstroem[1] en aura déjà fait autant et qu'il aura de même soutenu le vœu du Roi de Danemark de voir les deux princes d'Augustembourg s'éloigner des Duchés pendant l'armistice. J'en ai parlé à Pfuel et je vous prierai d'en dire un mot à Schleinitz.

3° Richthofen. Je vous remercie beaucoup de vous être occupé de cet intrigant, remuant et hostile à la Russie, et j'espère que Schleinitz donnera suite à la promesse de lui faire quitter les Principautés en congé. Pour vous prouver combien c'est nécessaire, je vous envoie ci-joint l'extrait d'une dépêche de Yassy. Si nos troupes devaient entrer en Moldavie, nous ne saurions

1. Manderstroem (Christ-Roger-Louis), homme d'État, né à Stockholm en 1806, mort en 1873 à Cologne. Il résida longtemps à Paris comme ministre de Suède. En 1858, le roi Oscar le rappela pour lui confier le portefeuille des affaires étrangères qu'il garda dix ans (1858-1868).

tolérer la présence de Richthofen. Jusqu'ici elles ont ordre de ne pas franchir le Pruth, et nous sommes bien décidés à ne pas entrer dans les Principautés, à moins que la Porte ne nous le demande expressément et cela simultanément avec un corps de troupes turques. Tant que nous le pourrons, nous ne ferons rien pour dévier de notre attitude. C'est ce que nous allons manifester par une circulaire à la face de l'Europe, que l'Empereur a approuvée, ce matin, mais que je ne suis plus à temps de vous expédier aujourd'hui. Vous la recevrez par la poste. Je l'ai fait lire à Rochow et à Pfuel qui sont tout à fait d'accord avec nous; c'est même un peu à l'instigation de ce dernier que nous lançons cette bombe en Europe, qui est plutôt destinée à la calmer qu'à l'incendier. Pfuel vous dira dans quel sens cette pièce est rédigée.

Le choléra continue ses ravages, Même ici à Peterhof, le nombre des malades est assez considérable. Mais ce qui est consolant, c'est que là où les secours sont prompts, la guérison est presque toujours certaine. Ainsi, cher ami, ne vous inquiétez pas pour nous. Mille et mille amitiés.

*P.-S.* — Au moment de fermer ma lettre, un courrier nous apporte la fâcheuse nouvelle que nos troupes ont franchi le Pruth, le 25 juillet. L'ordre donné à Duhamel de s'en abstenir ne lui est pas arrivé à temps. D'après ses rapports antérieurs, nous avions lieu de croire qu'il l'attendrait avant de prendre une si grande décision.

J'ignore encore les circonstances nouvelles qui l'ont motivée. Nous ne connaissons le fait que par un rapport du général Gerstenzweig. Ceux de Duhamel me manquent encore. Aussitôt que je les aurai reçus, je vous chargerai de faire à ce sujet une communication au cabinet prussien. En attendant, je m'en suis déjà expliqué avec le général Pfuel.

Veuillez faire parvenir à Ribeaupierre la lettre ci-jointe. Elle peut sans inconvénient être remise à la poste; je dois le supposer à Dresde.

---

*Le même au même.*

Peterhof, 24 juillet 1848.

Mon cher ami, il y a une fin à tout et ma patience est à bout. Jugez ce qui en est de celle des autres. Avant-hier, samedi, un courrier nous a apporté directement de Copenhague la nouvelle du refus de Wrangel[1] de signer

1. Wrangel (Frédéric, comte de), feld-maréchal prussien, né en 1784, mort en 1877. Entré au service militaire en 1796, il était lieutenant à l'âge de 14 ans et prit part aux campagnes de 1807, 1813 et 1814. Il fut nommé commandant du 1er corps d'armée à Kœnisberg en 1838 et commanda en chef l'armée prussienne, en 1848, pendant la guerre contre le Danemark. Devint feld-maréchal en 1856 et prit, en 1864, le commandement en chef des armées austro-prussienne, alliées contre le Danemark, commandement que l'insuccès de ses opérations l'obligea à céder au prince Frédéric-Charles de Prusse. Fut pendant les dernières années de sa vie une des figures

l'armistice. De suite, l'ordre me fut donné de rédiger la dépêche n° 1. Trois heures plus tard me parvint votre expédition du 4/16 juillet. Quoiqu'elle nous laisse encore une lueur d'espoir que les choses n'en viendront pas aux dernières extrémités, nous avons pensé qu'il fallait laisser subsister la susdite dépêche. On abuse vraiment de notre longanimité, et nous ne saurions répéter assez souvent à la Prusse que, par son aveugle soumission aux volontés des démagogues allemands, elle laissera arriver les choses à tel point qu'il nous sera impossible de maintenir à son égard l'attitude défensive qu'il nous tient tant à cœur de garder. Si l'armistice n'est pas conclu, le Danemark nous demandera aide et secours. Pouvons-nous, en conscience, les lui refuser? Pouvons-nous laisser crouler à notre barbe une monarchie dont l'existence est nécessaire au maintien de l'équilibre dans le Nord ? Force nous sera donc de nous placer sur la même ligne que la Suède, de mettre au moins notre flotte à la disposition du gouvernement danois, de bloquer les ports allemands de la Baltique, tandis que les Danois bloqueraient ceux de la mer du Nord. Et cette si grande complication, un peu de courage prussien nous l'épargnerait. Qu'elle déclare à Francfort qu'elle retire ses troupes des Duchés, qu'elle ne veut plus intervenir dans cette question révolutionnaire, qu'elle propose au Roi de Hanovre d'en faire autant (il ne demandera, certes, pas mieux), et vous verrez les héros de la Constituante

les plus populaires de Berlin où on l'appelait familièrement le papa Wrangel.

courber l'échine ou se perdre en lamentations impuissantes. Simultanément avec cette triste nouvelle de Copenhague, vous nous annoncez que Mierolawski va être relâché, tandis que Pfuel nous avait assuré que, dans le procès qu'il lui avait fait intenter, il y avait de quoi le tenir pendant un an au moins en prison. Maintenant c'est ce pauvre Pfuel qui doit payer les pots cassés. Vous comprendrez que tout cela ait mis l'Empereur de fort mauvaise humeur, et si ma dépêche s'en ressent, n'en soyez pas surpris. La seconde est conçue de manière à mitiger l'effet de la première. Vous ferez de l'une et de l'autre l'envoi le plus approprié aux circonstances dans lesquelles elles vous parviendront. Rochow est ici et y a passé la journée. L'Empereur, comme toujours, a été très bienveillant pour lui, sans lui déguiser toutefois les impressions pénibles que lui ont causées les deux incidents dont je viens de vous parler. Il n'a donné aucun ordre de relever officiellement l'acquittement de Mierolawski. Mon avis personnel serait de ne plus en parler. La crainte d'une réclamation française me paraît puérile. A Paris, ils ont autre chose à faire que de penser à ce conspirateur polonais. Bon Dieu ! quel sot rôle que celui qu'on fait jouer à l'Archiduc Jean, quelle détestable proclamation ! Un Archiduc d'Autriche qui parle du joug sous lequel l'Allemagne a gémi depuis 40 ans ! ! ! Que ne faut-il pas se résoudre à entendre? Il veut faire le Louis-Philippe, sans en avoir l'esprit. Tout cela est bien triste et Dieu seul peut savoir comment cela finira.

J'ai lu avec plaisir et intérêt la relation de votre fils.

C'est un coup d'essai qui promet, Quand une grande monarchie possède encore des hommes comme Windischgrœtz et Stadion, confier les affaires à des nullités, il y a de quoi pleurer toutes les larmes de son corps.

Pour finir cependant mon épître d'une manière moins lugubre, je vous annoncerai, cher baron, que notre choléra est à son déclin. Vous en jugerez par le rapport ci-joint de la journée d'hier. Toute la famille impériale et tous vos amis et bonnes connaissances en ont été préservés et se portent, grâce à Dieu, à merveille.

Je vous envoie une seconde dépêche d'Ungern-Sternberg[1] qui rend compte du désespoir de Pourtalès.

---

*La comtesse Hélène de Chreptowitch*
*à sa mère, la comtesse Charles de Nesselrode.*

Castellamare, 29 juillet 1848.

On continue à être à Naples dans un calme parfait ; il n'en est pas tout à fait de même à Rome, et le pape s'y trouve dans une très mauvaise situation, le parti démocratique au pouvoir cherchant toujours à l'annuler davantage. La dernière fois qu'il a paru en public, c'est à peine si les chapeaux se sont levés à son passage. Cette perte de sa popularité doit lui être bien sensible, néanmoins fort heureusement la cause de Charles-Albert

1. Ungern-Sternberg (baron de), diplomate russe.

semble diminuer, surtout depuis que la France paraît se déclarer tout à fait contraire à la formation d'une grande puissance italienne, *une et indivisible*. Je crois d'ailleurs que de toute manière cette puissance n'aurait guère pu se constituer à cause de l'ineptie même de la nation qui ne saurait jouir de sa liberté et dont l'enthousiasme se manifeste plus en paroles qu'en action. J'ai eu des détails curieux sur ce sujet par une lettre de Gênes que j'ai reçue d'une personne tout à fait impartiale dans la question. C'est ainsi que j'ai appris que les contingents Lombards venaient seulement d'arriver à l'armée piémontaise et ne faisaient qu'y apporter la division, ayant la prétention d'obtenir tout de suite de hauts grades, plus élevés même que ceux qu'on accordait aux Piémontais qui combattaient pour eux. Il paraît aussi que, pendant les combats, ils se cachent dans tous les fossés. On les voit se promener à Gênes, portant des uniformes de fantaisie de tout genre. Une compagnie, qui s'est surnommée compagnie de la Mort, s'est montrée au théâtre, portant, au cou, une tête de mort, en sautoir, et sur le chapeau un crâne brodé. C'est en ces démonstrations ridicules que consiste leur bel enthousiasme. Quant au Roi Charles-Albert et aux Princes, il faut leur rendre cette justice qu'ils se battent bien. Mais Charles-Albert, méprisé par son propre parti, n'en impose plus à personne, la fausseté de son caractère est trop connue de tous. En fait de volontaires, il n'y en a plus un seul. Voilà de quoi dégriser ma chère petite sœur, si elle nourrit encore des illusions sur la cause italienne qui,

d'intéressante qu'elle aurait pu être, est devenue bien pitoyable, grâce à la conduite de ses meneurs. Aux premiers mots qu'a prononcés devant les étudiants de Vienne l'Archiduc Jean, j'ai vu qu'il n'était certainement pas l'homme qu'on pouvait espérer voir rétablir l'ordre dans cette pauvre Allemagne. Il me fait l'effet d'un vieil étudiant, et s'il m'était possible de m'indigner encore, je m'indignerais contre le manque de dignité de tous ces souverains qui vont lui faire des courbettes. Pour sauver l'Allemagne, il faudrait seulement deux hommes de tête. Il n'y aurait qu'à faire marcher sur Francfort l'armée qui est en Danemark et celle, en Italie, sur Vienne, car il vaudrait encore mieux se résoudre à quelque sacrifice de territoire que de continuer à laisser l'Allemagne dans une situation aussi cruelle que ridicule.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 29 juillet 1848.

Merci mille fois, pour la lettre de Buol. Tout ce qu'il dit, c'est de l'Evangile. Je vous ai trop parlé de l'armistice pour vous en reparler encore aujourd'hui. Mais malheureusement je suis obligé de vous reparler de Richthofen. Figurez-vous que cet imbécile s'est démis de ses fonctions, et, conjointement avec un misérable

agent français, a protesté contre l'entrée de nos troupes en Moldavie. Il me semble que c'est plus qu'il n'en faut pour le rappeler. J'ai prié Rochow d'en écrire vertement à sa Cour et lui ai remis une copie de la protestation. Conseillez à Auerswald[1] de le faire revenir et de nous épargner la nécessité de le renvoyer. Au reste, les nouvelles que je viens de recevoir de Duhamel sont satisfaisantes et me font espérer que nous viendrons bientôt à bout de cette insurrection. Dès que le bruit de l'entrée de nos troupes s'est répandu à Buccarest, les principaux meneurs se sont enfuis, en emportant les caisses, et une espèce de gouvernement légal (caïmacan) s'est établi sous la direction du Métropolitain. Une grande fermentation régnait toutefois encore ; elle ne cessera entièrement qu'à l'arrivée des troupes turques, qui avaient déjà passé le Danube ; elles occuperont la Valachie, les nôtres ne dépasseront pas le Sereth et se chargeront de maintenir la tranquillité en Moldavie, où leur prompte arrivée a empêché qu'elle ne fût troublée.

1. Auerswald (Rodolphe d'), homme d'État prussien, né en 1795, mort en 1886. Élu, en 1837, membre de la diète de la province de Prusse, il occupa diverses positions dans l'administration. Après la révolution de mars 1848, il fut chargé de présider le nouveau ministère (Hausemann-Kuhlwetter-Schreckenstein), où il eut le portefeuille des affaires étrangères (juin 1848). Cette même année, la ville de Francfort-sur-l'Oder l'envoya siéger, comme député, à l'Assemblée nationale prussienne. De 1850 à 1851, il fut président de la province du Rhin et, en 1858, le prince régent l'appela à faire partie du ministère de la *nouvelle ère* comme ministre sans portefeuille. Le ministère libéral Schwerin-Auerswald se retira en mars 1862. D'Auerswald fut nommé burgrave de Marienbourg, mais n'eut plus d'influence politique.

Le choléra s'est maintenu cette semaine dans le même état. Le nombre des nouveaux malades a un peu augmenté, celui des décès a, en revanche, beaucoup diminué.

---

*La comtesse Chreptowitch*
*à son beau-frère, le baron de Seebach.*

Castellamare, 9 août 1848.

Avec la franchise qui me caractérise, je ne puis vous cacher, mon cher Seebach, que je vous écris une lettre tant soit peu intéressée, car ma paresse s'arrange très bien toutes les fois que je puis avoir des nouvelles de vous que j'aime, sans avoir recours à la plume, et c'est ce qui m'arrive avec vous par ma sœur qui me tient au courant de vos faits et gestes, mais, cette fois, je suis impatiente de savoir ce qu'il adviendra de vous dans tous ces bouleversements politiques et sociaux. Cela me tient trop à cœur pour ne pas vous prier de m'en donner des nouvelles, sans attendre le détour de Pétersbourg; et puis on dit que vous écrivez des lettres si intéressantes sur les événements actuels que je viens vous supplier de nous donner une part de l'effet produit sur vous par tout ce que vous voyez, car l'éloignement où nous sommes de l'Allemagne, l'absence des étrangers, voire de plusieurs membres diplomatiques, nous laisse dans une grande ignorance,

contre laquelle nous n'avons d'autre ressource que l'*Allgemeine*[1], rédigé trop souvent dans un mauvais esprit. Avec un aussi faible secours, nous demeurons avides du jugement des gens impartiaux et moins passionnés que nous.

Je vous envie le voyage intéressant que vous faites en ce moment, quoique triste sous bien des rapports, car vous trouvez en plein bouleversement des pays que vous aviez laissés dans la prospérité, mais peut-être que de près le diable ne paraît pas si noir, comme dit le proverbe. Il est vrai que, depuis la déroute de l'armée de Charles-Albert, je vois tout couleur de rose en politique et que pour l'Italie, certainement, c'est une grave question et dont le succès sera d'un immense appui pour la cause de l'ordre, surtout, comme il y paraît, les Français n'ayant pas l'intention de s'en mêler, et c'est un coup donné à la *Spada* d'Italie dont elle ne se relèvera pas. Charles-Albert et ses partisans seront trop heureux de se tirer de leur belle fiction de royaume d'Italie, en conservant leur ancien territoire. Si vous aviez assisté à tous les événements, comme nous, mon cher Seebach, et que vous ayez de la sympathie pour le caractère italien, vous en seriez bien revenu. Ils viennent de prouver encore combien ils sont peu dignes de cette liberté après laquelle ils aspiraient et combien leur exaltation n'est qu'un jeu, une comédie en paroles, mais qui ne se soutient pas en action. Il n'y a que l'armée sarde qui ait fait son

1. *Allgemeine Augsbourger Zeitung.*

devoir ; figurez-vous que les régiments lombards, dans une dernière affaire, près de Crémone, ont passé du côté des Autrichiens. Que dire après cela!... Ici, tout est tranquille, on se prépare à reconquérir la Sicile et, n'étaient les inquiétudes sur le choléra, nous jouirions bien, Michel et moi, de notre séjour à Castellamare, au milieu de cette belle nature, dans sa plus riche parure. Mais adieu. Michel vous fait ses amitiés et je vous réitère mon humble prière de m'écrire une bonne longue lettre sur vos intérêts particuliers et notre pays. Je vous serre la main tendrement en vous priant de ne pas m'oublier auprès de vos parents et de l'ami Schroeder qui doit être tout atterré et n'en pas croire ses yeux des événements auxquels il assiste. Heureusement encore que notre pays, paraît-il, n'est pas aussi malade que les autres, et surtout la Prusse, qui semble prendre à tâche de chercher à le devenir davantage, ainsi que cette pauvre Autriche, par la faiblesse de ceux qui la gouvernent.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 12 août 1848.

Même si nous nous usions les doigts à écrire, mon cher Meyendorff, il n'en sortirait rien. La question de

la douane est vraiment à se donner à tous les diables. J'attendais avec impatience le paquebot, mais il n'a rien apporté et je suis toujours dans la même position. Et pendant ce temps, ces toqués de ministres fournissent à la diète de Francfort des explications qui ne laisseront pas à l'administrateur de l'empire la possibilité de donner, à son arrivée, des pleins pouvoirs, sans condition, à la Prusse.

D'autre part, je vois par tout ce que vous me dites que le courage manque à Berlin pour prendre la seule détermination qui pourra nous faire sortir de ce dédale. Et, grand Dieu! combien il en faut peu de ce courage pour résister aux extravagances de Francfort. Que peut-on y faire contre la Prusse et le Hanovre réunis et retirant leurs troupes du Holstein? Rien du tout. Ce ne sont pas les armées de Darmstadt et du Nassau qui feront la conquête du nord de l'Allemagne. La Prusse ne risque donc rien, absolument rien, en prenant une attitude forte vis-à-vis de Francfort. Elle rendrait, au contraire, à elle-même et à toute l'Allemagne un service immense en arrêtant la Diète tout court dans les plans subversifs qu'elle poursuit avec une diabolique persévérance. Gagern et Blittersdorf avec leur écho, Struve, parlent toujours de la guerre civile que provoquerait la résistance du nord de l'Allemagne, mais une telle menace ne peut faire peur qu'aux enfants. Qui mènerait cette guerre? Pour l'engager, il faudrait de l'argent et des armées, or, les troupes des États de l'Allemagne du Sud ont assez à

faire pour se défendre contre Hecker et Struve et protéger l'ordre intérieur.

Voilà des vérités si palpables que, les articuler, c'est presque faire honte à ceux auxquels on est dans l'obligation de les prêcher. C'est cependant le triste rôle auquel vous êtes condamné avec peu de chances de succès. De mon côté, j'exhorte, tant que je puis, les Danois et les Suédois à prendre patience, mais les arguments me manquent souvent pour leur prouver surtout que la Prusse est de bonne foi et ne joue pas un double jeu. Il est certain que dans les négociations de Malmœ et au quartier général, il s'est présenté des faits qui étaient de nature à jeter du louche sur les instructions du cabinet prussien, tels que l'assertion de Pourtalès que la mission de Neumann n'avait aucun rapport avec l'armistice et puis celle de je ne sais quel ministre à Berlin (Auerswald ou Bulow) que Pourtalès avait été trop loin à Malmœ, tandis que le cabinet a pourtant accepté les conditions qu'il a stipulées. Vous savez tout cela mieux que moi, et je ne vous cite ces commérages que pour vous prouver combien on est aigri de l'autre côté. L'Empereur ne l'est pas mal non plus. Il pense, et peut-être pas sans raison, que rien de bon ne se fera, tant que règnera le Roi ; il ne voit de salut pour la Prusse que dans une abdication. Beaucoup de gens sensés pensent de même à Berlin ; mais comment amener cette abdication. Dieu seul le sait ; moi, je ne saurais me permettre d'avoir sur cela un avis. De bon gré, le Roi ne le fera pas, et l'y forcer serait entrer

dans les voies révolutionnaires que toute âme honnête doit repousser avec horreur. La nécessité de faire la guerre à la Prusse pour le Schleswig est bien dure, mais je ne vois pas comment nous l'éviterons, si elle se soumet sans restriction aux décrets de Francfort. Je suis avec beaucoup d'attention les débats de cette assemblée délibérante. Elle dépasse tous les jours davantage dans ses tendances démocratiques le modèle qui siège à Paris. Je ne comprends pas comment Struve, auquel le bon Dieu n'a refusé, ni de l'intelligence, ni du bon sens, a pu se laisser enjôler à un tel point par Gagern et Blittersdorf[1]. J'attends sa grande expédition qu'il m'annonce et alors je verrai s'il ne vaudra pas mieux de le faire revenir. Par la copie ci-jointe d'une dépêche que j'ai adressée, hier, en chiffres à Budberg, vous verrez que nous ne voulons pas du prince de Linange[2], et que nous ne nous presserons pas de reconnaître le nouveau pouvoir central. Il faut laisser Jean sans terre gigotter un peu. Qu'il com-

1. Blittersdorf (Frédéric-Landolin-Charles, baron de), homme d'État allemand, né en 1792, mort en 1861. Envoyé du grand-duc de Bade près de la diète de Francfort (1821). Succède, en 1824, au baron de Turkheim, comme ministre d'État et des affaires étrangères. Envoyé de nouveau à l'Assemblée de Francfort (1843) il y préconisa son système anti-libéral, mais sut aussi avec talent et vigueur réclamer une position extérieure plus satisfaisante et plus digne. Fut mis à l'écart des affaires, lors des événements de 1848 qui agitèrent si fortement le grand-duché de Bade.

2. Linange (Charles, prince de), fils de Victoire, princesse de Saxe-Cobourg, qui, veuve, épousa le duc de Kent et devint ainsi la mère de la reine Victoria d'Angleterre. Il a été, en 1848, président du ministère de l'empire, siégeant à Francfort.

mence par mériter cette reconnaissance, en usant de son influence, si toutefois il en a, pour faire la paix avec le Danemark, et, alors, nous verrons. Je suis sûr que vous serez du même avis, et que vous êtes tout aussi scandalisé que moi de cette velléité des hommes de Francfort de vouloir tout incorporer. Si on les laisse faire, la circonscription de l'Allemagne sera totalement changée et, comme elle a été tracée par les traités de 1815, les autres puissances auraient aussi un mot à dire dans la question. Nous ne demanderions pas mieux que de dire ce que nous en pensons, mais nous ne voudrions pas parler seul ; quant à Palmerston, s'il ouvre la bouche, ce ne pourra être que pour mal parler. Cependant nous avons lieu d'être satisfait de la manière dont il s'est expliqué sur la question Moldavo-Valaque. Cette affaire n'a pas marché aussi vite que je l'aurais voulu. Le pourquoi, vous le saurez un jour. Gerstenzweig étant tombé malade, le commandement a été donné au général Rœders.

Vous vous rappelez sans doute que vous m'avez demandé pour le général espagnol Zaico de Vallé la permission déjà accordée de venir ici assister aux manœuvres. Maintenant j'apprends que le véritable but de ce voyage est de solliciter la reconnaissance de la Reine Isabelle. Comme il passera probablement par Berlin, tâchez de le voir au passage et de lui ôter toute illusion à cet égard. Il ferait un voyage inutile. Nous sommes aussi peu pressés de procéder à cette reconnaissance qu'à tant d'autres qui nous pendent au nez. Dans les

temps où nous vivons et où tout est incertain, il faut ne se lier les mains sur rien. Il se prévaudra probablement de l'exemple de l'Autriche avec laquelle nous coordonnions notre marche dans la question espagnole, mais l'Autriche d'aujourd'hui n'est plus celle d'autrefois et ne peut plus nous servir d'exemple et bien moins de guide. Pauvre Autriche, saura-t-elle tirer parti des magnifiques victoires de Radetzki? Hélas! je crains que non, car Vienne est encore plus détestable que Francfort, et c'est beaucoup dire. Voilà la réponse de Stieglitz, elle est telle que vous l'aviez prévue : chaque banquier actuellement se contente d'avoir sauvé sa peau.

Pour les diamants, je vais attaquer le prince Volkonsky et en parlerai à l'Empereur. Je ne comprends pas pourquoi le Prince M... ne s'adresse pas aux Rothschild qui lui ont de si grandes obligations. Tomber dans une telle situation au déclin de sa vie, c'est cruel.

Schouvalof vous envoie une lettre de l'Impératrice pour le Prince de Prusse. Elle désire qu'elle lui soit remise de la main à la main.

---

*La comtesse Chreptowitch*
*à sa sœur, la baronne de Seebach.*

Castellamare, 12 août 1848.

Je t'annonce que je vais t'écrire une lettre bien maussade, ma chère et bonne petite sœur, car j'ai passé une très ennuyeuse semaine, d'abord grâce à vous et ensuite à cause de la guerre de Lombardie. Il y avait plus de huit jours que je n'avais reçu de lettres, quand j'ai vu la poste arriver sans m'en apporter, à ma grande déception ; enfin, aujourd'hui, je m'attendais à être dédommagée lorsque mon mari, en ouvrant le paquet de Gênes, s'aperçoit qu'il n'y a, non seulement pas de lettres, mais apprend que toute la poste est interceptée, grâce aux Autrichiens qui occupent Pavie et aux Sardes, dont l'armée, avec Charles-Albert à la tête, est retranchée dans Milan. Si les Français n'interviennent pas, Milan sera bientôt occupé par les Autrichiens ; s'il en est autrement, Dieu sait combien de temps pourra se prolonger cette séparation. Aussi te supplié-je, chère petite sœur, de prendre la plume et de m'écrire, par Marseille, sans perdre un instant. Dieu veuille que je ne sois pas obligée d'attendre aussi longtemps pour avoir de vos nouvelles, car, dans un temps de choléra, il ne manquait vraiment que cela ; c'est par trop cruel. Ce que je crains encore, c'est de voir les négociations qui peuvent s'entamer traîner en longueur, et Charles-

Albert continuer, en attendant, à faire de Milan son quartier-général. Toutes ces idées me désespèrent et me causent un malaise que je ne puis t'exprimer et qui me prive de toute distraction ; je ne trouve intérêt à rien, à aucune lecture ; tout me ramène vers vous, qui êtes ma pensée fixe.

Les événements du Nord de l'Italie ont répandu une grande agitation à Rome et ici. On veut maintenant que ce soit la faute de ce pauvre Roi de Naples, si l'armée autrichienne est victorieuse ; tous les journaux italiens de l'opposition prétendent que c'est le Roi qui a perdu l'Italie en retirant ses troupes de la guerre ; c'est leur faire, il faut l'avouer, bien plus d'honneur qu'elles n'en méritent. L'envoi de l'expédition pour la Sicile languit ; on agit ici, comme toujours, avec une maladresse vraiment remarquable et on finira par laisser échapper le moment favorable. Il y a eu, ces jours-ci, à Naples, des manifestations, très pacifiques d'ailleurs ; on est allé crier sous les fenêtres du Roi : « A bas la constitution ! » En somme, tout est parfaitement tranquille et les choses continueront à marcher ainsi, non par l'habileté du gouvernement, mais à cause de l'incapacité de l'opposition et grâce au bon vouloir des troupes qui font la police et maintiennent l'ordre, de leur propre chef, ce qui n'est pas fort régulier, mais très heureux lorsqu'on a affaire à un gouvernement qui n'a jamais le courage de donner un ordre un peu sévère.

13 *Août* 1848. Je suis encore, comme tu dois le penser, sous l'impression de la nouvelle que nous

venons d'apprendre, de la rentrée des Autrichiens à Milan et de Charles-Albert dans ses Etats, trop heureux encore de pouvoir s'y abriter. Quelle leçon pour tous les exaltés, quelle déception, quand on pense que le héros d'il y a quelques jours, ce pauvre Charles-Albert, a manqué d'être tué par les Milanais qui l'ont forcé à la retraite, ouvrant eux-mêmes leurs portes aux Autrichiens. Qu'on ne me parle plus des Italiens. C'est un peuple usé jusqu'à la corde, dont il n'y a plus rien à attendre et qui n'est plus destiné qu'à être conduit par une nation étrangère, se trouvant dans l'impossibilité de se gouverner lui-même. Cela est triste, mais vrai, et la preuve que les Autrichiens ont une partie de la population pour eux, c'est qu'ils n'ont trouvé nulle part de ces résistances héroïques, comme le fanatisme en inspire. Il paraît que les Français n'interviendront pas, ce qui va aussi simplifier la question.

Je pense à la joie que doit éprouver Schwarzenberg. Le voilà bien vengé de toutes les impertinences que les Lombards, établis ici, lui faisaient avaler, l'hiver dernier.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 18 août 1848.

Revenu du samedi par le grand corridor du Tzarkoe-Selo avec le comte Munster d'un dîner chez le Grand

Duc héritier, j'y trouve un courrier de la ville qui me remet, mon cher baron, votre lettre et votre dépêche du 11 août apportées par le bateau de Lubeck. Je les ai envoyées à l'Empereur et la conséquence immédiate des graves informations qu'elles renfermaient a été que le prince de Mecklembourg et Munster ont demandé à retourner sans délai à Berlin. Hier, la Cour est venue avec eux pour la fête des chevaliers-gardes et, cette nuit, ils sont effectivement partis. Je pense que mon feldjaeger les devancera et vous portera la première nouvelle de leur très prochaine arrivée. Maintenant que vous dirai-je des événements qui se préparent à Berlin? Quand on est à 400 lieues de l'endroit où ils doivent se passer, le mieux est, il me semble, de ne pas s'en préoccuper et d'attendre avec calme ce que le sort en décidera. Ici, nous n'y pouvons rien et je regrette seulement que je ne puisse pas donner à d'autres une partie du calme dont la Providence m'a doué. En fait de conseils, c'est vous qui nous donnerez toujours les meilleurs et nous ne pouvons que dire *Amen* à tout ce que vous dites et faites au milieu de cette crise terrible. Le seul vœu qui me reste à former, c'est que le Roi laisse faire et ne se mêle de rien. Alors je ne désespérerai plus de la monarchie de Frédéric-le-Grand.

Vous m'avez demandé des instructions sur les affaires d'Italie. Je ne puis mieux faire que de vous communiquer une dépêche que j'adresse par le présent courrier à Kisselef. Elle dit tout. Les nouvelles que j'ai reçues, hier, de Vienne sont un peu meilleures. Le gouverne-

ment et les ministres reprennent un peu courage. Ils ont au moins celui d'envoyer promener la députation hongroise et d'accorder leur appui moral à la levée de boucliers très monarchique de Jellachich[1]. D'autre part, Wessemberg tient bon vis-à-vis des obsessions de la France et de l'Angleterre; il accepte, à la vérité, la médiation, ce que je n'aurais pas fait à sa place, mais il refuse d'accepter la base proposée pour cette médiation et me paraît décidé à vouloir conserver la Lombardie à la maison d'Autriche. Pauvre vieillard, ce n'est pas lui qui en a le mérite; il ne fait que ce que veulent Radetzki et La Tour[2]. Il est bien triste pour nous autres civils de devoir convenir que, dans les temps où nous vivons, ce n'est que parmi les militaires que se rencontrent de beaux et nobles caractères. Nous attendons demain le général Le Flô[3]. Les velléités belliqueuses de la France sur l'Italie pourraient bien diminuer le degré de bienveillance avec lequel on était disposé à l'accueillir. Son secrétaire, M. Ferrières, nous est déjà

1. Jellachich de Buzim (Joseph, baron de), général autrichien et ban de Croatie, né en 1801, mort en 1859. Joua un rôle très important pendant les troubles de 1848, dirigea, au cours de cette année et de la suivante, les mouvements des troupes contre Raab, Pest et Ofen; fut fait comte en 1854. Comme poète a composé de nombreux chants pour les soldats.

2. La Tour (Victor-Amédée Sallier, comte de), ministre d'État et maréchal de Savoie, né en 1774, mort en 1858.

3. Le Flô (Adolphe-Emmanuel-Charles), général et diplomate français, né en 1804, mort en 1887. Fut nommé, en 1848, peu après avoir été promu général de brigade, par Cavaignac devenu chef du pouvoir exécutif, au poste de ministre plénipotentiaire en Russie et retourna à Saint-Pétersbourg, comme ambassadeur, le 1er juin 1871.

arrivé, hier, par le bateau de Lubeck. Je ne l'ai pas vu encore.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 19 août 1848.

Ce courrier, mon cher baron, devait aller droit à Londres, mais dans ce moment j'apprends que le bateau à vapeur sur lequel il comptait s'embarquer a remis son départ de quelques jours. Je l'envoie donc par terre et vous prie de le diriger sur Hambourg. J'en profite pour vous écrire quelques lignes. Tout ce que j'ai reçu de vous, cette semaine, n'est pas très consolant. Les pleins pouvoirs sont arrivés, mais quels pleins pouvoirs! quelles conditions! Nous voilà plus loin de la fin que jamais. Ce n'est pas nous qui soutiendrons ces conditions à Copenhague. Si le Roi et ses ministres avaient encore un peu de sang dans les veines, ils auraient dû renvoyer ces pleins pouvoirs et rappeler leurs troupes des Duchés. Au lieu de cela, ils vont fraterniser à Cologne avec ce misérable administrateur de l'Empire. Tout cela est bien triste. Je ne sais encore ce que dira l'Empereur de tout cela. Je ne le verrai que demain. Mais je pense qu'il devra enfin prendre un parti. Il paraît qu'à Berlin, on a plus peur de Francfort que de nous. Le temps des menaces est donc passé. Il faut songer à l'action.

Nous ne recevrons pas Lichnowski[1] et nous ne reconnaîtrons pas le pouvoir central pour le moment. J'en ai déjà prévenu Budberg, en date du 29 Juillet (v. sty.) et je vais lui envoyer sur la question de la reconnaissance une instruction qui vous sera communiquée. Il est impossible pour un cabinet qui se respecte d'avoir affaire aux hommes de Francfort. Quel manque de tact et de convenance que le choix de Lichnowski, sans parler du reste. Celui de Wrangel pour commander les troupes, qui doivent rester dans les Duchés pendant l'armistice, n'est pas non plus très heureux. On dirait qu'ils font exprès tout ce qu'ils peuvent pour rendre l'armistice impossible et irriter et froisser le Danemark. Les allures de Francfort commencent à éveiller l'attention de la France. Bastide[2] en a parlé avec Kisseleff et lord Normanby[3] et s'est montré très disposé à soutenir le Dane-

1. Lichnowski (Félix, prince de), homme politique allemand, né en 1814, mort en 1848. Nommé, en 1848, membre du parlement de Francfort, il se fit remarquer par ses sarcasmes à l'adresse de la Révolution et du parti démocratique. Les indignations que souleva son opposition dédaigneuse et provocatrice devinrent telles que la population de Francfort le massacra dans un jour d'émeute.

2. Bastide (Jules), homme politique et publiciste français, né en 1800, mort en 1879. Fut, en 1858, secrétaire général du ministère des affaires étrangères, puis investi lui-même de ce ministère après la formation de la commission exécutive ; garda son portefeuille, tant que le général Cavaignac resta au pouvoir.

3. Normanby (Constantin-Henri-Philippe, marquis de), homme d'État et écrivain anglais, né en 1797, mort en 1863. Succéda à son père comme membre de la Chambre des lords en 1831, avec le titre de comte Mulgrave. Nommé gouverneur de la Jamaïque en 1832, il favorisa de tout son pouvoir l'émancipation des esclaves, fut rappelé en 1834 et devint peu après garde du sceau privé, puis lord lieutenant

mark. Nous ne le découragerons pas dans cette louable intention. Les Allemands d'aujourd'hui ne le méritent pas. J'aurais mieux aimé que l'entente cordiale entre l'Angleterre et la République française s'établît sur cette question que sur celle de l'Italie, où elle ne pourra que gâter le dénouement que les belles victoires de Radetzki devaient amener. S'il y avait encore un gouvernement en Autriche, il n'accepterait pas cette perfide médiation qui n'est proposée par Palmerston que parce qu'il a peur de la France, comme à Berlin on a peur de Francfort.

D'ici, je n'ai rien de nouveau à vous mander. Le mariage est fixé au 30 Août. Le choléra est presque fini ; le 5 Août, il n'y avait plus que 29 nouveaux malades.

---

*La comtesse Chreptowitch*
*à sa mère, la comtesse Charles de Nesselrode.*

Castellamare, 24 août 1848.

Nous avons été très agréablement surpris en apprenant que notre Schwarzenberg était gouverneur de Milan. Pauvre *spada* d'Italie, il faut avouer que sa chute a été bien prompte. Ce sera une assez honteuse page

en Irlande (1835). Reçut le titre de marquis en 1838 et fut nommé, en 1839, au ministère des colonies qu'il échangea peu après contre celui de l'intérieur. Ambassadeur à Paris (1846), à Florence (1854).

de l'histoire de l'Italie que cette rentrée des Autrichiens à Milan qui, dévoré par les guerres intestines, les a reçus comme des libérateurs. Où était donc cet enthousiasme national, cet amour de la liberté? Les plus fanatiques partisans de la cause italienne doivent constater, ce dont nous nous étions aperçus dès le commencement, que tout cela ne reposait que sur de grands mots et ne pouvait servir qu'à écrire de belles phrases dans les journaux et à masquer l'esprit de parti. Si l'impulsion nationale avait été réelle, jamais les Autrichiens ne seraient rentrés; on aurait fait taire l'esprit de parti et les villes, au lieu de se soumettre pacifiquement, se seraient soulevées en masses et on n'y serait entré qu'en passant sur le corps de leurs défenseurs. Ces Lombards, ont-ils assez fait preuve d'ingratitude? Non contents de n'avoir combattu pour leur indépendance qu'en paroles, ils ont abandonné le Roi et ses fils qui ont failli être victimes à Milan des républicains lombards, et profitant de l'absence du Roi, ils cherchent à bouleverser la Sardaigne. Quelles tristes pages pour l'histoire! Ce pauvre peuple italien est bien dégénéré; il est facile, après cette dernière épreuve, de juger qu'il est incapable de toute persévérance dans une grande action et tout à fait inapte à se conduire lui-même.

---

*Le comte Charles de Nesselrode au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 26 août 1848.

J'ai reçu, mon cher Meyendorff, votre expédition du 18 août, un peu tard, car Benkendorf l'a portée d'abord à Ropscha, d'où l'Empereur me l'a renvoyée. J'attendais Auerswald par ce bateau; il n'est pas venu, tant mieux. Par la dépêche adressée à Budberg, vous verrez quelle sera pour le moment notre attitude envers le pouvoir central. Dans nos raisonnements, vous retrouverez plusieurs des idées que vous m'avez successivement suggérées. Je ne me soucie pas que cette pièce paraisse dans les journaux et soit livrée aux commentaires d'une presse toujours et encore si malveillante pour nous. Voilà pourquoi je vous prierai de ne pas donner communication au gouvernement prussien de ma grande dépêche à Budberg. Vous avez, sans doute, eu connaissance de celle que Bulow[1] vient d'adresser à Rochow. Je ne vous cacherai pas qu'elle m'a souverainement déplu. Elle a l'air de vouloir rejeter d'avance sur nous tous les torts si l'armistice n'est pas conclu aux conditions injustes qu'elle met en avant. Cette

1. Bulow (Frédéric-Rudbek-Henri de), général danois, né en 1791, se distingua pendant la guerre de Schleswig-Holstein (1848-1849), fut nommé en 1855 ministre de Danemark à Londres, mourut le 16 juin 1858.

prétention demande à être relevée. Pour nous expliquer définitivement, nous attendrons ce que les nouvelles négociations de Malmœ auront produit. Je n'en augure pas favorablement. On dirait que la Prusse fait tout ce qu'elle peut pour les faire manquer. Quelle funeste idée, entre autres, que celle d'adjoindre au général Bulow un personnage tel que Wildenbruck qui est particulièrement désagréable aux Danois et qui n'a été partout qu'un horrible insolent, en Orient comme en Occident. En agissant ainsi, on ne finira jamais cette triste affaire.

Le Roi s'est encore mieux tiré que nous ne l'espérions de sa course au Rhin. S'il est parvenu à en imposer aux faiseurs de Francfort, cela peut avoir fait du bien. Les détails des réceptions, des fêtes et des toasts sont fort ennuyeux à lire. Tant que durera en Allemagne cette ridicule manifestation populaire, nous n'y aurons pas de repos. Ils sont fous, voilà ce qui résume la situation en deux mots. Tout ce que Seebach raconte me confirme parfaitement dans cette opinion.

Dans ce moment, je reçois une lettre de Struve qui m'annonce qu'après avoir discuté et délibéré avec vous, il se propose de venir ici demander de nouvelles instructions. Prévenez-le que celles dont il a besoin, je les lui ai données par une longue lettre particulière que je lui ai adressée le 11/23, par une voie sûre à Francfort sous couvert de Budberg. Je l'engage donc à ne prendre aucun parti et à ne revenir ici qu'après avoir pris connaissance de cette lettre. Dans cette lettre,

je l'engage également à quitter Francfort, mais lui donne quant à l'époque de son retour à Saint-Pétersbourg une certaine latitude qui m'a semblé devoir lui convenir *personnellement*. Autant que j'ai pu saisir le sens de sa lettre, son idée serait de venir ici chercher de nouvelles instructions et de retourner ensuite en Allemagne. C'est une combinaison qui ne saurait se réaliser et à laquelle je doute que l'Empereur consente. Je pense que cette lettre trouvera encore Struve à Berlin. S'il était retourné à Francfort, vous trouveriez le moyen de lui envoyer une copie du passage de ma lettre qui le concerne. Il en serait de même, s'il était allé à Hambourg voir son frère.

Adieu, mon cher baron. Est-il vrai que le choléra soit à Berlin? Ici, nous n'y pensons plus.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au comte Michel Chreptowitch.*

Saint-Pétersbourg, 2 septembre 1848.

Je profite, mon cher Michel, du départ d'un secrétaire de Kiel, le sieur Cappelo, pour vous écrire. Ce qu'il vous porte n'est pas lourd, mais j'ai pensé qu'il vous serait toujours agréable d'apprendre que l'Empereur a été très content de votre intervention officieuse dans le différend anglo-napolitain, et du résultat que

vous avez obtenu. Le poste de Naples n'est pas une sinécure, bien s'en faut; et, au fond, je ne suis pas fâché qu'il vous donne quelques tracas. Ils vous fournissent l'occasion de montrer ce que vous êtes et ce que vous savez faire. C'est vous ouvrir la voie à de plus hautes destinées. Maintenant je n'ai qu'un vœu à former, c'est que l'expédition de la Sicile ne bouleverse pas le royaume et avec lui notre belle position. Autant que je puis en juger à distance, il me semble que le Roi joue gros jeu en l'entreprenant. S'il a, comme je dois le supposer, en Sicile, un parti pour lui, le refus du duc de Gênes et par-dessus tout les victoires de Radetzki lui assureraient, sans contredit, des chances favorables, mais les Napolitains sont si stupides et si poltrons qu'on ne saurait avoir en eux la moindre confiance.

Brunnow vous aura, sans doute, directement informé de tout ce qu'il a dit et conseillé à Ludolf. Il l'a franchement soutenu auprès de Palmerston, mais tout cela n'a abouti jusqu'à présent qu'à la conviction qu'il n'y a rien à espérer de l'Angleterre *actuelle*, lorsqu'il s'agit d'un intérêt monarchique sur le continent. Elle a peur de la France et subordonne tous ses calculs à cette considération. C'est donc une vraie duperie pour les puissances du continent que de s'adresser à elle, de lui demander ses bons offices, son intervention. Elles ne peuvent qu'en être les victimes. Tel sera infailliblement le cas de l'Autriche, qui au lieu de faire signer à Charles-Albert la paix sur le tambour aux conditions

qu'il lui aurait plu de dicter, réclame encore, après la prise de Milan, l'intervention de l'Angleterre qui n'a pas honte de lui proposer de renoncer à la Lombardie avec Mantoue et Peschiera et de se contenter de la ligne de l'Adige. Je ne sais encore si les misérables qui gouvernent aujourd'hui cette pauvre monarchie ont souscrit à une telle ignominie. On attendait pour se décider le retour de Wessemberg à Vienne, je sais seulement qu'à l'exception du comte de Latour[1], le ministre de la guerre, tous les autres ont opiné pour qu'on acceptât ces honteuses conditions. C'est vous prouver en quelles abjectes mains le gouvernement autrichien est tombé. Il en est de même, plus ou moins, de toute l'Allemagne. Aussi ne nous presserons-nous pas de reconnaître le nouveau pouvoir central, étant donnée la malheureuse question des diètes d'Empire. Nous ne le ferons sûrement pas avant que l'armistice avec le Danemark ne soit conclu. C'est l'outrecuidance des hommes de Francfort qui, sous ce rapport, nous a jeté constamment des bâtons dans les roues. Maintenant de nouvelles conditions ont été arrêtées à Malmœ et ont été acceptées par le roi de Danemark ; j'espère que ces fous de Francfort, comme les appelle le général Cavaignac[2], n'oseront pas

1. Latour (Théodore Baillet, comte de), général et homme d'État autrichien, né, en 1780, à Linz, se distingua dans les guerres contre la France, promu général en 1815, nommé ministre de la guerre en mars 1848, assassiné le 6 octobre de la même année pendant la révolution de Vienne.

2. Cavaignac (Louis-Eugène), général français, chef du pouvoir exécutif en 1848, né en 1802, mort en 1857.

les rejeter et que nous verrons la fin d'une affaire qui menaçait d'allumer un terrible incendie en Europe, car l'Empereur était décidé à déclarer la guerre à la Prusse, plutôt que de laisser écraser le Danemark ou englober par l'Allemagne, comme on dit aujourd'hui. Il n'est pas impossible que la République française soit reconnue par nous plus tôt que la nouvelle Allemagne. Elle nous envoie, en attendant, une brillante mission *officieuse*, le général Le Flô, avec son aide de camp, d'Hédouville, et un secrétaire, le marquis de Ferrières, le tout avec femme et enfants, ce qui fait pressentir une longue résidence. Dans ce nombre se trouve une jeune personne à laquelle Hélène doit porter un intérêt particulièrement affectueux, c'est Mme d'Hédouville, fille de Mme de Saint-Simon. Cela fera que la mission officieuse, toute républicaine qu'elle est, sera bien reçue par ma femme, ce qui, vous le savez, n'est pas toujours chose facile à mitonner. Ce même accueil l'attend de la part de l'Empereur; c'est vous dire que rien n'empêche que vous ne soyez dans de bons rapports avec cet excellent Rayneval, auquel je vous prierai de dire bien des choses aimables et affectueuses de ma part. Pourquoi a-t-il une femme maladive? Certaine combinaison que j'avais imaginée dans le temps pourrait si facilement se réaliser aujourd'hui.

Pour vous mettre bien au fait de l'état des choses en Angleterre, je vous communique une très bonne dépêche de Brunnow, que je vous prierai de garder pour vous et de ne montrer à personne.

D'ici, rien de nouveau. Le choléra ne nous préoccupe plus. Il y a encore quelques cas, mais ils deviennent, de jour en jour, plus rares. Seebach est revenu, il a poussé sa pointe jusqu'à Paris, où il a trouvé le moyen de déjeuner chez le père Enfantin[1] avec Caussidière[2] et de voir Thiers presque tous les jours. Voilà ce qui s'appelle tirer parti d'un voyage. Aussi est-il revenu avec des notions très intéressantes sur l'état de l'Allemagne et de la France.

*P.-S.* — A l'instant m'arrive un courrier de Milan qui annonce que, grâce à Dieu, le cabinet autrichien ne s'est pas hâté d'accepter la médiation anglo-française et qu'il a envoyé à Félix Schwarzenberg des pleins pouvoirs pour traiter directement avec Charles-Albert. Que le ciel le maintienne dans cette bonne intention!

---

### *Le comte Charles de Nesselrode au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 2 septembre 1848.

Nous savons, mon cher Meyendorff, qu'à Malmœ les conditions de l'armistice ont été arrêtées et que le roi

1. Enfantin (Barthélemy-Prosper), connu sous le nom de Père Enfantin, grand prêtre de l'Église industrielle, fondée par Saint-Simon, né en 1796, mort en 1864.

2. Caussidière (Marc), homme politique français, né en 1809, mort en 1861.

de Danemark les a acceptées avec les modifications apportées au premier projet. Tout a été donc fait de ce côté. Maintenant il ne nous reste plus qu'à apprendre que l'œuvre du général Below n'aura pas le même sort que celle de Pourtalès et que les fous de Francfort avec avec leurs amis de Berlin ne gâteront pas de nouveau ce qui a coûté tant de peine à combiner et à régler. Vos premières dépêches nous apprendront ce qui en sera. Vous comprendrez avec quelle impatience nous les attendons. J'espère que le bateau de Lubeck me les apportera ce soir. En attendant, je n'ai pas voulu laisser partir ce courrier qui va jusqu'au bout de l'Europe sans vous donner signe de vie. Nous nous portons tous à merveille. La noce aura lieu le 30 (v. sty.); faites bon accueil au général Le Flô. Il sera très bien reçu ici. C'est le 4/16 septembre qu'il compte s'embarquer à Stettin. Rochow a passé deux jours à Péterhof.

Adieu, très cher baron; contentez-vous aujourd'hui de ces lignes, ainsi que de mes sincères amitiés. Je ne saurais assez souvent vous les renouveler.

---

*La comtesse Chreptowitch*
*à sa mère, la comtesse Charles de Nesselrode.*

Castellamare, 3 septembre 1848.

Il paraîtrait que Palerme aurait le projet de résister, mais que cependant on s'attendait à une soumission

sans combat de la part d'une partie du pays. On attend demain les premières nouvelles que Michel aura encore le temps de vous communiquer par le bateau, mais dont je ne serai pas à même de te parler, cette lettre partant demain matin, au plus tard. J'avoue, maintenant que je sais bien le compte qu'il faut tenir de toutes ces forfanteries italiennes, que je ne m'attends pas à une grande résistance, même à Palerme. Quand ils verront apparaître un général de la trempe de Filiangieri[1] et des troupes, accompagnées de régiments suisses qui ne plaisantent pas, — car il est bien prouvé que celui qui a conduit l'expédition en janvier était un traître qui a fait manquer toute l'affaire, — les Palermitains seront très refroidis. Les Anglais, malgré leurs belles promesses, continuent leur politique traîtresse ; furieux de l'expédition contre laquelle ils ne peuvent ouvertement se déclarer, ils font sous main tout ce qu'ils peuvent pour lui nuire. Leur flotte est encore ici et il y a toujours un bateau à vapeur en mouvement entre la Sicile et Naples, pour aller encourager la résistance et prévenir les Siciliens de tout ce qui se prépare à Naples. Si le roi entre en possession de la Sicile, comme il y a tout

1. Filiangieri (Charles), prince de Satriano, général napolitain, né en 1785, mort en 1867. Accepta le commandement de l'expédition destinée à soumettre la Sicile (août 1848) ; se rendit maître de Messine après un bombardement de quatre jours et une lutte désespérée. Les amiraux de France et d'Angleterre l'obligèrent alors à accorder un armistice. Mais, les hostilités ayant été reprises six mois plus tard, Filiangieri reprit son œuvre de destruction et de contre-révolution. Il compléta en peu de temps la soumission de la Sicile (mars 1849), et fut nommé vice-roi de l'île avec le pouvoir le plus étendu.

lieu de l'espérer, il sera certainement de tous les souverains de l'Europe celui qui se sera le mieux tiré de tout le bouleversement de l'année 1848 et aura le plus contribué à faire rentrer son pays dans la tranquillité. C'est ce que la plupart des Napolitains ne veulent pas comprendre, accusant le Pape et le Roi d'avoir perdu la cause italienne; on a beau leur dire que ni l'appui moral du Pape, ni les forces militaires de Naples n'auraient pas suffi pour rendre l'Italie libre et qu'ils n'auraient fait qu'y gagner l'anarchie chez eux, telle qu'elle règne maintenant dans les États de Charles-Albert, il n'y a pas moyen de leur faire entendre raison, mais, en somme, ce sont des adversaires peu dangereux pour le gouvernement et dont les passions s'en vont en phrases qu'ils ne comprennent pas la plupart du temps.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 8 septembre 1848.

Je ne sais, mon cher baron, s'il me sera encore possible de vous écrire une dépêche pour vous faire connaître officiellement l'impression produite chez nous par l'excellente nouvelle que vous m'avez donnée par le *Wladimir*. Comme vous le dites, voilà un grand poids qui nous tombe du cœur. L'armistice ratifié et le cabi-

net prussien qui a eu le courage d'accomplir une si belle œuvre! Dans les temps où nous vivons, cela frise le miracle. Mais, plaisanterie à part, si je ne suis plus à temps de vous adresser sur tout cela une belle dépêche, munie de l'ainsi-soit-il impérial, dites au Roi et à *tutti quanti* qui ont coopéré à cette œuvre salutaire les plus belles choses que votre cœur vous suggérera sur notre reconnaissance et notre vive satisfaction. Cela fera pousser les hauts cris à Francfort, mais Berlin s'en souciera peu. L'attitude que la France a prise dans l'affaire du Schleswig mettra de l'eau dans leur vin et, si, par impossible, il prenait fantaisie à l'église de Saint-Paul de continuer la guerre pour son propre compte, la Prusse et le Hanovre n'auraient qu'à déclarer qu'ils ne permettraient plus à un seul soldat des troupes fédérales de traverser leurs États. Le roi de Hanovre ne demandera, certes, pas mieux que de s'associer à la Prusse dans une telle combinaison purement défensive. D'ailleurs, il s'empressera de retirer ses troupes conjointement avec les troupes prussiennes, car il ne se souciera pas de voir le blocus du Weser et de l'Elbe prolongé. Je pense donc que les hommes de Francfort, après avoir beaucoup crié, finiront par exécuter l'armistice comme la Prusse et le Hanovre et que nous pourrons tranquillement nous occuper de la conclusion d'une paix définitive.

Le prince de Mecklembourg et le comte de Munster nous sont arrivés droit au cottage, mardi, au moment où nous nous mettions à table. J'ai eu le comte de Munster

à côté de moi ; sa connaissance a été bien vite faite et n'a pu que produire une excellente impression. Si c'est vous qui avez suggéré ce choix, nous ne pouvons que vous en savoir gré. Rochow qu'on a envoyé immédiatement chercher par un feldjaeger et qui ne revient que ce soir de Péterhof m'écrit de là : « Le comte Munster plaît beaucoup à l'Impératrice, et l'Empereur paraît avoir du plaisir à causer avec lui. »

Étant retourné en ville, aussitôt après le dîner du cottage, je n'ai pas eu l'occasion de causer longtemps avec lui. Mais elle ne tardera pas à se présenter, la Cour rentre demain et reste ici jusqu'au 16 septembre (vieux style). La noce a lieu lundi 30 août au Palais d'hiver.

---

*Le prince de Metternich*
*au comte Charles de Nesselrode.*

Londres, 10 septembre 1848.

Mon cher comte, je m'adresse à vous directement et j'élève même ma pensée jusqu'à l'Empereur en vous parlant du fait suivant.

Le baron de Brunnow vous a, je n'en forme pas le doute, donné connaissance d'une publication qui, sous le titre du *Spectateur de Londres*, paraît à Londres depuis le 1er juillet dernier. Voici l'historique de cette feuille.

Il y a plus de trente ans que j'ai inutilement cherché à fonder un journal destiné *à la cause de la vérité*, sans égard aux nuances strictement politiques, une feuille, en un mot, qui ne fût ni autrichienne, ni russe, ni française, ni anglaise, ni cosmopolite dans le mauvais sens du mot, mais simplement vraie à l'égard des *principes* conservatifs et du compte à rendre des *faits*. Vous avez un esprit trop pratique pour ne point comprendre combien ce but est difficile à atteindre. Où se trouvent les rédacteurs pour une entreprise pareille et où se trouve le lieu de la publication ? Dans les pays où existe la censure les bons produits de la presse périodique sont étouffés sous l'idée de l'influence gouvernementale, et dans ceux placés sous le mot, vide de sens, de la liberté de la presse, c'est la licence qui les écrase. Il faut des circonstances extraordinaires pour ouvrir des chances aux situations exceptionnelles et tel est le cas dans ce moment.

En arrivant ici, j'ai trouvé le rédacteur du *Spectateur* occupé de l'idée que depuis longtemps j'avais nourrie, sans parvenir à la mettre en action. Cet homme réunit en lui les qualités et les défauts qui dans leur rencontre constituent un entrepreneur de journal. Il est *impeccable* sur le terrain des principes, plein de connaissances solides et sa carrière aventureuse lui a fait connaître à fond la marche des esprits et les ressorts de la politique révolutionnaire. Disposé à se lancer dans une carrière hérissée d'épines et, dans la position actuelle des choses, même de dangers personnels,

j'ai accueilli son idée et c'est moi avec quelques Anglais amis de ma personne et de la cause pour laquelle j'ai vécu, qui avons rassemblé les fonds nécessaires pour mettre au jour une œuvre qui offre déjà suffisamment de produits pour être jugée. Le journal existe et il marche droit et ferme; ce dont il a besoin, c'est d'être continué jusqu'à l'âge de sa virilité. Une fois parvenu à cet âge, il se soutiendra par ses propres forces et cela en devenant quotidien, au lieu d'être hebdomadaire. Le *Spectateur* excite une grande attention en France et en Allemagne, il est traité comme un *noli me tangere.* Ici, il parle la langue des hommes de bon sens et il apprend à ces hommes mêmes tout ce qu'ils ignorent sur mainte position continentale.

Les journaux ont deux époques difficiles à traverser; ce sont les deux premiers quartiers de leur existence. Le premier ne rapporte rien; le second ne rapporte que peu et la rentrée de ce peu n'a lieu que dans le troisième quartier. Une fois six mois passés, l'entreprise qui a en elle-même de la vitalité sait vivre et grandir par ses seuls moyens. Moi et quelques amis avons fondé l'essai; il faut aujourd'hui élever l'enfant et il faut à cet effet le concours de plus de monde, et c'est là ce qui m'engage à m'adresser à vous.

Veuillez, mon cher comte, faire, en mon nom, un appel à l'Empereur, votre auguste Maître, appel qui devra avoir la valeur d'un secret et qui ne porte que sur un fort léger sacrifice en faveur d'une grande cause. L'Empereur voudrait-il ordonner au baron de Brunnow

de s'entendre avec moi, sur une aide à porter au journal? Je limite d'avance la somme entre mille et deux mille ducats (500 et 1000 livres sterling) dont l'emploi n'aurait lieu que suivant le besoin de l'entreprise, à l'égard duquel je m'entendrais avec votre envoyé que je ne voudrais pas engager dans l'affaire dans son attitude officielle, parce qu'elle ferait manquer le but. Si mes moyens personnels suffisaient pour servir la cause, je me dispenserais d'avoir recours à tout secours en dehors de ces moyens. Tel n'étant pas le cas, l'Empereur, votre auguste Maître, ne sera point étonné, si c'est à Lui qu'avec un plein repos de conscience je fais un appel en faveur du soutien de la cause dont il est encore le seul soutien assez indépendant pour être fort.

Je ne vous parlerai pas du chaos dans lequel se trouve placé ce qui n'a plus guère un autre nom compréhensible que celui d'une société bouleversée. En quittant Vienne, j'ai dit aux pygmées, pleins d'audace et vides de savoir, qu'ils jetteraient sur moi la fausse accusation d'emporter la monarchie. L'événement a justifié la prédiction; la chose est seulement autrement énoncée. On qualifie de *système auquel on a attaché mon nom* tout *un ordre de choses* qui a fait place *à un désordre sans issue autre que les hasards.*

Un seul corps est encore debout; c'est l'armée. L'Empereur Nicolas a suivi une noble impulsion en donnant une marque d'estime au vieux guerrier qui a su ne point tenir compte des spectres dont il est entouré.

*Le comte Charles de Nesselrode au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 10 septembre 1848.

Ce courrier, mon cher baron, va porter à Francfort notre réponse à l'Archiduc-Vicaire. C'est tout à fait une correspondance particulière qui d'aucune manière ne se prête à une communication aux cabinets allemands. Pour votre seule information, je vous envoie la réponse de l'Empereur; quant à la lettre de l'Archiduc, je l'enfermerai dans le plus secret de nos tiroirs et ne la ferai voir à personne. Si elle était jamais connue, elle compromettrait gravement l'Archiduc et pourrait bien lui faire perdre son Vicariat. J'ai beaucoup causé avec Struve, et je dois vous dire que je n'ai pas trouvé ses opinions sur les hommes de Francfort aussi partiales que je devais les supposer d'après vos lettres. Il croit les idées d'unité plus profondément enracinées dans la majorité du public allemand, y compris même la partie raisonnable et bien pensante, que vous ne sembliez l'admettre. C'est là ce qui donne, à son avis, plus de force au gouvernement central que n'en possède chaque gouvernement chez lui. C'est sur ce fait que repose la divergence qui subsiste entre votre opinion et celle de Struve. Le plus prochain avenir pourra seul nous prouver qui de vous a vu plus juste. Il peut arriver que Struve ait eu raison hier et que vous ayez raison demain.

Tout dépendra de l'attitude que prendra la Prusse envers le pouvoir central après le courage qu'elle a eu de ratifier l'armistice. Jusque-là, il n'est malheureusement que trop vrai que les gouvernements ont été d'une faiblesse impardonnable envers l'Assemblée de Francfort. Struve a pu suivre sur les lieux les effets de cette faiblesse ; il s'est peut-être exagéré l'influence qu'elle exerçait ; il a trop tôt désespéré du sort de l'Allemagne et n'a vu son salut que dans les hommes qui, tels que Gagern, Blittersdorff et autres, combattaient avec une certaine énergie et non sans talent, les tendances républicaines, sans que, dans notre bon sens monarchique et conservateur, ils valussent mieux pour cela. Ils sont bons pour faire opposition à la République, au communisme et à l'anarchie, pour lutter contre les Hecker[1], Struve et leurs adhérents dans l'Assemblée, mais le seront-ils pour construire un nouvel édifice sur

1. Hecker (Frédéric-Charles-François), jurisconsulte et homme politique allemand, né en 1811, mort en 1881. Élu député à la seconde Chambre badoise en 1842, il siégea sur les bancs de l'extrême gauche, s'associa à tous les actes de l'opposition la plus avancée et fit, dans un but de propagande démocratique, en 1845, un voyage en Allemagne avec Itzstein; mais, arrivé à Berlin, il fut arrêté et chassé de la Prusse. A la suite de cet acte d'expulsion, Hecker devint avec Struve le chef reconnu du parti révolutionnaire. Lorsque éclata la révolution de 1848, Hecker déclara hautement dans l'Assemblée nationale de Heidelberg qu'il était démocrate socialiste et républicain. Le 12 avril 1848, il publia et signa avec Struve un manifeste par lequel il appelait l'Allemagne à une insurrection générale ; mais, le 20 du même mois, il fut battu avec la légion franco-allemande à Kandern, sur le territoire badois, et contraint de se réfugier en Suisse.

des bases solides, j'en doute ; le principe démocratique les domine trop pour cela. Tel est le jugement que je me suis formé sur eux et sur la situation de l'Allemagne d'après les notions que j'ai puisées dans mes entretiens avec Struve et Seebach et dans vos lettres. On peut, il me semble, définir cette situation en deux mots. Si les six grands gouvernements veulent user de leurs forces, s'entendre et s'unir entre eux, on sera faible à Francfort et on établira cette unité tant désirée sur des bases simples et raisonnables. Dans le cas contraire, l'église de Saint Paul gouvernera despotiquement l'Allemagne. Voilà, je pense, à quoi il faut s'attendre.

La Cour est rentrée, hier, en ville ; j'ai travaillé, le soir, avec l'Empereur. Il est toujours très préoccupé de l'avenir de la Prusse. Il a eu à Péterhof de longues conversations à ce sujet avec Rochow qui est admirable de bon sens, de tact et de calme. Quel bonheur que dans les temps actuels la Prusse soit représentée chez nous par un tel homme! Je pense souvent à ce que nous serions devenus, aux tribulations que nous aurions eu à supporter si nous avions eu ici Liebermann avec son esprit agité et son caractère bilieux et brouillon. Rochow est bien un tout autre homme. Le jour où, en Prusse, il deviendra possible à la tête du ministère des affaires étrangères, je ne désespérerai plus du sort de cette monarchie.

Je vous remercie pour la lettre de Haxthausen. Je n'ai pas le temps de vous dire ce que j'en pense. L'émancipation chez nous est une question immense.

Si on voulait y toucher à présent, on s'attirerait des malheurs et s'exposerait à de bien grands dangers.

En terminant, je vous annonce qu'à l'occasion du mariage les faveurs indiquées sur la feuille ci-jointe sont tombées sur notre ministère. Tous les voyageurs embarqués sur le *Wladimir*, le bon Rudi en tête, nous sont arrivés en bonne santé, malgré le roulis et le mal de mer.

---

*Le prince de Metternich*
*au comte Charles de Nesselrode.*

Brighton, 21 septembre 1848.

Mon cher comte, je me suis retiré des brouillards de Londres pour aller vers le soleil qui luit sur la côte méridionale de l'Angleterre. Je compte passer ici l'automne et l'hiver. Ne me demandez pas où j'irai plus tard, je ne le sais pas, le printemps me l'apprendra.

Comme j'ignore si vous avez découvert un fait, qu'une longue observation m'a révélé, je vous dirai que l'année politique est, comme l'année astronomique, partagée en quatre saisons dont deux sont actives et deux passives. Les saisons actives sont le printemps et l'automne, et cela, par suite de causes naturelles. Durant les froidures de l'hiver et les chaleurs de l'été, les hommes se tiennent de préférence entre leurs murs. Le printemps est la saison la plus active, parce que les esprits y

subissent l'influence de la sève montante ; le printemps a derrière lui deux saisons où les entreprises trouvent de la marge pour l'exécution. L'automne, par contre, prète à la récapitulation ; il a quelque chose du quart d'heure de Rabelais. Le besoin de liquider les situations se fait sentir. Aussi verrez-vous les grands coups politiques et sociaux se faire, en règle commune, jour au printemps et leur décompte avoir lieu en automne. Entre les situations il n'y a guère de différence ni dans les mois d'été, ni dans ceux de l'hiver ; il n'en est pas de même de celles qu'offrent les deux saisons actives. La seconde se rapporte à la première ; celle-ci a créé les causes ; l'autre est riche en effets ; comment les effets se présentent-ils ? Voilà la question que les esprits les plus paresseux ne peuvent éviter d'aborder avant de se retirer derrière les poêles et devant les cheminées, lieux destinés par la nature à la méditation et aux projets auxquels prête la méditation. Ceci est établi et ce n'est pas du rabâchage. Vous comprendrez, mon cher comte, pourquoi j'attendrai le printemps pour me guider. Aujourd'hui je ne vois clair en rien et je ne crois pas que d'autres soient plus avancés que je ne le suis dans ce que je qualifie de *connaissance*.

Si mon observation avait eu besoin d'être sanctionnée par une nouvelle épreuve, l'année 1848 me l'eût richement offerte. La liquidation inévitable ne tourne pas en faveur des entreprises du printemps. Elles sont prouvées mauvaises et elles devront être refaites pour mener à autre chose qu'à une ruine générale. Comment

la refonte aura-t-elle lieu ? C'est la seule et véritable question du jour, car tout ce qui *est* ne peut point *rester*. Il faut autre chose, du mieux ou du pire. Ce sera la force des choses qui se chargera de la première de ces tâches ; la seconde est réservée à l'industrie des hommes ; ce qui est certain, c'est que ceux qui ont joué les premiers rôles dans l'exposition de la pièce ne seront point les acteurs en scène à son dénouement.

Je vous adresserai quand le moment sera venu — et il ne l'est pas — un exposé de la situation, telle que je la comprends. Tout est encore trop empâté pour pouvoir être débrouillé. Vous avez parfois attaché de la valeur à mes tableaux ; l'étoffe, pour en esquisser, est riche et, si l'objet est clair, l'avenir ne l'est pas.

N'attendez rien de ce pays-ci ; il ne prend fait et cause ni pour le bien, ni pour le mal, ce qui livre l'influence anglaise aux hasards. Le pays voit clair dans la situation ; ce qui obstrue son action, c'est le mauvais esprit de l'homme qui s'est emparé de la politique de la grande puissance insulaire, comme jamais encore cet élément ne s'est trouvé placé entre les mains d'un ministre prétendu responsable.

Ce dont le monde se trouve aujourd'hui privé, c'est de l'influence de la puissance à la fois la plus utile et la plus négligée : de celle du sens commun, et c'est son absence qui livre tout aux chances de mort et de destruction qui pèsent sur tous les pays qui se disent en progrès, car bien des illusions à cet égard ont déjà fait place au sentiment populaire contraire. L'hiver contri-

buera par la misère dont il renforcera la conscience à éclairer les esprits et par cela même il préparera les chances pour le printemps prochain. Ce qui manque dans les pays en conflagration, avant tout, ce sont *les hommes*. On ne saurait admettre qu'il n'y en ait pas, car il y en a toujours, mais où sont-ils? Si on le savait, les calculs deviendraient possibles; tel n'étant pas le cas, il ne reste aux observateurs, de bonne foi et libres d'esprit et de position, que l'attente. Aussi, mon cher comte, est-ce à cette tâche — et elle compte parmi les plus pénibles — que je me voue, et c'est par cela même que je me trouve placé en face de situations qu'il suffit d'aborder pour en constater l'absurdité.

On conçoit que des pays puissent être bien ou mal constitués, qu'ils puissent être bien ou mal gouvernés; ce qui n'est pas convenable, ce sont des pays privés de toute constitution et de tout gouvernement. C'est à l'Allemagne que le malheur d'une absurdité aussi complète a été réservé. L'Autriche, la Prusse et ce qui se qualifie d'Allemagne sont livrés à des assemblées, soi-disant constituantes, et qui ne constituent rien par suite des conditions mêmes sous lesquelles elles sont entrées en vie et des éléments qui les composent. Rien n'est rien et, quand le vide a la prétention d'être le plein, il n'aboutit qu'à faire constater qu'il est le vide. Tel est généralement le cas.

J'en étais ici de cette rapsodie, lorsque les feuilles de ce jour m'ont appris les événements qui ont ensanglanté Francfort dans la journée du 18, et qui ont la valeur

d'une *demonstratio ad hominem* de mes paroles. La vérité se fera jour, car elle est impérissable ; quelle sera la fin ? C'est la question et toute la question, et je n'entends pas la préjuger. Que chacun fasse ce qui est de son devoir et se trouve dans ses facultés. Les miennes sont paralysées ; je n'entends pas pour cela me conduire comme si j'étais mort.

Adieu, mon cher comte. Brunnow me presse de lui envoyer ma lettre. A une autre occasion donc ; chaque jour portera de la lumière et du feu. Soyons et restons, vous et moi, ce que nous avons toujours été. Mille amitiés.

---

*X...*
*au comte Dmitri de Nesselrode.*

Paris, 21 septembre 1848.

Que dites-vous, cher ami, du nouveau tour que vient de jouer le suffrage universel et de tous ceux qu'il tient en réserve pour le plus grand bonheur de la France ? C'est là assurément la plus piquante des institutions et bien faite, ce me semble, pour nous faire entrer à perpétuité dans le régime des changements à vue. Nous avons de nouveau Bonaparte et, cette fois, ce sera vraisemblablement pour tout de bon, car il est douteux que l'exécutif et l'assemblée, quel que soit leur bon vouloir à cet égard, se décident à opposer une digue au torrent

qui porte sur ses flots agités le prince fantastique, devenu, par une bizarre coïncidence, l'élu de la blouse et celui de son ennemi, — le bourgeois. Porté par la première dans le vague espoir d'une ère nouvelle et fertile pour elle en toutes sortes de félicités, par le second comme emblème de despotisme et de royauté, deux choses après lesquelles il soupire avec avidité, il a été nommé par tous en haine de ce qui existe. C'est peu flatteur pour la république, mais cela n'en est pas moins vrai.

Puis vient Fould[1], nomination essentiellement boutiquière et inintelligente dans ce sens que, par le temps qui court, un Fould n'est bon que flanqué d'un Bugeaud[2]. Enfin Raspail[3], le philosophe camphré, l'enfant chéri des rouges, qui expie, en ce moment, à Vincennes son infructueuse tentative du 15 mai ; ce qui vous prouve une fois de plus qu'il n'y a que les coquins pour s'organiser et s'entendre, et que les honnêtes gens pour être des anarchistes et perdre les meilleures causes. Justice à qui de droit ; si je n'affectionne pas le coquin, le dindon m'est nauséabond. Et le gouvernement ? Pour le quart d'heure, il n'est pas sur des roses et, s'apercevant de son isolement, en est à l'article, non point encore de la mort, mais bien des expédients. S'il

1. Fould (Achille), homme d'État et financier français, né en 1800, mort en 1867.

2. Bugeaud de la Piconnerie (Thomas-Robert), maréchal de France, duc d'Isly, né en 1784, mort du choléra à Paris, en 1849.

3. Raspail (François-Vincent), célèbre chimiste et homme politique né en 1794, mort en 1878.

n'est pas renversé dans une bagarre qui, peut-être, n'aura pas lieu, mais qu'il est sans doute au pouvoir du prince Louis de provoquer, ce sera ce dernier qui viendra s'échouer contre les perfides écueils de la tribune publique. C'est pour le gouvernement la meilleure chance et il y compte. Mais l'épisode vidé et le Napoléon escompté, il n'en reste pas moins isolé ; et, pressée d'un côté par les attouchements impudiques des rouges et, de l'autre, par les roueries des modérés, la république sincère, cette vierge pudibonde et immaculée, ne se verra-t-elle pas forcée, faute de pouvoir imiter la chaste Suzanne, de se faire violer d'un côté ou d'un autre? Là est le danger et il est d'autant plus grand que, les choses violentes étant dans la nature des faibles, c'est à la violence qu'on recourrait. Pour le moment, on se borne à déclarer que plutôt que de perdre la partie, qui, on l'avoue, n'est pas belle, on jouera les grands coups. Quel pays que celui-ci : — hier, une idole, aujourd'hui une étoile qui file et demain dans la hotte des chiffonniers !

Les amis du club se souviennent souvent de vous ; en attendant le neveu, l'oncle fait tous les soirs nos délices. Il a maintenant un point de départ et un point d'arrivée pour toute chose ; ce point, c'est la rente ! Il réduira tout à un seul dénominateur.

Adieu, cher ami, mettez-moi aux pieds des vôtres et conservez toujours un souvenir amical à votre tout dévoué.

---

*La princesse de Metternich au comte Charles de Nesselrode.*

Brighton, 21 septembre 1848.

Vous savez, cher comte, si nous avons toujours su apprécier la véritable et bonne amitié, vous devez donc comprendre combien maintenant que ce sentiment nous est devenu si rare, combien plus de charme il doit avoir pour nous et combien nous éprouvons de reconnaissance pour ceux qui veulent bien nous en donner des preuves aujourd'hui. Que Dieu vous rende le bien fait par vous, cher comte, en ne vous laissant jamais éprouver le sentiment d'affreux délaissement qui quelquefois a traversé mon âme dans ces tristes moments d'épreuves, dans ces moments où il a paru souvent si difficile de ne pas se laisser flétrir le cœur par de mauvais sentiments de mépris et de haine pour tant de perfidies et d'ingratitude ! Ah ! cher comte, je sais que vous sentez comme nous, que vous pleurez l'opprobre et la ruine de notre belle et florissante monarchie. Je sais que vous plaignez cette malheureuse famille abandonnée à elle-même, entourée de traîtres et d'ineptes incapables qui ne feront qu'accélérer sa perte. Vous devinez ce que peut éprouver l'homme que vous aimez d'une si ancienne amitié, à la vue de ce démolissement général. Je le répète, et vous le savez, il a eu en vue trois choses dans le cours de sa longue vie : la gloire de son pays

qu'il voit perdue, la fortune de ses enfants qu'il voit détruite, puis son honneur personnel qu'il voit traîner dans la boue par tout ce qu'il y a de plus misérable. Cela est bien dur, cher comte, et il faut le calme de sa belle âme pour puiser le courage qu'il a et qui le soutient en dépit de tout. Vous devriez le voir jouir du bonheur intérieur que Dieu lui a conservé, car, excepté Mme de Sandor, tous ses enfants sont avec lui pour aimer davantage encore votre vieil ami et l'apprécier ce qu'il vaut.

Je n'ai pas besoin de vous dire que les choses chez nous en sont au dernier degré du mal, vous le savez de reste. Je ne vois qu'une catastrophe qui puisse nous sauver et encore la question est-elle de savoir si on saurait profiter de cette catastrophe. Le général Jellachich fera, j'espère, justice de la Hongrie, comme notre brave Radetzki a su faire respecter nos armes en Lombardie. Que Dieu bénisse l'Empereur d'avoir si glorieusement récompensé notre vieux héros! Rien n'échappe à votre grand et bel Empereur et la Providence se charge de l'en récompenser. Je n'ai pas besoin de vous dire que moi, Mélanie, je crève de rage lorsque j'entends comment l'Angleterre et la France parlent d'une province reconquise au prix de tout ce qui nous reste de sang pur et honorable. Pareille chose eût été impossible, il y a quelques années. Windischgraetz s'est bien noblement conduit et il resterait chez nous des éléments forts si on ne les abandonnait pas ainsi et si on savait les employer. Quel affreux spectacle offre l'Allemagne!

Tous les souverains subjugués par la terreur! Et s'ils se prononçaient, s'il y en avait un seul parmi eux qui eût le courage du martyre, les peuples entiers se lèveraient pour eux. C'est une honte, quand on sait combien peu sérieux est le nombre des perfides agitateurs, réduits en somme à quelques méchants Juifs et à de misérables professeurs!

Cher comte, conservez-nous votre souvenir et votre amitié. Mettez-moi, si ce n'est pas trop prétendre, aux pieds de Votre Empereur et de son auguste famille; rappelez-moi à ceux qui nous conservent un peu d'intérêt et dites-vous que ma reconnaissance ne finira qu'avec ma vie. — Mélanie.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 26 septembre 1848.

Ci-joint, mon cher ami, la réponse de l'Empereur à la lettre du Roi, dont Brassier a été porteur. De plus une lettre de Rochow à Rauch. Toutes les deux demandent à parvenir le plus sûrement possible et en mains à leur destination. Vous saurez comment faire pour remplir cette condition. Engagez Rauch à vous faire lire la lettre de Rochow; vous saurez alors ce que l'Empereur écrit au Roi. Pour ma part, je n'y ajouterai pas

un mot, car je n'aime pas raisonner sur des éventualités, j'attendrai avec calme ce que la crise produira, et, quand je le saurai, je vous dirai ce que je pense de la situation qui en ressortira. Pour le moment, je me bornerai à vous accuser réception de vos lettres et dépêches du 18 et 19 septembre, et de vous avouer qu'elles ne m'ont pas rassuré sur l'issue de la crise. Je crains qu'il n'y ait beaucoup de décousu dans les mesures qu'on prendra. Le retard qu'a éprouvé la formation du ministère m'inquiète aussi.

Adieu, cher ami, que Dieu vous conserve et vous guide au milieu de cette terrible tempête.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 6 octobre 1848.

Que voulez-vous que je vous dise, mon cher baron, après la réception de vos dernières dépêches du 19 septembre? Notre correspondance ne deviendrait qu'un échange de jérémiades, si je voulais répondre aux vôtres. Je n'ai, en effet, rien à vous offrir de plus en retour des bien tristes informations que le *Wladimir* m'a apportées de votre part. Vous parler des impressions qu'elles ont produites sur l'Empereur et l'Impératrice? C'est inutile. Vous les avez prévues en écrivant les pénibles détails de tout ce qui s'est passé sous vos

yeux. Indiquer des remèdes, donner des conseils d'ici, c'est plus inutile encore. Les événements marchent et nous sommes loin. D'ailleurs, vous êtes sur les lieux depuis quatre mois, vous vous épuisez en vains efforts pour donner du courage et du sens commun à ceux qui n'en ont pas, et, lorsque vous croyez être arrivé au port, voilà un Pfuel qui vous fait faire naufrage. Pour moi, je ne comprends rien à sa conduite. Quand je me rappelle tout ce qu'il me disait ici, je vois une fois de plus qu'il est plus facile de parler que d'agir, que la critique est aisée et l'art difficile. Son début a été pitoyable, je ne veux toutefois pas le condamner trop tôt. Le second lundi ne sera peut-être pas aussi néfaste que le premier. Aussi, mon cher ami, attendrai-je ce qu'aura produit ce second Lundi avant d'arrêter mes idées sur ce qu'il y aura à dire ou à faire, au milieu de cette terrible crise qui décidera du sort de la monarchie prussienne. Je vois qu'à Francfort un peu d'énergie commence à poindre. Ne pourrait-on pas en tirer parti à Berlin et s'appuyer mutuellement? La dernière expédition de Budberg a été plutôt satisfaisante et le langage que lui a tenu le Vicaire ne laisse rien à désirer. Mais, à Berlin, on ne sait tirer parti de rien.

La seule nouvelle que je puisse vous donner, c'est celle de la mort de notre président du Conseil, décédé, hier au soir. Au mariage du Grand-Duc, il était encore frais et bien portant. De retour chez lui, à la campagne, il a gagné le choléra qu'on était pourtant parvenu à arrêter, mais il s'en est suivi une complète paralysie

des facultés digestives et une si grande prostration de forces qu'il n'y a pas eu moyen de le sauver.

Nous venons de recevoir de bonnes nouvelles de Bucharest. Les Turcs y sont entrés, ont renversé le gouvernement révolutionnaire et, conjointement avec Duhamel, ont nommé le Prince Cantacuzène[1] caïmacan. J'espère donc que l'ordre ne tardera pas à être rétabli en Valachie, d'autant plus qu'un détachement de nos troupes y est entré pour appuyer les Turcs et les empêcher de faire de nouvelles sottises.

Adieu, mon cher baron, que Dieu vous protège!

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 10 octobre 1848.

J'ai pensé, mon cher baron, qu'il serait utile, avant qu'il ne s'installât dans son nouveau poste, que Adlung s'abouchât avec vous et prît vos ordres. Il va donc se rendre directement à Berlin; il vous dira tout ce qu'il a vu et entendu ici. Je me dispense, par conséquent,

1. Cantacuzène (Constantin, prince), homme politique roumain, né en 1800, mort en 1875. Fut secrétaire d'État dans les dernières années de l'hospodarat d'Alexandre Ghika, sortit en même temps que lui du pouvoir (1842), et resta à l'écart des affaires pendant six années. Du mois de septembre 1848 au mois de janvier 1849, il eut le gouvernement de la Valachie, en qualité de caïmacan. En 1856, il fut question de lui dans l'élection qui porta au trône des Principautés unies le prince Couza.

d'entrer dans de plus amples détails sur nos faits et gestes. L'Empereur attend toujours avec une vive anxiété l'explosion que vos dépêches font pressentir à Berlin. Il me semble que Pfuel ne se soucie pas de la provoquer et que les révolutionnaires sont trop bien avisés pour l'amener. On restera donc longtemps à s'observer mutuellement. Je le crains et le déplore, car, dans cette temporisation, tout le profit revient aux révolutionnaires. Tôt ou tard, la crise devra avoir lieu et plus elle sera ajournée, plus le parti démagogique aura de chances en sa faveur. L'Empereur voudrait toujours voir surgir en Prusse un Jellachich, mais ce sont là des rêves en l'air qui ne se réaliseront que bien difficilement. Dans tous les cas, ce ne sera pas Pfuel qui jouera un rôle pareil.

J'apprends que la proposition prussienne de faire participer la Russie et la Prusse à la médiation italienne a fait fiasco à Londres comme ici, par des motifs tout différents. Nous verrons comment Palmerston s'en tirera. Puisqu'il me paraît que les prétentions sont irréconciliables, Palmerston veut prendre pour base les propositions de Hummelauer, et l'Autriche avec beaucoup de raison ne veut rien céder de ses possessions italiennes. Rester en dehors d'un pareil tripotage est donc le meilleur parti à prendre. Il n'en saurait sortir rien de bon ni d'équitable. Je crains qu'il n'en soit de même de l'affaire du Schleswig si les négociateurs, comme cela me paraît inévitable, se poursuivent à Londres. Palmerston, à force d'inventer des termes

moyens, gâtera l'affaire, au lieu de l'arranger. En général, il n'a pas la main heureuse, en fait de médiation. Aussi terminera-t-on sans lui l'affaire des Principautés. Il a essayé de s'en mêler, mais Brunnow, *entre nous soit dit*, l'a joliment rembarré. N'en parlez pas à Westmorland, car tout s'est passé par lettres particulières. J'espère qu'il ne reviendra pas officiellement à la charge.

Adieu, mon cher baron. Hier, nous avons enterré notre Président Levaschef. C'est Bloudoff qui le remplace provisoirement.

Dans ce moment, la poste m'apporte votre lettre et votre dépêche du 22 septembre/4 octobre. Cela va chez vous de mal en pis, c'est tout ce que je puis dire. Comment cela finira-t-il? Dieu le sait. Le pouvoir souverain s'en va, à la lettre, en eau de boudin. Et Struve qui n'est pas fusillé! Sous Bonaparte nous avons vu l'abaissement de l'Allemagne, nous voyons aujourd'hui le néant auquel elle est réduite et à la tête de ce néant la Prusse et son misérable ministère.

Comment ne pas avoir le courage de fermer les clubs qui vocifèrent à Potsdam, sous les yeux du Roi, et provoquent presque journellement des conflits avec le militaire. Cette situation ne peut plus durer. C'est vous, cher ami, que je plains surtout d'être témoin de tant de turpitudes. Je ne sais comment votre santé peut y résister encore.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 12 novembre 1848.

L'Impératrice me fait dire à l'instant qu'elle veut envoyer, ce soir, un courrier à Berlin. J'ignore complètement, mon cher baron, ce qui motive cette expédition improvisée, car la cour est à Tsarkoé-Sélo et, moi, en ville. Cette annonce m'a été faite à midi et cela encore un vendredi où je dois préparer mon travail pour le lendemain et me rendre le soir à Tsarkoé-Sélo. J'entre dans ces détails pour vous prouver que je ne puis que dicter à la hâte une très courte lettre pour vous. Elle a principalement pour but de vous accuser la réception de vos intéressantes dépêches du 4/16 novembre, reçues ici, avant-hier, par courrier. J'y vois avec plaisir qu'on se tient ferme à Berlin et qu'on ne se laisse pas dérouter par tous les incidents que suscite constamment au ministère, soit cette sotte assemblée de Francfort, soit le parti révolutionnaire, en général. Que Dieu lui accorde le courage de persévérer jusqu'au bout et il sortira victorieux d'une crise qu'il était indispensable d'amener. Je n'ai pas vu l'Empereur depuis l'arrivée de votre feldjaeger. J'ignore donc ce qu'il pense des informations que renferment vos dépêches qu'il ne m'a pas même restituées encore. Il les garde, je suppose, pour en causer avec Rochow qu'il a fait venir aujourd'hui à Tsarkoé-Sélo.

Je vous adresse une expédition pour Londres, à laquelle je vous prierai de donner cours par un de vos employés. Vous pourriez peut-être en charger le petit Schlotzer, qui, vu la fermeture de la navigation, n'a rien à faire à Stettin. Envoyez-le, lui ou tout autre, par Ostende, qui dans cette saison est la voie la plus courte et la plus sûre. Je vous suggère le choix de Schlotzer parce que dans ce moment les écritures vont nécessairement augmenter chez vous, et que dès lors vous pourriez difficilement vous passer, même momentanément, d'un employé de votre mission.

Le prince Schwarzenberg a renouvelé auprès de nous la demande de nous associer à la négociation italienne. Nous nous y sommes refusés par les motifs que vous trouverez exposés dans la dépêche ci-jointe à Medem, que je vous communique très confidentiellement.

Adieu, très cher baron, je vous renouvelle à la hâte mes plus sincères amitiés.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au comte Michel Chreptowitch.*

Saint-Pétersbourg, 22 novembre 1848.

A la distance où nous sommes, il est bien difficile, mon cher Michel, d'influer par nos instructions sur la marche des négociations qui se poursuivent à Naples

sous la malencontreuse médiation anglo-française, devenue une des grandes calamités du siècle, à côté de beaucoup d'autres. Aussi vous avouerai-je que je voudrais m'en mêler le moins possible. Je crains même que vous n'ayez été déjà un peu trop loin, ce que vous aura fait pressentir ma dépêche chiffrée du 7 octobre. Celle que vous recevez aujourd'hui, en duplicata, développe cette opinion. L'expédition de notre courrier ayant été retardée, je vous l'ai envoyée en chiffres par celui de M. Régina. Enfin, aujourd'hui, je suis à même de vous écrire directement par une occasion Russe, de m'expectorer complètement envers vous. Indépendamment de ma nouvelle dépêche, je vous envoie ci-joint pour votre information personnelle les lettres très confidentielles échangées dans l'intimité de leurs relations entre l'Empereur et le Roi. C'est un second courrier napolitain expédié, hier, par le chevalier Régina, qui a emporté la réponse de l'Empereur. Il se pourrait qu'il arrivât à Naples après le nôtre que nous envoyons directement par Vienne, tandis que l'autre se dirige sur Gênes. Dans ce cas, vous pourrez en prévenir le Roi, sans toutefois lui montrer la copie de la lettre de l'Empereur, qui est pour vous seul. Vous verrez par toutes les pièces que vous recevez quels sont les conseils que l'Empereur donne au Roi. Ils se réduisent à ceci : Acceptez les dernières propositions de la France et de l'Angleterre comme base de la négociation, excepté l'article d'une armée silicienne, séparée, qui serait un véritable suicide, s'il y souscrivait. Nous réclamons

fortement à Londres et à Paris contre cette injuste condition comme déjà notre Brunnow l'a fait en appuyant les représentations de Castelicrolo, en nous abstenant toutefois de nous mêler des détails de la négociation, ce que je vous engage instamment à éviter de votre côté. Le Roi ne s'est pas plaint de vous, mais il ne vous a pas nommé non plus dans sa lettre à l'Empereur, ce qui prouve à mes yeux qu'il a un peu vite oublié les services signalés que vous lui avez rendus et me porte à vous réitérer la recommandation d'aller, bride en main, avec lui, et de ne pas trop vous mettre en avant. En le nommant dans vos dépêches, évitez des épithètes trop désobligeantes sur sa personne, car l'Empereur lui porte toujours une sincère affection et le juge moins sévèrement que vous. Je ne doute pas qu'il ne vous fasse faire souvent du mauvais sang, mais qui ne s'en fait pas dans les temps où nous vivons? De grâce, ne vous aigrissez pas et surtout ne laissez pas percer d'aigreur dans vos dépêches. Supportez avec calme et résignation les contrariétés que vous éprouvez. Elles sont inséparables de notre métier où tout n'est pas sucre. Hélas! le vinaigre n'y joue aujourd'hui qu'un trop grand rôle. Cependant les choses commencent à prendre une meilleure tournure. En Autriche, ont paru sur la scène quelques hommes de cœur, y compris votre ami Schwarzenberg, qui se sont dit que la Monarchie ne périrait pas, et, lorsqu'on a vu en Prusse qu'avec une forte volonté et une armée fidèle on pouvait venir à bout d'une capitale en révolte, on s'est mis à l'œuvre,

et voilà Berlin, en état de siège, et occupé par vingt-cinq mille hommes. La petite pièce que nous avons ici à jouer dans ce drame général est également finie, nous sommes toutefois obligés de laisser encore nos troupes dans les Principautés jusqu'à ce que l'administration y soit complètement réorganisée, car il y règne encore toujours une certaine fermentation, entretenue par les chefs de la révolte que les Turcs ont laissé échapper et qui séjournent encore en Transylvanie.

Mais trêve de politique, mon cher Michel. Heureusement qu'elle ne m'empêche pas d'aller deux fois par semaine à l'Opéra et d'admirer de temps en temps Fanny Elssler[1]. C'est aussi le seul plaisir que je me donne, je ne vais pas dans le monde et me couche très régulièrement à onze heures. De cette manière, il m'est seulement possible de supporter le terrible fardeau qui pèse sur mes pauvres épaules, mais qui, grâce à Dieu, n'a pas affecté ma santé jusqu'ici.

En fait de nouvelles d'ici, je vous annonce que Tchernichef a été nommé président du Conseil, en conservant le ministère de la guerre. On lui a donné pour adjoint le prince Basile Dolgorouki[2], frère du pauvre

1. Elssler (Fanny), célèbre danseuse autrichienne, née en 1810, morte en 1884.

2. Dolgorouki (Vasili-Andréwitch, prince), 1804-1868, général russe, prit part en 1830 à la campagne de Pologne; en 1848, fut nommé adjoint au ministre de la guerre. De 1853 à 1856, fut ministre de la guerre, puis devint chef de la gendarmerie et de la 3e division de la chancellerie privée impériale, fonctions équivalentes à celles de ministre de la police.

prince Élie que nous regrettons toujours bien vivement. Medem, le Persan, a été nommé ministre du Brésil. Il est très pressé de nous quitter pour fuir l'hiver qui est déjà établi solidement chez nous. Il est bien fâcheux qu'à ses incontestables capacités se joigne une santé qui ne supporte que le climat des tropiques.

J'ai fait, l'autre jour, la connaissance de l'amie intime d'Hélène, Mme d'Hédouville. Elle n'est pas jolie, mais, sans contredit, elle est la plus aimable des trois citoyennes dont la République sans républicains nous a gratifiés. Le général Le Flô est un brave homme, mais un véritable troupier dans toute la force du terme, n'ayant aucune idée politique dans la tête et me faisant, dès lors, souvent regretter l'excellent Rayneval.

J'ajoute encore à ma volumineuse expédition la copie d'une petite dépêche chiffrée que je reçois à l'instant de Brunnow. J'y vois avec regret que c'est la question de l'armée qui formera la principale pierre d'achoppement. Que le Roi puisse trouver dans sa sagesse quelque terme moyen pour résoudre cette difficulté, mais que ce ne soit pas vous qui le lui suggériez. Ne vous chargez pas, mon cher Michel, de cette responsabilité.

---

## *Le comte Charles de Nesselrode au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 17 novembre 1848.

C'est, mon cher baron, le général Zarco di Vallé qui vous remettra la présente. Ainsi que je vous en ai prévenu d'avance, l'été passé, sa mission ne pouvait réussir. Il en est profondément affligé. Pour le consoler, je lui ai fait entendre que ce qui était différé n'était pas perdu, et l'ai engagé à s'ouvrir à vous, si dans l'avenir il pouvait se présenter une circonstance quelconque paraissant offrir des chances favorables pour entamer, par votre entremise, de nouvelles négociations sur la reconnaissance de la reine Isabelle. Si une pareille éventualité venait à se réaliser, vous voudriez bien, mon cher baron, accueillir tout ce que le général Zarco di Vallé vous communiquera et m'en faire part. C'est auprès de vous que je l'accrédite, en attendant que, conformément à son plus ardent désir, il puisse l'être auprès de l'Empereur.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 20 novembre 1848.

Je ne veux pas laisser partir le courrier anglais, mon cher baron, sans vous faire part de la vive satisfaction que nous ont fait éprouver les déterminations énergiques que le Roi et son ministère viennent enfin de prendre. Le début ne nous laisse rien à désirer, que Dieu veuille seulement qu'on tienne ferme jusqu'au bout. Le Rubicon, une fois passé, le moindre pas rétrograde entraînerait la perte du Roi et de la Monarchie. Vous avez mis une admirable activité à nous tenir au courant de ce qui se passait sous vos yeux et de ce qu'il y avait alternativement à craindre ou à espérer. Vous ne pouviez mieux répondre à la vive et bien naturelle impatience avec laquelle l'Empereur et l'Impératrice attendaient les nouvelles de Berlin.

Je ne vous fais pas de réponse officielle à vos dernières dépêches. Elle ne pourrait contenir que ce que je vous dis dans cette lettre. D'ailleurs, ce ne sont ni les écritures, ni les longs discours qui sauveront le monde et, quant à nos vœux et à nos déterminations, vous les connaissez, très cher baron, ainsi que les sentiments que je vous ai invariablement voués.

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 5 décembre 1848.

Je ne puis pas vous cacher, mon cher baron, que, depuis trois jours, nous commençons de nouveau à nous inquiéter sur ce qui se passe et se fait chez vous. D'après des avis indirects, nous avons lieu de craindre que le gouvernement ne sache ou ne veuille pas profiter de la belle position qu'il a emportée, sans coup férir et que le tout ne finisse par un mauvais replâtrage. Comment ne pas dissoudre la Chambre le jour où elle osait décréter le refus des impôts? C'est des deux mains qu'il eût fallu saisir ce moment ; tôt ou tard, on sera obligé d'en venir là, aussi bien en Autriche qu'en Prusse, et Dieu sait si on aura d'aussi bonnes raisons pour procéder à un coup d'État, à mes yeux inévitable, et si les circonstances seront alors aussi favorables qu'elles le sont aujourd'hui. Comment les ministres actuels se trouveront-ils en présence d'une majorité qui a lancé une accusation de haute trahison contre eux? Comment cette même Chambre pourra-t-elle produire une Constitution compatible avec l'existence d'une monarchie quelconque, elle, qui ne renferme dans son sein que les éléments les plus démocratiques, les plus révolutionnaires qu'il soit possible d'imaginer.

Dissoudre ces Chambres rebelles, octroyer une Con-

stitution, la plus monarchique que faire se peut, voilà, à mon avis, la seule ancre de salut qui reste à l'Autriche et à la Prusse, mais voilà ce que ne conseilleront pas les Gagern et consorts, dont l'arrivée à Berlin nous donne ici la chair de poule. Comment ne pas rompre net avec les hommes de Francfort, après la déclaration si insolente de l'archiduc Jean? Tout cela, cher baron, nous préoccupe, et nous inquiète; nous attendons avec anxiété vos rapports pour voir clair au milieu de ces tristes brouillards. Le dernier, reçu hier, ne parle pas de ces nouvelles complications ni de ces trop déplorables tergiversations dans la haute région gouvernementale. Il était du 16 novembre. Voyons ce que produira la journée du 27.

Le courrier anglais par lequel je vous adresse ces lignes ayant différé son départ, je puis en profiter encore pour vous accuser réception de votre dépêche du 27 novembre, expédiée par Varsovie. Elle nous donne de nouveau une lueur d'espoir. Au moins le ministère Brandenbourg vit encore et résiste aux attaques dirigées contre lui, de Francfort. Mais ce qui sera toujours un problème pour moi, c'est de savoir comment il pourra marcher avec une Chambre que rien ne corrigera. Tant qu'elle ne sera pas dissoute et que le Roi n'aura pas octroyé une Constitution, je ne chanterai pas victoire. Telle est, mon cher baron, ma profession de foi, avec laquelle je vous salue de cœur et d'âme.
P. S. La Cour rentre demain en ville, Dieu soit loué! L'hiver ne veut pas s'établir d'une manière stable. Il

dégèle trop souvent. La société est encore très calme, et, pour ma part, je n'en prendrai cet hiver que le strict nécessaire. L'Opéra italien et Fanny Essler qui fait nos délices sont les seules distractions que je me permette de temps à autre.

---

*Le prince de Metternich*
*au baron de Meyendorff.*

Brighton, 6 décembre 1848.

Je vous remercie, mon cher baron, de nous avoir fait faire la connaissance du comte Wielgorsky[1]. Il a apporté à ma femme une lettre de Mme de Meyendorff qui est assez *high spirited* à l'encontre des situations prussiennes. J'admets, pour ma part, que les choses à Berlin sont mieux placées qu'elles ne l'étaient, et la véritable différence entre la situation du jour et celle de la veille me paraît être facile à trouver dans la différence qu'il y a entre quelque chose et rien du tout. J'ignore complètement le poids spécifique du ministère Brandenbourg ; ce qui est prouvé, c'est qu'il pèse d'un poids quelconque, tandis que les ministères précédents, ou ne pesaient rien ou mettaient leur poids dans le bassin de la gauche. Les hommes qui composent le

1. Wielgorsky (Michel, comte), 1787-1856, a été, ainsi que son frère, pendant de longues années, à Saint-Pétersbourg, un véritable Mécène pour les musiciens.

nouveau ministère ont, en tout état de cause, le courage de leurs consciences, vertu rare, dans tous les temps, et plus particulièrement dans ceux où la conscience est traitée comme un abus, comme un luxe à réformer. Quand de la véritable conscience se fait jour, quand un *non* descend de la région où les *non* devraient pour le moins trouver place à côté des *oui*, quand cette preuve de la conscience du pouvoir est franchement exprimée et soutenue, alors la surprise du parti *sans conscience*, tourne à la déroute. C'est ce qui est arrivé à Berlin et ce qui arrivera partout où les mêmes situations se feront jour. Les rois sont très forts quand ils cherchent leur force dans le *droit*; celui des rois est la sécurité *de tout* et *de tous* et est dès lors facilement compris par le peuple. Pour qu'une chose puisse être comprise, il faut que son existence soit sentie et quand le pouvoir cède là où il serait de son devoir de résister, il disparaît aux yeux des masses et celles-ci deviennent flottantes et la proie des partis sans conscience.

Un *non* dit, à temps, par celui qui a le droit de le proférer, peut avoir une puissance énorme. C'est cette syllabe, qui, en italien, a sur le français l'avantage d'avoir une lettre de moins, c'est le *no*, dit par le roi Charles-Albert à la députation qui, par suite de l'abdication du roi Charles-Emmanuel, s'est présentée devant le nouveau souverain, qui a immédiatement fait reculer la révolution piémontaise, en 1821.

La situation en Autriche ressemble sous bien des

rapports à celle de la Prusse; les situations diffèrent d'un autre côté fort essentiellement. Ce en quoi elles se ressemblent, c'est dans un amalgame de conditions contradictoires et non moins existant, c'est dans une confusion du possible avec l'impossible, du juste avec le faux, dans tout ce qui, *vu de près*, n'est *rien*. Les faits de mars n'ont que la valeur de préludes à ceux de mai. La différence entre les deux époques est celle qu'il y a entre un don et un vol. En mars, l'empereur et le roi ont promis des Constitutions à ce qui s'est présenté comme étant le peuple; en mai, ce même peuple s'est *adjugé*, *sans plus*, comme un droit acquis par la plénitude de sa souveraineté, ce qui, en mars, appartenait à celle de la couronne. Voilà la différence, l'immense différence entre les situations de mars et de mai, et aussi longtemps que je ne verrai point annulées par l'autorité légale les usurpations de mai, j'aurai le sentiment qu'en dépit de telle ou telle apparence flatteuse, *le mal va son train*. Le mal, c'est l'action qui marche de par la souveraineté du peuple, qui à Vienne, comme à Berlin et à Francfort est proclamée sous le nom de *errungenschaften*.

A côté de la valeur que j'attache à la chose (car la souveraineté a pour le moins la valeur d'une chose), se trouve encore une circonstance qui a celle d'un *impedimentum in re* dans la direction la plus opposée même au principe qui domine les situations de Vienne et de Berlin; cette circonstance se trouve dans l'impossibilité que des réunions d'hommes telles que l'élec-

tion universelle et directe en a formées sous la charge de constituer une *assemblée constituante*, puissent même de loin satisfaire à la charge qui leur est dévolue. En admettant ainsi que l'empereur comme le roi, sans s'arrêter à ce qui pour moi a la valeur *de la question dirimante*, dussent vouloir arriver avec les assemblées de Kremsier et d'Olmutz à la confection de lois fondamentales, le sentiment de l'impossibilité de la chose exerce sur moi trop de pouvoir pour qu'il me soit permis d'attendre un bon résultat de ce qui, à mes yeux, est entaché de nullité.

Ce qui, en tout état de cause, est certain, c'est qu'aujourd'hui vaut mieux qu'hier. Des coups ont été portés; ils ont effrayé les uns et réveillé les autres. Marchez! c'est ce que je voudrais pouvoir crier du haut des toits. Marcher vaut mieux que de se laisser conduire en laisse.

Le programme du nouveau ministère impérial est bien habilement fait. Je n'aurais rien à y reprendre, s'il n'était adressé à l'Assemblée, *obstacle moral et matériel*.

Francfort prouve tous les jours davantage ce qu'il est, c'est-à-dire un pouvoir sans base, un esprit sans corps, un pensum d'écoliers mûris avant le temps et pourris à l'heure de la récolte.

*Nous verrons!* C'est le point où je suis moralement arrivé, assis dans une loge, en face de la scène. Et dans le brouillard il commence à y avoir des éclaircies qui me permettent de distinguer au milieu des ruines ce qui est encore debout,

Vous me dites que les derniers événements à Rome ne m'étonneront pas. Vous avez raison. Après ce que je vais vous dire, rien ne serait plus surprenant que mon étonnement.

Je me souviens d'avoir consigné dans une longue lettre particulière que j'ai adressée au comte de Lutzow, à Rome, au mois de mai ou de juin 1847, pour être portée par lui à la connaissance du Pape — sans un autre intermédiaire que l'ambassadeur — les paroles suivantes :

« Je sais ce que veut le Pape ; je sais ce qu'il ne veut « pas, soit parce qu'il ne peut pas le vouloir, soit parce « que, s'il en était autrement, il ne le voudrait pas da- « vantage. Eh bien ! si Sa Sainteté ne fait point suivre « une autre direction à ce qu'elle veut, je lui dis que « je ne reconnais pas deux années d'existence à son « pouvoir temporel. »

Les deux années se sont réduites à dix-huit mois.

Mille hommages, mon cher baron.

---

*Le comte Charles de Nesselrode au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 18 décembre 1848.

M. Kapher en venant hier, prendre la lettre de recommandation dont je l'ai muni pour vous, cher baron, m'a dit qu'il se rendait droit à Berlin et qu'il y serait

dans sept jours. Je crois donc devoir profiter à la hâte de cette occasion sûre et prompte pour vous raconter les péripéties par lesquelles nous avons passé, la semaine qui vient de finir, relativement à votre malheureuse Constitution. C'est le lundi (il y a juste huit jours) que nous en avons reçu la première nouvelle par un seul exemplaire du Staats Anzeiger, arrivé ici sous banderolle à l'Impératrice, les autres exemplaires ayant été retenus, Dieu sait pourquoi, à Tilsitt. Cette Constitution nous est donc tombée comme une bombe. De vous, pas un mot, ni le lundi, ni le mardi, ni le mercredi, ni le jeudi. Enfin le vendredi nous recevons par un courrier de Varsovie votre expédition du 9 décembre qui nous explique enfin un fait auquel nous étions si peu préparés, car vous saurez que, par une autre fatalité ou pour mieux dire par une impardonnable négligence d'un courrier anglais, votre expédition du 24 novembre, placée sous le couvert du Maréchal a fait deux fois le chemin de Pétersbourg à Varsovie et ne m'est parvenue que hier dans la soirée. Maintenant venons-en au fait. Je n'ai pas besoin de vous dépeindre l'impression que la Constitution a produite sur l'Empereur ; vous ne vous êtes sûrement pas attendu que vos explications puissent atténuer l'effet que cette nouvelle devait produire chez nous. Ainsi n'en parlons pas; on ne peut plus rien changer à ce qui est, et attendons ce que l'avenir nous amènera. Si vous voulez savoir ce que j'en pense, moi, lisez un article signé Hubert dans la Kreutz Zeitung.

Je ne sais qui est ce M. Hubert, ce doit être un homme d'État, car je ne connais aucun journaliste de nos jours pouvant juger aussi sainement.

*P.-S.* — L'archiduc Guillaume nous quitte après demain. En réciprocité, ce sera le Grand-Duc Constantin, accompagné du comte Kouchelef et du jeune Orlof qui sera envoyé aux empereurs d'Autriche.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 26 décembre 1848.

Ce qu'il y a de plus satisfaisant dans vos dernières dépêches qui vont jusqu'au 18 décembre, c'est presque la certitude que le Roi est décidé à ne prendre aucune détermination dans les affaires d'Allemagne avant que de s'être préalablement entendu et mis d'accord avec l'Autriche. Que Dieu veuille le maintenir dans cette bonne résolution! Il y a longtemps que nous sommes convaincus que c'est la seule ancre de salut pour l'Allemagne. Vos dépêches n'exigeant pas de réponse, je ne vous écris pas officiellement et vous prierai de considérer cette lettre comme un accusé de réception. Je voudrais, en retour de vos informations, pouvoir vous en donner qui vous offrissent un intérêt équivalent. Grâce à Dieu, ce n'est pas chez nous que se passent des évé-

nements qui excitent cet intérêt. Je puis tout au plus vous parler de l'impression que produisent chez nous les nouvelles qui nous arrivent de l'étranger. Dans ce nombre se trouve celle de l'élection de Louis Bonaparte qui aujourd'hui est la plus importante. A mes yeux, elle n'a d'autre valeur que celle d'une transition et de la preuve certaine que les Français ne veulent pas de la République. Comme il est très difficile de deviner ce que voudra, en définitive, une nation de fous, je ne m'en préoccuperai pas autrement. Toutefois, nous ne nous presserons pas de reconnaître le nouvel ordre de choses. Nous voudrions subordonner la reconnaissance de l'élu du peuple aux principes sur lesquels il basera sa politique extérieure et spécialement à la conduite qu'il tiendra dans les affaires d'Italie. Je crains que Thiers, qui est aujourd'hui l'homme influent, ne soit plus belliqueux que ne l'ont été Cavaignac et Bastide, et malheureusement Palmerston ne voudra pas le brider. Au contraire, il y a plutôt lieu de supposer qu'il ne se forme une entente cordiale entre ces deux génies du mal. Cependant nous avons fait pressentir à Palmerston que si la France attaquait l'Autriche en Italie pour lui arracher la Lombardie, nous serions forcés de la soutenir. J'espère que cet avis au lecteur, que nous réitérons encore par le présent courrier, influera favorablement sur la négociation de Bruxelles, qui, à ce que j'apprends, est confiée à Colloredo. Votre beau-frère me donnera probablement demain connaissance des instructions dont il sera muni. Je l'attends ce soir : un

feldjaeger arrivé ce matin de Varsovie l'a dévancé, non loin d'ici. Il aura de la peine à trouver à se loger. La maison de mon beau-frère Nicolas est au fond la seule disponible en ville, mais je crains qu'elle ne soit trop cher pour lui. On ne pourrait pas la donner à moins de 30/m R. Cette folie a coûté à Gourief près d'un million et demi.

---

*Le prince de Metternich*
*au comte Charles de Nesselrode.*

Brighton, 30 décembre 1848.

M. de Brunnow m'offre une occasion dont je tire parti dans le double objet de vous souhaiter la bonne année et de vous dire en peu de mots sous quels aspects se présente à mes yeux le prochain avenir.

J'admets comme une indubitable vérité, qu'entre les débuts des années 1848 et 1849, il y a une notable différence, celle qui existe entre l'ignorance et le savoir. Tout le monde a plus ou moins appris quelque chose dans le cours des derniers dix mois et demi ; je vous range au nombre de ceux qui ont peu appris et je me permets sur ce point de m'associer à vous. Il y a, en effet, des vérités qui ont été présentes en 1847, comme elles doivent l'être aujourd'hui à ceux auxquels elles avaient échappé alors, et je place au nombre de ces vérités les règles les plus communes de la vie sociale et

de la vie des États. Cependant comme entre le savoir et l'ignorance, la différence est grande et que la tourbe des ignorants et des confiants a reçu des coups qu'elle n'attendait point, l'année dans laquelle nous allons entrer offre des chances que n'a point présentées celle qui finit. La question, la véritable question, sera celle-ci : Ceux qui représentent le pouvoir en auront-ils la conscience et la force que prête cette conscience à ceux qui en sont doués ?

Je vous prie de vous procurer un petit écrit qui porte le titre de *Signatura temporis* (Berlin, novembre 1848). La lecture de cet opuscule vous apprendra le fin mot du tripot allemand. Francfort est sur le chemin de la banqueroute et il a dû en être ainsi par suite de la puissance que le sens commun finit toujours par faire prévaloir sur ses adversaires, ceux-ci fussent-ils même une légion de professeurs allemands ou autres. La faillite de l'Utopie, de l'*Unité allemande*, sauvera-t-elle les Princes ? Nous le verrons tout à l'heure. La question qui se trouve au fond de toutes les questions, c'est celle de la *Souverainté du peuple*, en opposition avec celle de la Souveraineté *d'en haut*, cette querelle entre un principe et une doctrine qui se résout en monarchie ou en république.

Le changement de règne en Autriche n'a point agi sur moi comme une surprise. Je m'étais attendu à ce qu'il aurait eu lieu à Innsbruck. La Providence a bien fait en le renvoyant à Olmutz; effectué plus tôt, les leçons du mois d'octobre n'eussent point fait défaut,

mais les coups en seraient tombés sur le nouveau règne. Veuillez me rendre, envers l'Empereur, votre auguste Maître, garant des excellentes qualités du jeune Empereur François-Joseph. Je les connais et ne puis les mettre en doute. La tâche qu'il aura à remplir est lourde, il aura besoin d'aide, je compte sur l'appui que lui prêtera son grand voisin.

Un homme d'esprit, le duc de Broglie, vient de faire le calcul suivant sur la situation morale de la France:

Les votes pour la Présidence prouvent que dans le pays il y a sept millions d'amis de l'ordre, trois cent mille soi-disant montagnards et trente mille socialistes. Parmi les amis de l'ordre, il y a au moins cinq millions et demi d'ennemis du 24 février et sur les 1.500.000 voix qu'a obtenues Cavaignac, il n'y a pas, d'un commun aveu, un cinquième de républicains. Cette statistique que j'admets pour ma part, comme correcte, réduit infiniment, ajoute le duc de Broglie, le danger des insurrections, humilie les vauriens, détrône Paris qui a passé sous le joug de la France et transporte le pouvoir d'un bout à l'autre du fleuve.

Si je trouve les conséquences, que l'auteur du calcul tire de ces chiffres, également admissibles, à quoi se réduisent-elles, si ce n'est à des négations? Où est la force active, la seule qui offre le gage du bien et celui de sa durée? Où est la base sur laquelle puisse s'établir la confiance, ce moyen unique pour créer la prospérité d'un État? Le mal réside en France dans des institutions néfastes, et sous leur poids le repos du pays n'est

jamais qu'un accident heureux, tout comme ceux qui représentent le pouvoir n'ont jamais une autre valeur que celle d'un coup du sort. Sur qui ou sur quoi sont tombés les sept millions de voix ? Est-ce sur la tête couverte d'un chapeau, lequel est lui-même un symbole ? C'est évidemment le chapeau qui a recueilli les voix et non l'homme qui en est coiffé et que personne ne connaît, si on excepte des traits de sa vie, qui tiennent plus du mélodrame que de la bonne comédie. Mais en admettant même que le symbole qui est celui « de l'ordre appuyé sur la force » se manifeste avec l'homme qui porte le chapeau, son action se trouve limitée à un espace de quatre années, ce qui permet à peine de commencer à édifier un ordre de choses quelconque. Mais — et tel est sans doute le sentiment public — il y a un remède au mal. Le fait est certain et le remède se trouve dans le changement de la loi fondamentale. Si c'est l'homme investi d'un pouvoir limité qui le change en un pouvoir illimité, il se rend passible d'un méfait ; si c'est la nation souveraine qui renverse la loi, elle prouvera qu'elle a commis une sottise en la sanctionnant. La France, mon cher ami, est une grande pétaudière. une Chambre d'enfants, une société qui toujours marche sans savoir où elle va. Ce n'est pas ainsi que l'on peut espérer arriver au but.

J'apprends que vous ne voulez point vous mêler de la médiation à Bruxelles. Vous avez parfaitement raison. Quel en est l'objet ? J'ai beau chercher, je ne le trouve pas, et le *quand même* n'a point d'accès dans mon

esprit. Le médiateur universel ne me pardonne pas d'avoir jeté dans le monde cette vérité que l'Italie n'est qu'un nom géographique; je ne me pardonnerais pas de ne l'avoir point fait. Il en est du mot : Italie, comme de ceux ; Allemagne, Amérique et de bien d'autres.

En vous souhaitant une bonne année, mon cher comte, j'étends le vœu à la pauvre société humaine. Retiré dans ma loge, je vois de singulières mises en scène. La pièce dans laquelle vous tenez l'un des principaux rôles est du répertoire classique; restez fidèle à ce répertoire et ne l'échangez pas contre celui du romantisme. Le monde succombe sous le poids de cette école. Ne me croyez pas paresseux ; je ne dors pas, je veille. J'ai *fait* de l'histoire, durant un bien long laps de temps; je *l'écris* aujourd'hui. Je tiens à établir clairement la différence qui existe entre ce qui est proclamé en Allemagne *mon système* et ce qu'on lui oppose. La lutte est engagée entre des vérités vieilles comme le monde et des fantômes. Je n'ai jamais su soutenir que les premières et je vais faire justice des rêves.

Demeurez ferme dans votre attitude et vous rendrez un grand service au monde. Ma présence en Angleterre n'est pas sans utilité. J'ai su que l'un des défauts du pays était l'ignorance de ce qui dépasse les rives du Royaume-Uni; j'ai trouvé cette ignorance plus complète que je ne m'étais permis de le croire. L'esprit des Anglais marche droit ; ils savent dès lors comprendre la vérité; c'est aux hommes doués de cette qualité qu'il

faut la dire, et je sais la dire. Je suis, à cet égard, placé dans une situation commode.

Mille sincères hommages pour vous, mon cher comte. Je vous serai obligé de vouloir bien mettre ceux de mon profond respect aux pieds de l'Empereur et je serai heureux de le voir y attacher la valeur d'hommages, émanant de mon esprit et de mon cœur. Il y a trente ans que j'ai eu le bonheur de faire sa connaissance personnelle. Je l'ai toujours vu se rester fidèle à lui-même; j'espère qu'il ne me refuse pas la même justice.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au comte Michel Chreptowitch.*

Saint-Pétersbourg, 15 janvier 1849.

Je commence, mon cher Michel, par vous souhaiter une bonne année. Puisse-t-elle être meilleure que celle qui vient de finir. Je ne sais qu'en augurer, et bien fin, celui qui se chargerait de prévoir et de prédire dans ce siècle de l'imprévu. J'ai reçu avant-hier une longue dépêche de Kisselef, très intéressante par les faits qu'il raconte, mais nulle par ses conclusions, tellement tout est vague et incertain dans cette malheureuse France, destinée à jouer un rôle si désastreux dans les affaires de l'Europe. Tout n'y est pas dit par l'élection de Louis Bonaparte. Ce n'est, au contraire,

qu'un marchepied pour faire passer la République à la Régence. C'est ainsi que l'ont entendu ceux qui ont fait l'élection, mais Bonaparte n'est pas du tout de cet avis. Il prend sa Présidence au sérieux et vise même à l'Empire. Vous comprendrez combien une situation aussi mal définie contient de germes de troubles et de révolutions. Même incertitude, quant à la question de la paix ou de la guerre, en Italie. C'est à mes yeux la première sur laquelle il importe que nous soyons fixés. Vous verrez que nous en faisons dépendre notre reconnaissance formelle de la République française. Si elle veut soutenir Charles-Albert contre l'Autriche, nous serons forcés, bon gré, mal gré, de soutenir celle-ci contre la France. Nous ne pouvons pas laisser crouler la monarchie autrichienne; c'est une question vitale pour nous. Maintenant qu'elle commence à se relever et que nous voyons à la tête de ses affaires des hommes de cœur et d'esprit, dont les principes doivent nous inspirer de la confiance, il est de notre intérêt de l'aider dans la tâche si difficile qu'elle a encore à remplir. C'est dans ce but que je vous prierai de tendre une main amie au comte Maurice Esterhazy[1] que l'Autriche envoie au Pape et que Schwarzenberg m'a fait demander par Medem de vous recommander. Jusqu'à présent, Schwarzenberg mène les affaires à merveille. *Alles*

1. Esterhazy Forchtenstein (Maurice, comte), diplomate autrichien, né en 1807, ministre d'Autriche à Rome durant plusieurs années, jusqu'à 1856; ministre sans portefeuille dans les cabinets Schmerling et Belcredi.

*was als dem œstreichischem Kabinet Kommt hat Hand und Fusz*. Le cardinal Mazarin voulait que l'on fût heureux. J'espère que votre ami ne s'appellera pas Félix pour rien et qu'il ajoutera cet avantage à toutes les qualités qui le distinguent. Hélène partagera, sans doute, ce vœu, dont je me suis bien gardé de faire confidence à son auguste mère. En revanche, si Schwarzenberg n'a pas eu le bonheur de lui plaire, Buol a eu auprès d'elle un succès mirobolant. Tout s'arrange donc pour le mieux dans ce meilleur des mondes, lorsque la Providence impose au premier la tâche de sauver la monarchie autrichienne et au second celle de la représenter à Pétersbourg.

Avant de terminer, un mot sur les affaires de Sicile. Tenez bon sur la question de l'armée. C'est un point sur lequel le Roi ne peut et ne doit transiger. Je n'ai cessé de l'écrire à Brunnow. Les fêtes de Noël ont interrompu momentanément toute conversation entre lui et Palmerston qui était encore à Broadlands. J'ignore donc quel effort auront produit nos remontrances. En attendant, Régina me bombarde de communications sur le même objet, auxquelles nous avons répondu d'avance. J'avoue que je ne comprends rien à l'intervention de l'Espagne dans cette affaire. Elle ne fera aucun bien au roi de Naples et ne pourra qu'aigrir davantage l'Angleterre. Quant à vous, maintenez-vous dans l'attitude que vous avez prise à la suite de nos dernières instructions.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 31 janvier 1849.

Tandis que vos dernières lettres nous donnent, mon cher baron, de meilleures espérances sur l'affaire danoise, Bulow nous bombarde de longues et d'ennuyeuses récriminations contre le Danemark. Celui-ci, de son côté, ne reste pas en arrière en plaintes contre les faits et gestes du gouvernement provisoire, établi dans les Duchés. Je ne me donne plus même la peine de lire ces longues amplifications lourdement écrites en allemand, et je n'y fais jamais à Rochow que verbalement la même réponse, savoir : que le Danemark est parfaitement dans son droit en renforçant la garnison de l'île d'Alsen après toutes les infractions de l'armistice que se sont permises et que se permettent encore les autorités du Schleswig, et que le seul moyen de couper court à d'aussi fâcheuses complications, c'est d'arrêter à Berlin les conditions équitables et de conclure la paix le plus tôt possible, sans trop se soucier des démagogues de Francfort.

Je suis charmé que vous soyez content de Plessen. J'ai fait sa connaissance à Rendsbourg lorsqu'il était secrétaire du cabinet du feu Roi. La pièce qu'il vous a remise est bien faite. Je voudrais que le Danemark fût aussi bien représenté à Londres.

J'ai soumis à l'Empereur la longue lettre que vous a adressée son aide de camp, le prince de Hohenlohe. Ainsi que vous l'avez prévu, il ne saurait être question de la combinaison diplomatique qu'il a inventée, et Sa Majesté vous charge de décliner poliment ses offres de service.

Nous faisons le meilleur ménage possible avec votre beau-frère, qui plaît généralement ici. Nos jeunes dames le goûtent beaucoup.

Merci pour la très intéressante lettre que le dernier courrier anglais m'a apportée. Elle était du 21 janvier. J'y réponds à la hâte par le retour de ce même courrier, en attendant que l'envoi d'un feldjaeger à Londres ou à Paris m'offre l'occasion de vous écrire plus au long. — Tout à vous.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*à M. Fonton*

Saint-Pétersbourg, 3 février 1849.

Je vous remercie du Journal d'Odessa que vous m'avez envoyé. Il m'est venu très à propos et j'ai pu déjà tirer parti des brillantes données que fournit, commercialement parlant, l'année 1848. Dieu sait ce que sera celle qui commence. En 1848, la tempête; en 1849, le roulis. Je crains bien que celui-ci ne se pro-

longe et que de notre vivant nous ne voyons plus renaître le calme à l'horizon politique. Hélas! nous sommes vieux, mon cher Fonton ; puissent nos enfants vivre dans des temps moins agités. C'est le seul vœu que je puisse vous offrir pour la nouvelle année, car nous ne verrons plus le calme et le sens commun régner dans le monde. Le renversement des idées est encore plus contagieux que le choléra. Qui aurait jamais pensé que les Allemands deviendraient encore plus fous que les Français? Dieu seul peut savoir ce qui sortira du chaos, où la révolution de Février a plongé ces deux pays. Ce n'est, certes, pas Louis Bonaparte qui opérera le miracle d'y rétablir l'ordre et la sécurité. Vous comprendrez qu'au milieu des grands événements qui nous entourent je ne sois pas toujours couché sur un lit de roses.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 13 février 1849.

C'est avant-hier, dimanche, que j'ai reçu, mon cher baron, par un voyageur russe votre lettre et vos dépêches du 3 février. Vous pensez qu'elles n'ont que médiocrement pallié l'effet qu'à dû produire sur nous la circulaire prussienne dont Rochow m'avait donné connaissance avant qu'elle n'eût paru dans les feuilles

publiques. Puisque le Roi lui-même en est mécontent, il trouvera, je suppose, tout simple que nous n'en soyons pas enchantés. Voyons quelles en seront les suites. J'ignore encore ce que dira et fera l'Autriche. Elle ne pourra que ressentir un procédé qui est fait pour rappeler l'ancienne duplicité du cabinet prussien. L'entente avec le gouvernement autrichien me paraît donc impossible désormais. Elle seule pouvait sauver l'Allemagne ; ce qu'elle deviendra sans elle, Dieu seul peut le savoir. Nous y passerons probablement par la république rouge, ainsi que cela arrivera en France, comme le prédit Mme de Dalmatie. Je vous remercie beaucoup pour sa petite lettre ; elle peint admirablement bien en peu de mots la situation de la France. Ce n'est certes pas une femme ordinaire que celle qui juge si bien.

A propos de lettres communiquées, je profite de ce courrier pour vous faire quelques restitutions : 1° d'une petite lettre de la princesse d'Orange ; 2° de la longue épître du prince Hohenlohe. Je pense que vous aurez déjà écrit à celui-ci sur l'avis que je vous ai donné par le courrier anglais. Si jamais nous envoyons un ministre à Léopold, ce ne sera pas un pareil personnage que je proposerai, nous avons assez d'amateurs pour ce poste parmi nos jeunes diplomates, et ce serait leur faire un tort cruel que de prêter la main à une pareille combinaison.

Je vous félicite d'être délivré de Zarco di Vallé. Quant à Borrows, il est tout uniment timbré. Je ne sais

de quel droit un ministre d'Amérique, accrédité à la cour de Berlin, se mêle de cette affaire, tandis qu'il y a un ministre d'Amérique à Saint-Pétersbourg qui, jusqu'ici, n'en dit mot.

Le printemps approche et la question danoise n'a pas fait un pas. Dans cette affaire, le cabinet prussien se donne aussi toutes les apparences de jouer un double jeu, et pourtant les intérêts de commerce et de navigation pourraient en souffrir gravement si la paix n'était pas faite avant l'expiration de l'armistice que le Danemark est décidé à ne pas prolonger, pas aux conditions du moins qui ont été si infidèlement remplies à son égard. Pour éviter donc une reprise des hostilités qu'il nous serait difficile de déconseiller au Danemark, puisqu'il serait dans son droit, vous ne sauriez donc faire assez d'efforts pour faire partir Bunsen un moment plus tôt, et surtout pour lui faire donner des instructions qui, enfin, puissent amener la conclusion de la paix.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au comte Michel Chreptowitch.*

Saint-Pétersbourg, 15 février 1849.

Vous comprendrez aisément comment la mort si tragique de ce pauvre Oustinof nous a péniblement surpris. Vous savez combien nous l'aimions, tous, et c'est

du fond du cœur que nous partageons les regrets que vous avez éprouvés. C'est Skariatin que j'envoie à Boutenief pour le remplacer et c'est lui qui vous remettra la présente expédition. De la principale dépêche, j'ai confié un duplicata au courrier napolitain que Régina expédie également aujourd'hui. Je n'ai rien à ajouter aux considérations par lesquelles nous cherchons à démontrer l'inopportunité d'un congrès et notre extrême répugnance à y prendre part. La restauration du Pape serait une chose facile et bien simple, si, en France, il y avait à la tête des affaires des hommes honnêtes et pratiques et, en Angleterre, un autre ministre des affaires étrangères que ce brouillon de Palmerston. Se réunir en Congrès avec de pareils êtres ne peut mener à rien de bon. D'ailleurs, chacun des États qui forment l'Europe centrale est encore trop bouleversé dans son intérieur pour prendre une attitude décidée envers l'extérieur. Dieu seul peut savoir ce que seront la France et l'Allemagne dans six mois d'ici. Les esprits y sont très mûrs pour soutenir une révolution au dehors, mais nullement pour la combattre, tandis que les gouvernements sont encore très faibles et luttent avec beaucoup de peine contre leurs ennemis intérieurs. Dans cette situation si incertaine, ce qui nous convient le plus, à nous, Russie, c'est de nous maintenir dans notre attitude et de nous mêler le moins possible des questions qui ne nous touchent pas de très près. Je vois avec plaisir que l'autorité du Roi se raffermit à Naples. L'épouvantable anarchie, qui règne à Rome, en Toscane et à

Gênes, devraient lui faire plutôt du bien que du mal et rallier à son trône ses demi-libéraux, grands seigneurs, qui ne veulent que des révolutions, à l'eau de rose. J'ai aussi quelque espoir que l'affaire de la Sicile s'arrangera. Il paraît que Palmerston a mis enfin de l'eau dans son vin, à en juger du moins par la petite dépêche chiffrée ci-jointe en copie, que je viens de recevoir de Brunnow. La proposition dont elle fait mention sera arrivée à Naples longtemps avant l'arrivée de Skariatin. Le Roi l'aura acceptée ou rejetée; je crois donc pouvoir me dispenser de la juger ou de donner un conseil quelconque à ce sujet.

Embrassez de ma part Hélène pour la jolie petite lettre qu'elle m'a adressée et qui mérite une jolie réponse, mais, pour faire cette réponse, il faudrait que je fusse en verve et moins tracassé que je ne le suis, en ce moment. Dites-lui que je saisirai pour m'acquitter de ma dette le premier bon moment que le ciel m'accordera, après un air de la Frezzolini ou une pirouette de Fanny Essler, au sortir du *Comte Ory*, opéra charmant qui fait nos délices, car je tiens à faire rire ma bonne petite Hélène et non à lui envoyer de ces accents lugubres que ne font que trop pousser les malheurs du temps où nous vivons.

---

*Le comte Charles de Nesselrode au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 21 février 1849.

Je vous envoie, mon cher baron, une expédition purement danoise. Quand viendra le moment où nous n'aurons plus rien à dire et à écrire sur cette triste question? Je ne pardonne pas au cabinet prussien de l'avoir traînée jusqu'à ce jour et de confier une si grave affaire à un brouillon comme Bunsen. Vous verrez qu'au mois de mai nous en serons au même point où nous en étions l'année passée, à pareille époque, On a laissé passer l'hiver en stériles pourparlers entre Francfort et Berlin, tandis que la Prusse aurait dû prendre l'affaire vigoureusement en main, arrêter des conditions équitables pour le Danemark et les imposer à la Paulskirche, en déclarant à cette stupide assemblée que si les Duchés ne s'y soumettent pas, on déliera les bras au Danemark, et la Prusse et le Hanovre réunis empêcheront le pouvoir central de venir à leur secours. C'est la seule manière de finir cette affaire et de la finir vite, sans guerre ni autre complication. Je suis sûr que vous pensez comme moi, mais vous avez affaire à de tristes ministres. Quel pauvre usage n'ont-ils pas fait de leur victoire, et, pour couronner l'œuvre, ils envoient une déclaration absurde et humiliante à Francfort et se brouillent gratuitement avec l'Autriche, tandis qu'unis

avec elle, ils avaient si beau jeu, vis-à-vis des démagogues de la Paulskirche. Je crains que cette faute ne soit irréparable et qu'elle n'amène une scission, voire même une guerre civile en Allemagne. Dieu sait ce qui en adviendra ; nous ne sommes pas à la fin de nos crises sociales et politiques ; aucune des questions qui ont surgi, l'année passée, n'a reçu de solution : tout est dans le vague, et nous serons encore sur le qui-vive pendant toute l'année 1849. Cela n'est vraiment pas tolérable.

Après la prise de Vienne et l'entrée triomphale de Wrangel à Berlin, j'ai eu un moment de bon espoir, aujourd'hui je ne vois nulle part sur l'horizon le point lumineux vers lequel porter mes espérances, car même la marche du gouvernement autrichien ne me satisfait pas. Les affaires de Hongrie traînent en longueur, l'assemblée de Kremsier entretient une fâcheuse fermentation dans le pays, et une nouvelle rupture avec Charles-Albert me paraît inévitable,

Je vous envoie une circulaire sur l'entrée de nos troupes en Transylvanie ; je pense qu'à l'heure présente elles en seront ressorties. Ce fait n'a que la portée que la malveillance voudra lui donner ; les cris qu'il fera pousser aux journaux et aux radicaux ne me préoccuperont pas autrement ; il constatera notre union avec l'Autriche, et sous ce rapport il pourra nous faire du bien.

D'ici, je n'ai rien de bien saillant à vous mander. Notre carnaval ne bat que d'une aile, parce que la cour

ne peut pas y participer : la rougeole y met obstacle. Figurez-vous que la grande-duchesse Olga l'a donnée à son mari, et voici, en outre, les hauts personnages qui en sont atteints, savoir : le grand-duc Constantin, la fille aînée du grand-duc héritier, la grande-duchesse Marie et tous ses enfants, enfin le duc de Leuchtemberg lui-même. Heureusement que la rougeole est bénigne et qu'il y a aucun danger à craindre.

Adieu, mon cher Meyendorff, voici une lettre passablement noire. Puissent les vôtres devenir plus rassurantes !

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 22 février 1849.

La poste ayant été en retard de 24 heures, ce n'est que ce matin, mon cher baron, que j'ai reçu votre dépêche du 15 février. Elle a été précédée de peu d'heures par celles du 13 que le Maréchal m'a fait parvenir par estafette.

Le contenu de ces dernières est si important qu'il me faut un peu de temps pour méditer avant que je puisse vous dire ce que j'en pense. Au reste, elles n'exigent aucune décision nouvelle de notre part ; il faut attendre ce que produira le grand Bunsen à Londres. J'espère que Palmerston l'enverra promener avec les propositions si

peu pratiques qu'il s'est chargé d'énoncer comme des vœux, et qui, à mes yeux, n'ont d'autre but que de compliquer l'affaire au lieu de la simplifier.

Ce que vous me dites de la santé du pauvre Rauch me fait beaucoup de peine. L'absence de son intervention dans les affaires se fait péniblement sentir. Le comte Brandenbourg[1] ne me paraît pas à la hauteur de sa position, Il était bon pour un coup de collier, mais le compte que vous me rendez de temps à autre de vos conversations avec lui me confirme davantage dans l'opinion qu'il n'entend rien au maniement des grandes questions politiques, Faites, je vous prie, bien mes compliments à Rauch; je ne connais que trop le mal dont il souffre et prends dès lors une part bien sincère à sa douleur.

1. Brandenbourg (Frédéric-Guillaume, comte), général et homme d'État prussien, fils du roi Frédéric-Guillaume II de Prusse et de son épouse morganatique, la comtesse Sophie de Donloff (1792-1850). Entra, en 1807, dans l'armée prussienne, fit partie, en 1812, de l'état-major de York, se distingua dans les campagnes de 1813, 1814, obtint en 1816 le commandement du régiment des gardes du corps, commanda en 1839, d'abord le 6e puis le 8e corps d'armée, fut nommé en 1848 général de cavalerie et, le 8 novembre de la même année, devint président du nouveau ministère Brandenbourg-Manteuffel et contresigna en cette qualité le décret royal, transférant d'abord l'Assemblée nationale à Brandenbourg, puis celui de dissolution, quand en automne 1850, le conflit austro-prussien fut soumis à la médiation de la Russie, le comte Brandenbourg se rendit comme plénipotentiaire prussien à Varsovie et y fit de grandes concessions aux desiderata de l'Autriche. Il se trouva fort blessé du peu d'égards que lui témoigna l'empereur Nicolas et peu de temps après, le 6 novembre 1850, succomba à un accès de fièvre chaude. Frédéric-Guillaume IV lui fit ériger un monument sur la place Leipsig à Berlin.

Rochow a gardé la chambre pendant huit jours, mais depuis hier il est de nouveau sur pied. Tout à vous.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 1er avril 1849.

Le courrier qui vous remettra la présente, cher baron, porte à Londres de volumineuses communications sur nos affaires orientales qui commençaient à se compliquer et que nous voulons à tout prix arrêter sur la pente vers laquelle les ont malheureusement précipitées les conseillers européens du Sultan.

J'annonce, entre autres nouvelles, à Brunnow que nous envoyons le général Grabbe[1] à Constantinople pour avoir avec le Sultan et ses ministres une explication amicale mais sérieuse, et sur le motif des armements de la Porte qui, à la vérité, ne sont pas aussi formidables que les gazettes les représentent, mais qui continuent néanmoins, et sur les obstables qui font traîner en longueur les négociations de Titof sur les affaires des principautés. Le principal but qu'il aura à poursuivre

1. Grabbe (Paul-Christophorovitch, comte), né en 1787, mort en 1875, général russe, prit part aux campagnes des années 1812 et 1813, aux guerres de Turquie en 1828 et 1829, à la répression de la révolution en Pologne (1831), commanda, en 1838, l'armée du Caucase et de la mer Noire et devint, en 1865, hetman des Cosaques du Don.

sera de rassurer la Porte sur les intentions de l'Empereur. C'est donc une mission de paix et non de guerre, car rien ne serait plus contraire aux vues de l'Empereur qu'une complication grave en Orient, qui en croissant se réduirait à la fin en une position où il lui deviendrait impossible de reculer devant la nécessité de recourir à l'*ultima ratio regis*. Nous regarderions une telle nécessité comme un véritable malheur, et pour l'Europe et pour la Russie. La mission du général Grabbe n'a donc pas d'autre objet que de le prévenir, Veuillez, cher baron, le dire à qui veut l'entendre.

Notre intervention partielle en Transylvanie n'a pas fait en Europe le bruit auquel nous devions peut-être nous attendre ; mais, par contre, elle a très malheureusement fini, grâce à l'inconcevable ineptie du général Puchner[1] qui, une seconde fois, s'est laissé mettre dedans par ce coquin, mais très habile général Bem qui a su dérober quelques marches à son adversaire, et, se dirigeant avec toutes ses forces sur Hermannstadt a forcé le colonel Skariatine d'évacuer la ville et de se retirer sur Rothen-Thurm, comme vous le verrez par le bulletin ci-joint. Nous espérions que le général Puchner, qui était à St-Agathe avec un corps de 12 000 hommes, se porterait vigoureusement sur Hermannstadt et ferait repentir Bem[2] de

1. Puchner (Antoine, baron de), général autrichien, né en 1779, mort en 1851.

2. Bem (Joseph), général polonais, né en 1795, mort en 1850. A l'époque de l'insurrection polonaise, en 1830, fut nommé général de l'artillerie et se couvrit de gloire à Ostrolenka, Sochaczew, Bolimow, et surtout dans la défense de Varsovie, en septembre 1831. Après sa

son audacieuse opération. Au lieu de cela nous apprenons par les nouvelles reçues, hier au soir, que son corps s'est complètement débandé et que Bem est maître de toute la Transylvanie. Skariatine a, par conséquent, dû rentrer en Valachie, et le détachement du général Engelhart[1] a été rappelé de Cronstadt. Tel est, cher baron, le triste dénouement de notre première participation à la grande lutte sociale qui se poursuit à l'Occident.

La manière dont les opérations sont conduites en Hongrie n'est guère rassurante, les beautés brouillonnes et bruyantes du fonctionnarisme autrichien y reparaissent dans tout leur éclat. Dieu veuille qu'il n'en existe plus de trace dans l'armée d'Italie. Cette fois-ci Radetzki a affaire à un adversaire autrement constitué que les généraux piémontais qui commandaient contre lui, l'été dernier ; nous reconnaissons tous ici Chrzanowski et savons ce qu'il vaut.

N'est-il pas curieux que les trois généraux qui

défaite, se réfugia en France et reparut, en 1848, chargé d'un commandement dans Vienne insurgée. Il se joignit ensuite aux Hongrois soulevés contre l'Autriche, remporta de grands succès en Transylvanie, prit Hermanstadt, Cronstadt, rejeta les Autrichiens en Valachie, chassa Puchner du Banat, et lutta jusqu'à la fin, avec un courage héroïque, contre les forces combinées de l'Autriche et de la Russie. Rappelé par Kossuth en Hongrie (1849), il assista au désastre de Temeswar et se réfugia en Turquie. Dans l'espoir de pouvoir lutter encore contre la Russie, il embrassa l'islamisme, prit du service dans l'armée turque et obtint la dignité de pacha.

1. Engelhardt (Nicolas-Federovitch), général russe, né en 1799, commanda dans la campagne de Crimée la 15e division d'infanterie.

commandent contre les Autrichiens en Italie, en Hongrie et en Transylvanie soient des Polonais. Preuve évidente que le rétablissement de la Pologne est au fond de tout cela; et que, par conséquent, notre cause et nos intérêts sont intimement liés à ceux de l'Autriche. Mais comment venir à son secours ; c'est la question difficile à résoudre. La neutralité de la France, si son gouvernement a le pouvoir de la maintenir, n'est, dans tous les cas, qu'au prix de la non-intervention russe. Il faut donc prier Dieu que l'Autriche parvienne à se tirer seule d'affaire et en Italie et en Hongrie.

Que vous dirai-je, cher baron, des affaires qui vous occupent plus spécialement; elles sont encore dans un état si vague et si indécis qu'il n'y a aucune nouvelle instruction à vous donner d'ici sur la marche que vous avez à suivre. Continuez à les conduire comme vous l'avez fait jusqu'à présent. Nous désirons ardemment un dénouement pacifique des négociations danoises poursuivies à Londres ; nous voulons une entente intime entre l'Autriche et la Prusse dans les affaires de l'Allemagne. Tout ce que vous ferez pour atteindre ce double but sera conforme aux intentions de l'Empereur et méritera sa haute approbation.

Vous aurez déjà appris que toute la cour se rend à Moscou pour y passer quatre semaines. L'Impératrice part le 22 (vieux style), l'Empereur, le 25 ; moi, je ne bouge pas et ne rejoindrai Sa Majesté qu'en cas de très urgente nécessité.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 4 avril 1849.

Grâce à Dieu, le brave Radetzki a donné un brillant démenti aux appréhensions que je vous ai exprimées dans ma dernière lettre. Nous venons de recevoir coup sur coup les nouvelles de ses deux succès : de l'abdication de ce misérable Charles-Albert et de sa demande d'un armistice. J'espère que Radetzki ne le lui aura accordé qu'à bonnes enseignes et en faisant livrer comme garantie les deux places de Novare et d'Alexandrie. Avec un gouvernement aussi perfide, il faut agir à la Napoléon et conclure la paix sur le tambour, sans quoi mille intrigues anglo-françaises entraveraient sans nul doute l'œuvre d'une pacification si nécessaire au salut de l'Europe et au maintien de la paix générale. Que Dieu permette qu'il en soit ainsi !

Cet heureux dénouement influera peut-être favorablement sur les affaires d'Allemagne et donnera à penser aux démagogues de Francfort. Ils se souviendront que l'Autriche est encore une puissance avec laquelle on ne plaisante pas. Je voudrais qu'il pût également réagir sur l'affaire danoise.

Je regrette beaucoup, mon cher baron, que vous n'ayez pas empêché notre bon Arnim de nous régaler de cette longue amplification allemande, qui ne nous apprend rien de nouveau et dont on peut dire : qui

veut trop prouver ne prouve rien. Le cabinet prussien n'est pas franc du collier dans cette question et ne met pas le doigt sur la plaie. Comment pourra-il jamais se justifier du choix de Bunsen pour une telle négociation? J'étais tenté d'en faire mention dans ma dépêche parmi les torts que nous avons à reprocher à la Prusse, mais je m'en suis abstenu pour ne pas froisser le Roi, hélas! toujours amoureux de ce gredin. Je regrette d'autant plus cette communication prussienne qu'elle m'a mis dans la pénible nécessité de vous adresser une réponse sévère. Peut-être n'y a-t-il pas de mal à faire peur au cabinet de Berlin. Puisqu'il se montre si poltron à Francfort, pourquoi n'aurait-il pas un peu peur de nous? Mon Dieu, quel pauvre ministère! Avec de tels hommes, quelque bien intentionnés qu'ils soient, la Prusse ne se relèvera pas, et son avenir ne peut que nous inspirer les plus vives inquiétudes. Je n'en veux pas du tout à cet excellent Arnim que j'estime et aime beaucoup, quoique je ne l'aie jamais vu. Je comprends qu'il n'ait pas pu tourner trop court et quitter brusquement la fausse et dangereuse voie dans laquelle ses prédécesseurs ont engagé l'affaire danoise. C'est donc à eux et non à lui que s'adressent nos remontrances. Qu'il répare leurs torts, et il aura rendu un immense service à son pays.

L'Impératrice est partie hier, la Czarewna aujourd'hui; l'Empereur et le Grand-Duc-Héritier partent après-demain, vendredi, Rochow, lundi, et mon fils, mardi. Moi seul, je ne bouge pas.

Adieu, très cher baron, voilà tout ce que j'ai à vous dire aujourd'hui.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 18 avril 1849.

Plessen[1] m'a prié de donner un passeport de courrier russe à un sujet danois, qui est à notre service et qui va voir ses parents. Il en profite pour écrire à sa cour. Je vous prierai donc, cher baron, d'indiquer à ce demi-danois, métamorphosé en messager russe, la route à suivre pour arriver sain et sauf à Copenhague, sans tomber au milieu des croisés allemands. Je ne sais trop ce que Plessen peut écrire; de moi, au moins, il n'a rien appris de nouveau pour son affaire; et, en effet, que lui dire, l'Empereur étant absent et d'ailleurs l'affaire se traitant à Berlin et à Londres et non à Pétersbourg?

Comment en sortirons-nous, cher baron? Je n'en sais, ma foi, rien; il m'est impossible d'arrêter mes idées sur la résolution définitive que nous aurions à prendre tant qu'on négociera d'un côté et qu'on se battra de l'autre.

J'ai très exactement reçu et par M. Gutschau et par

1. Plessen (baron de), diplomate danois, ministre de Danemark à Saint-Pétersbourg.

le vice-amiral Arriens, vos dépêches et votre lettre particulière. Le tout a été envoyé à Moscou.

L'Empereur sera de retour, à ce qu'il m'écrit, le 27 avril, et a fait engager l'amiral hollandais à l'attendre ici. L'enthousiasme des Moscovites ne connaît pas de bornes. Ci-joint la liste de faveurs distribuées à Pâques. Je ne sais rien de Rochow; il a eu très froid en route, et, hier, sa femme n'avait pas encore reçu de lettre de Moscou. — Tout à vous.

*P.-S.* — Norden sort de chez moi et vient de me faire une communication sur l'affaire danoise. Le roi de Danemark demande des secours. En Suède, on est très embarrassé et on nous demande conseil. Ce qu'on y a fait l'année passée, on ne le peut plus cette année-ci. D'autre part, ni la Suède ni la Russie ne peuvent laisser crouler le Danemark et, par conséquent, envahir le Jutland. Faites donc, cher baron, ce qui peut dépendre de vous pour que les opérations militaires des Allemands ne dépassent pas la frontière du Schleswig. Cela amènerait, dans tous les cas, un point d'arrêt qui donnerait le temps de poursuivre les négociations à Londres et de leur imprimer une nouvelle activité. Pour l'instant, il me paraît que c'est là l'essentiel. Au retour de l'Empereur, je serai probablement à même de vous en dire davantage sur cette malheureuse affaire.

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 9 mai 1849.

Nous avons eu, hier, mon cher baron, une bien triste journée : de mauvaises nouvelles de tous les côtés. D'abord l'arrivée du prince Lobkowitz, envoyé par l'Empereur d'Autriche, et demandant le plus prompt secours; puis dépêche télégraphique de Berg, annonçant que Welden[1] n'a plus que 35.000 hommes, pour défendre Vienne; ensuite, autre dépêche télégraphique du Maréchal, portant qu'à l'instante prière d'Olmutz, il s'est décidé à envoyer par chemin de fer une division au secours de Vienne; finalement, la révolution de Dresde et l'arrestation du Roi. Maintenant, je m'attends à ce que la même chose arrive à Munich et à Hanovre. Voilà donc la réaction flambée en Allemagne. Que fera-t-on maintenant à Berlin? Pourra-t-on, et, si on peut, voudra-t-on tenir tête à cette nouvelle tempête révolutionnaire? On s'est tellement avancé envers Francfort que

1. Welden (Louis, baron de), général autrichien, né en 1780, mort en 1853. Après avoir servi deux années dans l'armée wurtembergeoise, il entra dans l'armée autrichienne en 1802. Officier d'état-major au quartier général du prince Schwazenberg, en 1812, prit part aux campagnes de 1814 et 1815, à la guerre du Piémont, en 1821, comme chef d'état-major, fut nommé, en 1843, au commandement général dans le Tyrol; en 1848, gouverneur militaire et civil de la Dalmatie, et dans la même année transféré au même titre à Vienne, prit son congé en 1851 et a laissé des ouvrages militaires très estimés.

reculer me semblerait impossible; cependant je ne suis que médiocrement rassuré à ce sujet. Nous en avons tant vu depuis un an, en fait de versatilité et de poltronnerie, que rien ne me surprend plus. D'ailleurs, en relisant toutes les déclarations émanées du cabinet prussien, je trouve que la rupture avec Francfort n'est pas assez complète, et ce qui plus est, le corps de Pritlwitz n'est pas rappelé, mais s'avance, au contraire, dans le Jutland, et pour que rien ne manque à mes appréhensions, voilà Arnim sorti du ministère.

Vous comprendrez donc que c'est sous de bien tristes impressions que je vous écris cette lettre. N'allez pas toutefois croire que je sois découragé; une bonne victoire que remporteront nos troupes sur les insurgés hongro-polonais peut changer du jour au lendemain la face des affaires. Malheureusement, ce résultat ne saurait être aussi promptement obtenu que nous le voudrions; il nous faut encore trois semaines pour paraître avec 80.000 hommes sur le champ de bataille. L'Autriche a commis la faute de nous demander du secours deux mois trop tard. Chez nous, tout marche, et même les gardes ont été mises sur pied de guerre.

C'est dans la nuit du 2 au 3 mai (v. style), que l'Empereur se met en route, et moi, le lendemain. La Grande-Duchesse Olga et son mari partent le 5 mai pour Varsovie, afin d'être plus rapprochés des avis qu'ils pourraient recevoir du Roi, mais cela peut encore changer. Pour le moment, je ne vois pas le retour de la Grande-Duchesse possible.

La dépêche à Médem a été écrite à la suite de la lettre du Roi à l'Impératrice. Je désire qu'elle le satisfasse et serais heureux de lui procurer quelque consolation. Dans ces derniers temps, il a montré plus de sagacité et de caractère que ses pauvres ministres, qui ont eu grand tort de ne remplir qu'à demi ses volontés. Quand verrons-nous dans le ministère des hommes tels que Alwensleben, Rochow et Bodelschwingh! Jusqu'à ce moment je ne serai pas rassuré sur le sort de la monarchie prussienne.

Pour la bonne bouche, je vous annonce que nous avons reconnu la république française; et pour votre information personnelle, je vous envoie ci-jointe la lettre que j'adresse à cet effet à M. Drouyn de Lhuys.

Adieu, très cher baron, ne perdons pas courage, et surtout ne tombons pas malades.

*P.-S.* — Strogonof vient d'arriver. Ce qu'il apporte ne m'édifie nullement. Rompre avec Francfort et envoyer de gros canons contre l'île d'Alsen!!! Le sens commun est donc banni à jamais des têtes prussiennes.

---

*La comtesse Charles de Nesselrode*
*à son mari.*

Saint-Pétersbourg, 11 mai 1849.

Voilà mon Baden envahi par des républicains et très disposé à être rouge. Mes amis, les souverains de ces parages, sont dans une triste situation. Pourquoi le roi de Wurtemberg ne s'est-il pas dans le temps retiré de son bon gré? Il n'aurait pas l'ennui à présent d'être éconduit.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au comte Michel Chreptowitch.*

Saint-Pétersbourg, 16 mai 1849.

Nous voilà, mon cher Michel, entrés en scène. Le cardinal de Richelieu prétendait que pour avoir assez à la guerre, il fallait avoir trop. Voilà pourquoi nous mettons toute notre armée en mouvement, y compris les gardes. L'Empereur se rend à Varsovie pour être plus près des événements et m'a ordonné de l'y accompagner. C'est le 27 de ce mois qu'une armée de 80.000 hommes entrera en Hongrie. Elle sera commandée par le prince Paskévitch, en personne. En attendant, une division a déjà été envoyée par le che-

min de fer, au secours de Vienne. En déployant de si grands moyens, j'espère que nous viendrons bientôt à bout de cette insurrection Hongro-Polonaise, à laquelle des fautes militaires ont permis de grandir et d'acquérir des proportions aussi dangereuses pour la Russie que pour la monarchie Autrichienne, elle-même. Notre ami Schwartzenberg a eu le tort de demander notre secours un mois trop tard. Notre entrée en Hongrie sera la question qui, dans ce moment, dominera toutes les autres en Europe. Palmerston ne la verra pas d'un œil indifférent, mais n'y opposera que des dépêches et des notes. En France, au contraire, il me revient qu'elle est plutôt désirée que désapprouvée par les hommes qui, aujourd'hui, exercent de l'influence sur le gouvernement. La reconnaissance de la République à laquelle nous venons enfin de procéder les encouragera à persévérer dans la voie pacifique et conservatrice où ils sont entrés. D'ailleurs la France, sans dire mot à personne, est intervenue à Rome; elle n'a plus le droit de s'opposer à notre intervention en Hongrie. Vous apprendrez, sans doute, avec plaisir, que nos petits différends avec la Turquie sont arrangés d'une manière qui ne nous laisse rien à désirer. En Allemagne, il y a une levée de boucliers, complète, de la part des grands souverains (Prusse, Saxe, Hanovre et Bavière) contre les démagogues de Francfort. Déjà, on se bat sur plusieurs points et la lutte des conservateurs avec les républicains rouges de l'Allemagne pourrait bien y devenir plus sérieuse qu'elle ne l'a été en France. Dans cet état

de choses, il est bien douteux que ma femme puisse aller à Baden. Je ne puis pas la lancer au milieu des barricades et sur des chemins de fer dont on coupe les rails.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 16 mai 1849.

L'Empereur a voulu féliciter le roi de Naples de la soumission de la Sicile et envoyer à Filiangieri le cordon bleu. C'est là ce que Grote est chargé de porter à Chreptowitch. Je le dirige sur Berlin pour que vous puissiez lui indiquer la direction à prendre de là. Si Vienne n'est pas au pouvoir des insurgés ou est assiégée par eux, le mieux serait de le faire aller à Trieste pour s'embarquer sur un des bateaux du Loyd, qui relâchent à Manfredonia; c'est la route la plus directe. S'il ne pouvait pas la prendre, il devrait aller par Gênes ou Marseille et subir une quarantaine à son arrivée à Naples.

J'ai encore eu le plaisir, mon cher baron, de recevoir avant mon départ votre bonne petite lettre du 9 mai. Je pars donc un peu plus rassuré sur le plus prochain avenir, et avec l'espoir que l'affaire danoise s'arrangera à la fin. En attendant qu'elle soit arrangée, nous n'en envoyons pas moins une escadre sur les côtes

du Danemark. La dépêche à Ungern vous apprendra dans quel but et avec quelles instructions. Vous jugerez s'il faudra en dire un mot aux ministres prussiens. En permettant à nos troupes de traverser la Silésie sur le chemin de fer, ils ont fait un grand pas en avant et vers nous et contre Francfort. Si cela va chez vous de ce train, je vois le moment où nous serons de nouveau complètement rentrés dans la triple alliance de Tœplitz et de Munchengraetz.

Sur ce, je monte en voiture et vous embrasse de tout mon cœur.

---

### *Le même au même.*

Varsovie, 22 mai 1849.

Rauch est arrivé hier; le feldjaeger qui l'accompagnait m'a remis votre triste expédition. Je vous avouerai, mon cher ami, qu'elle m'a complètement découragé. Il n'y a donc plus aucun fond à faire sur la Prusse. Ces gens sont complètement fous; je ne les comprends plus. Pour produire une œuvre démocratique, comme celle qui s'élabore sous les auspices de Radowitz, et dont les communications faites par Canitz à Vienne ont tracé les linéaments, il ne valait pas la peine de rompre avec Francfort et d'allumer une guerre civile en Allemagne. Cette constitution fabriquée soi-disant par les souverains, différera si peu de celle de la Paulskirche qu'elle n'empêchera pas la république rouge de l'em-

porter sur de si misérables gouvernements, qui ne connaissent pas leur force et ne savent pas profiter des avantages que leur font obtenir leurs braves armées dès qu'elles se montrent. Après la répression de Dresde et la république proclamée à Baden, il fallait revenir purement et simplement au Staatenbund. Tant que le mot confédération ne sera pas effacé du dictionnaire, je désespérerai du salut de l'Allemagne.

Je trace ces premières réflexions, que la lecture de vos dépêches et de votre lettre particulière m'ont suggérées, avant d'avoir vu l'Empereur et même Rauch, qui assiste à une parade. Je ne sais donc encore ce que dira et fera l'Empereur. Mon avis serait de ne plus s'occuper de la Prusse, pour le moment; de ne plus lui adresser une seule communication et de ne lui parler que lorsque nous aurons terminé notre affaire de Hongrie.

La réponse à la lettre officielle de l'Empereur est d'une niaiserie achevée, jointe à un air de dignité tout à fait déplacé dans un moment où il s'agit pour la monarchie prussienne de : *To be or not to be.* La lettre particulière du Roi est du non-sens tout pur; il prétend que ce serait une infamie de retirer ses troupes du Schleswig devant un ennemi battu. Mon Dieu, s'il y a infamie et sottise dans tout cela, c'est bien sur le gouvernement prussien qu'elles retombent, pour avoir d'abord commencé cette guerre injuste en 1848 et avoir permis qu'elle fût reprise en 1849.

*Le même au même.*

Varsovie, 23 mai 1849.

J'ai vu l'Empereur, hier au soir. Les lettres du Roi l'ont douloureusement affecté, peut-être plus encore qu'elles ne l'ont indigné. Il partage mon opinion, quant à l'attitude à prendre pour le moment envers la Prusse. Nous ne l'irriterons pas; nous ne prendrons contre elle aucune mesure directement hostile ni sur terre, ni sur mer. Nous l'observerons en silence et nous verrons ce qu'il y aura à faire plus tard. Le temps viendra où elle aura encore besoin de nous. Les républiques rouges font de tels progrès dans le midi de l'Allemagne que tout n'est pas fini avec elles, et la morgue prussienne pourrait bien rencontrer plus d'un mécompte.

Schwarzenberg était venu ici avec l'intention d'aller à Berlin. Elle n'était pas tout à fait arrêtée dans son esprit et il a cru devoir nous consulter avant de prendre un parti. Nous l'avons fortement engagé, Rochow et moi, à donner suite à cette idée comme un dernier essai pour amener une entente entre l'Autriche et la Prusse sur les affaires d'Allemagne. Il avait consenti, lorsque au milieu de notre conversation lui arrive un courrier de Berlin, avec la réponse de Prokesch à une dépêche par laquelle il l'avait chargé de sonder le terrain sur l'accueil qui l'attendrait à Berlin et les chances

qu'il aurait de réussir. Y aller pour faire un fiasco, ne pourrait lui convenir sous aucun rapport et n'aurait servi qu'à élargir la brèche et rendre plus patente la funeste divergence d'opinions entre les deux principales cours allemandes. Malheureusement, la réponse de Brandenbourg à Prokesch prouve clair comme le jour qu'on ne veut pas de Schwarzenberg à Berlin. J'ai donc été le premier à lui conseiller de renoncer à son projet, et l'Empereur a été complètement de mon avis.

Voilà comment les faiseurs de Berlin gâtent les meilleures combinaisons par leur crasse ignorance et leur sot orgueil.

Je suis heureux de pouvoir vous annoncer qu'il y aura pour vous interruption de quelques mois dans vos relations avec des êtres aussi déplaisants. L'Empereur vous accorde la permission de vous absenter de Berlin pour le temps qu'exigera une bonne cure à Gastein. Puisse-t-elle être radicale ; c'est ce que je vous souhaite du fond de mon cœur. L'Empereur a résolu de confier la gestion des affaires à Budberg pendant votre absence, et, à cet effet, je l'ai déjà fait venir à Varsovie, car je tiens à le voir de près avant de lui confier une aussi importante besogne.

Reste maintenant une difficulté à aplanir, sur laquelle je vous demanderai conseil. Comment faire avaler à Glinka une si rude pilule? Le meilleur expédient me semblerait qu'il demandât, soit pour aller voir ses parents en Russie, soit pour prendre les eaux en Allemagne, un semestre qui se prolongerait pendant tout

le temps que durerait votre absence. Dites-moi ce que vous en pensez. Comme il serait peut-être trop tôt pour vous d'aller à Gastein, je pense que vous ne quitterez Berlin que lorsque l'affaire danoise sera assez avancée pour nous faire espérer avec quelque certitude un dénouement pacifique. C'est vous seul qui pourrez amener ce résultat; un homme nouveau ne saurait exercer le même ascendant sur les esprits encore si récalcitrants à Berlin sur cette question.

Rauch vous rendra un compte fidèle de tout ce que pense, sent, veut et dit l'Empereur. Je n'ai eu aucun secret pour un si fidèle ami. J'ai eu, moi aussi, plus d'une conversation intéressante avec lui; il a plus de bon sens que tout le ministère prussien *in corpore*.

A mon vif regret, j'ai dû engager ma femme à renoncer à son voyage. Le moyen pour elle d'aller prendre tranquillement les eaux dans un pays gouverné par Struve et Brentano[1]? Et vous savez que pour elle il n'y a pas de salut hors de Baden et sans Guggert. Elle restera donc à Pétersbourg, et je suis heureux que la

1. Brentano (Laurent), homme politique allemand, né en 1812. Lors des événements de 1848, il se prononça avec énergie en faveur de la liberté, se mit à la tête du mouvement, sans toutefois prendre part aux émeutes, et devint un des principaux chef du parti de la révolution dans le grand-duché de Bade. Après s'être retiré de la Chambre en 1849, avec les députés radicaux, et s'être constitué le défenseur de Struve, mis en jugement à Fribourg, Brentano devint président de la commission du gouvernement, constituée après les événements amenés par l'assemblée d'Offenbourg, mais refusa d'en venir aux mesures de violence; il abandonna bientôt la direction du pouvoir et peu de temps après émigra en Amérique.

société de Mme de Meyendorff lui offre une compensation dont elle sentira tout le prix. J'espère, par le premier courrier, apprendre son arrivée à Pétersbourg.

Adieu, mon très cher Meyendorff et mille tendres amitiés.

---

*Le même au même.*

Varsovie, 30 mai 1849.

J'ai pensé, mon cher baron, qu'il serait inutile d'établir une communication régulière par feldjaeger entre Londres et Berlin et Varsovie pendant notre séjour ici. Celui que j'expédie aujourd'hui et qui ira à Londres pour y rester à poste fixe vous remettra la présente. Celui qui vous est destiné suivra dans deux ou trois jours, lorsque j'aurai quelques données intéressantes à vous offrir. Pour aujourd'hui, je n'ai rien à ajouter à celles que Rauch vous a portées.

Je viens de recevoir par le courrier anglais votre expédition du 26 mai. L'article de la Gazette semi-officielle est infâme. Voyons la réfutation.

Vous nous annoncez la visite du prince de Prusse; je ne sais, en vérité, ce qu'il viendra faire ici, à moins qu'il ne nous apporte un armistice conclu avec le Danemark. Ceci me paraît encore très problématique, et c'est pourtant le seul fait qui pourrait calmer l'Empereur et améliorer nos relations avec la Prusse.

Votre fils sera le bienvenu. Vous connaissez déjà par Benkendorf l'aimable attention du maréchal, qui l'a attaché comme ordonnance à sa personne.

Mardi prochain, vous verrez paraître ma femme à Berlin; elle ne tenait plus à Pétersbourg. Veuillez la guider par de bons conseils sur la manière d'atteindre Ischl, où elle voudrait pouvoir se rendre. Je vous enverrai par le prochain courrier une lettre pour elle.

Que la chute de Bude ne vous décourage pas; elle est entrée dans nos prévisions. Le Maréchal a pensé qu'il valait mieux se résigner à la perte d'une bicoque que compromettre tout le succès de la campagne par un mouvement hasardé, avec des forces insuffisantes pour la sauver. — Tout à vous.

*P.-S.* — Rochow vient de me communiquer une dépêche de Brandenbourg, style Bulow : de la morgue, une fausse appréciation de la situation et rien de plus. Si la Prusse n'a rien de mieux à nous offrir, il ferait bien de rester à Berlin. Dans tous les cas, je pense qu'on aura attendu le retour de Rauch avant de le faire partir.

---

*Le même au même.*

Varsovie, 1er juin 1849.

Dans l'attente du prince de Prusse, j'ai retenu ce feldjaeger. Voilà trois jours qu'il est annoncé et n'arrive

pas. Je fais donc partir mon homme pour que vous ayez un courrier à votre disposition bien plus que pour vous faire des communications quelconques.

Je n'ai, à la lettre, rien de nouveau à vous mander d'ici. Nous en sommes toujours encore aux préparatifs, et la conversation avec le Maréchal roule beaucoup plus sur les sacs de farine et les biscuits qu'il est nécessaire de réunir sur différents points que sur les opérations qu'il compte entreprendre. Nous serons encore pendant une dizaine de jours dans cette attente, et vous comprendrez que c'est bien long pour des impatients comme moi.

L'entente avec les Autrichiens est des plus cordiales; c'est là l'essentiel. Médem nous a quittés, hier; on a été mieux pour lui que je n'osais l'espérer, et il est parti content.

La prise de Malghera est une légère compensation de la perte de Bude. Puisse-t-elle rendre le cabinet sarde plus coulant! Il me tarde de voir la paix conclue, d'autant plus que le vote que la Chambre française a adopté dans sa bruyante agonie impose au gouvernement une conduite qui devra nécessairement amener de graves complications dans les affaires de Rome. Négocier avec Mazzini[1] et Garibaldi[2], au lieu de se battre avec eux, est le comble de l'ignominie.

Il faut convenir qu'Oudinot s'est couvert de honte;

1. Mazzini (Joseph), célèbre homme politique et patriote italien, né en 1808, mort en 1872.

2. Garibaldi (Joseph), général italien, né en 1807, mort en 1884.

il en arrivera autant aux Prussiens dont la morgue, dit-on, ne connaît plus de bornes. C'était de même avant Iéna. Le succès à Dresde leur a complètement tourné la tête. — Tout à vous.

*P.-S.* — On me remet à l'instant votre intéressante expédition. Je vous demande la permission de la relire à tête reposée, de la méditer et de vous répondre dans deux ou trois jours. Je ne veux pas retenir davantage ce feldjaeger, dont vous aurez besoin.

Si vous le pouvez, évitez-moi une conférence ici avec Glinka. Pour le moment, elle ne pourrait conduire qu'à un échange de paroles et de regrets tout à fait inutile. Si j'ai un moyen quelconque de lui obtenir une autre place, je le ferai avec plaisir, mais je n'en prévois pas la possibilité, de sitôt au moins.

---

*Le même au même.*

Varsovie, 6 juin 1849.

Vous serez, mon cher baron, le bienvenu à Varsovie; voilà ce que l'Empereur me charge expressément de vous dire en réponse à votre demande d'y venir passer quelques moments avec nous avant d'aller à Gastein. Vous pourriez, je pense, vous y rendre d'ici directement, sans repasser par Berlin. Enfin, vous serez

reçu les bras ouverts par tout le monde, à commencer par l'Empereur, qui ne laisse échapper aucune occasion de témoigner combien il vous aime.

Budberg est ici depuis avant-hier; je suis occupé à l'endoctriner et espère le réexpédier dans deux ou trois jours. Cependant, j'approuve beaucoup que vous différiez votre départ jusqu'à ce que nous soyons arrivés à un dénouement quelconque de la négociation danoise. Ce que vous m'en dites dans votre dépêche et lettre particulière du 2 juin, reçues hier par un courrier anglais, me fait craindre que la négociation ne traîne en longueur. Que de patience il faut pour faire le bien, tandis que le mal marche si vite. Ici aussi, elle est souvent mise à l'épreuve, et vous ne sauriez croire combien il me tarde de voir commencer les opérations militaires. Je vous confierai, mais n'en parlez pas à Berlin, que l'Empereur se propose de faire une excursion pour voir les troupes au moment où elles franchiront les Karpathes. Son absence ne sera que de cinq à six jours, et son retour ici coïncidera avec votre arrivée.

Buol, qu'à la demande de Schwarzenberg j'avais invité à venir ici, aura, je suppose, différé son départ de Pétersbourg pour pouvoir passer encore quelques moments avec sa sœur.

Berg est venu nous faire visite pour régler quelques détails du plan de campagne; il repart demain. Il se félicite du changement qui a eu lieu dans le commandement de l'armée autrichienne. Welden, excel-

lent pour commander des corps détachés dans des pays de montagnes, n'était pas à la hauteur d'un grand commandement et, de plus, il est maladif, bilieux et très irritable. Il reprend le commandement de Vienne. On dit beaucoup de bien de son successeur Haynau[1]. Déjà, les premières dispositions qu'il a faites prouvent qu'il entend autrement la guerre que Welden. Enfin nous verrons. — Tout à vous.

---

*Le même au même.*

Varsovie, 11 juin 1849.

Vous n'étiez pas à Berlin, mon cher baron, lorsque y est arrivé le courrier de Brunnow. Vous n'avez donc pas pu prendre connaissance de la dépêche qu'il m'a adressée à cachet-volant sur l'affaire danoise. J'en ai fait tirer une copie et vous l'envoie en réexpédiant le feldjaeger Volguin. Elle rend compte de l'opinion de Palmerston sur la garantie de l'armistice. Vous verrez qu'il n'en veut pas pour l'Angleterre et y substitue un

1. Haynau (Jules-Jacques, baron de), feld-maréchal autrichien, fameux par ses cruautés, né en 1786, mort en 1853; appelé en Hongrie, en mai 1849, il prit Raab d'assaut, détermina la reddition de Temeswar, et, par ses conseils, eut part aux horribles exécutions dont Pesth et Arad furent le théâtre (6 octobre). Investi du commandement militaire de la Hongrie, il était peu après sacrifié à l'opinion publique qui se soulevait contre lui de tous côtés (6 juillet 1850).

autre plan auquel je n'ai rien à objecter s'il peut hâter la conclusion de l'armistice. Pourvu qu'il soit conclu un moment plus tôt, car les hostilités continuent et pourraient amener encore des incidents fâcheux. Convenez pourtant que la politique de Palmerston est singulièrement égoïste. Toujours tripoter et ne jamais agir, telle paraît être sa devise.

Vingt-quatre heures après ce courrier, vous verrez paraître chez vous Rochow et Budberg. Celui-ci, qui avait fait la conquête de l'Empereur par ses dépêches, l'a achevé par sa bonne tenue et la clarté avec laquelle il lui a exposé verbalement l'état actuel de l'Allemagne. Il en juge très sainement et sans nulle exagération ni d'un côté ni de l'autre. Sa Majesté ne pouvait donc, cher baron, faire un meilleur choix pour vous remplacer momentanément. Il n'a que le seul inconvénient de froisser les employés de la mission, car je vois que Vegesack aussi est plus ancien que Budberg. Comme il est très maladif, je proposerai de lui permettre d'aller prendre les eaux. Budberg m'en a prié lui-même, car il serait désolé de faire de la peine à cet excellent homme.

---

*La comtesse Charles de Nesselrode*
*à son fils le comte Dmitri de Nesselrode.*

Berlin, 6 juin 1849.

Il ne se passe rien de très nouveau; tout est encore en suspens. La constitution a paru — celle qu'on a rafistolée. — Tu sauras que la Bavière n'a pas consenti à l'accepter; cependant elle demande des troupes à la Prusse, n'étant pas sûre de son armée. Malgré les 350.900 hommes que le Roi aura sous les armes, il ne pourra disposer, hors de la Prusse, que de 50.000 hommes. On craint l'influence de Radowitz qui a toute la confiance du Roi. En Autriche, on attend pour agir que nous soyons prêts à entrer en campagne et nous ne le serons que dans le courant de ce mois. Les Autrichiens auront 80 000 hommes de troupes fraîches, sans compter le ban de Croatie qui fournira un contingent de 35 000 hommes. Tu connais le nombre de soldats que l'Empereur destine au même but. Que Dieu nous vienne aide! Ton père est content des dispositions du maréchal qui ne veut rien hâter. Pourvu toutefois qu'il se décide à temps et à propos!

*Le comte Charles de Nesselrode au comte Michel Chreptowitch.*

Saint-Pétersbourg, 12 juin 1849.

Ce courrier porte à Boutenief des informations qui ne pouvaient guère être confiées à la poste et dont il a besoin pour sa négociation avec le Saint-Siège. Ce n'est pas, je le crains, à Gaëte, qu'il pourra la mener à bonne fin. Il faut que le Pape soit rétabli au Vatican, ce qui ne me paraît pas devoir avoir lieu de si tôt. L'intervention française et l'incapacité du général Oudinot[1], ont singulièrement compliqué une affaire si simple et si facile dans l'origine. Le Roi de Naples s'en est retiré; je crois qu'il a sagement agi. Je vous adresse, à ce sujet, une dépêche qui, au fond, ne dit rien. L'Empereur ne veut ni approuver, ni blâmer la détermination que le Roi a prise; il était, dès lors, difficile de vous en dire davantage. Vous verrez quel parti tirer de cette pâle communication. Désormais ce sera aux Autrichiens et aux Français de se mettre d'accord sur les principes politiques, d'après lesquels devra s'opérer la restauration du Pape. J'ignore comment le nouveau ministre des affaires étrangères de la République se prononcera sur cette question. M. de Tocqueville[2] est un doctrinaire

1. Oudinot (Nicolas-Charles-Victor), duc de Reggio, général français, né en 1791, mort en 1863.

2. Tocqueville (Alexis-Charles-Henri Clerel de), homme d'État et

libéral qui, je le crains, opinera pour une transaction avec les républicains de Rome. J'espère que Falloux s'y opposera avec succès. C'est lui qui a fait désavouer Lesseps[1]. L'entrée de Dufaure[2] et de deux de ses amis politiques au ministère a été jugée nécessaire pour empêcher une division dans le parti des modérés qui a besoin de réunir toutes ses forces pour combattre les rouges et les socialistes. Tant que cette lutte intérieure se prolongera, nous n'avons rien à redouter de la politique extérieure de la France. Nous aurons le temps de venir à bout de l'insurrection hongroise. Comme elle va être attaquée par des forces très considérables, je ne doute pas du succès. C'est pour les réunir et les faire arriver aux frontières de la Hongrie que les opérations commencent si tard. L'Autriche a commis la faute de réclamer notre assistance, au moins six semaines trop tard; de là, viennent uniquement des délais qui, j'en suis sûr, vous désespèrent déjà. Maintenant nous sommes au bout de notre attente; c'est, le 5/17 juin, que notre armée entre en forces, en Hongrie. Le maréchal qui en prend le commandement part demain. L'armée autrichienne commencera en même temps son mouvement offensif. Heureusement que le général

publiciste, né en 1805, mort en 1859. Prit le portefeuille des affaires étrangères le 3 juin 1849 dans le cabinet Odilon Barrot et Dufaure.

1. Lesseps (Ferdinand, vicomte de), diplomate français, promoteur du percement de l'isthme de Suez, né en 1805, mort en 1894.

2. Dufaure (Armand-Jules-Stanislas), avocat et homme d'État français, né en 1798, mort en 1881. Était ministre de l'intérieur, au mois de juin 1849.

Welden n'en conserve pas le commandement. Dans le peu de temps qu'il a été à la tête de l'armée, il n'a pas autrement fait preuve de grandes capacités militaires. On dit du bien de son successeur, le général Haynau; au moins, a-t-il prouvé par les premières dispositions qu'il a faites, qu'il comprenait la guerre tout autrement que son prédécesseur. Il sort, d'ailleurs, de l'excellente école du maréchal de Radetzky, le premier qui a mis de côté les vieux principes si fortement enracinés dans l'armée autrichienne.

Ne vous préoccupez pas trop du mouvement républicain du midi de l'Allemagne. Les forces considérables, que la Prusse a réunies à Wetzlar et à Kreutznach, en viendront promptement à bout. Avec les troupes hessoises et autres, elles forment un corps de 60.000 hommes. Quant à la nouvelle Constitution, qu'on a fabriquée à Berlin pour l'Allemagne, elle est détestable. C'est l'ombre au tableau. Comme elle est impossible, je ne m'en préoccupe pas plus qu'il ne faut. Il n'en est pas de même de la question danoise qui n'est pas finie encore et me donne toujours beaucoup de soucis. Elle est maintenant entre les mains de la cour de Berlin et se traite sous les auspices de Meyendorff qui, dans ses dernières lettres, me donne cependant l'espoir d'une conclusion pacifique. Personne n'y est plus intéressé que lui, car son départ pour Gastein, dont il a grandement besoin, en dépend. Pendant son absence, c'est Budberg de Francfort qui sera le chargé d'affaires à Berlin. C'est un choix qui appartient à l'Empereur, et,

en conscience, il ne pouvait pas en faire un meilleur. Ses dépêches me l'avaient déjà fait estimer et les huit jours que je viens de passer avec lui, ici, l'ont encore rehaussé dans mon opinion.

Maintenant, mon cher Michel, vous êtes aussi savant que moi; il ne me reste plus rien à ajouter à ce petit résumé politique et militaire, que je vous prierai de communiquer à Boutenief; je n'ai plus le temps que de lui dire quelques mots.

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*au baron de Meyendorff.*

Varsovie, 12 juin 1849.

Je reçois à l'instant, mon cher baron, par le courrier anglais, votre lettre du 9 juin. C'est Budberg lui-même qui vous en portera la réponse. Je ne pouvais guère le retenir davantage ici; il y a deux jours déjà qu'il a pris congé de l'Empereur et que Sa Majesté lui a donné ses derniers ordres. D'ailleurs, il me paraît indispensable qu'il reste au moins une vingtaine de jours avec vous pour bien se pénétrer par vos entretiens et vos instructions de l'esprit dans lequel vous avez conduit les affaires.

La proposition de Glinka est tout à fait inadmissible et trop compliquée pour la faire agréer à l'Empereur.

Elle rencontrerait aussi de fortes objections de Brunnow, qui m'a conjuré de ne pas lui donner de conseiller d'ambassade ; il est heureux et content de ses trois employés, et ne craint rien de plus que de voir troubler la paix d'un si bon ménage : Pour le moment, j'ai beau me creuser la tête, je ne trouve d'autre expédient que celui d'un congé de quatre mois, avec conservation d'appointements, soit pour aller en Russie, soit pour se rendre aux eaux en Allemagne.

Tout ce que vous avez imaginé pour arriver enfin à une conclusion de l'affaire danoise me paraît très bien vu. Dieu veuille qu'aucun incident nouveau ne vienne déranger votre combinaison et que vous puissiez nous arriver avec un armistice et des préliminaires dûment signés. Adieu, mon cher baron, mon chancelier Rochow vous dira le reste.

---

*La comtesse Charles de Nesselrode*
*à son fils le comte Dmitri de Nesselrode.*

Tœplitz, 15 juin 1849.

Ce que l'on raconte du passé est dramatique, et si l'avenir est bien incertain, le présent est très inquiétant. Malgré les forces qu'on oppose aux insurgés hongrois, je ne suis pas tranquille et crains tout à la fois l'imprévu et les maladies. On suppose que les Hongrois

éviteront les batailles; quoi qu'il en soit, nous touchons au moment décisif. Le comte de Ficquelmont m'a fait le récit des événements dont il a été le témoin et des péripéties par lesquelles il a passé; c'est inouï. Il a fait preuve en ces circonstances du plus noble caractère. La comtesse a vu à Venise et à Milan ces journées dramatiques; depuis des mois ils sont ici tous les deux et vivent dans le calme. La ville de Dresde a beaucoup souffert, le Zwinger est une ruine, un grand nombre de maisons sont à jour; on s'est battu toute une semaine. J'ai passé près de la caserne où Bakounine est enfermé; il a les fers aux mains et aux pieds et est, paraît-il, aussi doux qu'il était violent. On dit qu'il parle, tandis que, parmi les prisonniers, il y en a beaucoup d'autres dont on ne peut tirer un mot.

L'esprit est très mauvais à Dresde. La quête qu'on y a faite au profit des soldats blessés a été peu fructueuse, tandis que celle faite pour les insurgés a été abondante. On s'efforce d'amener des dissentiments entre les militaires saxons et prussiens. On ne peut imaginer l'activité que déploient les libéraux. A l'heure actuelle, on doit s'être battu à Baden. On a beaucoup blâmé à Berlin l'envoi du prince de Prusse à Kreuznach où il doit avoir pris le commandement des troupes. Il faudrait une fermeté qu'il n'aura pas. Ces meneurs qu'on délivre, à peine enfermés, sont trop sûrs de l'impunité.

---

*Le comte Charles de Nesselrode à M. Fonton.*

Varsovie, 24 juin 1849.

Pour vous prouver, mon cher Fonton, que je ne demande pas mieux que de satisfaire au vœu que vous m'avez exprimé dans votre dernière lettre, je vous envoie, ci-joint, le premier bulletin que nous avons lancé en Europe. Engagez le rédacteur du *Journal d'Odessa* à s'abonner au *Courrier de Varsovie*. Cette gazette publiera, de première main, toutes les nouvelles de l'armée, qui, traduites dans votre feuille, se répandront, de cette manière, le plus promptement possible dans le Levant.

Dans le moment même nous arrive un courrier du Maréchal, qui nous annonce qu'il a poussé une reconnaissance jusqu'à 8 verstes, en deçà d'Eperiès. Par contre, le corps du général comte Rudiger[1] a déjà eu un engagement brillant avec les forces rebelles. Le colonel Lisenko, à la tête de deux bataillons, de quelques centaines de cosaques et de quatre pièces de canon, a

1. Rudiger (Fedor-Vasilievitch, comte), général russe, né en 1784, mort en 1856. Major général (1812), lieutenant général (1826), reçut le titre de comte du czar Nicolas (1847) ; fut nommé membre du conseil impérial (1850), devint, en 1854, gouverneur provisoire de Varsovie jusqu'à l'arrivée du prince Paskievitch, et, à l'avènement d'Alexandre II (avril 1855), reçut le commandement supérieur de la garde et du corps des grenadiers.

attaqué une colonne qui s'était montrée. Il lui a tué quelques centaines d'hommes et fait 150 prisonniers. Notre perte n'a été que de 17 hommes.

Nos nouvelles de Vienne vont jusqu'au 10/22 juin. Gœrgei[1], à la tête de 30 000 hommes, a attaqué le général Wohlgemuth. Notre division Paniutine[2] étant venue au secours de celui-ci, l'ennemi a été repoussé sur tous les points.

Ainsi, le début de la campagne ne nous laisse pour le moment rien à désirer.

1. Gœrgei (Arthur), général hongrois, né en 1818, mort en 1899. Le dernier acte et le plus grave de sa vie militaire fut la fameuse capitulation de Vilagos (9 août 1849), que tout le parti national hongrois a maudite comme une insigne trahison. Investi de la dictature par Kossuth, Gœrgei, préoccupé surtout de ne pas se rendre aux Autrichiens, livra aussitôt, sans conditions, au général russe Rudiger, l'armée hongroise, forte encore de 20 000 fantassins, de 2000 cavaliers et de 130 canons. Ses principaux lieutenants furent pendus par les Autrichiens, deux mois après; quant à lui, il fut épargné et interné à Klagenfurth, où il ne s'occupa plus que de travaux scientifiques.

2. Paniutine (Fœdor-Sergeevitch), 1790-1855, général aide de camp russe. Prit part aux guerres de 1812-1814, se distingua, en 1829, à la bataille de Bayazet, fut fait prisonnier, en 1831, par les insurgés polonais et resta en captivité deux mois et demi. En 1846, lors des troubles à Cracovie et en Gallicie, occupa Cracovie et s'y maintint jusqu'au rétablissement de l'ordre. En 1849, prit une part brillante à la guerre contre les Hongrois; fut nommé, en 1856, gouverneur général militaire de Varsovie et, en 1861, membre du conseil de l'Empire.

### *La comtesse Charles de Nesselrode à son mari.*

Tœplitz, 26 juin 1849.

L'opinion est toujours malveillante pour le prince Metternich. La duchesse de Wurtemberg a lu même ici des injures écrites sur un banc adressé au prince. Ce qui n'est pas moins triste, c'est la position dans laquelle se trouve le prince Windischgrætz; en Saxe, on a juré sa mort, ce qui fait qu'il ne vient pas à Tœplitz; dans son propre pays on lui en veut d'avoir fait fusiller des insurgés, pris les armes à la main; il n'a pu rester quelque temps à Prague que parce que cette ville est en état de siège. A l'heure actuelle, il est dans ses terres avec sa sœur, la princesse Schönbourg, à laquelle il a confié sa fille. Son frère a passé, il y a quelques semaines par Linz, où, l'ayant pris pour le prince, on l'a gratifié d'un sérieux charivari. Il faudra bien du temps pour ramener les esprits. On dit la princesse Metternich bien souffrante et tout à fait à bas; le prince, qui a près de lui sa fille, la comtesse Sandor, conserve sa sérénité. On paraît avoir de grandes sympathies pour le jeune Empereur; tout ce que l'on en dit est très touchant et fait espérer que le bon Dieu la protégera.

Jusqu'à présent je n'ai pas de gazettes françaises; je m'en passe parfaitement; figure-toi qu'au fond je n'ai

pas une idée bien nette de ce qui s'est passé en dernier lieu à Paris. Pour l'instant je ne m'intéresse qu'à ce qui se passe en Hongrie.

---

*La même au même.*

Ischl, 3 juillet 1849.

J'ai reçu hier une lettre de toi, mais nous sommes à même ici d'avoir des nouvelles plus fraîches que celles que tu peux nous donner. Grâce à la Providence, notre guerre commence sous d'heureux auspices et la conduite du jeune Empereur, qui s'expose en brave, achèvera, il faut l'espérer, d'éclairer ces Hongrois dont la plupart ont été égarés et ne marchent que par crainte sous le drapeau des insurgés.

Mme Klein qui revient de Vienne dit que dans cette ville l'esprit s'améliore, mais qu'il faudra encore du temps pour le purifier tout à fait.

Tu as appris sans doute que le départ de l'Empereur pour l'armée a causé une vive émotion, qu'il y a eu dans les rues des larmes versées et qu'on a dû lui envoyer une députation pour le conjurer de revenir. Il devrait céder à ces prières. Autant on approuve sa conduite, autant on frémit de le voir exposer sa vie, comme il le fait.

---

*La même au même.*

Ischl, 8 juillet 1849.

Les nouvelles satisfaisantes que tu nous donnes confirment celles que nous trouvons dans les journaux. Le jeune Empereur a eu parfaitement raison d'assister à quelques combats, mais, selon moi, il n'a plus besoin de prouver davantage sa bravoure et on devrait le forcer de rentrer à Vienne. Je frémis à la pensée des périls auxquels s'expose ce prince si bien doué et qui est tout l'espoir de la monarchie. Bombelles est très courageux et malgré l'adoration qu'il a pour son auguste élève, il dit qu'il faut le laisser faire, que la Providence veillera sur lui. Tu sais le salutaire effet qu'a produit sur la troupe et sur les insurgés la présence du souverain. Cette monarchie pourrait se relever, si l'on avait le courage, après la guerre, de modifier toutes les concessions arrachées aux circonstances, pour ne pas dire à la faiblesse; mais, si on tergiverse sur ce point, on tombera dans des difficultés qui amèneront, comme suprême remède, l'état de siège dans une grande partie du royaume. Les jeunes gens de toutes les classes sont à l'armée. Nous avons ici beaucoup de familles en deuil par suite de pertes douloureuses sur le champ de bataille.

Je crains toujours que Dembinski[1] et Bem, qui ne

1. Dembinski (Henri), général polonais, né en 1791, mort en 1864. Entra comme simple soldat dans un régiment polonais, lieutenant

se sont montrés nulle part, ne préparent quelque nouvelle machination. Je suis toujours en défiance, malgré le découragement qui doit s'être emparé des insurgés. S'ils ont démasqué Kossuth[1] et le voient tel qu'il est, ils doivent avoir honte de s'être laissé conduire par un histrion de cette espèce, qui a abusé de la crédulité de son pays, par des farces du genre de celle qu'il a faite en promenant un soi-disant Turc, un pseudo-ambassadeur qui promettait — les journaux l'ont publié — une armée de cent mille hommes pour venir à leur secours. On dit que Kossuth est un joli garçon, bien tourné, de mise et de manières élégantes, qu'il a le don de la parole au plus haut degré. Tout ce que l'on me dit de Jellachich ne dément pas l'opinion que je me suis faite de lui; il exerce un grand empire sur tout ce qui l'entoure, et, malgré les contrariétés qu'il a éprouvées à son début, il est resté inébranlable et son beau caractère n'a pas fléchi. Quand on a une armée aussi éprouvée, aussi héroïque qu'est celle de l'Autriche, je ne comprends pas qu'on n'en profite point pour établir tel gouvernement que l'on suppose adaptable au pays.

J'espère voir Meyendorff ici à la fin de la semaine

en 1812, fut promu capitaine par Napoléon lui-même sur le champ de bataille de Smolensk; prit une part active à la révolution de 1830-1831; passa, en 1843, au service de Mehemet Ali, et fut chargé de la réorganisation de l'armée égyptienne; prit part en 1849 à la révolution de Hongrie comme général en chef des révolutionnaires. Se réfugia en Turquie avec Kossuth et les autres chefs de la révolution lorsque celle-ci fut vaincue et se retira à Paris en 1850.

1. Kossuth (Louis), célèbre révolutionnaire hongrois, né en 1802, mort en 1894.

prochaine; il sera doublement intéressant pour moi, arrivant de Varsovie et m'apportant de tes nouvelles; il sera peut-être, en outre, à même de satisfaire ma curiosité sur différents sujets. Les journaux prétendent qu'on a mis la main sur un grand nombre de papiers appartenant à Bakounine; cela peut mener à des découvertes utiles.

L'ouvrage que vient de faire paraître le duc de Noailles lui fait le plus grand honneur et je le lis avec délices. Les réflexions que j'y trouve sont profondes et s'y mêlent à une grande noblesse de sentiments et à cette délicatesse qui caractérise l'homme bien né. Sans aucune partialité il prend la défense de Louis XIV et de Mme de Maintenon et fait bonne justice des calomnies répandues sur leur compte, en s'appuyant sur des preuves indiscutables. Les fautes qu'a commises ce grand roi tiennent au temps où il vivait, et comment peut-on le traiter sévèrement sous ce rapport? Sous son règne, en peu d'années, tout n'était-il pas parvenu à l'apogée? Malheureusement pour la France, la régence et Louis XV ont suivi cette brillante période. Quand on lit dans l'ouvrage du duc de Noailles les extraits qu'il donne des Mémoires du grand roi, on dit que ce devrait être le bréviaire des Princes. Malgré les changements qui se sont faits dans le monde, les souverains pourraient encore tirer profit de cette lecture.

Il est regrettable que, dans la guerre faite au sud de l'Allemagne, on n'ait pas pris d'insurgés. Serait-ce qu'on a agi mollement pour n'avoir pas l'embarras de

les juger? D'après la description qu'on me fait de ce duché de Baden, je ne sais pas qui pourra y rétablir l'ordre; ce n'est assurément pas le Grand-Duc qui est complètement démoralisé. Il faudrait partager ce duché entre le Wurtemberg et la Bavière; ce serait trancher la question dans le vif, mais c'est le seul moyen de sauver ce charmant pays, aux trois quarts ruiné.

Tous les meneurs sont en Suisse. Les habitants ne veulent plus les nourrir; ils seraient heureux qu'on les expulsât et qu'on ne leur permît plus de rentrer. Je me demande d'où provenait l'argent qu'on a distribué tout l'hiver à ces malandrins et quelle caisse subventionnait ces trois restaurants où Mazzini les nourrissait gratis. On prétend qu'il circulait beaucoup de guinées. Les meneurs polonais doivent être épuisés. Je voudrais bien qu'on arrivât à savoir au juste d'où venait l'argent distribué dans tous les pays en révolution.

---

### *La même au même.*

Ischl, 15 juillet 1849.

On nous annonce aujourd'hui une victoire près de Comorn. Si ces insurgés avaient l'humanité de se soumettre, quel bonheur ce serait; c'est une guerre terrible. Voilà Rome soumise; j'en voulais à Oudinot de n'avoir pas parlé du Pape dans sa proclamation, mais

je dois reconnaître qu'il a agi autrement qu'il n'avait écrit, en envoyant les clefs de Rome au Pape. Celui-ci doit être très embarrassé et ne savoir que faire; il rentrera dans Rome sans un bon conseiller et sans argent.

La santé du prince Metternich a causé de vives inquiétudes à la comtesse Flore Wrbna; il est sujet à des vertiges et à des faiblesses d'estomac qui, ces temps derniers, l'ont fait beaucoup souffrir, mais, hier, sa sœur, la duchesse de Wurtemberg, a reçu de lui une lettre tout à fait tranquillisante. A mon arrivée, par égard pour le prince Metternich, je suis allée voir sa sœur, la duchesse, qui m'a reçue avec une grande cordialité. Je ne sais si tu la connais; on croirait voir son frère habillé en femme; elle est de taille plus élevée cependant, mais elle a les mêmes traits et la même prononciation. Quant à l'esprit, le prince semble l'avoir accaparé tout entier; je veux croire toutefois que, si cela eût dépendu de lui, il eût fait une répartition plus juste, ne fût-ce que pour avoir quelque plaisir à causer avec sa sœur. Elle donne dans ce genre un peu suranné des hélas! et des grands gestes qui rappellent les vieux mélodrames. En fait d'agréments, elle a celui de ne jamais savoir l'heure à laquelle elle dînera, son Altesse ne se mettant à table que lorsqu'elle se sent de l'appétit, aussi lui arrive-t-il de dîner très avant dans la soirée. Je me rappelle que Gentz faisait de même.

18 *juillet*. — Te voilà donc, cher ami, bien seul, pour le moment. Qu'est-ce que Rochow est allé faire à Berlin? Je suppose qu'il n'en reviendra pas de très

bonne humeur. De nouvelles élections vont avoir lieu et les paysans, paraît-il, ne veulent pas y prendre part. Nous avons ici une dame qui arrive de ses terres en Prusse; elle nous dit qu'il faut forcer les paysans à aller voter, qu'ils sont unanimes à déclarer que les élections ne les ont menés à rien de bon et que l'ancien ordre administratif était préférable. Il est curieux d'observer que, sur tout le continent, ce soit la minorité qui tienne tant à la constitution, alors que le peuple ni l'armée, ni la noblesse n'en veulent. Il me semble que, si on s'entendait, on pourrait facilement dégager les souverains de toutes les promesses faites. Je suis peinée de voir que l'armée ait prêté serment à la constitution; l'autorité du souverain s'en trouve sinon compromise, du moins diminuée. Lorsqu'on entend discuter sur ce sujet les personnes les plus sensées dans les différentes villes, on demeure convaincu qu'il y aurait encore moyen de rallier les bien pensants qui forment la majorité, si le gouvernement inspirait de la confiance et si on pouvait compter sur lui, surtout en ce moment où toutes les armées sont irritées contre les meneurs. Un Prussien de la suite du prince de Prusse écrit que la troupe est animée du meilleur esprit, qu'elle veut toujours aller de l'avant et terminer au plus vite; il regrette la faiblesse du ministère badois qui voudrait ou plutôt qui veut toujours céder et ne profite pas de circonstances si favorables.

Comme je ne lis le *Journal des Débats* que depuis quelques jours, je n'ai pas du tout suivi les affaires du

midi de l'Allemagne et me suis épargné ainsi bien des émotions. Je suis charmée que les Danois, avant de terminer leur guerre, aient sérieusement *frotté* les troupes des duchés. Peut-être, est-ce à contre-cœur que les Danois cessent de se battre; maintenant qu'ils ont un bon général, ils auraient voulu en profiter pour exterminer entièrement cette armée.

Je dois te dire que je ne suis pas encore tout à fait rassurée, malgré nos succès en Hongrie, et ne le serai pas tant que ces troupes d'insurgés concentrées à Comorn ne seront pas battues; je crois que nous touchons à ce moment critique. Comme il serait heureux que le dénouement ne se fît pas plus longtemps attendre, à cause des chaleurs et de la sécheresse qui augmentent la ténacité de toutes les maladies.

L'Empereur est encore à Vienne; je voudrais qu'on l'y gardât. On croit qu'il ne logera plus au bourg, mais au Belvédère qu'on aménage à cet effet; c'est moins central. Il paraît que Vienne ne se reconnaît plus : le Prater est vide; plus d'équipages, plus d'animation, On pense que les nobles resteront dans leurs terres qui ne leur offrent plus de séjour agréable depuis que les paysans n'ont plus les mêmes rapports avec leurs maîtres. Les propriétaires n'ont rien reçu en compensation de ce qu'on leur a ôté; les paysans n'étant plus tenus de récolter trois jours par semaine pour le maître et demandant la plupart des prix exorbitants, la récolte dans beaucoup de terres reste sur pied, parce que ce serait une ruine que de payer ce qui est exigé.

Tous les meneurs sont en fuite; peut-être combinent-ils déjà un retour; on est si faible envers eux qu'ils doivent ne pas perdre courage.

---

*La même au même.*

Ischl, 21 juillet 1849.

Le bon Meyendorff est resté un jour de plus dans l'espoir d'avoir des nouvelles de son fils, après l'affaire qui vient d'avoir lieu, mais il partira demain sans lettre. Il est charmant, intéressant; au fond, il n'a pas eu grand'-chose à me dire; ce qui m'a le plus intéressé, c'est ce qu'il m'a dit de toi. Marie Kalergis est des nôtres depuis avant-hier; elle a fait son voyage sans la moindre difficulté, elle a vu des troupes et a traversé les lieux où l'agitation règne le plus, sans avoir à en souffrir. Ce qui m'étonne, c'est que l'ordre matériel dans ces pays où l'on se bat ne soit pas dérangé et que le service des voyageurs s'y fasse avec la même ponctualité qu'en temps de paix. Marie est du plus haut intérêt; c'est une histoire vivante de tout ce dont elle a été témoin, il n'y a pas de dépêches qui puissent mieux satisfaire la curiosité que ses récits. Meyendorff prétend que c'est une sirène et qu'on ne peut faire une bonne cure dans sa société.

Je pourrais t'écrire des choses très curieuses, mais

je n'ose. Thiers qui, dit-on, tripote à Londres, voudrait, tout en donnant des conseils au Président, prendre sa place; c'est un orléaniste passionné. D'après la description que Marie fait du Président, on ne conçoit pas comment il peut rester où il est, mais il prouve qu'il y a du mérite à ne pas parler et à laisser faire. Je regrette que Marie se soit abonnée à deux gazettes françaises, je vais me croire forcée de les lire et j'étais si contente de pouvoir m'en passer. Les Français doivent se repentir de leur équipée à Rome; voilà qu'on les tue dans Rome avec acharnement. Ces victimes d'un sot orgueil sont à plaindre.

---

*La même au même.*

Ischl, 27 juillet 1849.

Les nouvelles de la Hongrie languissent, ce qui ne m'étonne pas le moins du monde, car je n'ai jamais espéré que la guerre finirait bientôt et j'ai constamment craint ce que nous voyons. Les insurgés sont tenaces. On éprouve ici un véritable découragement que je partage sans dire mot.

On prétend que Mazzini se promène dans les rues de Rome, sous la sauvegarde du consul anglais. Celui-ci, malgré sa conduite à Rome, garde toujours son titre de vice-consul. Palmerston me paraît ménager tous les meneurs, afin de les pousser de nouveau, en temps et

lieu, à la tête des insurrections. Comment les Puissances agissant dans ces pays peuvent-elles autoriser une conduite pareille ?

Je crois que l'archiduc Louis est ici, ainsi que deux archiduchesses, entre autres la femme du prince Albert. L'archiduchesse Sophie ne quitte pas le jeune Empereur, ce qui se conçoit. On me rapporte de celui-ci des traits charmants qui dénotent beaucoup de logique, de cœur et de présence d'esprit. Puisse-t-il être bien entouré !

---

*Le comte Charles de Nesselrode*
*à M. Fonton.*

Varsovie, 16 août 1849.

Je vous annonce, mon cher Fonton, la fin de la guerre de Hongrie. Gœrgei ayant été nommé dictateur aussitôt après la fuite de Kossuth, le premier usage qu'il a fait de son pouvoir a été de se soumettre, avec toutes les troupes sous son commandement, à l'armée russe, en mettant bas les armes, et de donner l'ordre à tous les chefs de corps détachés de faire de même. Quand il prit cette détermination, le Maréchal avait déjà fait occuper par le corps de Rudiger la place importante de Groos-Wardein et de leur côté le général Haynau et le Ban de Croatie avaient remporté des avantages décisifs sur Dembinski et Fetter dans le midi de la Hongrie.

Envoyez de suite ces bonnes nouvelles à Constantinople. Elles mettront fin, je l'espère, à l'attitude un peu louche de nos amis les Turcs en face de l'insurrection hongroise.

J'ai eu le bien grand plaisir de passer quelques bons moments avec notre excellent prince Worontzof. Il nous a quitté avant-hier pour retourner à Pétersbourg; vous le verrez bientôt à Odessa.

---

*Le comte Charles de Nesselrode au baron de Meyendorff.*

Saint-Pétersbourg, 20 octobre 1849.

Tandis que vous êtes occupé, mon cher Meyendorff, à débrouiller les questions allemandes et danoises, nous sommes ici à nous chamailler avec le Turc et ses officieux amis. Vous ne serez pas fâché, je pense, de lire sur cette malencontreuse affaire autre chose que les infâmes articles des journaux anglais. Je vous envoie donc à cachet volant une expédition que j'adresse à ce sujet à Kisseleff, qui vous mettra complètement au fait de tout ce que nous avons dit, écrit et résolu. Comme dans ce monde on ne fait jamais rien pour rien, vous aurez la bonté, mon cher ami, de faire porter cette expédition par un de vos employés à Paris. Elle vous prouvera que cette querelle se décidera pacifiquement et

que cet incident, dont Stratford Canning et Palmerston ont voulu à toute force faire une montagne, finira par rien du tout, la montagne accouchera d'une souris.

Lamoricière[1] est venu me lire une dépêche à l'eau-de-rose, que lui a adressée Tocqueville. Je lui ai répondu verbalement que nous n'admettions pas d'intervention étrangère dans nos querelles avec la Porte ; que jamais nous ne nous étions mêlés de celles que la France a eu à soutenir avec l'empereur du Maroc ; que nous ne pouvions reconnaître à la France le droit de nous adresser des interpellations sur nos différends avec la Turquie. Aujourd'hui, Bloomfield doit venir me communiquer une dépêche de Palmerston. Je me bornerai à lui répondre qu'il vient trop tard ; que tout a été arrangé et terminé entre Fuad-Effendi et moi, sans l'intervention de l'Angleterre, que nous ne saurions admettre.

J'ai eu, hier, une longue conversation avec Moltke, le Danois, et nous avons discuté très confidentiellement la question de la succession. Il pense, comme vous, que la résoudre d'abord faciliterait beaucoup l'œuvre de la paix et ferait cesser la fermentation et l'anarchie qui règnent dans les Duchés. Il pense que la meilleure combinaison serait l'adoption du prince Chrétien de Glucksbourg, resté fidèle au Roi très populaire en Danemark

1. Lamoricière (Christophe-Louis-Léon Juchault de), général français, né en 1806, mort en 1865. Ministre de la guerre du 28 avril au 20 décembre 1848. Député de la Sarthe (1849).

et beau-frère du prince de Hesse, ce qui rendrait celui-ci plus content lorsqu'il s'agira de le faire renoncer à ses droits et opter pour l'électorat de Hesse. Qu'en pensez-vous? Je crois que le choix du prince d'Oldenbourg, dont le ministre d'Angleterre avait déjà fait mention, serait moins goûté. Le comte Moltke est un homme très raisonnable, très versé dans ces questions si compliquées. Je ne sais, en vérité, pas pourquoi on n'en a pas voulu à Berlin.

Je n'ai pas vu Rauch encore ; il est allé droit du pyroscaphe à Tsarkoë-Sélo. Nous avons été enchantés de l'arrangement conclu entre l'Autriche et la Prusse ; beaucoup moins, comme vous le pensez bien, de la persistance de la Prusse à vouloir, à toute force, convoquer une seconde Paulskirche. C'est perpétuer à dessein la révolution en Allemagne.

Je vous confierai qu'un nuage s'est élevé dans nos relations avec l'Autriche, à mon bien vif regret. La boucherie d'Arad a exaspéré l'Empereur, et j'ai dû le témoigner à Buol dans des termes très peu agréables. Il faut convenir qu'il y a de quoi être indigné, et on ne peut s'étonner que l'Empereur se soit senti vivement blessé lorsqu'il a appris que l'on pardonnait aux garnisons de Venise et de Comorn, et qu'on faisait pendre et fusiller les hommes qui, les premiers, se sont soumis à discrétion, qui ont mis fin à la guerre, qu'il a remis au gouvernement autrichien et recommandés à la clémence de l'Empereur. Je crains qu'il n'oublie de sitôt ce mauvais procédé et que nos rela-

tions avec l'Autriche n'en souffrent. Ce fait me préoccupe plus que la question turque.

Je vous envoie ci-joint le journal de St-Pétersbourg. Vous y trouverez l'article par lequel nous annonçons l'audience de Fuad-Effendi et mettons à néant toutes les sottes déclamations auxquelles se sont livrés les journaux anglais et français. Tout à vous.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 7 novembre 1849.

C'est le comte de Moltke qui vous remettra cette lettre, mon cher baron. C'est un homme qui connaît la question à fond et avec lequel on peut s'entendre. Dans deux ou trois conversations passablement longues, que j'ai eues avec lui, nous avons également touché la question de la succession. Son candidat est toujours le prince Chrétien de Glucksbourg[1] qu'il croit le seul possible en Danemark. Je vois par votre lettre du 27 octobre, que j'ai reçue, avant-hier, par Varsovie, que vous préféreriez le prince d'Oldenbourg. Vis-à-vis de Moltke, je ne me suis prononcé ni pour l'un ni pour l'autre, et jamais il ne m'est venu à l'idée d'exclure ce dernier, uniquement parce qu'il est le

1. Prince chrétien de Schleswig-Holstein-Sonderburg-Glucksbourg

candidat de l'Angleterre; cela n'aurait pas de sens; il faut que le comte de Moltke m'ait mal compris. D'ailleurs, je n'ai pas encore touché cette corde avec l'Empereur; je me suis donc bien gardé de rien dire au comte de Moltke qui pût le moins du monde faire pressentir notre opinion définitive sur le choix à faire. Pour arrêter cette opinion, j'aurai besoin que vous m'expliquiez pourquoi vous pensez que le prince d'Oldenbourg offrirait les moyens d'indemniser les autres ayants droit, et en quoi pourrait nommément consister cette masse d'indemnités qu'il aurait à offrir; car il me semble que le Grand-Duc héréditaire, devenant roi de Danemark, son frère puîné lui succéderait dans l'Oldenbourg. Veuillez, cher baron, me fournir quelques éclaircissements à ce sujet.

Je crains bien que vos affaires d'Allemagne ne s'embrouillent. Schwarzenberg se plaint de nouveau amèrement de la Prusse et nous demande notre appui à Berlin. Il me répugne de me mêler de ces querelles, et je doute fort que l'Empereur consente, dans ce moment, à faire une démarche en faveur de l'Autriche. Il est encore très monté contre elle à cause des quatorze généraux hongrois fusillés à Arad. Notre ami Buol s'en ressent ici, et il faudra du temps pour effacer cette impression.

Ne craignez-vous pas que le gouvernement autrichien fasse fausse route dans sa manière de procéder à l'égard de la Hongrie? Vouloir germaniser ce pays et s'appuyer uniquement sur un système de terreur me semble

jouer gros jeu. Le choix de Haynau ne me paraît pas heureux.

L'Empereur vient maintenant souvent en ville pour assister à la rentrée des gardes, ce qui me dispense de courses assez fatigantes à Tsarkoë-Sélo. On nous fait espérer que la cour rentrera tout à fait le 20 novembre. Ouvarof a donné et fait accepter sa démission ; son successeur n'est pas nommé encore.

Adieu, mon cher baron, je n'ai pas besoin de vous répéter combien je vous suis tendrement attaché.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 20 décembre 1849.

Que vous dire, mon cher baron, en présence de tout ce qui se passe aujourd'hui en Allemagne ? Rauch vous aura rendu compte du langage que l'Empereur lui a tenu. Vous saurez donc ce qu'il pense, et je n'ai, pour ma part, rien à y ajouter. Ici, sur le chapitre de l'Allemagne, nous sommes en général très portés à voir tout en noir, et ce que Seebach et Rochow nous ont rapporté aussi bien que ce que nous mandent Gortschakoff[1] et Schroëder n'est guère fait pour nous rassurer. Voyons

1. Gortschakoff (Alexandre-Mikaelovitch, prince), né en 1798, mort en 1883, célèbre diplomate et chancelier de l'empire de Russie. Succéda en 1856 au comte Ch. de Nesselrode, comme ministre des affaires étrangères, poste qu'il occupa jusqu'en 1882.

avec calme ce que le printemps nous amènera. Les choses dans ce monde ne sont jamais si bonnes ni si mauvaises que notre imagination aime à se les figurer. Voilà ce que je prêche à tous.

Un accès de goutte m'a retenu au lit pendant plusieurs jours. Je suis de nouveau sur pied, et, hier, j'ai fait ma première apparition chez l'Empereur. Vers la fin de l'année, les affaires s'accumulent toujours plus ou moins; je les crains plus que la goutte. Elles me contrarient surtout en ce moment où elles m'obligent de terminer ici une épître que je regrette de ne pouvoir rendre plus intéressante.

---

*Le même au même.*

21 décembre 1849.

Pour vous mettre au fait des dernières phases que notre affaire orientale a parcourues, je vous transmets, cher baron, pour votre information personnelle, des copies de ma dépêche principale de ce jour à Brunnow ainsi que celle d'une lettre au prince Paskewitch. La Prusse étant partie contractante au traité de 1841, vous pourrez donner confidentiellement connaissance à Schleinitz du dénouement de nos pourparlers avec Palmerston sur l'infraction de l'amiral Parker[1]. Je vous

1. Parker (sir William), marin anglais, né en 1781, mort en 1866. Capitaine en 1801, venait d'être promu contre-amiral en 1830, lors-

transmets, en outre, pour vous seul, la copie d'une dépêche chiffrée que je viens de recevoir de Kisseleff et qui vous prouvera que les allures de Persigny[1] demanderont à être surveillées. Ce nouveau tripotage de Palmerston est vraiment odieux et en contradiction ouverte avec le langage que Westmorland a tenu au Prince de Prusse et celui que nous tient ici le général Lamoricière, qui se montre même excessivement soucieux à propos de la convocation du parlement d'Erfurt et de la réaction que de nouvelles commotions en Allemagne qui, à son avis, doivent être la conséquence inévitable de cette fausse mesure, exerceront sur la France. Il ne voit pas avec plaisir le choix de Persigny qu'il croit affilié aux rouges et capable de tout. Accepter un pareil intrigant, c'est être tombé bien bas et cela semble me

qu'il fut appelé au commandement de la flotte du Tage, chargée de soutenir les droits de dona Maria de Portugal contre dom Miguel. De retour en Angleterre, il occupa, en 1834 et en 1841, le poste de lord de l'Amirauté dans le ministère libéral de lord Melbourne, puis fut mis à la tête des forces navales anglaises en Chine (1841). Il reçut le titre de baronnet (1844). A la tête de l'escadre de la Méditerranée, il se rendit dans les Dardanelles en 1849, pour appuyer la Turquie dans son refus de rendre à l'Autriche et à la Russie les réfugiés hongrois, bloqua, l'année suivante, les ports de la Grèce et força le roi Othon à payer une indemnité au juif Pacifico. Fut successivement nommé amiral du pavillon bleu (1851), directeur du port de Plymouth (1854), contre-amiral du Royaume-Uni (1862) et amiral de la flotte en 1863.

1. Persigny (Jean-Gilbert-Victor Fialin, dit comte, puis créé duc de), homme politique français, né en 1808, mort en 1872. Il était parti pour Berlin, le 14 décembre 1849, chargé d'une mission extraordinaire qui n'eut aucun succès. Ministre de l'intérieur (1852), ambassadeur à Londres (1855), ministre de l'intérieur (1860).

prouver que le cabinet prussien a perdu tout sentiment de dignité.

Le départ de l'amiral Poutiatine[1] ayant été retardé de 24 heures, je suis encore à même de vous accuser réception des dépêches et lettres particulières que vous avez confiées à Nicolay. Leur contenu n'est pas consolant; c'est tout ce que je puis en dire. Mais la possibilité d'une guerre entre la Prusse et l'Autriche ne saurait m'entrer dans la tête; ce sont de ces monstruosités qu'il faudra voir pour y croire.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 9 janvier 1850.

Je suis, mon cher ami, en possession de toutes vos dépêches et si intéressantes lettres particulières jusqu'à celle du 25 décembre inclusivement. Cette dernière m'a été utile pour calmer certaines tendances à voir toujours les choses encore plus en noir qu'elles ne le sont effectivement. On veut regarder la guerre entre l'Autriche et la Prusse comme inévitable. Je ne partage pas cette crainte; ce serait une véritable Thébaïde, et, comme vous, je pense que les deux puissances y regarderont à deux fois avant d'en venir à une si déplorable extrémité,

1. Poutiatine (Efimi Vasilevitch, comte), amiral et homme d'État russe, né en 1803, mort en 1883. Ministre de l'instruction publique en 1861.

qui tournerait évidemment au profit des rouges, leurs ennemis communs.

Buol et Rochow viennent de me remettre des notes pour me notifier l'installation du Pouvoir central provisoire. Nous allons le reconnaître et accréditer un ministre auprès de lui, ce que nous demandent avec instance les deux représentants de Prusse et d'Autriche. Voici la combinaison que l'Empereur adoptera probablement à cet effet :

Le poste de Francfort sera réuni à celui de Stuttgard. Gortschakoff sera nommé ministre auprès du Pouvoir central ; mais, comme il ne pourra pas y résider et ne faire que des apparitions momentanées à Francfort, nous y établirons un chargé d'affaires en permanence, lequel sera votre Glinka. C'est ce que j'ai pu inventer de mieux pour tirer celui-ci de la position où il se trouve, et j'espère que vous en serez content. L'empereur a déjà donné un demi-consentement à cette combinaison, et je pense qu'il l'approuvera tout à fait, car l'idée de Gortschakoff vient de lui. Mais, avant que nous n'ayons noir sur blanc, je vous prierai de ne pas l'ébruiter.

Notre querelle avec la Turquie est vidée. Pour votre information personnelle, je vous envoie l'extrait de la dépêche par laquelle Titof m'annonce ce qu'il a arrêté et signé. J'en suis content pour ma part, car c'est une mauvaise affaire dont il a fallu se tirer le moins mal et le plus tôt possible. Elle aurait pu nous mener loin. Ce n'est pas sans difficulté que Titof l'a conduite à bonne

fin. Jusqu'au dernier moment il a eu à lutter contre la mauvaise foi des ministres turcs et les perfides suggestions de Straford Canning et d'une foule d'intrigants français qui ont accès à la Porte et y exercent une certaine influence hostile à la Russie.

Vous n'ignorez pas que le roi de Danemark nous a envoyé ici M. Seik pour nous demander notre opinion sur la question. Plessen nous a régalés à ce sujet d'une longue note officielle, accompagnée d'un mémoire allemand plus volumineux encore. Je vous communique notre réponse que Seik a emportée hier. Elle vous prouvera que votre candidat l'a emporté dans l'opinion de l'Empereur sur celui du roi de Danemark, savoir le grand-duc héréditaire d'Oldenbourg sur le prince Chrétien de Glucksbourg.

Comme si la question danoise ne vous donnait pas déjà assez d'ennuis, nous vous endossons encore la négociation commerciale avec la Belgique. C'est à M. Nothomb[1] que vous en avez l'obligation; sans lui j'aurais

1. Nothomb (Jean-Baptiste, baron de), homme d'État belge, né en 1805, mort en 1881. Fut un des rédacteurs principaux du *Courrier des Pays-Bas*, en 1829 et 1830; nommé par le gouvernement provisoire membre de la commission instituée pour la rédaction de la constitution, élabora ce projet; vota pour le duc de Nemours et contribua comme secrétaire général des affaires étrangères, sous le ministère Van de Weyer, après l'élection de Léopold comme roi, à obtenir du congrès de Londres les 18 articles si favorables à la Belgique. Il fut nommé, en 1837, ministre des travaux publics, de la marine et de la milice et fut un des principaux fondateurs du réseau des chemins de fer belges. En 1840, ministre de Belgique auprès de la Confédération germanique; ministre président en 1843; ministre à Berlin, en 1846, où il mourut en 1881.

laissé l'affaire entre les mains de Maltitz, de La Haye, mais Nothomb me paraît essentiellement l'homme de la chose, une spécialité avec laquelle nous mènerons plus facilement cette négociation à bonne fin. Voilà pourquoi, cher baron, vous tombe en partage ce surcroît de travail.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 30 janvier 1850.

C'est à peu près les mains vides que j'expédie ce courrier ; mais Brunnow, n'ayant plus de feldjaeger, m'en demande à cor et à cri et, maintenant que le Parlement va s'ouvrir, il en aura effectivement besoin. Force m'a donc été de le faire partir sans pouvoir donner à mon expédition à Brunnow d'autre valeur que celle d'un accusé de réception. Je ne suis pas moins embarrassé envers vous, cher baron ; je n'ai absolument rien à vous mander. Des jérémiades sur ce qui se passe à Berlin vous toucheraient peu ; vous ne vivez que de cela, et vous en renvoyer de Pétersbourg, en réponse à vos lettres si intéressantes, qui, un jour, nous réjouissent et, le lendemain, nous désolent, serait vous rendre un mauvais service. Je n'ai pas besoin non plus de vous dire ce que pense et ce qu'attend l'Empereur de la crise dans laquelle vous vous débattez ; vous le devinerez, du reste. Il nous suffit de savoir que les ministres ont

appelé Radowitz à leur secours, pour n'en rien augurer de bon. Vos premiers rapports nous apprendront comment on sera sorti de tant d'irrésolution et d'extravagance.

Ici, nous avons froid et tout le monde est plus ou moins enrhumé ; je suis du nombre et depuis huit jours je ne suis sorti qu'une seule fois de ma chambre pour aller travailler, hier, avec l'Empereur. Rochow est également cloué chez lui et nous nous communiquons nos impressions par billets du matin ; il a vu des lettres de Berlin qui le mettent au désespoir.

Fuad-Effendi a eu son audience de congé et nous quitte demain. Il emporte d'ici de bonnes impressions. Puisse-t-il parvenir à les faire partager à Réchid et à Ali, qui, imbus des fausses idées de l'Occident, puisées à Paris et à Londres, se sont montrés dans tout le cours de notre négociation d'une mauvaise foi et d'une stupidité remarquables. Enfin, la querelle est vidée, nos relations reprises, et pour le moment du moins nous sommes tranquilles de ce côté.

Je voudrais pouvoir en dire autant de la question danoise. Hélas ! elle ne fait pas un pas, et, hier encore, Plessen m'a communiqué de nouvelles doléances de sa cour auxquelles malheureusement il n'y a rien à répondre. Elle a mille fois raison lorsqu'elle se plaint de la mauvaise foi avec laquelle la Prusse exécute l'armistice. Ces mêmes communications, vous en aurez eu connaissance par les plénipotentiaires danois. Vous m'en parlerez probablement dans vos premiers rapports. Jusque-

là, je suspendrai toute nouvelle démarche que Plessen me presse de faire à Berlin.

Dans la famille impériale, on se porte bien; on accouche et on baptise. A côté de ces naissances, nous essuyons continuellement des pertes très sensibles dans nos relations sociales, et vous pleurerez sans doute avec nous ce bon Basile Kotchoubei, enlevé, à l'âge de 57 ans, à une existence si brillante et si heureuse.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 30 janvier 1850.

Votre lettre secrète du 12 janvier m'a vivement intéressé; les détails qu'elle renferme m'ont paru d'une nature si délicate que je me suis borné à la faire lire à l'Empereur, ne l'ai communiquée à personne, pas même à Rochow et l'ai mise ensuite sous clef. Vous avez admirablement tiré parti du prince de Linange pour contrecarrer les extravagances de Bunsen, Stockmar[1] et C$^{ie}$.

Avez-vous lu une série de lettres, les unes plus ennuyeuses que les autres, qui ont paru dans le *Globe*, sous le pseudonyme de Germanicus, qui n'est autre

1. Stockmar (baron Chrétien-Frédéric de), né en 1787, mort en 1863, homme d'État allemand, connu par ses rapports d'amitié avec le roi Léopold de Belgique, la reine Victoria et le prince consort.

que Bunsen? Tant que lui et Radowitz exerceront la moindre influence sur les destinées de la Prusse, il faudra, je le crains, désespérer de son salut. — Tout à vous.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 18 février 1850.

Merci, cher baron, pour le *P.S.* tout confidentiel de votre lettre confiée à Schouvalof. Je vous promets de garder pour moi la nouvelle noirceur de lord Palmerston, dont vous me faites la confidence; elle ferait un joli tapage et compromettrait beaucoup de monde si elle était connue. Je m'en consolerais toutefois si elle pouvait être la dernière, mais tant que cette bête féroce, comme vous l'appelez fort justement, présidera à la politique extérieure de l'Angleterre, il n'y a pas de repos à espérer pour l'Europe.

Rochow m'a lu quelques passages d'une longue lettre de Rauch. Si quelqu'un mérite le paradis, c'est assurément lui. Supporter une position pareille est au-dessus des forces que Dieu a données à l'homme; je me sentirais incapable de tant de courage et de résignation.

Voilà Budberg nommé et Glinka casé à Francfort. Par la dépêche que j'adresse à ce dernier, vous verrez ce qu'il aura à faire. Maintenant que Budberg est

définitivement nommé, vous pouvez l'utiliser davantage encore et j'espère que vous trouverez en lui un véritable soulagement.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 18 février 1850.

L'armistice et les préliminaires ont été signés le 10 juillet 1849; nous sommes aujourd'hui au 18 février 1850, et à peine les négociations pour la paix ont-elles commencé. Depuis six mois, on ne fait que se chamailler sur l'inexécution de l'armistice; la Prusse n'a jamais voulu faire droit aux plus justes réclamations du Danemark, fondées sur la lettre comme sur l'esprit d'une transaction solennelle. Sa mauvaise foi perce dans chaque phrase des tristes pourparlers suivis avec les plénipotentiaires danois à Berlin, et, s'il fallait une preuve de plus du double jeu qu'elle joue, je la trouverais dans le plein pouvoir qu'elle s'est fait donner à Francfort et qui renferme toutes les réserves pour lier les mains à la Prusse, paralyser la marche de la négociation et exposer le traité de paix, si même on parvient à en conclure un, à ne pas être accepté et ratifié par la Confédération. Vous comprendrez que de pareilles manigances ont dû produire une vive impression sur l'esprit de l'Empereur, pour qui un manque de loyauté, des finesses et des perfidies diplomatiques sont plus

odieuses que tout autre méfait. Vous le connaissez sous ce rapport et ne serez pas trop surpris d'apprendre qu'il commence à perdre patience.

Il a donc cru devoir élever la voix et essayer d'un moyen diplomatique avant d'en venir à d'autres si la négociation actuelle n'amène pas un résultat définitif et satisfaisant. C'est dans ce but que sont conçues les pièces que vous recevez aujourd'hui; vous en tirerez, je n'en doute pas, le meilleur parti. Mes vœux vous accompagnent dans les efforts que vous ferez pour ramener à la raison ces pitoyables ministres prussiens, qui ont donné la mesure de leur faiblesse comme de leur incapacité par la conduite tenue pendant la dernière crise, terminée par un serment que tous les hommes de bien ne sauraient assez déplorer, mais il n'y a pas à revenir sur ce qui est arrivé et vous avez très sagement cherché, par les avis que vous avez donnés à Brandenbourg et à Manteuffel, à empêcher que le mal n'acquière de plus grandes proportions. Je ne puis que vous féliciter du langage que vous leur avez tenu. Vous me prouvez par là que vous ne désespérez pas de la situation; que vous ne repoussez pas encore toute chance d'amélioration. Cette manière de voir et de faire cadre trop avec mes propres convictions pour que je n'y applaudisse pas sincèrement. J'ai toujours regardé comme un grand défaut en politique et en guerre de tomber plus bas que la situation où l'on se trouve, quelque mauvaise qu'elle soit, de se croire plus vaincu qu'on ne l'est réellement.

C'est dans cette disposition d'esprit que j'ai reçu la nouvelle de ce qui vient de se passer en Grèce. Il me serait facile de vous dépeindre en fortes couleurs le sentiment d'indignation que me fait éprouver à moi comme à tous les cœurs honnêtes cette nouvelle infamie de Palmerston. Mais à quoi bon? vous lisez tout cela dans le *Times* et dans un spirituel et excellent article du *Lloydd* autrichien. Je ne puis rien vous dire sur cela que vous n'éprouviez vous-même; mais j'y ajouterai que d'après mes pressentiments, tout ce bruit ne peut aboutir à rien du tout, si ce n'est à une reculade de Palmerston. Déjà, je vois qu'il commence à mettre de l'eau dans son vin; qu'il n'insiste plus péremptoirement sur la cession des Iles; qu'il accepte la médiation de la France et que l'ordre aurait même été donné à l'amiral Parker de suspendre les hostilités. Le tout se réduira donc à quelques misérables réclamations particulières que Drouyn de Luyhs, appuyé par Brunnow, cherchera à ramener à des propositions plus équitables, et la Grèce sortira une fois de plus de cette complication avec un œil poché.

C'est, à mes yeux, le gouvernement anglais qui gagnera le moins à cet acte d'insigne prépotence de son remuant ministre, car le souvenir ne s'en effacera pas de sitôt et lui aliénera pour longtemps les sympathies de l'Europe.

Je n'ai pas encore écrit un mot à Brunnow sur ce déplorable incident; je prépare pour lui une expédition que je ne ferai partir qu'après l'arrivée de Zogra-

phos[1], que j'attends d'un instant à l'autre et qui vient demander l'appui de l'Empereur.

Adieu, mon cher Meyendorff, me voilà au bout de mon latin. — Tout à vous.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 28 février 1850.

L'expédition, mon cher ami, que j'adresse à Brunnow coule principalement sur l'affaire danoise. Je lui communique les dépêches que vous avez reçues et je l'invite à en parler sérieusement à Palmerston. Si d'ici à deux mois la paix n'est pas signée, je ne sais ce qui en arrivera dans le courant de l'été. Déjà, l'Empereur se préoccupe beaucoup de cette question et parle tantôt de faire bloquer les ports prussiens ou de faire occuper la vieille Prusse. J'espère que les choses n'en viendront pas là ; cela vous prouvera seulement combien l'Empereur est dégoûté du double jeu que joue la Prusse dans cette grave affaire. Il n'a pas déguisé sa pensée à

1. Zographos (Constantin), homme d'État grec, né en 1797, mort en 1856. Député, se prononça contre Capo d'Istria, qui l'envoya en exil. Il devint, en 1832, secrétaire du gouvernement provisoire, dit commission des sept. Après l'avènement du roi Othon, reçut des portefeuilles dans diverses combinaisons ministérielles. L'Assemblée nationale ayant refusé de ratifier un traité de commerce qu'il avait négocié avec la Turquie, il quitta le pouvoir et accepta, en 1850, les fonctions de chargé d'affaires de Grèce en Russie.

Rochow, et je ne doute pas que celui-ci n'ait prévenu son gouvernement que la chose devenait plus sérieuse qu'on ne le pense à Berlin, et qu'on ne se contentera plus chez nous des sophismes dont Schleinitz nous régale dans de longues et bien lourdes dépêches allemandes pour justifier les faits et gestes de la Prusse. Enfin, nous verrons l'effet que cela produira.

Zographos, le ministre grec, est arrivé. Les détails qu'il m'a donnés sont bien tristes; c'est un coup mortel que l'Angleterre a porté à ce malheureux pays. Je ne sais comment il s'en relèvera, alors même que la médiation de la France parviendrait à régler tolérablement l'affaire des réclamations pécuniaires. Plus de 60 bâtiments grecs doivent déjà avoir été saisis par les Anglais, et cela pour garantir des prétentions qui ne s'élèvent pas dans leur ensemble et d'après le calcul injuste et exagéré des Anglais eux-mêmes au delà d'un million de francs. On n'a jamais poussé la violence plus loin envers un État faible et sans défense.

Malheureusement, l'Angleterre est hors de notre atteinte et la France, qu'elle ménage encore, s'est montrée bien faible dans cette occasion. Sa vanité satisfaite par l'acceptation de la médiation, elle fera, je le crains, bon marché de la Grèce, et le dénouement de cet odieux attentat procurera au moins un demi-succès à lord Palmerston, qui rendra nos relations avec l'Angleterre bien difficiles et bien désagréables. Partout où il le pourra, il cherchera à nous susciter des embarras et des tracasseries; il nous fera la guerre à coups d'épingle,

mais n'en viendra pas aux coups de canon, que pour ma part je préférerais à un état de choses qui n'est ni la paix ni la guerre.

Tout à vous.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 19 mars 1850.

Dans le courant de la semaine de carnaval, qui vient de s'écouler, j'ai reçu, cher baron, force dépêches et lettres particulières de votre part; comme presque toujours *bona mixta malis*. Dans la première catégorie, je range en première ligne la meilleure tournure que semble enfin prendre l'affaire danoise. Il paraît donc que notre coup de collier n'a pas été de trop. Schleinitz a écrit à Rochow une lettre particulière en français pour expliquer sa conduite depuis la conclusion de l'armistice. C'est une bien pauvre et bien faible justification et qui, au fond, fait ressortir davantage combien la conduite du cabinet prussien dans cette affaire a été pitoyable et peu digne d'une grande puissance. Répondre à ce factum serait prolonger une polémique sans fin; je crois donc que je m'en abstiendrai. De plus, Rochow m'a remis une liasse des pièces allemandes dont il lui est prescrit de nous donner des copies. M. de Schleinitz ne pourrait-il pas se donner la peine de nous faire ses communications officielles en français, ainsi que cela

s'est toujours fait? Je doute qu'il fasse remettre des pièces allemandes à lord Palmerston et au général La Hitte[1], et je ne sais pourquoi il traiterait moins bien le cabinet russe qui, un beau matin, pourrait prendre la mouche et lui renvoyer ses longues et lourdes amplifications. Je n'ai pas lu encore celles que Rochow vient seulement de m'envoyer et ne puis, par conséquent, rien vous en dire aujourd'hui.

Dans une de vos dépêches sur l'affaire danoise, vous avez touché une question qui mérite d'être prise en considération : celle de la garantie du futur traité de paix. Je pense comme vous que c'est à Londres qu'il faudra négocier avec la puissance médiatrice sur la forme à donner à cette garantie. Je vais m'en occuper sérieusement et faire préparer dès à présent les instructions dont il faudra éventuellement munir Brunnow. Dieu veuille seulement que la paix soit bientôt conclue. Cette affaire me pèse encore plus que l'affaire grecque, quelque détestable qu'elle soit. Brunnow me donne l'espoir qu'elle se terminera moins mal pour les Grecs qu'ils ne le craignent. Nous verrons.

Sur ce, je vous souhaite toute la santé qui vous est nécessaire pour supporter votre laborieuse existence et vous renouvelle toutes mes amitiés.

1. La Hitte (Jean-Ernest Ducos, vicomte de), général et homme d'État français, né en 1789, mort en 1878. Général de division (1840). Ministre des affaires étrangères du 17 novembre 1849 au 9 janvier 1850. Sénateur (1852).

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 23 mars 1850.

Après avoir lu les longues pièces allemandes que Schleinitz nous a adressées et en avoir soumis un résumé à l'Empereur, il nous a paru impossible de les laisser tout à fait sans réponse. Je profite donc, cher baron, de la bonne occasion que m'offre le départ du prince Serge Kotchoubei pour vous régaler d'une dépêche confidentielle à ce triste sujet, que vous ferez bien de lire à Schleinitz qui voit ou veut voir cette question de travers; sans quoi, au lieu d'approuver le Pouvoir central, il l'aurait, au contraire, engagé à nous satisfaire sur deux points, qui intéressent à un haut degré l'honneur et la dignité de la Prusse.

Voilà ce que je cherche à prouver à Schleinitz dans ma dépêche, en lui répétant ce que vous lui aurez cent fois dit. Mais je crains bien que nous ne prêchions à de sourdes oreilles; on ne nous écoutera que lorsqu'on entendra gronder nos canons. Cette conviction n'est malheureusement que trop fortifiée en moi par votre lettre du 13 mars, qui nous enlève même les faibles espérances que nous avaient fait concevoir vos dépêches antérieures et sur une entente entre l'Autriche et la Prusse et sur un prompt et tolérable dénouement de la négociation danoise. Le *p. s.* que vous y avez ajouté sur une feuille volante se ressent du profond

découragement dans lequel vous ont plongé toutes ces misères allemandes.

Je regrette que vous n'ayez pas choisi une autre voie pour me faire parvenir ces lignes. Votre expédition du 13 mars, ayant été confiée à Varsovie à un feldjaeger du Maréchal, elles ont été lues par l'Empereur qui, ennuyé de la marche du gouvernement prussien et surtout des aberrations du Roi, a plus d'une fois parlé de son intention de rappeler son ministre de Berlin; idée que j'ai toujours combattue, convaincu que je suis que si un peu de bien peut encore se faire sur ce terrain, c'est bien à vous qu'on le devra. Ce serait donc faire gratuitement le plus grand tort aux affaires si importantes que nous y traitons que de vous rappeler dans ce moment. Voilà ce que je me propose d'exposer à l'Empereur, s'il m'en parle.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 4 avril 1850.

Je vous envoie, cher baron, le prince Labanof[1]; ayez la bonté d'expédier de votre côté Wielgorski à Brun-

1. Labanof-Rostowski (Alexandre-Borisovitch, prince), né en 1824, mort en 1897, ministre à Constantinople de 1859 à 1863, gouverneur d'Orel (1866), adjoint du ministre de l'intéreur (1867-1878), ambassadeur à Constantinople (1878), à Londres (1879), à Vienne

now. Cependant s'il vous était nécessaire pendant l'absence de Budberg, je n'ai pas d'objection à ce que vous le gardiez jusqu'à son retour. Vous serez content de Labanof ; il est rompu au travail de chancellerie et plein de zèle.

J'espère que vous approuverez le choix de Budberg pour aller endoctriner le grand-duc d'Oldenbourg, lequel a l'entendement un peu dur. En voyant arriver Bulow sans communication quelconque de notre part, il pourrait s'imaginer que l'Empereur est étranger à cette combinaison et se croire obligé à demander son avis avant de consentir. Pour aller au devant de cette difficulté, j'ai proposé à Sa Majesté d'écrire au Grand-Duc la lettre dont vous recevez copie et de la lui faire porter par quelqu'un qui fût à même d'ajouter verbalement toutes les explications dont il pourrait avoir besoin pour se décider.

Que vous dirai-je de la négociation et du soi-disant ultimatum prussien? Il est aussi pitoyable que tout ce qui est sorti depuis un an de cette boutique. Cependant comme à Berlin les jours se suivent et ne se ressemblent pas toujours, j'aime à espérer, comme Reedtz, que ce ne sera pas le dernier ultimatum du négociateur prussien, et j'attendrai encore des nouvelles ultérieures de votre part avant de vous charger de faire de sérieuses remontrances contre les propositions aussi injustes qu'absurdes de cet ultimatum. En attendant,

(1882), ministre des affaires étrangères (1895). A publié en France, les *Mémoires du marquis de Vaudreuil* et l'*Histoire des émigrés*.

j'ai dit à Rochow ce que j'en pense, et il en fera part à sa cour par notre courrier.

Votre idée d'une déclaration collective sur l'union du Schleswig avec le Danemark, fondée sur les garanties, mérite d'être prise en considération, et je m'en occupe avec mon jurisconsulte. Il m'a fait observer que la nature de notre garantie diffère de celle des autres puissances et qu'il serait peut-être difficile de rédiger une note collective, à ce sujet, dans les mêmes termes, lorsque nous serons arrivés à cette triste extrémité.

Je viens de lire le speech de Radowitz; c'est un nouveau brandon lancé au milieu de l'Allemagne et qui ne rapprochera pas l'Autriche de la Prusse. Je ne partage pas entièrement votre opinion sur les faits et gestes de Schwarzenberg ; il lui a fallu, coûte que coûte, opposer une union d'États allemands à l'union du 26 mai (Engerer Bund) et prendre ainsi position vis-à-vis de la Prusse ; de là les concessions qu'il a dû faire aux doctrinaires de Munich. Il est certain que leur œuvre ne vaut guère beaucoup mieux que celle que le Verwaltungs-Rath veut faire adopter sans phrases à Erfurth ; cependant les droits fondamentaux n'y sont pas reconnus et le droit de représentation à l'étranger est maintenu aux différents membres de la future confédération. Au reste, en examinant ces divers projets de constitution, je me rappelle toujours l'opinion que M. de Talleyrand énonçait sur celle qu'il avait fabriquée, lui-même, à notre entrée à Paris, en 1814, et qui ensuite a été remplacée par la charte de Louis XVIII ;

il disait qu'elle était bonne, parce qu'elle était mauvaise. Il en est de même des constitutions allemandes; aucune d'elles ne renferme des éléments de durée et de vitalité; il y a beaucoup à faire et pas mal de choses à raccommoder, et tant qu'on n'aura pas franchement renoncé à l'idée de créer un état confédéré, que le roi de Wurtemberg appelle avec raison une dangereuse utopie, rien de raisonnable et de possible en pratique ne sortira de ces cerveaux brûlés qui s'occupent à refaire l'Allemagne. Je crois, comme vous, que, pour le moment, nous nous en tirerons sans guerre, mais nous serons condamnés à de longues tribulations avant d'arriver au dénouement de la crise générale qui afflige l'Europe. Dieu m'a accordé assez de résignation pour les supporter avec calme et patience; ce n'est malheureusement pas le cas de tout le monde.

J'ai lu avec plaisir et intérêt le discours de votre collègue espagnol et je partage en plein le jugement que le prince de Metternich en a porté. Quand il traite la question sociale, il est sublime, mais lorsqu'il parle de la Russie et de l'Angleterre, le cher homme bat complètement la campagne.

Dans l'affaire grecque, Palmerston continue à mettre de l'eau dans son vin. Notre dépêche du 7 février n'est donc pas restée sans effet, mais jusqu'ici elle est restée sans réponse. L'affaire finira, ainsi que je vous l'ai annoncé, par le payement de 150 à 200 mille francs, car déjà Palmerston a réduit ses prétentions à 8.000 L. St. Valait-il la peine de faire tant de bruit et surtout

tant de mal à la Grèce pour si peu de chose? Une si grande infamie aboutissant à un aussi mince résultat ne pourra couvrir le ministère anglais que de honte et de ridicule.

Adieu, très cher baron, agréez, comme toujours, mes plus sincères amitiés.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 15 avril 1850.

Il ne vous sera certainement pas échappé, mon cher baron, combien les feuilles allemandes ont dénaturé tout ce qui s'est passé entre les membres du Pouvoir central et notre Gortschakof, en allant jusqu'à prétendre qu'il avait été désavoué. Quoique ennemi de toute polémique avec les journaux, j'ai pensé toutefois qu'il serait nécessaire de ne pas laisser subsister cette dernière supposition et de ne pas laisser ignorer au public que non seulement Gortschakof n'a pas été désavoué, mais que la conduite et le langage qu'il a tenus ont été approuvés. Publier un article dans le Journal de Saint-Pétersbourg me paraîtrait un peu trop solennel; il serait même à craindre que notre réfutation quasi-officielle ne vînt tomber comme un bâton dans la roue à travers la négociation que vous avez à peine réussi à faire marcher. D'un autre côté, lorsque l'*Allgmein Zei-*

*tung* nous met en quelque sorte en demeure de nous expliquer, notre silence pourrait faire croire aux braves Allemands que nous n'avons aucune bonne raison à alléguer en faveur de la démarche qui a été prescrite à Gortschakof. Peut-être serait-il bon de faire parler le Journal de Francfort ou quelque gazette allemande dont vous disposez. Un article très court remplirait mieux le but que de longs raisonnements. Sacken[1] qui est mon bras droit, comme vous le savez, dans l'affaire danoise a réuni dans le factum ci-joint des arguments pour servir de matériaux à un article de gazette ; vous en prendrez ce que vous jugerez le plus utile pour rectifier l'opinion publique. Je m'en remets sur cela entièrement à votre tact et à votre connaissance du terrain allemand.

Adieu, mon cher baron, je vous remercie pour vos dernières lettres, y compris le petit billet que m'a apporté le courrier anglais. Elles nous donnent l'espoir d'une amélioration dans les dispositions du cabinet prussien. Puissent-elles aller au point de faire bientôt finir l'affaire danoise; c'est le meilleur vœu que nous puissions adresser au ciel pour votre repos et le mien.

1. Comte Osten-Sacken, diplomate russe.

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 26 avril 1850.

Rien de plus difficile, mon cher Meyendorff, que de répondre à vos lettres; elles sont pleines d'intérêt, remplies de détails curieux. Que voulez-vous que je vous offre en retour? Raisonner sur les événements dont vous rendez compte serait un travail ingrat, car nos jugements ne s'appliqueraient guère à des circonstances qui, dans l'intervalle, auraient changé dix fois de face. Quant à des instructions, je serais également fort embarrassé de vous en donner. Quelle détermination pourrions-nous prendre lorsque tout est dans le vague? Vous savez parfaitement ce que nous voulons. Ainsi, continuez à agir dans l'esprit qui, jusqu'ici, vous a si bien guidé; terminez l'affaire danoise le moins mal possible afin de nous éviter la triste nécessité de nous en mêler matériellement; ramenez petit à petit ceux qui gouvernent la Prusse à des idées plus saines et plus pratiques. Telle est votre tâche et tel est le but que se propose l'Empereur. Avec beaucoup de patience, vous parviendrez à voir encore le sens commun triompher; déjà il y a amélioration d'après vos dernières communications. Erfurt a rendu un grand service en se montrant opposé aux vues de la Prusse, et, si on a le courage à Berlin de renvoyer l'assemblée, le principal obstacle à une entente avec l'Autriche disparaîtra.

Je ne me fais pas encore une idée bien juste de ce qui en sera de l'affaire danoise lorsque la Prusse aura fait sa paix séparée; elle simplifiera notre position, mais détériorera celle des Danois. Ce combat singulier que l'on aurait vivement désiré, il y a deux ans, on a l'air de le craindre aujourd'hui à Copenhague; au moins Plessen se montre-t-il fort alarmé des 30000 hommes et des 90 canons dont dispose la Stadthalterschaff, avec le grand Willisen à la tête. Si l'armée danoise se bat aussi bien qu'elle l'a fait, l'année passée, à Fridericia, ce fameux tacticien pourrait bien jouer au Holstein le rôle que Chrzanowski[1] a joué en Piémont. Ce serait fort désirable.

Dans une de mes dépêches, je vous suggère une combinaison que je vous laisse maître de mettre en avant ou de supprimer suivant ce qu'en penseront les plénipotentiaires danois et suivant les chances que vous auriez à la faire adopter. Tant que l'armistice dure, il me semble que ce serait la seule qui pût mettre fin à l'anarchie que la Stadthalterschaff entretient dans le Schleswig méridional.

Je suis curieux de voir ce qui se passera entre les députés envoyés à Copenhague et le cabinet danois; s'il est raisonnable il fera son possible pour s'arranger directement avec eux. Je crains le parti ultra-danois;

1. CHRZANOWSKI (Adalbert), général polonais, né en 1789, mort en 1861. Il vivait dans la retraite lorsque, au printemps de 1849, il fut chargé par le roi Charles-Albert de réorganiser l'armée piémontaise, dont il devint, avec le titre de major général, le véritable général en chef.

il ne voudra pas d'une union trop étroite entre le Schleswig et le Holstein, telle qu'elle subsistait jadis, car il y verrait un acheminement à la réunion du Schleswig à l'Allemagne. Ce sera la principale pierre d'achoppement à une entente directe. Mais du moment que la question de la succession est réglée et, par conséquent, l'intégrité de la monarchie danoise maintenue, il me semble que cette question du lien futur entre les deux duchés, qui a donné lieu à Berlin à de si fastidieux débats, perd de son importance et que le Danemark pourrait, sans inconvénient, se montrer facile pour tous les détails qui n'auraient qu'un caractère administratif et nullement politique.

Que dites-vous de l'adresse que les magnats hongrois ont présentée à l'Empereur d'Autriche? Les nouvelles que nous recevons de Vienne ne sont pas rassurantes; je crains bien que les Bach[1] et Schmerling ne fassent autant de mal à la monarchie autrichienne que les Radowitz et Camphausen[2] en ont fait à la Prusse. Ils démocratisent systématiquement le pays par les institu-

1. Bach (Alexandre, baron de), homme d'État autrichien, né en 1813, mort en 1892. Ministre de l'intérieur (mai 1849). Envoyé à Rome comme plénipotentiaire (août 1859). Sa mission, qu'il sut rendre agréable au gouvernement pontifical, prit fin en 1867. Il reçut le titre de baron en 1854.

2. Camphausen (Ludolf), homme politique allemand, né en 1803, mort en 1890. Président du conseil des ministres du 18 mars 1848 au 20 juin de la même année. Refusa la présidence de l'Assemblée nationale de Prusse et le portefeuille que lui offrait le vicaire de l'empire, mais il accepta le titre de ministre d'État, et fut accrédité auprès du pouvoir central allemand, en qualité de ministre plénipotentiaire. Son frère Otto, nommé membre à vie de la Chambre des seigneurs,

tions provinciales et communales dont ils les gratifient, Chose singulière, votre beau-frère Buol, dont les principes sont si purs et si monarchiques, ne s'aperçoit pas de cette tendance révolutionnaire de la nouvelle législation autrichienne et trouve parfait tout ce qui se fait à Vienne.

Le Maréchal nous a quittés mardi soir ; il a été très prévenant pour tout le monde et n'a mordu personne pendant son séjour ici, pas même Berg. L'Empereur part le 4 mai (v. sty) et sera de retour le 4 juin. Si vous êtes assez aimable pour terminer, d'ici là, l'affaire danoise, je profiterai de la permission que l'Empereur m'a éventuellement donnée pour aller prendre les eaux. Cela sera-t-il possible à Kissingen? Qu'en pensez-vous ?

Adieu, très cher baron, agréez mes invariables amitiés.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 3 mai 1850.

Lundi est arrivé Wielgorski et avant-hier le courrier de Paris, porteur de votre petite lettre du 25 avril. Celle-ci nous a bien attristés ; tout ce qu'il y a de bon dans ce monde est donc destiné à disparaître ! Je ne

en 1860, devint ministre des finances en 1869 et fut nommé, en 1873, vice-président du ministère d'État.

saurais vous dire combien nous regrettons Rauch et comme ami et comme perte politique d'une haute importance dans les circonstances actuelles ; pour vous elle sera irréparable. Gerlach[1] n'y suppléera pas complètement, à en juger par ses lettres dont Rochow me donne quelquefois connaissance, ce n'est pas la même chose. Ses principes politiques ne laissent rien à désirer ; pour du talent et des connaissances, il en a plus que Rauch, mais ses idées sont moins arrêtées, son coup d'œil politique moins sûr. Pour avoir trop d'idées, il ne les a pas toujours justes, et son sens est moins droit que celui du pauvre Rauch. La perte de cet excellent homme vous fera aimer le séjour de Berlin encore un peu moins.

Après tout ce que m'ont dit et votre frère Georges et Wielgorski de l'état de votre santé, j'ai songé sérieusement à vous en tirer, et au dernier travail j'ai abordé franchement la question avec l'Empereur. Comme toujours, je l'ai trouvé parfaitement bien disposé à votre égard et entrant dans votre situation. Il ne sait que trop ce que c'est qu'une migraine; il comprend donc les souffrances auxquelles vous êtes sujet mieux qu'un autre. Je n'ai pas eu de peine à obtenir pour vous :

1. Gerlach (Léopold de), général prussien, né en 1790, mort en 1861. Attaché en 1813 et 1814, à l'état-major de Blücher ; en 1815, à l'état-major général, devint en 1826 aide de camp du prince Guillaume de Prusse (plus tard Guillaume Ier). Général aide de camp du roi en 1849, servit la cause de la réaction de tout son pouvoir et contribua à amener la Prusse à subordonner sa politique à celle de la Russie.

1° la permission d'aller cet été à Gastein; 2° celle, la cure faite, de disposer de trois ou quatre mois pour vous livrer à un *dolce far niente* complet et vous reposer des rudes travaux de l'hiver dernier. Vous pouvez compter là-dessus et arrêter en conséquence ce plan de campagne pour l'été.

Je pense que vous ne quitterez Berlin que lorsque cette maudite affaire danoise sera arrivée à une conclusion quelconque ou, du moins, lorsque nous verrons plus clair au milieu des brouillards dont elle est encore enveloppée. Voici un nouveau projet qui a surgi; si les Prussiens l'acceptent et le signent, je n'ai rien contre, quoique cette commission qui, après coup, doit régler les détails de la future union du Schleswig avec le Danemark, et qui serait composée de membres non nommés par le souverain, mais élus, de part et d'autre, par le peuple, d'après une loi d'élection à fabriquer *ad hoc*, ne soit guère de mon goût. Cette disposition ne me semble ni conservative ni pratique; elle a, en outre, l'inconvénient de ne pas épuiser la question, mais de laisser une queue qui pourrait facilement amener de nouvelles complications. Le dernier contre-projet danois était ce qu'il y avait de plus raisonnable, et il faut être des mulets entêtés, comme les plénipotentiaires prussiens, pour ne l'avoir pas accepté. En quoi les intérêts de la Prusse seraient-ils lésés lorsqu'il y aura un peu plus ou moins d'union entre le Schleswig et le Holstein, tandis que le retard qu'elle met à conclure peut amener pour elle des incidents et

des complications dont les conséquences seraient incalculables. Voilà des vérités que vous leur avez fait cent fois entendre ; mais tant que ces hommes de malheur, qui président aujourd'hui aux destinées de la Prusse, n'auront pas noblement rompu avec les révolutionnaires et les idéologues de l'Allemagne, ces vérités n'entreront pas dans leurs oreilles.

---

### *Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 3 mai 1850.

Ma sollicitude pour votre santé est allée encore au delà du plus prochain avenir ; c'est Berlin qui vous tue, et vous en tirer complètement me semble le seul remède radical à tous vos maux. Je vous confierai, sous le sceau du secret, que Médem ne restera pas à Vienne ; son rappel est décidé ; il s'agit encore seulement d'entourer cette détermination de toutes les formes délicates que l'Empereur aime à observer en pareil cas. Le poste de Vienne vous conviendrait-il ? Pour moi, personne ne m'y conviendrait mieux que vous. Dites-moi franchement ce que vous en pensez, mais cela par *courrier anglais*. J'ai déjà eu occasion de mettre cette idée en avant et de sonder le terrain ; j'ai lieu de croire que l'Empereur n'aura rien contre cette mutation.

Adieu, mon cher et excellent ami, que Dieu vous

fasse supporter avec calme toutes les tribulations par lesquelles vous aurez encore à passer avant d'atteindre la fontaine de Jouvence.

---

### *Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 6 mai 1850.

J'espère, mon cher baron, que vous aurez exactement reçu par la poste la lettre par laquelle je vous invitais à vous rendre à Varsovie. Comme il se pourrait que l'Empereur y arrivât un ou deux jours plus tôt que ne l'indique la marche route, vous feriez bien d'y être rendu le 23 au plus tard.

Je vous préviens qu'il vous parlera de l'idée de vous transférer à Vienne. Hier encore, il en a été question entre lui et moi, et il m'a dit qu'avant de se décider il voudrait vous consulter. Lui, personnellement, n'a rien contre cette combinaison, mais je crains que l'Impératrice ne s'y oppose et ne regrette de vous voir quitter Berlin. Elle rattache à votre présence sur les bords de la Sprée le salut de son pays natal et elle n'a pas tout à fait tort, car depuis la révolution de 1848, il n'y a guère que vous et le pauvre Rauch qui ayez conservé du bons sens en Prusse.

Mon départ pour l'Allemagne ne sera définitivement décidé qu'au retour de l'Empereur, et, comme je vous

l'ai déjà mandé, dépend surtout de la question danoise. S'il a lieu, je me rendrai par Varsovie à Dresde, où je vous donne rendez-vous et où je me déciderai, soit pour Kissingen, soit pour Tœplitz, suivant l'état moral du centre de l'Allemagne. Ecrivez-moi, cher ami, ce que vous en savez et si je puis espérer de faire une cure à Kissingen sans être troublé. J'avoue qu'il m'en coûte beaucoup de m'y rendre, et si je pouvais faire tranquillement une cure ici, sans être sans cesse troublé par les affaires et les tracasseries inséparables de ma position, je le préférerais mille fois.

Je ne vous parle aujourd'hui ni du Danemark ni de l'Allemagne, ce sera pour une autre fois. Adieu, cher baron et tout à vous.

*P.-S.* — L'Empereur part le 16 mai.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 1er juin 1850.

Le courrier de Varsovie m'a apporté, hier, cher baron, votre bonne lettre du 27 mai. Je vous remercie beaucoup pour tous les détails intéressants qu'elle me donne; cependant il y en a un qui manque et que j'y ai cherché en vain : pourtant c'est le fait qui m'intéresse le plus.

Vous ne me dites pas s'il a été question du poste de

Vienne entre vous et l'Empereur. Je pense que ce sera venu plus tard et que dans vos premiers entretiens avec Sa Majesté, il vous aura été impossible d'examiner à fond, au milieu de ce brouhaha de Varsovie, toutes les questions que vous aviez à traiter avec Elle. En attendant, Médem a déjà répondu; il se résigne et quitte Vienne en juillet.

L'Empereur partant de Varsovie le 31 juillet pourra être ici aujourd'hui ou demain et moi je pourrai faire mes paquets. Je soupire après le moment de me mettre en voiture, mais ce ne sera que lorsque j'y serai entré réellement que je croirai à la possibilité de faire ce voyage, tant je crains les incidents politiques; Palmerston est homme à empêcher ma cure.

Je suis charmé que vous soyez content de Schwarzenberg. Puisse votre médiation officieuse entre lui et le Prince de Prusse avoir un meilleur sort que celui de M. Gros[1] à Athènes.

Ce que vous me dites des dispositions du Président-Ministre me prouve une fois de plus qu'il vaut mieux avoir affaire au bon Dieu qu'à ses saints. Même avec Buol, il n'y a pas moyen de raisonner sur la question allemande; il tient aux questions de forme plus encore qu'au fond de l'affaire, avec une grande raideur et une animosité tout autrichienne contre la Prusse; il n'admet aucun expédient, aucun terme moyen; il a toujours l'air

1. Gros (Jean-Baptiste-Louis, baron), diplomate français, né en 1793, mort en 1870. Ministre plénipotentiaire à Athènes (1850). Sénateur (1859); ambassadeur à Londres (1862).

de dire : « Périsse l'Allemagne plutôt qu'un principe. » Or, sur le principe, on ne s'entendra jamais; il faudrait pour cela que la Prusse fît des aveux qu'on n'arrachera jamais à son orgueil. Lui rendre la retraite possible en ménageant son amour-propre; faire ressortir ses torts passés par le fait et la nature monarchique et conservatrice des institutions sur lesquelles on sera tombé d'accord, tel me semble devoir être le rôle de l'Autriche. J'espère que vous serez parvenu à en convaincre Schwarzenberg. En général, je pense que votre rencontre avec lui fera beaucoup de bien aux affaires.

J'attends votre lettre sur les affaires danoises; je ne sais plus où j'en suis et ce qui a été décidé à Berlin après le retour de Reedz. Je ne comprends pas non plus ce qui a pu faire ajourner à Londres la signature du protocole. Brunnow ne m'en dit pas un mot.

Il était tout préoccupé ces derniers temps de la question grecque, qui est détestable. Palmerston a fait ce qu'il a voulu, et nous n'avons pour nous venger que la faible ressource des protestations. Il deviendra intraitable si ses collègues n'ont pas le bon esprit de le mettre de côté; il doit être aussi incommode pour eux que pour le reste des mortels. Voilà qu'il se fait ouvertement l'allié des rouges par ses articles du *Globe*. Si la France ne faiblit pas, ce que je crains beaucoup, l'entente cordiale ne se rétablira pas de sitôt. La déclaration que propose Schwarzenberg est d'accord avec une idée que nous avons mise en avant; je verrai comment

y donner suite. Comme vous le dites : cette démarche demande à être mûrement pesée.

Adieu, cher baron, au retour de l'Empereur, je vous dirai où et quand nous pourrons nous rencontrer en Allemagne.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 8 juin 1850.

Il paraît donc que l'Empereur n'a pas abordé avec vous pendant son séjour à Varsovie, ainsi qu'il se l'était proposé, la combinaison viennoise; vous ne m'en parlez pas, du moins, dans vos dernières lettres. Je sais seulement par l'Impératrice que l'Empereur a dit au Prince de Prusse que vous ne resteriez pas à Berlin. A son arrivée, je tirerai la chose au clair et tâcherai d'amener une conclusion conforme à vos vœux et aux miens. Une lettre que vous avez écrite à Rochow et qu'il m'a fait lire me prouve encore davantage que vous ne pouvez rester à Berlin plus longtemps qu'il ne le faut pour terminer, si faire se peut, l'affaire danoise. L'Impératrice, qui jusqu'ici insistait le plus pour que vous restassiez à Berlin, commence aussi, avec la bienveillance qu'elle vous porte, à voir que ce serait un mauvais service à vous rendre ; elle se résigne donc, mais elle voudrait faire la connaissance personnelle de Budberg, qu'elle entend louer par tout le monde, à

commencer par l'Empereur et à finir par Lindheim; elle désire se rendre compte par elle-même de ce qu'il est. Il me semble que cela serait possible à arranger en envoyant Budberg, pour quinze jours ici, par le bateau de Stettin et avant votre départ pour Gastein; cependant avant de vous y autoriser, j'en parlerai à l'Empereur.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 8 juin 1850.

Vous êtes, mon cher ami, un homme admirable. Comment, au milieu de la vie agitée que vous menez à Varsovie, avez-vous encore trouvé le temps et le moyen de m'écrire des volumes? A mon âge, on n'est plus en état de vous imiter, aussi ne vous attendez pas à des réponses d'une même dimension.

J'ai vu le Prince de Prusse, mais j'avoue n'avoir pas compris grand'chose à tout ce qu'il m'a dit et avait l'air de réciter comme une leçon apprise par cœur. Il y a encore et je dirai même chez les meilleurs esprits en Allemagne, une trop grande confusion d'idées pour qu'on puisse arriver prochainement à un dénouement quelconque.

Ce que veut Schwarzenberg n'est pas clair non plus; ce qui l'est à mes yeux, c'est que ni la constitution

revisée à Erfurt ni celle fabriquée à Munich ne sont possibles. Tant qu'on ne reviendra pas à l'acte fédéral du congrès de Vienne; qu'on ne renoncera pas à la chimère d'un *Bundes-Staat*, on se débattra dans le vide et on perdra un temps précieux; on s'usera dans des efforts d'éloquence pour discuter sur des projets impraticables. Que les députés, arrivant à Francfort, mettent de côté et les œuvres d'Erfurt et celles de Munich, et adoptent, comme base de leurs délibérations, l'acte de Vienne, en chargeant une commission de le revoir et de proposer les modifications que le bons sens et les temps actuels réclament, en conservant toutefois intact le principe qui veut que l'Allemagne soit un *Staaten-Bund* et non un *Bundès-Staat*. Voilà, d'après mon opinion, la seule marche qui puisse conduire à un résultat pratique, Elle n'exclurait nullement les arrangements particuliers que la Prusse voudrait faire avec les petits États pour les garantir contre les débordements de la démocratie, et je suis sûr que, resserrée dans de telles limites, l'Autriche n'aurait rien à objecter contre une union étroite.

Dans ma conversation avec le Prince de Prusse, qui, au reste, a été très courte, mais se renouvellera, je pense à Péterhof, je lui ai formellement recommandé l'affaire danoise. Des lettres que Plessen est venu hier me communiquer sont lamentables, et me font craindre qu'on ne parvienne pas à s'entendre avec les députés du Holstein. Comme ces deux lettres sont écrites par deux hommes modérés et raisonnables, nullement

Danois pur sang, Bille[1] et le baron Adolphe Blome, j'attache de la valeur à leurs appréhensions. Ils émettent, l'un et l'autre, l'opinion que ce ne sera que par la force des armes que l'on parviendra à vider cette question, et Plessen, en conséquence, me presse d'obtenir qu'une démonstration soit faite par l'envoi de notre flotte sur les côtes du Holstein. Nous verrons ce que vous m'écrirez à votre retour à Berlin et ce qu'en dira l'Empereur. Le télégraphe a déjà annoncé avant-hier son arrivée à Wilna; il est donc probable qu'il sera demain à Péterhof.

Je vous préviendrai, avant mon départ, du jour où je pourrai être à Dresde, et c'est là que je compte vous donner rendez-vous; ainsi, sans adieu, très cher baron.

---

*Le même au même.*

Kissingen, .. juin 1850.

Merci pour les nouvelles de l'Impératrice; veuillez m'en donner de temps à autre. J'espère qu'elles seront toujours bonnes; alors on ne me défendra pas de lire

1. Bille (Steen-Andersen), marin danois, né en 1797, mort en 1883. Commanda, en 1848, l'escadre qui rendit effectifs les blocus de l'Elbe, du Weser et des duchés, durant la première guerre entre la Prusse et l'Allemagne. Ministre de la marine en 1852 et 1853, il fut nommé contre-amiral quelque temps après avoir quitté son portefeuille.

vos lettres, surtout si elles ne parlent pas du Zollverein. Hélas! je crains bien de ne pas lui échapper tout à fait ici. Le frère de Manteuffel doit y venir, et dans une dizaine de jours paraîtra M. Van der Pfordten. J'ai eu à Berlin quelques luttes à soutenir et je vous avouerai que j'ai été médiocrement satisfait de ce que j'ai vu et entendu. Si l'Autriche veut engager les trois royaumes et leurs alliés à prononcer dans une déclaration leur ferme intention de maintenir le Zollverein, alors la Prusse admettra un plénipotentiaire autrichien aux conférences; tel a été le dernier mot de Manteuffel. Il comptait formuler cette proposition dans une lettre particulière à Buol. Voilà où en étaient les choses, quand j'ai quitté Berlin; ce qui s'est passé depuis, je l'ignore et ne suis nullement pressé de le savoir.

Je suis ici depuis mercredi, 2 juin, et j'ai commencé ma cure le lendemain. Nous avons un temps divin, et je vous en souhaite un semblable.

Le prince Tzernichef nous est arrivé hier mieux portant que je l'avais laissé à Pétersbourg. Vous verrez sans doute Bismarck à Francfort. Je vous préviens qu'il a tenu à Berlin un langage peu bienveillant pour l'Autriche; il a eu le manque de tact de se prononcer dans le même sens envers l'Empereur et a déplu par là. — Tout à vous.

---

*Le même au même.*

Péterhof, 26 août 1850.

Encore un mot, mon cher Meyendorff, que je vous adresse à la hâte de Peterhof même. Vous trouverez dans ce second paquet que je confie au capitaine Duhamel deux dépêches :

La première est une réponse à celle que Rochow m'a communiquée et dont je vous parle dans mon autre lettre particulière ; vous en ferez l'usage que vous jugerez le plus convenable, soit en la communiquant *in extenso* à Auerswald ou à Bulow, soit en leur faisant verbalement part des observations qu'elle renferme. Vous savez que je n'aime pas la polémique inutile, mais peut-être n'y aurait-il pas de mal à laisser cette pièce entre les mains du cabinet prussien comme Rochow m'a laissé la dépêche de Bulow.

La seconde, que vous recevez, traite de la reconnaissance du Pouvoir central et indique un moyen d'y arriver. C'est l'Empereur lui-même qui a eu cette idée ; elle lui paraît le mieux concilier tous les droits et sauver le principe. Je ne doute pas que les six grandes cours allemandes ne l'adoptent avec empressement comme un bon expédient pour amener l'établissement de relations régulières entre la Russie et la nouvelle Allemagne. Vous verrez, cher baron, quel parti vous pourrez tirer de ce *modus procedendi*. Comme il faudra du temps

pour le faire adopter partout, nous verrons en attendant plus clair dans l'affaire de l'armistice, avant la conclusion duquel je ne voudrais rien reconnaître en Allemagne.

Hier, j'ai reçu les premières nouvelles de Malmoe, par Copenhague. Les négociations avaient mal commencé, mais dans une seconde dépêche du 19 août, Ungern me mande qu'on s'est entendu sur l'article VII, qui était un des plus scabreux. Je ne perds donc pas encore tout espoir.

Mille amitiés.

---

*Le même au même.*

Dresde, 30 septembre 1850.

Ainsi que vous le dites, mon cher baron, la dépêche de Séniavine, du 4 septembre, aurait pu être moins vague et s'expliquer plus clairement; je l'aurais autrement faite. Comme nous n'en avons pas d'autre, il faut bien chercher à en tirer parti; je vous ai donc autorisé à la communiquer au ministère prussien par un mot que Budberg vous a adressé hier. Renforcée par le langage que vous avez tenu, elle ne laissera pas que de donner à penser, même à Radowitz. Sa nomination, je la regarde comme une réponse aux dernières communications de Schwarzenberg, que Beust[1], lui-même, trouve

1. Beust (Frédéric-Ferdinand), homme d'État saxon, né en 1809, mort en 1886. Il fut successivement secrétaire d'ambassade, chargé

tirée par les cheveux. Schwarzenberg veut que nous le soutenions, mais ne veut suivre aucun de nos conseils; à la longue, cela ne pourra pas marcher ainsi. Dieu veuille que la nomination de Radowitz lui serve de leçon! Sous ce rapport, elle pourrait faire quelque bien. Il y en a un autre qu'elle produira probablement : c'est qu'elle déterminera l'Empereur à renvoyer Gortschakof, un moment plus tôt, à Francfort, et à satisfaire, à cet égard, l'Autriche.

Budberg a été chargé de vous communiquer aussi ce que j'ai fait dire à Schwarzenberg par Fonton, au sujet de la dépêche du 4 septembre; pour le moment, il m'a paru que cela suffisait. A votre arrivée à Vienne, vous verrez dans quelles dispositions vous trouverez le Président-Ministre, et vous jugerez s'il convient de lui communiquer la dépêche *in extenso*; je vous donne sous ce rapport carte blanche.

Sur ce, je vous quitte, cher baron, pour aller demain à l'aube du jour pousser une reconnaissance sur le terrain de l'Engerer-Bund. Je voudrais déjà en être revenu; ce sera, sans faute, jeudi soir. Samedi, je vous attends et espère encore passer quelques bons moments avec vous.

d'affaires à Munich, ministre résident à Londres, ambassadeur à Berlin, et enfin ministre des affaires étrangères en 1849. Plus tard, il fit encore partie du cabinet Zchinsky, comme ministre des relations extérieures et des cultes.

*Le même au même.*

Dresde, 3 octobre 1850.

En arrivant ici ce soir de Weimar, j'ai trouvé la dépêche ci-jointe de Fonton; son contenu m'a paru des plus graves, et j'ai pensé, cher baron, qu'il serait utile que vous en eussiez connaissance avant de quitter Berlin. Comme vous n'y resterez plus que peu d'heures après l'avoir reçue, je doute que vous puissiez encore rompre une lance en faveur de l'Autriche que nous ne saurions abandonner, si dans l'affaire du Holstein elle marche en avant d'un pas ferme et sans se laisser arrêter par l'opposition de la Prusse, ainsi que Fonton nous l'annonce. Lorsque j'aurai reçu les pièces que Schwarzenberg veut m'envoyer, j'enverrai un courrier à l'Empereur; nous les lirons d'abord ensemble samedi et nous nous concerterons sur ce qu'il conviendra de proposer à Sa Majesté. Pour arrêter à cet égard mes propres idées, il faut que je sois en possession des informations que vous m'apporterez de Berlin.

Adieu, très cher baron, ou plutôt au revoir, samedi, car je ne pense pas que la dépêche de Fonton doive vous faire différer votre départ. Veuillez me la rapporter. — Tout à vous.

*Le même au même.*

Varsovie, 15 octobre 1850.

J'ai trouvé, mon cher baron, l'Empereur très monté contre la Prusse, et l'Impératrice très animée contre l'Autriche et Schwarzenberg. Voilà ce qui vous attend à Varsovie. Arrivez-nous le plus vite que vous pourrez et apportez-nous l'*inhibitorium*. Dites à Schwarzenberg que c'est indispensable, s'il ne veut pas gâter les excellentes dispositions dans lesquelles il trouvera l'Empereur, par rapport aux affaires de l'Allemagne. Elles vont au point que, sur le rapport que je lui ai expédié de Dresde, il a écrit au crayon : « La paix avec le Danemark ratifiée par la diète de Francfort, je ne vois plus de difficulté à la présence de notre ministre ». En un mot, ses idées sont complètement d'accord avec les nôtres, et j'ai l'espoir que la présence ici de Brandenbourg et de Schwarzenberg ne sera pas stérile en bons résultats, surtout si vous parvenez à assouplir ce dernier et à le rendre moins antipathique à tout compromis, qui, seul, pourra sauver l'Allemagne.

L'Empereur est arrivé très fatigué; je n'ai pu lui rendre que très sommairement compte de l'état des affaires, et ce ne sera que demain que je pourrai lui soumettre le rapport que nous avons fabriqué ensemble à Dresde et pour lequel, comme vous vous en souviendrez, je fais dépendre l'arrivée de Gortschakof à Franc-

fort de l'*inhibitorium* et de la résolution de le faire exécuter. C'est d'autant plus nécessaire que le roi de Danemark nous a envoyé ici le prince de Glucksbourg, pour représenter à l'Empereur l'impossibilité où se trouverait l'armée danoise de se maintenir dans sa position actuelle, à l'entrée de l'hiver, avec l'obligation de respecter le territoire holsteinois, tandis que Willisen passe l'Eyder, prend l'offensive quand il veut et ne respecte rien. C'est une situation aussi injuste qu'intolérable.

Le roi de Prusse envoie ici une députation militaire pour offrir au Maréchal, à l'occasion de son jubilé, un régiment. Je ne prétends pas que l'empereur d'Autriche fasse absolument la même chose; mais une démonstration quelconque, ne fût-ce qu'une lettre de félicitations, me semblerait utile et convenable.

Dans une de mes dépêches, je vous invite, par ordre de l'Empereur, à tirer au clair la question de savoir si l'empereur François-Joseph veut une réception solennelle, avec militaire assemblée, salves d'artillerie et la cour réunie, ou bien une réception simple et particulière, à l'instar de celle qui a eu lieu, il y a un an. Je pense qu'il optera pour la dernière.

Rochow n'a pris encore aucune espèce de parti; il a voulu d'abord consulter l'Empereur et voir ensuite dans quelle direction marchera son nouveau ministre. C'est fort sage, et je l'ai engagé à persévérer dans cette détermination et à ne rien précipiter.

Sur ce, je vous quitte, très cher ami, pour aller

offrir quelques consolations à notre ami Orlof, qui a reçu ici la nouvelle de la mort de son frère Grégoire et qui en est très affligé.

---

*Le même au même.*

Saint-Pétersbourg, 13 novembre 1850.

La dépêche que vous recevez aujourd'hui, mon cher baron, est une conséquence du dernier entretien du prince Schwarzenberg avec l'Empereur. Elle a laissé dans l'esprit de Sa Majesté un reste de méfiance sur la sincérité des dispositions pacifiques du cabinet autrichien, et l'Empereur craint qu'à mesure que l'on cède à Berlin, les prétentions n'augmentent à Vienne. Dans ce cas, il ne faudrait plus compter sur l'appui de la Russie ; c'est ce que je vous prierais de faire clairement comprendre à Schwarzenberg, s'il en était besoin. Comme c'est un homme calme et réfléchi, j'espère que la tête ne lui tournera pas après la victoire que notre Empereur lui a fait remporter à Berlin ; qu'il en usera avec modération ; ne révoquera aucune des concessions faites à Varsovie et ménagera assez un ennemi qui bat en retraite pour ne pas le pousser au désespoir en exigeant des conditions humiliantes. Ce ne serait pas d'une politique sage et prévoyante et nous ferait retomber dans la crise d'où la Providence vient de nous faire si

miraculeusement sortir. Maintenant que Radowitz est écarté et que les affaires sont placées en de meilleures mains, la méfiance de Schwarzenberg n'a plus aucun fondement ; il est, au contraire, de son intérêt comme du nôtre, de soutenir des hommes qui, tels que Brandenbourg et Manteuffel, ont réussi à faire sortir la politique de la Prusse de la fausse et dangereuse route où Radowitz l'avait engagée et de leur faciliter une tâche où ils auront encore bien des luttes à soutenir avec le Roi et le Prince de Prusse, qui n'ont cédé qu'à leur corps défendant. Le pauvre Brandenbourg, quel aveuglement ! et gare au trou du souffleur où il pourrait bien se glisser de nouveau.

J'espère que vous aurez terminé votre voyage aussi heureusement que moi. Maintenant il ne me reste qu'à désirer pour vous de trouver une maison où l'on ne se ruine ni en entrant ni en sortant.

Agréez, je vous prie, cher baron, avec ce vœu mes plus invariables amitiés.

*P.-S.* — J'ai oublié de vous parler à Varsovie d'un nommé Hertz, auquel il faudra donner 400 roubles argent sur les fonds secrets. Tengoborski vous en parlera, et vous verrez s'il vous conviendra d'utiliser, à l'avenir, ses relations avec l'*Allgemeine Zeitung* et l'*Indépendance Belge*.

*Le même au même.*

Saint-Péterbourg, 20 novembre 1850.

Nous sommes toujours encore entre la crainte et l'espoir; c'est dans cette disposition d'esprit que j'expédie aujourd'hui notre courte réponse aux communications que le comte Buol m'a faites. Vous verrez que nous trouvons que le prince Schwarzenberg s'est un peu trop pressé d'envoyer une espèce d'*inhibitorium* à Berlin, à la suite des coups de fusil tirés près de Fulde. Dans ces cas, il est toujours difficile de décider qui a tiré le premier; et, lorsque ces choses arrivent, je me rappelle un mot de la célèbre Sophie Arnould[1], qui, interpellée par M. de Sartine[2] pour savoir de qui était un enfant dont elle venait d'accoucher, répondit : « Eh! Monsieur, quand on tombe dans un buisson d'épines, on ne sait jamais laquelle s'est enfoncée la première. »

Depuis trois jours je suis sans nouvelles de Budberg; les dernières étaient du 11 novembre. Il nous transmettait la dépêche de Manteuffel du 9 novembre. Vous comprendrez avec quelle impatience j'attends vos pre-

1. Arnould (Sophie), célèbre cantatrice française, née en 1744, morte en 1802.

2. Sartine (Antoine-Raymond-Jean-Gualbert-Gabriel de), comte d'Alby, célèbre lieutenant général de police et ministre français, né en 1729, mort en 1801.

miers rapports pour juger de l'accueil qu'elle aura reçu à Vienne.

Que dites-vous de Prokesch, qui est devenu presque le dieu de la paix? Seebach, qui est arrivé hier, m'a dit qu'il lui avait tenu le langage le plus conciliant.

Figurez-vous que le Roi veut absolument renvoyer ici Rochow au cœur de l'hiver, lorsqu'il peut lui être si utile à Vienne dans les conférences allemandes et encore plus peut-être à Berlin où Manteuffel a besoin de soutien. C'est principalement pour lui offrir le nôtre que notre dépêche a été écrite hier. Qu'on fasse de même à Vienne et la paix pourra encore être maintenue. C'est surtout contre la Bavière qu'on est le plus monté à Berlin; on lui prête des arrière-pensées sur le pays de Bade, et malheureusement des commérages, venus de Francfort, ont donné quelque vraisemblance à ce soupçon. Vous verrez que j'y fais allusion dans ma dépêche.

Nous voilà, grâce à Dieu, enfin tous rentrés dans nos foyers. Vous apprendrez, sans doute, avec plaisir que l'Impératrice a parfaitement bien supporté le voyage de Varsovie ici. Il ne nous manque plus de la famille impériale que le Grand-Duc héritier; il est attendu pour le 15 novembre et c'est le 21 que la cour rentrera définitivement en ville.

Mille amitiés, très cher baron.

---

# ERRATUM

Tome VIII, page 21, au lieu de la note 1, lire la suivante :

La brochure « *die Europaeische Pentarchie* » était l'œuvre d'un certain Goldmann dont le baron P. Meyendorff parle en ces termes dans sa lettre au chancelier du 15 octobre 1839 :

« L'auteur de la Pentarchie est un protégé à moi, comme vous verrez par la lettre ci-jointe. C'est une honnête créature, qui comme censeur a défendu son propre livre. O candeur allemande ! Mais il nous loue trop, personne ne croit que cette apologie n'ait été commandée. Si vous voulez vous faire faire un extrait de la lettre de Goldmann, vous verrez combien c'est un honnête homme et doué de beaucoup de talent, pour avoir su par la seule lecture des journaux deviner et combiner si juste.

... Son système de protectorat des cinq puissances est absurde, mais le fond du livre, ce qu'il dit de la Pologne, de nos relations en Orient, de l'Angleterre, est ce qu'on a écrit de mieux dans ce genre. »

# TABLE DES NOMS

CITÉS DANS LE TOME IX

L



M

66882. — Imprimerie Lahure, rue de Fleurus, 9, Paris.